

Présentation

Ce numéro aborde la question des sans-papiers en France (et aux Pays-Bas avec un texte de *De Fabel van de illegaal* sur les sinistres centres de rétention hollandais) à partir de deux points de vue :

- celui des «soutiens» (appartenant ici au Réseau Education sans frontières)

- et celui de représentants de la Coordination 75 et de travailleuses sans-papiers à travers le *Journal de la Bourse occupée*.

D'autres articles et interviews sur ces sujets paraîtront dans nos prochains numéros.

Le marxiste libertaire João Bernardo nous décrit les grandes tendances des modifications que nous sommes en train de vivre, dans l'organisation du travail et de la vie sociale, au Nord comme au Sud. Il identifie aussi certaines des raisons de la crise idéologique de la gauche et de l'extrême gauche actuelles.

Dans la continuité de cette analyse générale, nous reproduisons plusieurs textes, écrits par des collectifs de précaires sur l'insertion, le RSA et le contrôle des allocataires du RMI, qui montrent comment ces grandes évolutions mondiales se manifestent en France et comment elles font de la vie de millions de personnes un enfer.

Les anarchistes vénézuéliens d'*El Libertario* décortiquent la nature du chavisme, complétant ainsi opportunément l'analyse historique détaillée de Humberto Decarli publiée dans le n° 23-24 de notre revue («Le mythe de la nature démocratique des Forces armées vénézuéliennes») qui était concentrée sur l'histoire de l'armée vénézuélienne depuis un demi-siècle et le rôle des *caudillos*.

Le groupe Mouvement communiste nous décrit la situation coloniale du Tibet.

Enfin plusieurs articles abordent des questions qui suscitent des polémiques dans la «gauche radicale» et le mouvement libertaire: le licenciement du dessinateur Siné; les comparaisons entre le régime de Vichy et le gouvernement Sarkozy; les positions de Chomsky; les nationalismes et les régionalismes; la mystification du christianisme dit de gauche ou social.

RESF
vu
par
ses
militants

**
*

De Saint-Bernard
à la rue Charlot:
CSP75
Journal
de la Bourse occupée

Interviews de militants RESF

Ces interviews ont été réalisées le 15 juillet et le 2 août 2008. Les propos des 5 membres de RESF interviewés ci-dessous reflètent leurs opinions personnelles, et donc pas forcément les positions du Réseau Education sans frontières dans son ensemble. Nous avons demandé à un membre du Réseau (Serge), non présent lors de ces discussions, de nous communiquer par écrit ses remarques. D'autres textes ou interviews suivront dans les prochains numéros de *Ni patrie ni frontières*. Précisons enfin qu'aucune des personnes interviewées ne peut être tenue pour responsable des positions défendues par la revue *Ni patrie ni frontières*.

Yves: Pouvez-vous vous présenter ?

Jean-Pierre: Je fais partie du RESF parisien, plus spécialement du XX^e arrondissement, et plus spécialement des quartiers du sud du XX^e.

Yves: Tu es à RESF depuis combien de temps ? Et d'abord quand RESF a-t-il été créé ?

Jean-Pierre: Je suis à RESF depuis 2005, et le Réseau a été créé en juin 2004.

Marie-Cécile: Je suis à RESF Paris Nord-Ouest (VIII^e, IX^e, XVII^e et XVIII^e arrondissements) et à RESF depuis le début, depuis juin 2004.

Nordine: Je fais partie de RESF Paris Nord-Ouest.

Huguette: Je milite à RESF 77, en Seine-et-Marne, parce que j'habite cette région. Je n'ai plus d'activité professionnelle sur Paris et cela m'a semblé logique de m'investir dans le département où je vis.

Pierre: Je suis instituteur, je n'ai plus d'activité professionnelle, mais je me considère toujours comme instituteur. Mon champ d'activité est essentiellement parisien, pas seulement dans le cadre syndical (je suis aussi à SUD Education). Je suis à RESF Paris et plus particulièrement dans le XX^e arrondissement.

Yves: Les sans-papiers sont-ils dans une période plus difficile qu'il y a quatre ans et la «directive de la honte» va-t-elle empirer la situation des travailleurs «clandestins» en France ?

Jean-Pierre: Dans l'immédiat, il n'y a pas de conséquence directe, du moins pour l'instant. Cette directive a un intérêt «positif», du moins dans toute son horreur: elle montre que ce qui est en jeu, c'est le problème de l'Europe forteresse et pas simplement quelque chose lié à la personne de M. Sarkozy.

Marie-Cécile: Je suis d'accord, mais on constate que la situation se tend à l'extrême car, depuis trois ans, la législation française n'a de cesse de se durcir et de nous bloquer.

Yves: Peux-tu préciser ?

Marie-Cécile: Depuis trois ans, le gouvernement ne cesse de légiférer. On a eu la suppression de la régularisation à 10 ans. Tous les gens qui attendaient pendant dix ans avaient au moins cette perspective, et maintenant ils ne l'ont plus. Ou alors de manière très réduite. D'autre part, la suspicion de l'administration est beaucoup plus forte maintenant. Aux débuts de RESF, il suffisait de l'appel d'une directrice d'école et les sans-papiers sortaient du commissariat; une fois sortis, on les faisait régulariser. Le problème, c'est que maintenant on continue à les sortir, à Paris en tout cas, en banlieue, plus difficilement pour des raisons de différences de stratégie, pour des raisons touristiques aussi, et grâce au maillage citoyen; en tout cas, à Paris, RESF est fort mais on n'arrive plus à obtenir autant de régularisations. C'est un vrai souci. On se retrouve entourés de gens que l'on connaît depuis 3-4 ans, qu'on sort de prison quand ils se font arrêter, qu'on aide quand il y a un problème de logement, ou avec les services sociaux, etc. On devient des super assistantes sociales, mais on n'arrive plus à régulariser leur situation, on n'arrive même plus à avoir des rendez-vous en préfecture. Cela devient assez dramatique.

Jean-Pierre: Tout à fait d'accord. Il faut ajouter la systématisation des rafles, des contrôles qui, à certaines périodes, aboutissent à des résultats très difficiles à «gérer», si l'on peut dire, pour nous quand on apprend que 1,2,3 personnes dans la journée sont arrêtées. Et là, il s'agit de gens que l'on connaît, donc d'une petite partie, de la partie immergée de l'iceberg. Des sans-papiers qui sont la plupart du temps parents d'élèves et dont les enfants étudient dans des écoles où le Réseau existe. Autre problème: avec la politique du chiffre voulue par le gouvernement, non seulement le droit et la pratique du droit se sont durcis, mais dans la traque policière de tous les jours, il est clair que les flics veulent faire du chiffre et qu'ils le font.

Marie-Cécile: Même les rafles ont changé. Avant, les rafles mobilisaient plusieurs cars de police, reposaient sur une démonstration de force, et nous, en face, on faisait aussi une manifestation de force. Donc, nos protestations avaient de la gueule. Maintenant, ils organisent des mini-rafles, avec des flics en civil, des flics «ethniques», qui ont des «têtes d'étranger», c'est très rapide, très mobile. Ils sont mobilisés 5 minutes dans un endroit, 5 minutes à la station de métro suivante. Nous avons beaucoup plus de difficultés à nous organiser contre les rafles maintenant.

Pierre: Cela fait plus de trente ans que c'est de plus en plus en dur. Chaque nouvelle loi, chaque nouveau texte (il y en a eu 5 depuis 2002) aggrave la situation. C'est plus difficile à tous points de vue car cela n'arrête pas. Quant à la «directive de la honte», elle étend la

possibilité d'un délai de rétention à 18 mois. D'ailleurs, on se demande comment ce délai peut être mis en œuvre. Comment peut-on garder des gens pendant 18 mois dans des lieux fermés, en rétention, avec leurs enfants ? N'importe quelle personne ayant un peu de bon sens est incapable de comprendre cela. Cela traduit une politique qui est appliquée non seulement en France mais au niveau européen; elle est de plus en plus dégueulasse et tout à fait insupportable. Certains font même croire, au niveau français, que cela va limiter les dégâts. On est en pleine folie, là. C'est meurtrier par rapport au droit essentiel des gens.

Hugette: Le problème d'une loi, c'est qu'elle introduit quelque chose de normatif, qui, pour l'ensemble des gens, de ceux qui ne sont pas experts, définit la norme, ce qui est considéré comme normal. La nouvelle directive européenne représente une mesure complètement barbare. Dans l'espace de pensée immédiate des populations européennes on a introduit l'idée qu'il est normal de garder quelqu'un enfermé sans jugement pendant 18 mois. C'est une décision très grave. Il est trop tôt pour évoquer les conséquences immédiates de ces mesures, mais elles font partie de l'arsenal des instruments idéologiques au niveau européen. Je suis quand même assez sidérée que, notamment en ce qui concerne le traitement des étrangers «extra-européens», l'essentiel des arguments, des projets avancés et des lois relève de ce qui a été les références du Front national – en clair la «préférence nationale». C'est repris avec d'autres mots au niveau européen, mais cela passe dans les lois pour devenir la norme de pratique et de pensée, surtout de pensée, sans soulever des masses de protestations. C'est lourd de conséquences sur le formatage européen auquel on assiste, quasiment tous partis confondus.

Yves: Avez-vous l'impression qu'il y a plus de peur parmi les «clandestins» et par quoi se traduit cette peur ?

Marie-Cécile: Oui, il y a plus de peur. Les femmes l'expriment mieux. Quand elles pleurent, elles pleurent vraiment. Quand elles disent qu'elles ne peuvent pas sortir de chez elles, quand elles sont au bord de l'hystérie, tu le vois. Les mecs rentrent plus leurs sentiments. Je vois beaucoup plus de femmes qui parlent de la violence. On la constate aussi sur les écoles (parents contre enseignants, mais aussi parents sur leurs enfants). Je pense que quand les hommes rentrent cette peur en eux, cette violence s'exprime chez eux, à la maison. Je crois que cela doit se répercuter dans la violence sur les enfants et sur les femmes. On n'a pas de statistiques, bien sûr, et on ne va pas se mettre à en faire; je parle de ressenti, là. Mais je pense que c'est une situation terrible que de se sentir impuissant à protéger les siens.

Pierre: La peur fait partie intégrante de la vie des sans-papiers depuis très longtemps et maintenant, c'est tout le temps et partout. Les gens ont peur en partant au boulot, ils ont peur quand ils reviennent, ils ont peur quand un des parents est en retard. Comme

m'a dit une gamine: «Est-ce normal d'avoir peur quand on va à l'école?» Cette peur ne touche pas seulement ceux qui sont directement menacés. Elle s'étend à tous ceux qui vivent autour d'eux, avec eux, les enfants à l'école quand le copain ou la copine n'est plus là, les voisins qui s'inquiètent, etc. Il y a quelque chose d'extrêmement malsain qui se propage. Cette peur peut être meurtrière. L'été dernier, en 2007, il y a eu 5 ou 6 défenestrations en France de sans-papiers qui avaient peur. Je pense à Ivan, à Amiens, qui a suivi son père, a enjambé un balcon, est tombé et est resté l'hôpital pendant des mois et des mois, et dont la chute aura sans doute des conséquences très importantes pour sa santé. Je pense à Chunlan, cette Chinoise de 51 ans à Belleville. Les flics sont arrivés à l'hôtel où elle habitait, ils ne venaient pas pour elle, mais elle a pris peur, elle a sauté par la fenêtre et elle est morte. Je pense à Babara Traoré qui s'est trouvé face à un contrôle au RER de Joinville, qui s'est sauvé, a sauté dans la Marne et est mort d'un arrêt cardiaque. Je pense à Johnny, 19 ans, qui a reçu la lettre de la Cour nationale d'appel l'informant que son dernier recours était refusé et qui s'est pendu chez lui, dans le département des Hauts-de-Seine. La peur est meurtrière, et je ne parle pas de tous les morts dans les mers qui entourent l'Europe, quand les gens essaient de venir ici.

Huguette: La peur, c'est un instrument de domination politique décidé depuis un certain nombre d'années, et pas seulement en Europe. C'est une idéologie mortifère, mais qui marche. En militant à RESF, on combat la peur, nous-mêmes, en nous mêmes. C'est aussi pour nous une façon de continuer à être vivants. On aide les sans-papiers, humainement on leur fait du bien. On n'est pas des humanistes, et, même si on l'était, ce n'est pas honteux. On leur fait du bien, donc, mais on se fait du bien à nous aussi. C'est aussi une façon de ne pas succomber à ce qui est un instrument politique international, la peur, et qui est mortifère.

Pierre: Je ne suis pas d'accord, je me sens humaniste. Obtenir de chacun le mieux dont il peut résulter, je me situe dans cette mouvance, je ne récusé pas le terme.

Huguette: Cela pourrait être une longue discussion. Je veux seulement dire que je ne suis pas humaniste au sens où les hommes et les femmes seraient bons par nature.

Pierre: Je voudrais rajouter quelque chose sur la peur, sur ce qui abîme les gosses, les enfants de sans-papiers. Les enfants de sans-papiers en bas âge n'ont pas de mots pour exprimer ce qu'ils sentent, mais ils captent très vite les angoisses de leurs parents. Ils se construisent dans un malaise diffus mais constant. Après, quand ils sont ados, ils savent mettre des mots là-dessus. A cette peur s'ajoute une sorte de honte, pour la plupart, à être sans-papiers. Je pense à une jeune fille qui s'est confiée à une prof. Ensuite on a organisé une petite réunion d'enseignants à 7 ou 8 dans son établissement, on lui a proposé de faire une pétition pour qu'elle la fasse signer notamment dans sa classe, mais elle s'y est opposée. On était

embêtés parce que pour nous, au Réseau, la mobilisation ne part pas de l'extérieur de l'établissement. Elle part de la communauté scolaire, des profs, des élèves, des parents d'élèves. Elle a mis deux mois à accepter l'idée. On a fait une manif à la fontaine Saint-Michel, elle a été interviewée, filmée. Et j'ai vu alors un changement physique dans son attitude, elle s'est littéralement redressée. Elle a récupéré sa dignité, parce qu'elle pouvait enfin dire: «Je suis sans-papiers et je me défends.» Ce n'est pas un cas isolé, la plupart des jeunes ne veulent pas qu'on le dise. Je pense aussi aux enfants de D. Le premier qui s'est fait piquer c'était un jeune majeur qui avait le permis, il conduisait la voiture de son père, et a commis une petite infraction au Code de la route en se garant là où il ne fallait pas. Il a donc été contrôlé par les flics qui lui ont collé un PV. Quand ils ont vu qu'il n'avait pas de titre de séjour, ils l'ont envoyé en centre de rétention. Les choses se sont arrangées, il a pu sortir. Il a été forcé de révéler dans son lycée qu'il était sans-papiers. Dans sa classe, trois autres copains ont levé la main pour dire qu'eux aussi étaient sans-papiers; quant à l'assistante sociale, elle nous a confié lors d'une réunion: «Mais moi j'en connais 30 dans le bahut !»

Les enfants sont victimes et ont honte des choses qu'ils subissent et cette situation est particulièrement dégueulasse. À RESF, on veut leur régularisation, bien sûr, mais en même temps ce qu'on fait est un acte réparateur. On veut que ces jeunes récupèrent l'estime de soi qu'ils ont perdue, car ils se considèrent moins que les autres, parce qu'ils n'ont pas de papiers.

Huguette: Pour synthétiser, on peut dire que les lois anti-immigrés atteignent les gens dans ce qu'ils sont et non pas dans ce qu'ils font. C'est une atteinte fondamentale aux droits de l'homme et de la personne humaine, car on condamne les gens pour ce qu'ils sont, et non pas pour ce qu'ils font.

Pierre: C'est pourquoi il faut qualifier cette politique. Ceux qui conçoivent une telle politique, de tels ordres d'expulsion, le font à partir d'idées particulièrement méprisables, éthiquement répugnantes. Il y a une définition pour ces individus-là, je choisis ces mots-là délibérément. C'est la définition même du salaud. Le salaud est méprisable, il a des idées et des actes répugnants. Il y a toute une spirale entre ceux qui ordonnent, qui conçoivent, et ceux qui exécutent et qui sont amenés à exécuter des actions moralement répugnantes. J'ai entendu un débat sur France Info avec un représentant d'un syndicat de flics, je ne me souviens plus lequel. Il disait: «Quand on va à 6 heures du matin taper à une porte, arrêter des parents, et qu'il y a des enfants, eh bien on n'est pas contents.» Les sans-papiers n'ont commis aucun crime. Etre sans-papiers ce n'est pas un crime, ce ne peut pas être un crime, c'est une situation administrative. Quand les flics sont confrontés à cela, eh bien tant mieux s'ils ont des états d'âme. Tant mieux si cela peut les amener, en tant que citoyens, et en tant que policiers même, à exprimer des choses, mais là c'est un autre problème.

Yves: Quand on est allés accompagner au tribunal administratif une famille chinoise, cela m'a frappé qu'ils n'aient pas inscrit leur fille au centre aéré pendant les vacances d'été. La petite va donc passer les deux mois de «vacances» bouclée chez elle, peut-être même toute seule et elle avait l'air particulièrement traumatisée à l'issue de la présentation devant le tribunal administratif.

Marie-Cécile: Pour un petit bout de quatre ans, le tribunal c'est extrêmement impressionnant. On parle toujours de la politique de l'«enfant roi» en Chine, mais nous ce n'est pas du tout ce que l'on voit en France. Les enfants bossent comme des fous à l'école, ils sont tenus d'avoir de bons résultats scolaires; s'ils sont en échec scolaire c'est dramatique pour leurs parents. La famille les charge de beaucoup de choses. Le jeune que tu as rencontré a juste 15 ans; non seulement il traduit tout le temps, mais en plus il faut qu'il dise aux parents ce qu'ils ont envie d'entendre. Il se fait engueuler comme un fou. Ce même ado a une énorme pression sur les épaules. Beaucoup d'enfants chinois subissent une triple pression: à la fois l'obligation de réussir et celle de faire le lien avec le monde extérieur, tout en restant respectueux des usages de la communauté en ne devenant pas des «enfants bananes» (jaunes dehors et blancs dedans, l'équivalent du terme péjoratif de «*bounty*» pour les Noirs). Dès qu'on a des problèmes de traduction, on se rend compte que ce n'est pas simple de passer d'une culture à une autre. On croit souvent que parce que l'on a traduit, les gens ont compris. L'incompréhension relative que l'on aurait avec des personnes plus ou moins francophones, cette incompréhension perdure parce qu'on s'imagine que donner l'équivalence relative d'un mot ou d'une expression suffit. On réalise de plus en plus qu'il ne suffit pas qu'on traduise, il faut qu'on explique deux fois plus parce que les mots ne sont pas interchangeables mais recouvrent des concepts différents, des réalités différentes.

Jean-Pierre: À la condition de sans-papiers et au problème de la peur s'ajoutent d'énormes problèmes matériels. J'ai vu le cas dans une famille où le mari s'est fait arrêter deux fois: j'ai vu la femme entre 2006 – le moment de la circulaire Sarkozy (où il y a eu des régularisations) – et cette année (2008), j'ai vu cette femme vieillir de 15 ans en 24 mois. Elle habite en banlieue mais vient scolariser sa gamine en maternelle, dans le XX^e arrondissement. Elle et son mari parlaient plusieurs langues, avec des tas de facilités, et très rapidement elle s'est complètement effondrée. Elle a perdu l'espoir d'avoir des papiers, elle est envahie de problèmes et, en plus, elle a peur en permanence.

Marie-Cécile: Les sans-papiers vieillissent plus vite que les autres travailleurs, c'est sûr. D'abord, ils mangent mal, ils vivent dans des conditions terribles, ils ne se détendent pas. Les rapports avec les gamins sont tendus parce que les enfants prennent l'angoisse en pleine figure. Cette situation, par ricochets, pose souvent des problèmes à l'école; problèmes de compréhension entre

le personnel enseignant et les élèves, surtout chez ceux dont le domicile est très éloigné de l'école; chez ceux qui habitent dans des hôtels sordides, où l'on ne peut pas se laver. On a toujours en tête le contre-exemple de la personne qui était formidable. Moi, j'ai l'exemple d'une maman qui s'est battue comme une folle; chez elle, on aurait pu manger par terre tellement c'était propre; elle habitait dans un 8 m² avec 6 enfants, tout le monde était nickel et les gamins en tête de classe. Mais c'est le contre-exemple par excellence, car les gens ne peuvent pas aller contre vents et marées tout le temps en restant au top niveau de l'excellence. Déjà les individus ordinaires, avec des papiers, craquent sous l'accumulation des problèmes de logement, de chômage, de stress au travail, etc.; si, en plus, ils n'ont pas de papiers, c'est la goutte d'eau. De plus, il faut dire qu'ils ne sont pas seulement inquiets pour eux, ils ont aussi de la famille; ils sont souvent inquiets pour leurs proches qui n'ont pas de papiers ou tentent de venir en Europe. Je vois, dans ma propre famille, on est à la recherche d'un petit cousin qui a fait naufrage il n'y a pas longtemps. Cela fait 25 personnes en France qui sont complètement affolées, et combien de l'autre côté de la Méditerranée? Tout cela se surajoute. Quand on est à l'étranger, on est inquiet pour le cousin qui est en train d'essayer de venir, on est inquiet pour celui qui est resté. C'est une insécurité permanente; or, on ne peut pas élever des gosses avec comme seule idéologie la survie, ce n'est pas possible.

Jean-Pierre: Un autre facteur joue, c'est celui de la honte. Certains ont travaillé là-dessus dans le domaine social: comment on intériorise des situations d'infériorité. Les sans-papiers sont non seulement la cible du gouvernement mais c'est repris, c'est repris non seulement par les franchouillards, électeurs de Sarkozy, auxquels les sans-papiers ont rarement affaire, mais aussi dans les cours de récréation de collège. Le mot de «clandestin» est devenu une moquerie dans les collèges, fréquente, très fréquente. Les élèves qui sont sans-papiers ne disent pas qu'ils le sont à leurs camarades. Par exemple, j'ai connu de grandes difficultés avec une mère sans-papiers pour laquelle on a fait signer une pétition. Son fils est devenu furieux, a menacé de partir de la maison, quand il a appris qu'il y avait une pétition parce qu'il ne voulait surtout pas que cela soit su. Ce gamin était très conscient du combat et était venu me dire une fois que c'était bien le travail de RESF, donc il était parfaitement conscient, mais il ne se considérait pas comme un «sans-papiers». Ce sentiment, cette honte, fait donc énormément de dégâts.

Marie-Cécile: Et puis on a une autre peur, celle d'affronter la police, l'administration, etc. Les sans-papiers n'ont rien fait, ils n'ont commis aucun délit. Ils viennent de pays pas toujours très «démocratiques» et, quand ils contactent RESF, ils s'adressent à des gens qui vont se battre et les incitent à se battre. La loi, eux, ils ne sont pas contre, ou plutôt ils ne demanderaient qu'à être pour. Une bonne partie des sans-papiers, s'ils avaient le droit de vote demain,

voteraient Sarkozy. Je me souviens d'une jeune fille africaine qui m'avait contactée au tout début de RESF, il y a donc quatre ans. Elle avait tellement peur qu'on sache qu'elle était sans-papiers qu'elle râlait contre les étrangers tout le temps, et ses copines la croyaient antillaise. J'ai mis 3-4 mois pour la convaincre d'en parler à ses copines, pour qu'elle se sente moins seule. Et puis je ne l'ai pas revue pendant un an ou deux. Elle m'a recontactée à plusieurs reprises par téléphone, mais elle ne vient jamais à la permanence. Cela se passe comme si elle vérifiait qu'un jour je pourrai l'aider au cas où. À chaque fois, elle me dit: «Je viens lundi», mais elle ne vient pas. La première fois, elle avait 17 ans et maintenant elle en a 22, et désormais je ne sais pas ce qu'on va pouvoir faire pour l'aider. À la fois elle ne vient pas, et en même temps elle ne coupe pas le contact et appelle régulièrement quand même.

Yves: Est-ce que vous pourriez décrire les activités de RESF auxquelles vous participez dans votre arrondissement ou groupe d'arrondissements ?

Marie-Cécile: Chez nous, à Paris Nord-Ouest, l'activité tourne autour de la permanence qui se déroule deux fois par semaine, le lundi et le jeudi de 17 h à 19 h. La permanence c'est le lieu où les gens vont se retrouver, vont parler, vont poser des questions sur ce qu'ils doivent faire pour faire avancer leur dossier. La permanence fait interface entre les comités d'école, les comités d'établissement et les gens. La première question qu'on pose aux gens c'est: Quelle école ? Quel établissement ? On les met en contact avec les écoles et les lycées. On est là aussi pour former les nouveaux membres. Par exemple, il y a eu une école où on a vu tout un groupe arriver sur la fin de l'année scolaire et l'une d'elles nous a dit: «Cette année c'était Unetelle qui était référente RESF, à la rentrée ce sera moi, et je viens apprendre ce qu'il faut faire.» En dehors du travail sur les écoles, ce qui se voit le plus du travail de RESF, c'est quand une arrestation se produit, quand on se bagarre pour faire sortir un papa d'élève d'un commissariat. Généralement c'est un papa d'élève, rarement une maman. Notre rôle est d'aider les gens à monter leur dossier, à les mettre en relation avec tous les acteurs. Notre travail, c'est la mise en socialisation des sans-papiers, la mise en place du réseau des gens, autour des gens. Il y a les grandes actions, les manifestations, les rassemblements. Mais 90 % du boulot c'est du travail de fourmi, cette mise en relation, ce maillage-là, point à point, nœud à nœud.

Jean-Pierre: Comme on trouve des individus extrêmement divers au sein du Réseau, chacun va vers l'activité qui lui plaît le plus. Il existe des degrés d'activité très variés. Depuis des personnes qui sont simplement sur une liste mail, qui de temps en temps vont donner 5 € ou signer 2 pétitions, mais c'est tout. Jusqu'à des hommes ou des femmes qui y passent leur vie. Il y a des degrés d'engagement divers et des activités diverses vers lesquelles les gens se dirigent plus ou moins. Par exemple, certains assurent les

permanences, et puis c'est tout. Certains vont dans les réunions d'arrondissement, de ville, de région, et nationales; ils accordent pas mal de temps à cette vie interne, sur les listes Internet comme dans les réunions. D'autres sont très présents dans des actions «coups de poing», si l'on peut dire: rassemblement anti-rafles, présence devant un commissariat en cas d'arrestation, etc. Certains vont être présents dans les salles des tribunaux, aux audiences du tribunal administratif, du JLD (juge des libertés et de la détention) ou d'autres tribunaux, aux appels du JLD. D'autres vont avoir des actions de lien avec les milieux culturels.

Ce qu'on décrit, Marie-Cécile et moi, c'est surtout parisien parce qu'il faut reconnaître qu'il y a à Paris une densité du réseau lui-même et des activités très largement supérieure à d'autres villes. Mais beaucoup de choses se font aussi dans d'autres endroits comme Lyon ou Marseille. Être actif à RESF cela peut également signifier être présent dans les aéroports, ce qui s'est beaucoup fait à Paris, mais aussi à Marseille où l'aéroport est tout proche. Ou participer à des activités autour des centres de rétention, avec pour ces activités-là des gens qui sont en dehors du réseau.

Marie-Cécile: L'intérêt est que chacun y trouve son compte et qu'on n'est pas dans une organisation centralisée, hiérarchisée. Par exemple, il y a un truc que moi je ne supporte pas, auquel je ne participerai jamais, ce sont les «cercles de silence». Jamais je ne pourrai rester une heure debout à ne rien faire. Mais les cercles de silence ont un énorme succès à l'intérieur de RESF et ils ont leur utilité, ils marquent la conscience des passants.

Huguette: Comme j'habite et milite en Seine-et-Marne, je voudrais donner une précision sur les rafles en grande banlieue. Depuis plusieurs années on assiste à une décentralisation progressive. Les rafles ont commencé à suivre les lignes de RER. On les a vues arriver dans notre coin. Mais les rafles ont des particularités matérielles et géographiques. Je sais, par exemple, que sur Belleville un certain nombre de sans-papiers ont aménagé leur vie, leur trajet, ils ont été prendre le métro ailleurs, ils sont descendus ailleurs pour avoir une vie un peu plus tranquille. Quand tu habites en grande banlieue, c'est plus dur; quand tu rentres chez toi, tu n'as pas trop le choix de la station. On a vu les rafles commencer assez systématiquement à Val-de-Fontenay (c'est un des lieux de changement du RER) et puis après arriver sur Emerainville-Pontaut-Combault, etc. La localisation des sans-papiers est assez simple: à Paris, elle est limitée à certains quartiers; en Ile-de-France, tu suis les lignes de RER et tu as des poches aux stations, et les rafles se sont petit à petit décentralisées. Cela crée des conditions de vie et de peur. Avec les particularités d'habitat, la population réagit différemment, parce que sortir du RER à Noisiel, Val-de-Fontenay, ou des coins comme cela, ce n'est pas la même chose que sortir du métro à une station dans Paris.

La population n'est pas exactement la même, mais c'est surtout la

façon d'habiter qui diffère. Les gens ce n'est pas un quartier qu'ils habitent. Quand ils sortent du RER, ils ne rentrent pas forcément à pied chez eux. Les réactions ne sont pas les mêmes. Et à RESF, les particularités sont à chaque fois très locales.

Je voulais aussi ajouter une remarque sur «l'impuissance à protéger les siens», dont a parlé Marie-Cécile. Dans ma vie personnelle, j'ai choisi de ne pas reproduire le schéma des mères et pères de famille traditionnels. Cependant, je trouve que la situation des pères de famille sans-papiers est dramatique. Ils sont détruits par tous les aspects: ils ont quitté leur pays, ils ne sont plus en situation d'assumer ce qu'ils pensent être leur rôle, alors que c'est un rôle auquel ils adhèrent complètement. Dans le film Sans crayons ni papiers, le père de la famille maghrébine vit dans une situation désespérante. C'est finalement la gamine la plus grande qui a une dizaine d'années et qui prend en charge les siens. Tout cela constitue une atteinte profonde aux droits de l'homme, je n'aime pas tellement cette expression, c'est d'ailleurs même encore plus large, c'est une atteinte aux droits de l'individu vivant.

Pierre: Le pire, c'est que les enfants arrivent à être responsables de la régularisation de leurs parents en fonction de leur mérite scolaire. S'ils ne réussissent pas à l'école, leur dossier sera moins bon, c'est un poids qu'on leur fait subir qui est insupportable.

Yves: Puisque tu abordes cette question des «bons élèves», tu pourrais peut-être développer ton point de vue à ce sujet.

Pierre: Lors d'une réunion à l'EDMP en décembre 2005, je m'étais élevé contre le mérite scolaire, en disant: «On ne se bat pas pour les bons élèves, on se bat en fonction du droit, des droits des gens qui ont tous les mêmes droits à vivre, dans toutes les dimensions possibles.» Une copine m'a raconté une histoire que lui avait confiée un collègue américain. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les consulats américains faisaient passer des épreuves scolaires, des épreuves d'intelligence aux demandeurs d'asile, aux jeunes Juifs, pour décider s'ils allaient les accepter en Amérique. Je n'ai pas réussi à vérifier si c'était vrai. Ce copain américain avait été sauvé, mais sa petite sœur, qui avait loupé le test, a été déportée et n'est pas revenue des camps. Si cette histoire est vraie, c'est terrible. Dans ce qui se passe aujourd'hui en France, quand on prend en compte les résultats scolaires pour les enfants des sans-papiers, c'est du même ordre. Une fois, on a accompagné une gamine au tribunal et, parmi les enseignants, il y avait une prof sarkozyste qui avait accepté de venir, mais seulement parce qu'elle considérait qu'il s'agissait d'une «bonne élève».

On est face à un système particulièrement dégueulasse: à la fois la responsabilité des enfants vis-à-vis des parents; ce sont eux qui protègent les parents alors que c'est le rôle des parents de les protéger. Et en plus cette injustice totale en fonction du niveau et des résultats scolaires. Il faut se méfier au niveau du Réseau: je vois des pétitions qui mettent en avant les résultats scolaires. Arrêtons

de répandre l'idée que tel élève aurait plus de mérite qu'un autre, et donc plus de droits à la régularisation.

Huguette: Face à ceux qui vantent le mérite, quand tout va très mal, quand toutes les conditions sont mauvaises, dramatiquement mauvaises, il est normal que l'individu, petit ou grand, n'aille pas bien. C'est la manifestation de sa souffrance, et non pas de son intelligence. Je voudrais aussi faire une remarque à propos de ce qu'a dit Marie-Cécile: «On ne peut pas élever des enfants avec comme seule idéologie la survie.» Je crois au contraire que c'est possible. Cela se fait depuis des siècles et des siècles. Le problème c'est: à quel prix? et qu'est-ce que cela donne comme individus? Quand ceux qui formulent les lois sur l'immigration veulent nous expliquer qu'elles sont indispensables pour la société, il faut renverser l'argument et leur répondre: «Une société qui édicte de telles lois, quel cadre de vie va-t-elle donner à ses membres?» C'est le non-droit, l'absence de droits, etc. Avec le genre humain tout est possible, mais au prix de quoi et pour aboutir à quoi?

Yves: Tu as évoqué les «cercles de silence» tout à l'heure. Peux-tu expliquer ce que c'est?

Marie-Cécile: Les gens se mettent sur une place avec des panneaux et ne disent pas un mot. C'est parti des franciscains de Toulouse, je crois. Certains font cela très très bien et, si cela marque les esprits, tant mieux. Mais moi, on ne me fera pas faire cela. Certains n'iront jamais devant un commissariat. D'autres ne mettront pas le nez dans un dossier juridique parce que les bras leur en tombent. Chacun milite selon ses capacités et ses envies.

Pierre: Je pense que les cercles de silence, c'est très fort. Je n'y participe pas, parce que je ne peux pas être partout, mais je n'exclue pas du tout d'y participer. Je trouve que cela a une force d'interpellation. Je me souviens qu'on a fait, le 17 octobre 2001, la commémoration du 17 octobre 1961, et il y a eu un grand moment de calme, de silence, dans le défilé. C'était le soir, dans Paris illuminé, avec tous les vieux Arabes qui n'étaient pas revenus dans le coin depuis 40 ans, avec leurs enfants, leurs petits-enfants, les militants de l'époque. Il y a eu beaucoup de monde, un grand moment de silence, et cela a été vachement balaise.

Huguette: En ce qui concerne les cercles de silence, je n'ai ni glorification, ni condamnation à leur propos. Tant que, dans cette espèce de chose non définie qu'est RESF, il pourra y avoir ce genre de manifestations et d'autres différentes, voire opposées, cela prouvera que RESF est toujours vivant. Parmi ceux qui font les cercles de silence, certains désapprouvent d'autres formes d'action pratiquées par d'autres militants de RESF. Tant qu'il y aura une telle diversité dans le cadre vague et mouvant de RESF, avec des gens d'accord et pas d'accord, cela signifiera que le Réseau fonctionne.

Yves: Quelles sont les relations avec les organisations de sans-papiers proprement dites?

Marie-Cécile: Dans le XVIII^e arrondissement, on est un peu

dans la mouise, parce qu'on a un collectif de sans-papiers en pleine décapilotade, qui est très limité parce que trop africain et trop masculin aussi. Il était relayé avant par une association qui s'occupait de logement, le CAL (Comité d'action logement), lui-même scission du DAL (Droit au logement), et qui était très dynamique. Certains ont pris le pouvoir dans cette association (le CAL) et l'ont transformée en une officine du logement social. «Les sans-papiers ce n'est plus notre problème», m'a dit l'un deux récemment. Alors qu'avant, il y a encore deux ans, quand on partait en manif, ils emmenaient 3 000 personnes avec eux dans les quartiers, c'était quand même quelque chose. Cette organisation n'existe plus. Officiellement, RESF a des très bons rapports avec toutes les organisations politiques qui sont plutôt pour travailler avec nous quand c'est possible.

Pierre: Cela dépend qui on est dans RESF et de son histoire personnelle. Le Réseau a été fondé par des gens qui, au départ, étaient tous impliqués dans les bagarres de sans-papiers, depuis des années, et même avant 1996. On se connaît avec les sans-papiers, parce que, comme cela a été mon cas, l'on représente un syndicat, ou pour d'autres raisons. On se connaît depuis longtemps. D'un autre côté, il y a ceux qui arrivent, qui ne connaissaient pas les sans-papiers, mais qui apprennent à les connaître très vite. La situation des sans-papiers est compliquée car ce sont des gens comme nous: ils se bagarrent entre eux, ils se bagarrent pour le pouvoir, ils font des scissions, ils créent de nouveaux mouvements, etc.

On a des relations qui suivent le cours des choses en fonction de nos oppositions, de nos débats internes.

C'est peut-être le moment de dire un mot sur l'autonomie des luttes. La plupart de nous pensons que les sans-papiers doivent mener leurs luttes de façon autonome. Il y a des grands débats sur cette question. Dans les faits, cela se bagarre beaucoup, chacun ne mettant pas les mêmes significations derrière les mêmes mots ou expressions. Par exemple, très récemment, dans le cadre de la lutte des sans-papiers en grève qui occupent la Bourse du Travail, un de leurs représentants a envoyé un mail à l'USILDE dont RESF fait partie en disant: «Il faut revenir aux fondamentaux. Vous, les soutiens, vous soutenez ce que nous on décide.» Nous, nous avons une autre conception. On a tous des analyses à faire, même si les sans-papiers n'étaient pas constitués en collectifs, nous serions tout de même amenés à nous prononcer sur la question de l'immigration et des sans-papiers. On n'est pas là pour forcément approuver toutes les décisions prises par tel ou tel collectif. C'est un vaste débat qui est source de beaucoup de bagarres, d'engueulades, d'excommunications, et cela ne simplifie pas les choses. Mais enfin on a des liens, on se connaît, on se fréquente. Et on agit très souvent ensemble. À noter que notamment dans l'Est parisien, à l'initiative du collectif du XIX^e, collectif qui autrefois marchait bien, même si ce n'est plus le cas aujourd'hui, il y a eu beaucoup d'initiatives

communes, en accord avec les organisations de soutien, qui ont été payantes sur Paris-Est, en drainant des gens, des familles notamment, qui ne se seraient jamais bougées le cul s'il n'y avait pas eu cette entente.

Huguette: En Seine-et-Marne, il y a un collectif de sans-papiers depuis longtemps, mais il est plus ou moins actif selon les périodes et il a beaucoup scissionné, comme tous les groupes humains. Je voudrais donc énoncer une remarque plus générale. Le problème avec les organisations politiques, quelles qu'elles soient, c'est qu'elles ont un programme avec un but. Pour celles qui s'inscrivent dans ce qu'on appelle le jeu démocratique, elles ont un moteur qui est d'arriver au pouvoir, municipal, régional, national, etc. Et le problème de l'immigration et des sans-papiers n'est qu'un des points de leur programme, parmi bien d'autres. Donc à chaque fois que ce problème est posé, pas théoriquement, mais pratiquement, dans des mouvements, ils tombent à un moment donné dans leur situation par rapport au programme donné. Entre les collectifs de sans-papiers, pour RESF ou tout autre regroupement qui se mobilise sur un sujet, d'un côté, et, de l'autre, les organisations politiques, les relations sont contingentées par ce registre différent. Historiquement, au cours des 50 dernières années, les associations étaient des appendices d'un parti, en général du Parti communiste, donc elles étaient plus ou moins en phase avec la vie et la situation de ce parti. On n'est plus, depuis un moment, dans cette situation-là. Même si la pratique du noyautage et du sous-marinage perdure, existe encore, et existera toujours, c'est humain, il y a un certain nombre de regroupements de type associatif qui sont indépendants. Et il y a un hiatus dans les relations avec les organisations politiques. Quand le problème se pose de façon réelle, dans la vie réelle, on se trouve confronté à la situation politique du moment, des différents partis. Et c'est un problème pas simple à gérer, même s'il y a des constantes d'attitude pour certains partis, qui varient selon qu'on est dans une période pré-électorale, électorale ou post-électorale, s'ils sont dans l'opposition ou dans la majorité. Le domaine de la politique ne se limite pas à celui des idées.

Pierre: Il faut qu'on fasse attention en tant que membres de RESF dans nos rapports avec les collectifs de sans-papiers. Beaucoup de gens, dans RESF, ne sont pas venus pour tous les sans-papiers. Ils sont venus pour les jeunes majeurs, les familles qui ont des enfants scolarisés. Il ne faut pas casser la baraque en disant qu'on est pour la régularisation de tous les sans-papiers. Dans certains endroits il n'y a pas de problème, il est évident que tout le monde marche d'un même pas. Mais la situation n'est pas la même partout. Il faut un peu de distance et d'intelligence vis-à-vis des faits pour éviter les cassures, parce que, sinon, certains ne viendront pas ou nous quitteront.

Quand on est représentant d'un syndicat ou d'une organisation politique, et partisan de la régularisation de tous les sans-papiers, il

faut bien sûr ne pas l'oublier, mais tenir compte également du contexte de RESF. C'est une petite gymnastique, à base d'honnêteté pour ne pas déconner. Je représente mon syndicat dans RESF. Je transmets les infos, je débats avec les copains, mais je ne suis pas là pour faire prévaloir une ligne et convaincre tout le monde. Je suis plus là en tant qu'individu, même membre de mon syndicat et non en tant que porteur d'une idée préconçue. Je suis plutôt optimiste par rapport aux gens qui rejoignent RESF. Ces gens-là, souvent, ils ne s'étaient jamais préoccupés de ces questions, ils viennent pour un cas individuel, parce qu'ils rencontrent une situation qui les indigne. Ils bougent dans leur tête, il y a une vraie maturation politique, une prise en compte des problèmes qui se posent. Ce n'est pas la peine de leur assener la vraie «ligne juste», alors qu'il faut du temps pour la parcourir.

Yves: J'ai décrit le fonctionnement de RESF à un copain qui a été longtemps dans le mouvement écologiste, et il m'a dit: «Ce que tu me décris là, c'est le fonctionnement des associations. Les gens comprennent les choses, se radicalisent, pendant trois mois, quatre mois, et après ils oublient. Et il faut sans cesse recommencer le même travail d'explication.»

Pierre: Ecoute, les gens que je vois au sein du Réseau, ils deviennent accros. Par exemple sur les questions du logement, moi avant, il y a 20 ans cela ne m'intéressait pas vraiment. Cela nous est tombé dessus parce que des familles de nos écoles étaient dans une mouise totale. On a été «réquisitionnés» en quelque sorte par ce problème et on y est toujours. On a participé à la création du DAL. Les problèmes du logement, on n'a pas eu besoin de piquê de rappel pour s'y plonger, on s'est mobilisés sur la question du saturnisme et sur bien d'autres. Ces questions-là, une fois que tu tombes dedans, tu y restes.

Jean-Pierre: Moi ce qui m'intéresse c'est le côté apprentissage. C'est valable aussi pour les enfants dits «brillants». Ma principale adjointe a tamponné, avec le tampon du collège, une pétition pour la régularisation d'un élève parce que c'est le meilleur élève de maths de l'établissement. Je lui ai ensuite présenté un autre cas, en lui expliquant qu'il s'agissait d'un cas social, etc. Il y a une progressivité dont il faut tenir compte. Je crois que notre culture politique nous est utile, qu'elle est même indispensable. Elle ne nous donne rien de plus par rapport aux gens, elle ne nous donne rien de plus par rapport à la culture des cadres dynamiques (culture que nous n'avons pas, de toute façon) qui veulent se mettre au service des sans-papiers. Par contre, notre culture politique nous procure le petit peu de recul qui fait, que lorsque l'on passe un compromis, on sait ce qu'on fait. On n'a pas besoin de le proclamer. Celui qui croit que c'est parce que Untel est le meilleur élève en maths, qu'il mérite la régularisation, et l'autre pas, lui, n'aura pas cette distance.

Huguette: Jean-Pierre a parlé des personnes qui utilisaient un langage marketing, et même pas au second degré. Et je crois que

cela illustre bien ce que sont les possibilités actuelles de RESF. Dans le groupe RESF de Pontaut-Combault qui est très hétéroclite, il y a un mec qui n'a jamais milité dans quoi que ce soit. Il est très marketing, c'est sa culture; par exemple, il a pris la trésorerie en charge, il nous amène un bilan de trésorerie, avec des colonnes, etc. Quand il envoie des mails avec différentes couleurs, c'est très élaboré, mis en page, maquetté. Il est comme cela pour le moment, avec son langage marketing, et dans la forme et dans les mots. En même temps, il s'engage, il réfléchit, il va aux manifs, etc. Dans les groupes que je connais, je ne vois pas d'autre endroit que RESF où il pourrait être ce qu'il est. C'est même un moteur dans notre groupe. Il a fait cracher au bassin un de ses amis entrepreneurs, on n'allait pas lui dire non. Il est intelligent. Je ne suis même pas sûr que, dans une association de joueurs de boules, il ne se ferait pas virer parce qu'on lui dirait: «Nous les joueurs de boules, on ne parle pas comme ça.» À RESF, la plupart des gens ne font pas des remarques du type: «Nous, à RESF, on ne parle pas comme cela, on ne fait pas les mails comme cela, etc.» Et cela je trouve que c'est important.

Pierre: RESF est une vraie force de résistance crédible avec des gens très différents. On n'a pas de programme politique, on refuse seulement certaines choses. Si on essayait de faire un programme politique commun, ce serait l'éclatement. Le Réseau offre la possibilité à des gens qui sont unis sur un seul point de travailler ensemble. C'est rare. Dans la désolation de l'opposition politique dans ce pays, c'est vraiment quelque chose d'exceptionnel.

Huguette: Il n'y a pas non plus de modèle de fonctionnement, seulement quelques règles élémentaires. Il y a coexistence de pratiques et d'expressions qui existaient jusque-là de façon séparée: les kermesses, le Théâtre du soleil, les farandoles, les pique-niques, les manifs ruisseaux, les chorales dans la rue, les cercles de silence dans les quartiers, tout cela offre une diversité qui est non seulement acceptée mais devient revendiquée maintenant.

Yves: Qu'est-ce que vous faites quand un sans-papiers arrive à la permanence et qu'il n'est pas rattaché à une école, que ses enfants ou lui-même ne sont pas scolarisés, etc. ?

Marie-Cécile: En principe, on est officiellement en partenariat avec les sans-papiers. On les a invités, on leur a proposé de les former, etc. Pour le moment, les gens du collectif sans-papiers du XVIII^e ne s'intéressent pas vraiment à la création de dossiers. Donc, en fait, on s'occupe de ces dossiers et on finit par les suivre nous-mêmes. Le problème, c'est que nous n'avons aucun moyen de pression pour ceux qui ne sont pas rattachés à une école.

Pierre: On leur indique des adresses de collectifs de sans-papiers, GISTI, LDH, CIMADE, on ne les rejette pas, bien sûr.

Huguette: En Seine-et-Marne le seul élément stable du Collectif de sans-papiers c'est quelqu'un de SUD à Melun qui fait la permanence. C'est elle qui suit les dossiers. Si un célibataire veut revenir ou venir aux réunions de RESF, il est évidemment le

bienvenu. Cela s'est passé avec l'un d'entre d'eux récemment, son dossier était pris en charge ailleurs par une permanence sans-papiers, mais il venait aussi aux permanences de RESF. Tu sais, les permanences cela remplit officiellement des fonctions d'aide aux dossiers, mais cela remplit aussi beaucoup d'autres fonctions.

Yves: J'ai l'impression que certains militants de RESF tiennent parfois un double langage. D'un côté, ils disent qu'ils envoient les célibataires aux collectifs de sans-papiers et, de l'autre, ils n'ont pas une opinion très favorable de ces mêmes collectifs.

Pierre: Je ne suis pas du tout d'accord avec ta façon de présenter les choses. On a parfois des désaccords avec les collectifs de sans-papiers, mais on n'a pas une mauvaise opinion d'eux. On a eu une méséstime quelquefois quand il y a eu des histoires de fric, par rapport à certains dirigeants qui piquaient de l'argent ou rackettaient les sans-papiers pour «faciliter» leur régularisation. Mais, pour le reste, on a toujours soutenu les collectifs. Je voudrais donner un autre exemple. Dans *Libération*, en juillet 2006, j'ai lu une déclaration d'un membre des collectifs de sans-papiers qui affirmait que RESF avait passé un deal avec le ministère de l'Intérieur: Sarko régularisait les familles et le Réseau, en échange, lui laissait les célibataires. J'ai téléphoné tout de suite au mec cité dans l'article et il a prétendu que le journaliste n'avait pas pigé son propos. Le problème c'est que le journaliste avait très bien compris... Certains nous accusent de prendre les familles et d'ignorer, de lâcher les célibataires. On a expliqué notre position, mais il faut la réexpliquer régulièrement. Le fait que nous appartenions à RESF, organisation qui s'occupe des enfants scolarisés et des jeunes majeurs, n'empêche pas que la plupart d'entre nous appartiennent à des organisations qui soutiennent la lutte des sans-papiers et la régularisation globale. Certains d'ailleurs comprennent bien qu'on est investi dans la bagarre sur les jeunes majeurs et les familles, et que dans un autre cadre on se bagarre pour l'ouverture des frontières à tous. Donc, pour résumer, le débat contradictoire avec les collectifs est légitime, on peut s'engueuler, avoir des propos un peu vifs, tant que cela ne mène pas à la rupture.

Yves: Vous n'avez aucune réflexion au-delà de l'Ecole? Par exemple, si 40 gars et nanas sans-papiers venaient vous voir, que feriez-vous?

Marie-Cécile: On essaierait de les mettre en contact soit avec Droits devant, soit avec le IX^e Collectif. On a quelques accointances avec le IX^e Collectif. On a commencé à prendre contact avec Droits devant parce qu'ils ont leur siège dans le XVIII^e arrondissement et que c'est dommage de ne pas bosser avec eux. Ou alors on essaierait de garder cette cohésion et de monter quelque chose de collectif.

Jean-Pierre: Dans le XX^e, il n'y a pas de collectif de sans-papiers. Il y en a un dans le XIX^e arrondissement avec lequel j'ai eu affaire et qui est en fait le gros du Comité des sans-papiers 75 qui a

occupé l'annexe de la Bourse du Travail, rue Charlot. Il a failli y avoir quelques crissements parce que certains anciens des collectifs de sans-papiers ont été un peu jaloux du développement de RESF et ils ont dit que c'était une manœuvre pour couler les sans-papiers célibataires. Dans le XIX^e, il a failli y avoir quelque chose comme cela, sur un ton moins agressif, mais on a été les voir à deux du XX^e arrondissement et cela s'est bien passé. Sur ce plan-là, il faut d'ailleurs dire que l'occupation de la Bourse du travail était d'abord complètement stupide et qu'il y a ensuite plein d'arrière-côtés très désagréables. Des gens de RESF ont même été très souvent sur place; comme ils étaient en très bons termes avec les deux parties, ils ont été réclamés comme médiateurs ou témoins des conflits entre la Coordination des sans-papiers 75 et la CGT. Personne ne les a critiqués officiellement; on a voulu faire preuve de présence, même si on pensait que la lutte s'était engagée dans une impasse.

Un effort a été fait en interne, à RESF, par beaucoup de gens qui souhaitaient faire évoluer la position de ceux qui venaient à RESF uniquement sur la question des familles. Cet effort a été mené de manière pédagogique, en ne proclamant pas comme cela le mot d'ordre de la régularisation de tous les sans-papiers, mais en faisant que peu à peu ce soit le cas. Cela a voulu dire, dans le cadre du Réseau, à la fois se battre contre certains institutionnels, comme des gens de la FCPE ou certains membres du Réseau qui ne voulaient pas quitter, comme ils disaient, le «cœur de cible» du Réseau avec un langage marketing même pas forcément au second degré; il a fallu donc se bagarrer contre ces personnes-là, à l'intérieur du Réseau, et aussi contre des gauchistes bruts de décoffrage qui ne comprenaient pas qu'il fallait y aller à pas comptés et faire avancer tout le monde, que si on proclamait «régularisation de tous les sans-papiers» on n'allait pas avoir dans les établissements scolaires des actions de masse comme si on disait: «Soutenons la famille Machin.»

Et cela s'est fait, non pas avec des argumentaires politiques, mais quand on a vu apparaître cette forme de manifestation qui a été vraiment un succès, des manifestations qui restaient dans ces quartiers de l'Est ou du Nord parisiens, et qui étaient des petits rassemblements par école, qui peu à peu faisaient que, et c'était visible, les gens étaient très contents, les parents «français» rejoignaient des cortèges où se mêlaient parents d'élèves de sans-papiers et sans-papiers célibataires. Cela s'est fait assez rapidement parce que si l'on pense que le grand mouvement des écoles a eu lieu en 2006, avant c'étaient les jeunes majeurs, cela s'est fait en un an et demi. Quand le collectif de sans-papiers du XIX^e arrondissement a exprimé ses doutes, il a fallu deux réunions et quelques heures de discussion pour que l'on s'entende et qu'il n'y ait pas de fausse querelle.

Pierre: Cela dépend à quel membre de RESF on s'adresse. Si c'est quelqu'un qui arrive à RESF et ne connaît que les bagarres concernant les jeunes scolarisés, il va être embêté pour répondre. Si

c'est moi, par exemple, je vais dire aux gars: Pourquoi vous n'allez pas voir les collectifs de sans-papiers ? On a quantité d'adresses et quantité de lieux à leur proposer. Et puis on peut bosser aussi avec eux, il y a des tas de luttes où on se retrouve avec les sans-papiers en mettant nos connaissances et nos capacités logistiques à leur service. S'il y avait 40 sans-papiers qui voulaient s'organiser à part, on leur dirait de faire un collectif de sans-papiers, on leur donnerait un coup de main. On a une expérience, on sait comment faire, cela dépend si c'est un lieu de travail ou un lieu de résidence, on sait comment les aider. Quand il y a eu des problèmes dans le XX^e arrondissement, des problèmes d'incendies ou de logements, on est intervenus. Ce n'était pas forcément RESF, c'étaient des gens qui avaient la possibilité, la technicité possible. Pour moi, c'est une question claire.

Yves: Ce que tu me donnes là, c'est une réponse individuelle, ce n'est pas une réponse collective.

Pierre: On n'a pas eu l'expérience à RESF XX^e de voir débarquer 40 sans-papiers qui nous aient dit: «On est dans la merde, aidez-nous.» Sauf sur le logement. Jean-Pierre peut d'ailleurs en parler.

Jean-Pierre: Dans le XX^e il y a eu le cas d'un groupe de gens qui avaient d'une part des problèmes de papiers, d'autre part des problèmes de logement. Ils ont été pris en charge d'abord par des gens de l'école Vitruve, puis ensuite cela s'est élargi. Ils se sont auto-organisés. Ils ont fait une sorte de collectif, le Collectif des hôtels réunis, et se sont donnés un ou deux délégués, sans que cela soit très formel. Ils ont demandé du soutien, ils ont reçu le soutien de l'école Vitruve, puis ils ont été voir un collectif de mal-logés du quartier, et ensuite ils ont été voir RESF. La plupart de ces gens-là avaient des gamins scolarisés à Vitruve ou ailleurs, mais pas tous. Il se peut que, dans tel ou tel coin de France ou de Navarre, il y ait des collectifs RESF locaux qui réagissent différemment.

Huguette: Dans un sens ou dans l'autre. Sur Clermont-Ferrand, le Collectif de soutien aux sans-papiers s'est transformé en RESF quand RESF s'est constitué. Là-bas, ils sont tout terrain. Il n'y a eu aucune raison objective de changer, puisque tout le monde était d'accord.

Yves: Je connais au moins deux villes de province où les collectifs de sans-papiers se sont construits contre RESF, parce que le Réseau était trop lié à la gauche institutionnelle ou aux Eglises, et refusait donc de défendre les célibataires ou ceux qui n'ont pas d'enfants car ils sont opposés à la régularisation de tous les sans-papiers. D'ailleurs dans le livre *La Chasse aux enfants* (écrit par Michel Benasayag, Angélique del Rey et des militants de RESF, La Découverte, 2008), le préfacier, Stéphane Hessel, ex-ambassadeur de France, écrit qu'il est partisan de régulariser «la majorité de ceux qui ont dû emprunter des voies irrégulières pour s'installer, mais qui ont fait preuve de leur insertion dans notre économie». Les deux termes qu'il emploie – «majorité» et «insertion» – fixent des limites

très claires, mais pas dans un sens positif, selon moi.

Nordine: Pour répondre à ta question sur un éventuel groupe de sans-papiers qui nous demanderaient un coup de main, je voudrais évoquer notre expérience sur le XVIII^e arrondissement, on a eu un squat de 85 familles. Ils sont venus nous voir à RESF parce qu'ils ne voulaient pas aller au collectif local de sans-papiers, au CAL. On a essayé de monter des dossiers, on a fait des réunions et ce n'était pas facile parce que c'était la foire d'empoigne. On leur a demandé de mettre une banderole sur leur squat. On voulait que eux fassent la première démarche. On a fait une banderole qu'ils n'ont jamais accrochée sur le bâtiment. Ils sont revenus de temps en temps et puis finalement on ne les a plus revus.

Marie-Cécile: On n'a pas réussi à les sortir de la bagarre entre eux à propos de savoir qui allait figurer sur la liste des régularisables, ils ont toujours joué les uns contre les autres. J'avais essayé de faire une réunion avec tous les enfants, parce que dans une école il y avait 45 enfants de ce squat, et c'était la bagarre dans la cour de l'établissement entre les enfants qui vivaient dans le squat et les autres. Ceux qui habitaient ailleurs traitaient avec mépris les autres de «squatteurs». On a proposé de faire des réunions avec tous les enfants, j'ai amené un directeur de cette école, etc. On a fait du boulot mais on n'a jamais réussi à construire un minimum de solidarité sur ce squat. RESF suit certaines familles de ce squat, mais sur le squat lui-même on n'a pas réussi à ce que les sans-papiers soient solidaires entre eux.

Nordine: Pour répondre à ta question, on a eu une attitude positive par rapport à leur demande. Ils sont venus, on les a reçus. On a essayé de s'en occuper. Ceux du CAL ont commencé à opposer ceux qui avaient des papiers et ceux qui n'en avaient pas. Le CSP XVIII^e est surtout composé d'Africains et il y avait beaucoup d'Algériens qui ne voulaient pas d'une structure commune. De plus, dans le squat, il y avait un dortoir seulement de Pakistanais, ce qui compliquait encore plus la situation. On a donc mis sur pied deux permanences, l'une pour RESF et l'autre pour le squat.

Pierre: Entre les différentes nationalités de l'immigration, il y a des problèmes, on entend des réflexions racistes des Africains contre les Maghrébins et vice versa. Au sein même des groupes africains certains représentent des groupes politiques actifs au pays. Au sein de la Coordination nationale des sans-papiers il y a eu des luttes très fratricides entre les différentes tendances. Ce sont des gens exactement comme nous avec leurs divisions politiques, nationales, etc. Chez les Chinois, c'est pareil: ceux qui ne sont pas de la région de Wenzou ne sont pas forcément bien vus par leurs compatriotes etc.

Yves: Jean-Pierre nous a dit tout à l'heure qu'il ne fallait pas imposer l'idée de la régularisation de tous les sans-papiers dans RESF et il nous a expliqué que les positions devaient en quelque sorte évoluer d'elles-mêmes, sans qu'il y ait une bagarre de motions

contradictoires, ou ligne contre ligne. Cette attitude-là, c'est celle de RESF Paris ou Ile-de-France, ou c'est aussi le cas à l'échelle nationale ?

Pierre: On ne sait pas tout ce qui se passe à l'échelle nationale. La militance est plus facile dans les grandes villes (Paris, Lyon, Marseille) que dans les zones rurales ou les toutes petites villes. Il y a les mêmes objectifs mais pas forcément les mêmes pratiques. Il n'y a pas la même densité de population partout. Si une rafle se déroule à Paris, l'annonce en est rapidement faite, et souvent – pas toujours – les gens arrivent sur place pour protester. Ce n'est pas forcément la même chose dans une petite ville ou dans un village.

Huguette: Mais en même temps cela peut être l'événement de l'année et, proportionnellement, la mobilisation peut être plus massive qu'à Paris. A Clermont, il y a peu de sans-papiers mais les manifs sont en valeur relative bien plus imposantes que dans la région parisienne. Mais quand leurs sans-papiers ne sont pas attaqués, le ronron s'installe. Quand un village ou un bourg se mobilise pendant plusieurs mois sur un cas et qu'il est réglé, positivement ou pas, ensuite ce bourg se trouve endormi sur ce sujet-là. Il ne reste plus que les militants.

Jean-Pierre: Dans une journée nationale j'ai entendu quelqu'un qui était à RESF et à la FCPE (fédération de parents d'élèves) dire: «Attention c'est juste les familles», tout le monde l'a laissé parler et chacun a continué. D'autant qu'on a eu beaucoup de dossiers mixtes comme l'appui aux «Amoureux au ban public» qui ont fait leur propre association; dans certains cas, c'était pris en charge par telle ou telle association professionnelle; dans d'autres cas, il y a eu des femmes enceintes et, au nom de l'enfant à naître, on les a défendues; ou un couple qui projetait d'avoir un enfant qui serait certainement dans une école un jour, etc. Par glissements, je crois que tout le monde a compris. Et une prise de conscience s'est produite chez beaucoup de gens, je parle de l'opinion publique, pas des militants, des gens qui ont vu la dureté de cette chasse à l'enfant quand il y a eu le petit Ivan et le cas de Chunlan.

Ivan, c'est ce petit garçon à Amiens dont la famille était pourchassée par la police. Le père et le fils se sont enfuis par la fenêtre quand les flics ont enfoncé la porte, et le petit est tombé. L'enfant a été entre la vie et la mort pendant plusieurs jours. Il est sorti du coma et il a eu droit à 6 mois de séjour supplémentaires et depuis cela a dû être prolongé. Cela a eu lieu en plein mois d'août et cela a provoqué un désaveu énorme de la politique de Hortefeux. Et ensuite, au mois de septembre, quand cette Chinoise, qui n'était pas célibataire car elle était mariée en Chine, est tombée sur le boulevard de Belleville, entre Belleville et Colonel-Fabien, et s'est tuée; même si la police a dit que ce n'était pas pour contrôler les papiers, effectivement c'était pour autre chose, mais elle est morte, elle s'est affolée, eh bien là les gens ont fait le lien. Comme cela, il y a eu un certain nombre de faits très «grand public» qui ont permis de

passer de l'enfant ou de la famille à la totalité des sans-papiers.

Marie-Cécile: La mort de Chunlan a permis aussi que l'on discute beaucoup dans la communauté chinoise. Je pense que cela a changé beaucoup de choses dans la communauté chinoise. Cette jeune femme n'était pas originaire de la région d'où sont originaires la majorité des Chinois. Cela a posé des tas de problèmes au sein de la communauté chinoise. Mais je pense que cela a remué beaucoup de choses. Aux débuts de RESF, en 2004, on ne voyait pas du tout de Chinois, mais ils sont arrivés en masse en 2006. Très souvent les Chinois sont assez prisonniers, ils sont dans la communauté, ils ont payé les passeurs, ils travaillent pour se loger, ils sont pris de tous les côtés par la communauté. Ils ont payé entre 6000 et 9000 € au passeur par tête de pipe. Cela se passe généralement de la façon suivante: un couple se marie en Chine, ils font un enfant. Monsieur part; s'il rembourse bien régulièrement sa dette, Madame part un an après, mais le bébé reste en otage au pays. Madame vient, ils sont deux à payer leur dette, ils bossent 6 jours par semaine, 10 heures par jour, ne travaillent qu'avec des Chinois; ils ont souvent un logement, un avocat qui dépend des mêmes gens. Au bout d'un certain temps, ils commencent à voir le jour, ils ont remboursé leur voyage à eux et ils font un deuxième enfant en France cette fois. Quand ils vont un peu mieux financièrement, ils font venir l'enfant qu'ils avaient laissé au pays. C'est très fréquent que l'enfant aîné ne parle pas français alors que le cadet ou la cadette est né là. De plus, il faut savoir que sur les 6000 à 9000 €, les Chinois payent des intérêts, je n'en connais pas le montant mais ce sont des taux d'intérêt d'usurier, pas des taux d'intérêt bancaires qui sont déjà exorbitants. Ils sont endettés pour la vie et, s'ils ne payent pas, il y a toujours quelqu'un en otage au pays qui va payer pour eux. Il faut donc qu'ils fassent très attention.

Jean-Pierre: Et ils payent pour tout, par exemple quand ils vont chez le médecin, chez le pharmacien, etc. Dans le XX^e arrondissement, on a une grosse histoire avec quelqu'un avec qui j'ai été en contact parce qu'elle jouait le rôle d'interprète, c'était une intermédiaire, une escroc, etc., et je n'ai pas compris tout de suite qu'elle se faisait payer pour le moindre service. On a une grande difficulté à faire comprendre aux Chinois que nous pouvons les aider sans être payés, gratuitement, et qu'on est quand même beaucoup plus efficaces. On a vu, par exemple, des comportements qui peuvent sembler délirants, des avocats pourris, qui ne faisaient rien du tout, mais qui avaient quand même la confiance des Chinois, alors que des avocats soit militants, soit carrés, propres, plus des militants du Réseau qui avaient passé des heures à constituer les dossiers, n'avaient pas la confiance totale des intéressés. Les Chinois ont conscience de cette différence.

Marie-Cécile: Les Sud-Américains, la traduction est facile, même moi qui parle un très très mauvais espagnol j'arrive à me faire comprendre. Quand on parle de démocratie c'est un mot très

proche en espagnol: democracia. En chinois, ce ne sont pas seulement des mots, mais des concepts qu'on doit traduire. On est obligés d'avoir affaire à des intermédiaires. C'est pourquoi on est très contents d'avoir un jeune Chinois qui nous aide pour les traductions et nous, en échange, on l'aide pour ses devoirs.

Nordine: On ne s'est pas vraiment demandé qui sont les Chinois qui viennent ici, est-ce que ce sont des paysans, des ouvriers des villes ou des membres des classes moyennes ? De quelle région de la Chine viennent-ils ?

Marie-Cécile: Dans les campagnes et dans les villes le système est totalement différent. Dans les campagnes, les enfants n'ont que 2-3 heures de cours alors que, dans les villes, ils sont à l'école du matin jusqu'au soir, car l'école est aussi un endroit où l'on fait d'autres activités, par exemple sportives.

J'ai quelquefois eu des élèves qui avaient école de 7 heures du matin à 9 heures du soir ! Cela correspond dans les villes à une prise en charge globale des enfants. Dans les campagnes, on leur apprend deux ou trois choses et le reste de l'éducation est pris en charge par la communauté.

Sans compter qu'il existe de nombreux groupes ethnico-culturels extrêmement différents en Chine. On ne voit personne du peuple Na arriver et c'est bien dommage; ça nous secouerait tous ces machos !

Nordine: Les Chinois représentent une partie de plus en plus importante des sans-papiers. On connaît à peu près le mode de vie des Africains ou des Algériens, celui des Chinois on le connaît beaucoup moins. On connaît peu de choses sur leur vie au pays, et jusqu'ici je n'ai jamais posé de questions sur l'existence en Chine de beaucoup des travailleurs que l'on aide pour leurs papiers. Si nous connaissions mieux leur culture, leur manière d'être, nous pourrions peut-être les aider plus efficacement.

Jean-Pierre: C'est sans doute aussi les moins militants qui viennent. En Chine, beaucoup de révoltes éclatent. Quand tu vis dans un pays qui est dur, tu as deux solutions: tu te bats ou tu te barres. Je me dis que les Chinois les plus combatifs, ceux qui créent des syndicats clandestins, des associations de quartier, des ONG clandestines, on en a beaucoup d'échos dans des bulletins d'information en langue anglaise.

Mais ceux qui se disent qu'ils vont s'en sortir financièrement en s'exilant, qui pensent que l'Occident est un Eldorado, viennent sans doute plus facilement ici. Ils pensent que cela va être dur au début, donc ils vont avoir du mal à comprendre des notions comme celle de la solidarité, de lutte collective. Parmi les collectifs de sans-papiers chinois, le III^e collectif n'a pas duré longtemps. Dans les collectifs qui regroupent des Africains ou des Maghrébins, il y a pas mal de va-et-vient, un fonctionnement pas toujours très clair, ces comités se cassent la gueule parfois, mais il existe quand même une continuité, une «culture de lutte» pour utiliser une expression du vocabulaire

militant.

Nordine: Les Africains et les Nord-Africains ont sans doute compris qu'il n'y a pas d'autre moyen. Je ne sais pas pourquoi les Chinois sont moins combattifs.

Yves: Peut-être qu'ils raisonnent en termes de communautés, pas en tant qu'individus. Et ce sont de moins en moins les plus pauvres, en Chine, comme ailleurs, qui viennent en Europe.

Jean-Pierre: On apprend au fur et à mesure. Les gens viennent et nous racontent en vrac toutes leurs difficultés, et toi tu essaies de trouver deux ou trois juridiqués, de rendre leur combat plus collectif. C'est différent d'un militantisme classique, politique, ou syndical, où tu as des années pour comprendre comment les gens fonctionnent, où tu fais partie du même milieu. Là tu jettes des bouées ou tu es toi-même la bouée.

Nordine: C'est un peu difficile de comprendre que, nous, on milite sur du vent. La loi est contre nous et contre les sans-papiers. Donc, notre seule arme c'est la mobilisation collective. Quand on est expliqué aux gens que la loi est contre eux, que les promesses des avocats sont vides, ils ont du mal à comprendre que «seule la lutte paie», c'est abstrait pour eux.

Jean-Pierre: Ils écoutent nos discours, mais ils se disent sans doute: «Tout cela c'est bien joli, mais comment je vais les avoir, mes papiers?»

Yves: Peux-tu expliquer ce que sont les parrainages?

Marie-Cécile: Nous, dans le XVIII^e arrondissement, on n'en fait pas. Un parrain (et un référent c'est à peu près la même chose) c'est quelqu'un qui prend la responsabilité de suivre une personne ou une famille. Elle ne va pas faire tout le boulot, mais elle va faire le lien entre RESF et cette personne. C'est une sorte de responsabilité morale en fait. C'est la première personne que le sans-papiers va appeler en cas de problème.

Yves: Donc le parrain et le référent, c'est la même chose?

Marie-Cécile: En principe, le parrain devrait faire le boulot du référent. Nous, on ne fait pas de parrainages car on ne veut pas rentrer dans le jeu des politiciens; de plus, le maire de l'arrondissement, Daniel Vaillant, ex-ministre de l'Intérieur, y est opposé. Organiser des parrainages sur le XVIII^e c'était rentrer dans le jeu des Verts qui voudraient bien «se payer» une fraction du PS, et nous refusons de nous placer dans le champ de la représentation politique, Verts, PS, PCF, élus de gauche ou de droite pour nous c'est égal, s'ils nous aident et pas l'inverse. Cela nous arrangeait bien aussi que Vaillant ne veuille pas nous instrumentaliser; on préfère ne pas à avoir à rendre de comptes.

Yves: Tu viens de dire «Verts, PS, PC, élus de gauche ou de droite pour nous c'est égal s'ils nous aident, et pas l'inverse.» J'avoue ne pas bien comprendre: vous avez beaucoup d'élus de droite qui vous donnent un coup de main? Et s'il y en a un ou deux, n'est-ce pas totalement anecdotique? Que dites-vous à leur propos aux

membres de RESF ?

Marie-Cécile: Bon, là c'est pas simple. On peut faire des choses avec de gens dont on ne partage ni les pratiques, ni les choix. J'avais un grand respect pour l'ancien député maire (PC) de Bobigny M. Birsinger, aujourd'hui décédé, pour avoir travaillé avec lui sur la question de Mumia Abu Jamal. Cet engagement-là lui avait coûté des voix. C'était sûrement un vieux filou, mais il était, sur ce coup-là, totalement sincère, sans calculs aucuns. Nous, on adore quand des élus de droite nous aident et il y en a. Le maire du XVI^e arrondissement nous a prêté une salle de sa mairie en 2006 avec café et petits gâteaux s'il vous plaît. Un élu du XVII^e arrondissement fait un peu semblant d'appuyer des dossiers. J'ai été sidérée, un jour que je rencontrais un élu de droite qui se proposait de nous appuyer des dossiers, de l'entendre fulminer contre le racisme anti-Noirs et anti-Arabes: «Mais ces gens là ils ont toujours bossé ! Ils n'ont jamais emmerdé le monde, eux ! Non le problème c'est...» Lui il n'aimait pas ceux de l'Est: «Tous des maffieux !» A chacun son racisme: eh, c'est qu'il était de droite tout de même !

En fait, ils interviennent moins que ceux de gauche, mais dans le contexte actuel lorsqu'ils le font, c'est assez efficace. Pourquoi le font-ils ? Par conviction humaniste, je pense, car on ne peut pas penser que ça leur rapporte des voix; pour faire la nique au PS un peu, sur l'air de: «Tu n'as pas le monopole du cœur.» Par antisarkozysme larvé aussi, on ne peut pas négliger les haines et les ressentiments au sein de la droite; et puis la droite ce n'est pas toujours les nervis. C'est comme pour la police: on ne peut pas négliger le fait que certains se sont engagés par idéalisme pour chasser les méchants et sauver les braves gens. Quand ils sont obligés de s'en prendre à des gens qui n'ont rien fait, s'il leur faut menotter des enfants, parfois ils pètent un câble. La tension au sein de la police est très nette. C'est un élément à ne pas négliger lors des rassemblements. N'oublions pas non plus que la politique menée est purement électoraliste et constitue une aberration économique; certains s'en rendent compte. Je reprends ma phrase: «nous ne nous inscrivons pas dans le champ de la représentation politique». Ce qui ne nous empêche pas de nous prendre l'appareil d'Etat en pleine tête.... quels que soient ceux qui incarnent cet Etat.

Alors oui, il y a des illusions parmi beaucoup de gens de RESF sur la capacité du PS à mener une politique plus juste et plus humaine...Et pas que dans RESF. Lors des dernières élections, il y a eu quelques dérapages pro-PS mais assez peu, parce qu'on les a dénoncés haut et fort. Je n'ai quant à moi aucune sorte d'illusions sur les sociaux-démocrates. Je les crois ravis de ce que fait la droite. Si Ségolène était passée, elle n'aurait rien démonté du système des lois anti-immigrés. Je ne l'entends pas non plus protester contre la casse du Code du travail, de l'École et de tout ce qui structurerait la société. Tout juste aurait-on peut-être eu un peu plus de mou en face ?

Yves: Que dites-vous à propos des élus de droite et de gauche au sein de RESF ? Vous contentez-vous de ce jugement purement utilitaire: Si tu me files un coup de main, c'est bien - et je me tais sur le reste de ta politique dans l'arrondissement ?

Nordine: Ce n'est pas une question de droite ou de gauche, c'est une histoire d'indignation. On ne demande pas à ceux qui nous rejoignent pour qui ils votent. La situation des sans-papiers est injuste, il y a un réel souci de justice chez les membres de RESF, qu'ils soient de droite ou de gauche. Le discours de la gauche n'est pas très éloigné de celui de la droite; j'ai déjeuné avec un élu PS qui disait: «Si la gauche passe, on ne changera pas les lois Sarkozy.» On n'est pas dans les mouvements politiques; RESF nous prend tout notre temps. Alors les engagements de la mairie pour ceci ou cela, on n'a pas le temps de s'en occuper et d'ailleurs la mairie du XVIII^e ne nous aide pas, sauf de façon anecdotique: quelques tables quand on fait une fête; bon on a eu le local un peu grâce à eux, mais on a dû se battre.

Marie-Cécile: On ne fait pas de prosélytisme pour une chapelle; moi ce qui m'intéresse c'est l'échange; je n'ai pas raison ! Je n'ai pas de leçons à donner, d'objectifs de recrutement ou de vente de matériel. Je n'ai personne à convertir. Pour RESF, il faut travailler dans le respect et ensemble. Il n'y a pas de RESF tout seul, le truc c'est travailler en collectif. Tu sais: les militants d'extrême gauche, ils font semblant de t'écouter, mais ils cherchent juste le mot, l'expression sur laquelle ils vont rebondir et là: «Mais oui, je suis d'accord et bla bla bla...» Ils récitent leur catéchisme. Ils ne t'écoutent pas vraiment, ils n'attendent rien de toi; ils savent. Comme les religieux en fait, sauf que ce n'est pas écrit dans la Bible ou le Coran, mais dans Marx ou Trotsky. Moi, quand j'ai une idée, je la balance et puis j'espère qu'elle va me revenir en boomerang, mais transformée changée, méconnaissable, moi je sème. Je voudrais penser que je fais avancer les choses vers plus de respect, plus d'humanité et pour plus de gens, même si j'ai parfois l'impression de juste faire barrage contre la barbarie montante. RESF, c'est 1000 chants sortis de 1000 bouches portés par 1000 vents.

Nordine: Si les gens viennent, c'est qu'ils sont déjà convaincus; ils ont fait le premier pas, on n'a pas à les convaincre. Ils veulent juste apprendre comment faire. Ils savent déjà que les étrangers ne viennent ni «manger notre pain», ni «prendre nos emplois», ni «voler nos femmes», comme on disait autrefois et comme n'osent plus le dire les médias ou le gouvernement. D'ailleurs maintenant le seul argument du gouvernement c'est: «Ils ont choisi d'être des irréguliers.» C'est un peu limité comme justification.

Je voudrais aussi revenir sur la question du parrainage. En fait, c'est le principe même du parrainage qui pose problème. Enormément de gens pensent que le parrainage c'est la première marche vers la régularisation. Ils vont te téléphoner et te dire: «Je voudrais être parrainé. - Pourquoi ? - Pour avoir les papiers.» Or,

c'est les induire en erreur que de leur faire croire que le parrainage donne droit à des papiers. De plus, on connaît beaucoup de gens qui sont venus nous voir, qui étaient parrainés, et quand on leur demande: «Où est votre parrain?» ils nous répondent qu'ils ne l'ont plus jamais vu après la cérémonie de parrainage à la mairie. Le parrain n'est pas là pour payer l'électricité, ou la bouffe, mais pour accompagner les gens dans leurs démarches administratives; cette histoire de parrainage peut marcher pour les sans-papiers, mais pourrait d'ailleurs marcher pour n'importe quelle personne ayant des papiers, et qui aurait besoin d'un coup de main dans ses tractations avec l'administration. Donc, notre travail c'est d'être présent, la finalité c'est bien sûr d'avoir des papiers, mais pas de n'importe quelle façon. Dans le XVIII^e arrondissement, cela ne s'est pas fait parce que la mairie ne voulait pas.

Marie-Cécile: Dans d'autres arrondissements de RESF Paris Nord-Ouest, nous avons des parrainages et on s'est aperçus que cela ne sert pas à grand-chose. J'ai des parrainés du XVII^e arrondissement depuis trois ans et on ne voit jamais les parrains. Nous, on préfère trouver un adulte qui s'occupe sérieusement d'un enfant ou d'une famille plutôt que quelqu'un qui ne s'en occupera pas. Certains tandems sont extraordinaires. Je pense notamment à un enfant battu qui a trouvé dans le réseau un père de substitution. Si vraiment des gens veulent bosser, nous des parrainables on en a. Cela dit, autant, au début, cela avait une valeur symbolique très forte, cela a accompagné tous les débuts de RESF, autant aujourd'hui cela remplace la mobilisation, donc c'est inefficace.

Nordine: Dans le IX^e arrondissement, la mairie s'est en fait substituée à RESF par le biais du parrainage. Elle a dit: «Je parraine et je m'en occupe», elle a dégagé un bureau, elle a mis quelqu'un qui s'occupe des dossiers. Cela lui évite d'avoir des écoles mobilisées, ou occupées, des banderoles devant les écoles, cela lui évite beaucoup d'autres inconvénients. Quand, un jour, une école a voulu créer un comité, un représentant de la mairie est arrivé en courant, affolé. On s'est aperçu, sur le IX^e, que le parrainage permettait à la mairie d'accrocher RESF à son char, et que cela ne faisait pas avancer grand-chose, sur les régularisations cela n'a rien changé. D'un autre côté, les gens qui sont parrainés, qui ont une carte de parrain, c'est positif.

Marie-Cécile: Cela peut servir en cas d'arrestation, mais cela n'a aucune valeur pour les régularisations.

Jean-Pierre: Moi, je le pratique de manière différente. Dans le XX^e arrondissement et dans d'autres arrondissements aussi, cela se pratique de manière différente. J'étais extrêmement méfiant au début, et je le suis toujours. Dans le XX^e, le X^e et le XI^e arrondissements, il y avait beaucoup de liens avec les élus PC, Verts un peu plus à gauche que la moyenne, et les socialistes partisans de Jean-Luc Mélenchon (la tendance PRS, Pour la République sociale) qui se la jouent «radical». J'ai été parrain de nombreuses personnes.

Les parrains, ce sont des gens qui viennent soit sur un coup d'émotion sincère, soit pour se faire de la pub. Je me souviens d'un journaliste célèbre – et ce n'est pas le seul – qui nous raccrochait au nez chaque fois qu'on l'appelait; il a fait son petit show pour le parrainage, puis il s'est mis aux abonnés absents, alors que la famille dont il s'occupait était dans une situation terrible. Il y a donc beaucoup de frime, une certaine volonté de récupération, mais, à partir du moment où on est clair sur certains principes, c'est-à-dire qu'on peut travailler avec les élus et les partis à condition de savoir qui se sert de qui, «si c'est nous qui nous qui nous servons d'eux ou eux qui ce servent de nous». On avait fait mettre cette phrase dans un document de RESF. Elle a suscité pas mal de réactions parce que cela voulait dire que «eux» (les élus et les partis) et «nous» ce n'était pas la même chose. Mais c'était en même temps une pierre jetée dans le jardin de ceux qui, par «pureté révolutionnaire», auraient refusé de franchir le seuil d'une mairie ou de discuter avec un élu du dossier de Mme Truc ou Mme Machin.

Les parrainages, ce sont des grandes cérémonies. Les gens y vont avec beaucoup d'illusions et là, tout dépend comment on les prépare à l'événement. Moi, je dis toujours aux familles: «Cela ne vous donnera rien qu'un papier qui pourra être utile parmi d'autres papiers», comme une lettre de témoignage de professeur, une lettre d'un voisin, un truc qui montre que cette personne est connue et reconnue. Lors de la cérémonie des parrainages, la mairie délivre un papier qui a toutes les allures d'un papier officiel, d'un diplôme. Je crains que beaucoup de militants de RESF englués dans la gauche institutionnelle ne préviennent pas les parrainés que le parrainage, c'est un truc qui ne fait pas de mal, mais sans plus. Moi je le dis, les gens sont dans l'illusion, ils sont en même temps très heureux d'aller dans la grande salle de la mairie remplie de sans-papiers, ils ont l'impression, eux qui sont les parias, d'être enfin reconnus, reçus par des personnes qui arborent des écharpes tricolores, qui font de longs et beaux discours. Cela a un effet de reconnaissance qui peut être positif, à condition que, derrière, on tienne un contre-discours.

À l'occasion des élections municipales, nous avons tenu à garder nos distances vis-à-vis de la gauche. Un communiqué du RESF parisien a précisé qu'il était impossible de se réclamer de RESF aux élections municipales. Il y a eu des avances vis-à-vis du Réseau, au moment des élections municipales, au niveau des Verts, au niveau du PCF, voire de l'extrême gauche, mais jusqu'ici elles ont été repoussées ou plus exactement cantonnées.

Pierre: Pour moi, les parrainages c'est très bien, pour plusieurs raisons. D'abord, même si les élus font des calculs politiques, c'est très bien si l'on prend la précaution de dire aux gens que cela ne leur donnera pas des papiers. Il n'y a pas de surprise là-dessus. Mais il y a tout de même dans un lieu symbolique, quoi que l'on pense de la mairie, des élections, etc., il y a tout de même un moment où les sans-papiers sont considérés comme ce qu'ils sont, c'est-à-dire des

êtres humains qui ont droit au respect de tout le monde. Ils se sentent reconnus et, rien que pour cela, cela vaut le coup. Ce n'est pas rien. L'accueil qui est fait en mairie, avec tous les déguisés, avec leurs banderoles bleu-blanc-rouge autour du ventre, cet accueil est positif pour le moral des sans-papiers. Par ailleurs, les parrainages mouillent ceux qui les organisent, ils ne peuvent pas se comporter, après le parrainage, comme s'ils n'avaient rien fait. Les élus du XX^e que je connais restent fidèles à leurs engagements premiers. Ils interviennent auprès de la préfecture, auprès de la presse, etc. Il faut préciser que les parrainages n'ont pas été initiés à Paris, mais dans des petites villes, en Picardie, du côté de la Somme, à Marseille, du côté d'Amiens, en Bretagne. Ils ne résolvent pas tout mais redonnent de la fierté. Je ne parle pas des parrainages bidons comme il y en a eu il y a quelques années et où il y avait des files à Saint-Denis après l'occupation de la basilique. Ceux-là ont été mal faits. Des milliers de gens se sont faits parrainer et cela n'a pas eu de suites. Aujourd'hui, je crois que cela a une suite et qu'il y a un engagement des élus qui y participent.

Nordine: On a participé dans le IX^e en mairie, dans le XVII^e, et le XVIII^e arrondissements dans des salles. Quels ont été les résultats de ces parrainages ? Est-ce que cela a donné une dignité aux sans-papiers ? Ce que l'on a surtout vu c'est une demande insistante et persistante des gens à être parrainés. Et on a beau leur dire que les parrainages ne sont pas synonymes de papiers, les gens n'écoutent que ce qu'ils veulent entendre. Quand il n'y a plus le cadre de la mairie, cela a un autre sens, beaucoup plus faible.

Huguette: En Seine-et-Marne, sur le plan des mairies c'est très différent par rapport à la pratique de Pierre dans le XX^e arrondissement. Il y a tellement de communes, tellement de maires que l'on peut difficilement établir de comparaison entre la totalité d'un département et un arrondissement parisien. Je pense que les parrainages c'est une façon de les mouiller, dans un sens ou dans l'autre. À Ozoir-la-Ferrière, il y a deux ans, trois ans, le maire était et est toujours à droite et il ne voulait pas que l'on fasse la cérémonie dans ses locaux; on a donc organisé le parrainage devant la mairie, sur le trottoir, avec certains élus locaux et certains élus du Conseil régional. Cela se voyait, tous ceux qui sont passés devant ont dû se demander pourquoi la cérémonie se passait sur le trottoir. Cela pose des positionnements aux yeux de tous ceux qui le voient ou qui l'apprennent. J'attends le jour où ceux qui ont fait le parrainage sur le trottoir à Ozoir viendront au pouvoir lorsque la mairie repassera à gauche.

Ce ne sera pas l'arme fatale, mais quelque chose à leur renvoyer dans la gueule s'ils commencent à mesurer leur soutien aux sans-papiers.

Yves: Je ne vois pas très bien comment on peut d'un côté travailler dans un local accordé par la mairie et d'un autre côté dénoncer le maire.

Jean-Pierre: Dans le XX^e arrondissement, le cas s'est posé. J'ai vu cela à propos d'une bagarre que mène le DAL (Droit au logement) à propos d'un immeuble. J'ai vu la même conseillère municipale faire fermer les portes de la mairie, refuser de recevoir les squatteurs des Hôtels Réunis, tenir un langage antigauchistes caricatural («C'est encore une manigance de la CNT») et par ailleurs être à cent pour cent dans la défense des sans-papiers. Selon le dossier, la gauche n'offre pas les mêmes réponses. Là aussi, une culture politique un peu réfléchie doit nous protéger contre trop de naïveté quand on travaille avec des élus. Il faut tenir compte de toute la lourdeur de leurs attaches, de la hiérarchie dont ils dépendent, etc., quelle que soit leur bonne volonté. Mais cela n'interdit pas de leur demander des coups de main ou d'accepter qu'ils en donnent. À condition de bien prévenir les sans-papiers du côté symbolique des parrainages.

Yves: Il me semble que vous jouez sur du velours parce qu'aucun de vous n'est membre d'une organisation politique. Pierre, tu me parles d'un syndicat tel que SUD, et il est évident qu'une mairie de gauche ne va pas te faire la gueule si tu représentes la CGT ou SUD, parce qu'elle sait qu'il y a quelque chose derrière. Mais vous seriez membres d'une organisation politique, je ne suis pas sûr que votre situation serait aussi confortable. Je pense notamment aux copains de *De Fabel van de illegaal* en Hollande qui eux font les deux: ils coopèrent avec les Eglises et avec les sociaux-démocrates ou les syndicalistes locaux, mais en même temps ils mettent les sans-papiers en garde contre les manœuvres et les «trahisons» des soutiens. Ils le font dans leur presse et surtout dans leurs interventions orales. Ils arrivent à être une voix critique et en même temps à collaborer avec les religieux, les humanitaires, les sociaux-démocrates, les syndicalistes, etc. Ils sont un groupe politique. Pour vous, la situation est plus commode parce que vous n'êtes pas identifiables. Si vous n'êtes identifiables que comme des «électrons libres» (comme a dit le gars de la CGT lors de la première réunion unitaire des collectifs sur Paris), cela n'est pas du tout la même chose que si vous représentez un syndicat en assez bons termes avec la gauche institutionnelle, ou alors, troisième cas de figure, si vous êtes membre d'un groupe politique connu pour son opposition radicale à la mairie.

Marie-Cécile: On n'a rien signé avec la mairie du XVIII^e, on ne s'est pas engagés à ne pas faire de manif, à être calmes, à être gentils. On n'a pas demandé une subvention, comme le CAL, pour faire cesser les squats. On est totalement libres. Ils nous ont accordé un local, c'est tout.

Nordine: Si la mairie nous donne un coup de main, ce n'est pas parce qu'elle aime particulièrement les sans-papiers. C'est parce qu'elle se dit: «Demain, ils vont foutre l'école en grève.» Il y a un rapport de forces. S'ils nous ont donné un local, c'est parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement, il y a beaucoup d'associations qui

soutiennent RESF dans le quartier.

Yves: Là, encore une fois, tu me parles non pas en tant qu'individu ayant des opinions politiques précises, mais en tant que membre de RESF. Ce n'est pas la question que je pose. Si demain tu étais membre d'une organisation politique ou syndicale et que tu diffuses des tracts dénonçant le maire PS ou PCF pour ses positions sur l'immigration, ou sur d'autres questions, que se passerait-il ? Et comment serais-tu perçu par les habitants du quartier ?

Marie-Cécile: Cela me pose et me poserait un problème. Je ne peux plus me syndiquer. Si j'étais membre d'un syndicat, je n'aurais plus les mêmes rapports avec les autres syndicats. Si demain, je rentrais dans un groupe politique, je ne pourrais plus parler au nom de RESF parce que mon nom est identifié à RESF sur le quartier, et uniquement à RESF.

Huguette: Une des particularités de RESF par rapport à d'autres groupes, c'est de dire que partout où quelque chose va dans notre sens on peut et on doit l'utiliser sans illusion. Certains diront qu'on va à la soupe, mais je ne crois pas que cela soit le cas. On va à la soupe ou on «trahit» quand on fantasme sur un résultat autre. Si c'est simplement mettre en commun tout ce qu'il est possible de mettre en commun sur un sujet donné, c'est différent.

Yves: Mais quel est le rapport, au sein de RESF, entre ceux qui ont une vision critique des sociaux-démocrates, des staliniens, des humanitaires, et les autres membres du Réseau, plus modérés, disons ?

Huguette: Mais cela, c'est le discours individuel des gens que tu supposes avoir une culture politique face à des gens dont tu supposes qu'ils n'en ont pas. Cela ne peut prendre que cette formule, d'échange verbal. On ne va pas se mettre à faire des textes pour expliquer aux autres ce que l'on pense sur tous les sujets.

Yves: Je ne suis que, depuis quelques semaines à RESF, mais j'ai l'impression que ceux qui ont une culture politique dans le Réseau, les ex-militants d'extrême gauche pour être plus précis, se censurent par rapport au contenu de certains messages qui passent sur les listes, notamment.

Huguette: Je n'ai jamais eu l'impression qu'on se censurait. Je crois plutôt que certains sont plutôt envahissants. Simplement, le Réseau n'est pas un lieu pour ce genre de débats.

Jean-Pierre: Il y a une question qui n'est pas du tout résolue pour moi. Est-ce qu'il faut dire les choses ? Peut-on ne pas les dire ? Des fois, quand on a une culture militante, on se sent obligé de prendre position, y compris dans le cas classique de dénoncer la manœuvre de tel ou tel social-démocrate ou bureaucrate syndical. Il y a des fois, où sans que cela soit le résultat d'un calcul tactique, je me dis que cela ne sert à rien de dénoncer X ou Y, et que cela ne servira à personne, sinon à mon ego et encore.

Yves: Autre exemple. Dans l'interview, par ailleurs très instructive, de Françoise Riou et Jacques Gurfinkiel, par la Télé des

sans-papiers, on entend les deux interviewés affirmer que la CGT aurait eu une tradition internationaliste depuis ses débuts, depuis 1902. Même si ce n'est pas le sujet de leur interview, ils laissent penser que cette tradition se serait grosso modo maintenue jusqu'en 2008. Est-ce qu'on doit se taire face à un tel conte de fées ? Et laisser les gens de gauche qui voteront demain pour le PS ou le PCF être désarmés face aux futures lois Malek Boutih ou Manuel Valls que nous imposera la gauche, comme elle nous a imposé les lois Chevènement ?

Huguette: Je comprends ta question, mais où a-t-elle sa place dans la vie de RESF ? RESF n'existe que parce qu'il y a une vie matérielle et pratique de groupes locaux. Il ne faut pas se tromper de champ quand on parle de RESF. Le Réseau n'a ni la prétention, ni la vocation à développer une argumentation de type politique. Certaines questions peuvent exister pour la majorité des militants de RESF dans un autre champ mais pas dans RESF. Elles seraient mortelles pour nous si on en débattait au sein du Réseau.

Yves: Je n'ai donc pas tout à fait tort quand je dis que j'ai l'impression que certains militants se censurent au sein du Réseau. Et comme c'est une activité très prenante, je crains fort que leur silence au sein du Réseau s'étende à d'autres secteurs de leur «vie pratique».

Pierre: Entre copains, avec des gens que l'on connaît bien, on peut avoir ce genre de discussions, mais pas de façon polémique, sinon le Réseau est fichu.

Yves: Quand Françoise Riou dit que la CGT a adopté une résolution en 1997 pour la régularisation des sans-papiers, je ne sais pas quels sont les termes exacts de cette résolution, mais cela a bien été le fruit d'une bagarre au sein de la CGT. Françoise Riou et les militants de son syndicat qui partageaient cette position ne se sont pas autocensurés et ils ont combattu d'autres adhérents, y compris à la base de la CGT, qui ne voulaient pas se battre pour les sans-papiers, non ?

Pierre: Il faut rendre hommage à Françoise Riou pour ce combat, mais la CGT est une vieille organisation verticale. Nous, on n'est pas une organisation, on est un réseau. On n'a absolument pas les mêmes possibilités d'avoir les mêmes débats. Ce n'est pas possible. Autant c'est justifié qu'il y ait des bagarres au sein d'un syndicat, d'une organisation politique, autant, si on se met à jouer ce jeu-là au sein de RESF, le Réseau disparaîtra rapidement.

Huguette: Je ne me suis pas autocensurée, j'ai fait attention à ce que je disais mais je me suis exprimé à propos de la position de la CGT sur le mouvement des sans-papiers. Cela s'est présenté pratiquement dans mon coin. On a appris qu'il y avait une grève en Seine-et-Marne, juste après avoir fait une réunion avec toutes les unions locales du département. Quand on a su qu'une grève se déroulait à Pontaut, la CGT a tout fait pour empêcher que nous prenions contact avec les grévistes. Nous n'avons même pas pu aller

les saluer. Cela s'est terminé par un communiqué annonçant une «grande victoire», alors que cela a été une catastrophe pour les trois quarts des mecs qui s'étaient lancés là-dedans, puisque qu'ils bossaient dans des grosses boîtes d'intérim. Ceux qui n'ont pas été régularisés, car ils travaillaient avec des faux papiers, perdront forcément leur boulot.

Je ne me suis pas autocensurée parce que cela s'est présenté dans le cadre de notre vie RESF locale. C'est d'ailleurs un contentieux qui va rester au sein du Réseau. Cela a provoqué immédiatement des réactions contre moi parce que Sud Education est catalogué de «gauchiste», d' «anticégétiste». Il y a des débats mais quand cela se présente dans le cadre de notre militantisme, de notre action RESF. Le Réseau ne peut pas être un groupe qui va avoir un secteur de discussion idéologique et théorique. On ne peut aborder certaines questions que lorsqu'elles se présentent dans le cadre de notre activité elle-même. Par exemple à chaque élection. On se serait engagé pour tel ou tel candidat lors des élections présidentielles, par exemple, on aurait fait éclater le Réseau.

Yves: Ma question ne porte pas sur le fait que RESF devienne une organisation politique. Cela n'aurait pas de sens. Je vous demande seulement: que font et que disent, sur le plan individuel ou collectif, au sein de RESF ceux qui ont des positions politiques différentes du PS ou du PCF ? Se comportent-ils un peu comme les profs dans l'Education nationale qui sont censés être neutres ?

Huguette: Ta question, tu la poses de façon complètement théorique, sans rapport avec la réalité. Qu'est-ce que cela veut dire défendre ses idées ? Mes idées, je les défends en militant dans RESF, cela correspond à mes idées.

Yves: Je reprends l'exemple de l'interview de Françoise Riou. J'en ai pris connaissance grâce à une militante du Réseau qui m'a envoyé le lien. Donc si je suis votre logique, je ne dois pas en discuter avec elle pour ne pas semer la zizanie ? Ou alors en quels termes dois-je le faire pour ne pas créer un climat tendu ? Autre exemple: l'autre jour, nous étions au moins 10 «soutiens» pour 2 sans-papiers à la permanence; donc nous n'avions pas grand-chose à faire et une discussion a commencé à s'engager sur le fait que la mairie finançait ouvertement, avec un beau sigle mairie de Paris sur le bâtiment, un «centre de culture islamique», ce qui me semble une violation flagrante de la neutralité de l'Etat en matière religieuse.

Marie-Cécile: Il n'est pas interdit de discuter politique au sein de RESF. Chacun développe ses arguments, il n'y a pas de problème.

Pierre: En ce qui concerne la Bourse du travail, je crois que RESF a intérêt à se retirer du débat. On n'a que des coups à prendre là-dedans. On risque de se discréditer parce que ce n'est pas notre terrain, parce que nos interventions ont eu des résultats négatifs, etc. Cela n'empêche pas individuellement d'y aller pour dire ce qu'on en pense. On ne doit pas être instrumentalisés par un courant ou un autre. Il faut en prendre en considération qu'il existe de gros

problèmes internes à la CGT, qu'il y a des règlements de comptes compliqués et que nous n'avons aucun intérêt à prendre parti.

Huguette: Le point de départ de RESF c'était de se remuer les fesses face aux expulsions des enfants de sans-papiers. Le problème des sans-papiers se posait depuis longtemps, il n'est pas sorti du trou en 2004, et les collectifs existaient bien avant. Le pari de départ de RESF c'était de pousser les gens à se remuer quand on expulsait des enfants sans-papiers sous leurs yeux. Certains rejettent cela d'un revers de main en disant que ce serait «émotionnel» et pas politique. Ce genre d'arguments continue à me mettre en colère. Nos idées et nos valeurs reposent sur des émotions. Ce n'est parce qu'on a appris un livre par cœur, qu'on en admiré les phrases et qu'on se serait dit: «Tiens, eh bien cela va être nos idées.» Notre engagement repose bien sur le fait que nous sommes des êtres sensibles et fonctionnons aussi avec des émotions. Face à un mouvement des sans-papiers qui était un peu déliquescents en 2004, le point de départ de RESF c'était de mobiliser les profs, les parents, les voisins face à ces jeunes qui se faisaient expulser. Cela a marché. Dans le livre *La Chasse aux enfants* on a réussi à mettre des mots sur cet engagement présenté par certains comme «émotionnel», mais pour moi ce terme n'est pas du tout dévalorisant.

Beaucoup de gens passent de l'émotionnel à la verbalisation, puis aux idées, et tant mieux. Le pari a été cela, donc restons sur la base de ce type de mouvement. RESF n'est pas censé devenir pérenne. On sait que cela va durer longtemps parce que le problème des sans-papiers ne va pas se résoudre rapidement. RESF n'est pas censé être une organisation avec ses structures, ses modes d'organisation, etc., il y a déjà tout ce qu'il faut. Les questions que tu poses, ce n'est pas dans ce cadre-là qu'elles ont leur place.

Jean-Pierre: Yves, tu as fait le parallèle avec la neutralité de l'enseignement. Au début de ma «carrière» de prof je tenais des grands discours aux élèves sur la Commune, etc., parce que je suis prof d'histoire. Maintenant j'essaie de faire en sorte que les gamins soient autonomes, y compris dans des choses extrêmement modestes, de mettre en place des procédures d'apprentissage, où les gamins construisent eux-mêmes leur apprentissage, où ils sont en situation de ne pas considérer les savoirs comme quelque chose d'extérieur, mais qu'ils peuvent acquérir eux-mêmes. Et c'est cent fois plus difficile d'apprendre l'ignorance, de se mettre dans la peau du cancre ou du celui qui ne veut rien apprendre que de faire des grands discours radicaux. Du coup, je ne suis pas dans la proclamation, je suis dans des choses beaucoup plus modestes, plus infimes.

Yves: Les copains espagnols à l'origine de cette interview m'ont demandé de vous poser, entre autres, deux questions: la première, pourquoi un professeur qui touche son salaire sans problèmes, qui a une hiérarchie au-dessus de lui et des instructions à faire passer, se révèle soudain comme un rebelle et s'oppose-t-il à ce qu'il estime

injuste, même au risque d'être poursuivi par la justice ?

Jean-Pierre: Les risques ne sont pas toujours aussi grands: accompagner un élève et sa famille dans une préfecture, signer/faire signer une pétition, voire faire grève ne demande pas une prise de risques importante. Cacher quelqu'un, oui, mais c'est plus rare. La hiérarchie dans l'Education, en France, est rarement pesante (quelques exceptions: dans le XVIII^e arrondissement de Paris, un instituteur a été sanctionné et déplacé pour des raisons syndicales-pédagogiques-politiques... il est aussi à RESF). Il faut signaler aussi que de nombreux principaux de collège ou de lycée, directeurs d'école primaire, etc., soutiennent le Réseau.

Yves: Seconde question des copains espagnols: pourquoi certains parents ayant des papiers sympathisent-ils avec les parents du copain ou de la copine de leur fils sans-papiers ?

Jean-Pierre: Parce que la personne passe avant son étiquetage.

Serge: Je ne sais pas comment sont les écoles des autres pays européens, mais en France, il y a toujours une certaine idée de l'école républicaine, fondée sur les valeurs des Lumières et sur la devise «Liberté Egalité Fraternité». La plupart des enseignants, mais aussi les parents d'élèves des écoles publiques, sont très accrochés à ces valeurs. (Et je considère personnellement que, dans la civilisation actuelle, le rôle de l'Ecole comme vecteur de ces valeurs est vraiment essentiel.) Du coup, des enseignants qui doivent inculquer ces notions sont pris en porte-à-faux dès lors qu'ils sont confrontés à des élèves enfants de sans-papiers, des enfants égaux aux autres dans la classe, mais dont les parents sont mis à l'écart de la société par l'Etat et les lois. Comment un enseignant peut-il dire que la police est là pour protéger les citoyens et en même temps conseiller à certains élèves d'éviter les contrôles ? Il y a là une certaine forme de schizophrénie un peu morbide contre laquelle on ne peut que réagir. D'ailleurs, de nombreux comités d'école ont été constitués après une intrusion des forces de l'ordre dans un établissement ou aux abords (c'est comme cela que ça a commencé à l'école Flocon). La notion de sympathie est très juste: tout d'abord les étrangers ne me sont pas a priori antipathiques. On vit dans en pays où la xénophobie est quand même assez répandue, d'autre part, et c'est encore plus grave, le gouvernement actuel ne fait rien pour décourager cette xénophobie, au point qu'on arrive à évoquer une «xénophobie d'Etat».

J'ai peut-être plus envie d'attaquer ceux qui les attaquent que de défendre les étrangers. Mais sym-pathie c'est aussi «souffrir avec» et, en effet, une fois que l'on décide d'«accompagner» des sans-papiers dans leur vie quotidienne et dans les dédales délirants de l'administration, alors on se met littéralement à souffrir avec eux. C'est un engagement souvent douloureux. Un papa que j'ai accompagné de nombreuses fois à la Pref me disait que cela ne lui faisait plus rien, il s'était «blindé», alors que moi j'y vais presque toujours avec un sentiment désagréable de honte, d'appréhension, et

j'en ressors toujours plus révolté !

Mais si l'on accepte de souffrir avec, c'est que l'on ne peut pas arriver à considérer le sans-papiers que l'on côtoie à la sortie de l'école comme «autre», mais bien comme un semblable. D'ailleurs plus on lutte aux cotés des sans-papiers, plus on est confronté à des cas concrets, et plus on a du mal à les considérer comme des délinquants; grâce à RESF, on arrive facilement à désamorcer le discours dominant qui stigmatise les sans-papiers en les criminalisant (par l'enchaînement d'amalgames: étranger => clandestin => sans-papiers => illégal => coupable).

Yves: Comment expliquez-vous le peu d'anciens sans-papiers dans les rangs de RESF ?

Marie-Cécile: On en revient à la honte dont parlait Jean-Pierre. Une fois régularisés, les gens veulent oublier; ils veulent vivre. On en a quelques-uns, mais en général, il s'agit d'individus qui étaient déjà militants, qui déjà se battaient au-delà de leur petite personne. De la même façon, très peu de gens issus de l'immigration se retrouvent dans RESF; ils ne veulent pas qu'on les assimile aux sans-papiers. Ils ferment la porte derrière eux. Quand on commence un peu à connaître les gens, on découvre souvent une histoire de migration ancienne: beaucoup de troisième génération ou d'époux (ou d'épouses) français (ou françaises) d'étrangers. Il faut reconnaître aussi que c'est dur psychologiquement. Hors quelques moments d'euphorie, c'est la misère qu'on se coltine; la permanence de RESF, c'est aussi le bureau des pleurs; mari violent, chantage, exploitation extrême, pressions familiales ou isolement, usuriers, propriétaire ou patron abusifs. Avoir les papiers, ce n'est que le début; ensuite, il faut trouver un logement et un boulot déclarés, régler les problèmes d'une vie de famille avec un petit salaire et toujours plus de précarité dans le travail. Certains perdent leur emploi lorsqu'ils sont régularisés. Et puis, lorsqu'ils finissent par obtenir un logement décent, c'est presque toujours en grande banlieue. On se dit qu'ils reviendront un jour, ou bien que leurs enfants se souviendront de ce qu'est la solidarité. On leur explique toujours qu'ils ne nous doivent rien à nous, mais qu'ils doivent quelque chose à quelqu'un, qu'on fait une chaîne.

Une anecdote pour terminer: en juin dernier, des parents d'une école en bagarre avaient rejoint le pique-nique des travailleurs sans-papiers du XVII^e arrondissement. La toute petite fille chinoise du papa en rétention se tenait droite comme un «I» près de la sono, très fière. Elle regardait tous ces jeunes hommes noirs (en grève depuis des semaines) qui se passaient la sono crier: «Libérez le papa de Yaëlle !» Elle était très sage, ne criait pas. Elle se tenait là à écouter son nom scandé avec plus de dignité qu'un général passant ses troupes en revue. On ne voyait qu'elle. Personne ne pouvait douter que Yaëlle c'était elle, et que le papa dont il était question était le sien. Quel vaccin d'antiracisme ! Quelle leçon de solidarité a pris là ce petit bout de quatre ans !

Occupation de la Bourse du travail, CSP 75 et CGT

L'occupation de la Bourse du travail a donné lieu à plusieurs polémiques, comme en témoignent notamment les réserves exprimées par certains militants de RESF dans l'interview qui ouvre ce numéro. Ou, dans un tout autre registre, l'intervention musclée de certains militants du PCF et de la CGT contre la CSP75 à la Fête de l'Humanité cette année. Ou encore les accusations de collusion avec la Préfecture lancées par la CSP75 contre «une partie de la direction de la CGT» suite à une déclaration d'un responsable de l'Union départementale (cf. plus loin).

S'il est trop tôt pour tirer le bilan de cette occupation, on doit commencer par écouter les principaux intéressés: les sans-papiers. Les deux premiers textes («La voix des délégués» et «Où va la lutte») décrivent les raisons pour lesquelles la Bourse a été occupée.

Le troisième article («Faisons de la Bourse la Basilique de France des sans-papiers») trace un petit bilan des luttes de sans-papiers depuis l'occupation de l'église Saint-Bernard en 1996.

Deux autres textes donnent la parole à des femmes sans papiers. Tous les cinq sont extraits du *Journal de la Bourse occupée*, publication imprimée que l'on peut aussi télécharger sur Internet (bourse.occupee.free.fr) tout comme *Le quotidien des sans-papiers*. Deux sources indispensables pour connaître le point de vue des travailleurs «clandestins» mobilisés. On pourra aussi écouter sur le site RESF les émissions de radio de Fréquence Paris Plurielle consacrées aux occupations d'entreprises pour la régularisation des sans-papiers.

Nous ne connaissons pas assez les luttes des sans-papiers et leurs organisations depuis 30 ans pour émettre des jugements définitifs. C'est pourquoi nous nous contenterons d'une seule remarque: la CSP 75 semble avoir confiance dans la CGT puisque son porte-parole déclare: «*Parmi les syndicats, la CGT a, depuis douze ans, toujours soutenu, dans les faits aussi bien que dans ses déclarations publiques, le mouvement de tous les travailleurs sans-papiers.*» L'origine des problèmes actuels entre la CGT (ou en tout cas sa direction) et la CSP 75 n'est-elle pas beaucoup plus ancienne, profonde et complexe ?

C'est le type de question que l'on se pose quand on lit dans un communiqué du jeudi 18 septembre 2008 de la CSP 75, sous le titre saignant: «*Y a-t-il un accord entre une partie de la direction de la CGT et la préfecture pour empêcher les*

régularisations des 1300 sans-papiers de la Bourse du travail ?»: «Le 16 septembre, cinq de nos camarades étaient convoqués au neuvième bureau de la préfecture de Paris pour leur régularisation dans le cadre des accords pris avec cette préfecture par la délégation intersyndicale-Coordination 75 à la suite de l'occupation de la Bourse du travail. C'étaient là les premières convocations faites sur la base, nous avait-on assuré, de dossiers "ne présentant aucun problème". Incompréhensiblement, au guichet, toutes les convocations ont été reportées de plus d'un mois (...). C'est à ce moment (...) que nous avons commencé à nous poser cette question: fallait-il voir là une conséquence de cet avertissement que nous avaient donné le vendredi précédent les membres du SO de la CGT, à savoir que les sans-papiers de la Coordination 75 "n'obtiendraient rien" en matière de régularisations ? La réponse à cette question n'a pas tardé à venir. (...). Voici ce qui a été déclaré à notre délégation par le responsable de l'UD-CGT: "Vous vous êtes trompés de cible, on fera tout pour bloquer vos dossiers, j'ai eu ce matin au téléphone le directeur [de la préfecture de police de Paris], tant que vous serez à la Bourse du travail vous n'aurez pas de régularisations." Nous posons donc (...) cette simple question: *est-ce donc que la CGT est devenue l'État français, est-ce donc la CGT qui décide les régularisations des sans-papiers ?*»

Puis dans le *Quotidien des sans-papiers* n° 29 du 28 septembre 2008 on lit: «LA CSP 75 choisissait alors de mettre l'ensemble de ces incidents sur la place publique par un communiqué de presse largement diffusé. *Les jours suivants, ils avaient le plaisir d'être démentis, en enregistrant la régularisation, sans aucune difficulté cette fois, de quatre membres de la CSP 75.* Les premières régularisations après quatre mois et demi de mobilisation.»

On ne comprend pas très bien ce «plaisir d'être démentis»... Car ce geste de la préfecture ne lève pas le moindre doute, bien au contraire, sur les contacts entre la CGT et la préfecture. D'un autre côté, la CSP75 peut difficilement ignorer ces contacts étroits, si la CGT soutient vraiment les sans-papiers «depuis douze ans» et «dans les faits» (pas simplement en paroles), comme le dit l'un des représentants de la CSP75.

Il faut souhaiter que les débats parmi les sans-papiers éclaircissent ce point essentiel concernant la nature et le rôle des syndicats et leurs limites. Sinon, ils risquent d'aller au-devant de beaucoup de déconvenues prévisibles et de défaites annoncées. Les bureaucraties syndicales ont plus d'un tour dans leur sac... d'autant qu'elles s'appuient aussi sur un petit nombre de militants de base qui ne comprennent pas pourquoi on accuse leurs dirigeants d'être vendus à la Préfecture quand eux-mêmes se démènent dans leur coin. Une clarification politique très rapide s'impose chez tous les protagonistes ⁽¹⁾.

Y.C.

1. Sur le blog ouvalacgt on trouvera un dossier assez convaincant sur le véritable objectif de la CGT.

OCCUPATION

La voix des délégués

Sissoko et Djibril exposent les motifs de l'occupation de la Bourse du travail par des travailleurs sans-papiers isolés.

La Coordination sans-papiers 75 existe depuis douze ans et a toujours eu des formes de soutien et de collaboration avec la CGT. Elle a notamment et, de manière autonome, soutenu et participé aux piquets de grève devant les entreprises dès le début du mouvement de grèves des travailleurs sans-papiers lancé par la CGT le 15 avril dernier.

Dès le commencement de ce mouvement, il y a eu plusieurs réunions avec la CGT pour lui expliquer la situation particulière des travailleurs sans-papiers isolés, dont est essentiellement formée la Coordination. Ces travailleurs se trouvent à un ou deux dans leurs boîtes et ne peuvent pas, de ce fait, se mettre en grève, puisqu'il n'y a pas de représentation syndicale. Pas moyen de se faire entendre là-dessus.

Le 17 avril, première réunion, la discussion a été à sens unique. La CGT nous a critiqués du fait que nous ne sommes habitués qu'à dresser des listes et des dossiers, alors que le but du mouvement de grèves était de mettre la pression sur le patronat et le gouvernement pour obtenir des régularisations globales des travailleurs sans-papiers. Sur ce but général et sur cette critique nous, les délégués, avons été d'accord.

VOLTE-FACE DE LA CGT

Mais quatre jours plus tard, le 21, volte-face de la CGT. Et précisément sur cette question des dossiers et du but général du mouvement. La CGT a eu une rencontre au ministère de l'Immigration. Elle a proposé 600 dossiers groupés et le ministère s'est engagé pour aller jusqu'à mille. Il faut préciser que, jusqu'au 21, il y avait eu cinq réunions de la Coordination 75 avec la CGT. Non seulement celle-ci n'a pas invité la Coordination à se joindre à elle, mais dans la rencontre au ministère elle n'a même pas évoqué les dossiers des travailleurs sans-papiers isolés. Du 15 au 21 avril, ce que la Coordination 75 a cherché à faire, c'est justement à mettre la pression dont avait parlé la CGT à la réunion du 17. Il faut expliquer ceci: pour pouvoir participer aux piquets de grève, on doit rester à l'intérieur de la branche de métier. Par exemple, un travailleur de la restauration pourra aller se joindre à un piquet de grève dans une autre boîte de restauration. Sinon, c'est considéré comme une

violation de domicile et le travailleur sans-papiers sera susceptible d'être arrêté et interné au centre de rétention. Pour mettre cette pression, la Coordination souhaitait donc rejoindre les piquets de grève de la CGT – ce que nous avons d'ailleurs fait, de façon autonome, en envoyant des délégations de travailleurs sans-papiers isolés aux piquets de grève en cours. La CGT n'a pas été d'accord avec notre souhait, et nous a par contre invités à monter nous-mêmes nos piquets de grève dans nos boîtes, ce qui n'est pas possible pour les raisons évoquées. Conclusion de tout cela, nous nous sommes sentis trahis. Le mot est peut-être un peu fort, mais c'est bien là notre sentiment.

DÉCISION D'OCCUPER LA BOURSE

Ensuite, à l'occasion du rassemblement hebdomadaire habituel de la Coordination 75, place du Châtelet, le vendredi 25 avril, nous avons averti l'officier de liaison de la préfecture que le 30 avril nous déposerions mille dossiers groupés (de travailleurs sans-papiers isolés de la Coordination), ainsi que ç'avait été le cas pour les mille de la CGT après leur rencontre du 21 au ministère.

Le 30, nous nous sommes donc présentés à la préfecture et avons été reçus par le sous-directeur de l'administration des étrangers. Voilà ce qu'il nous a dit: que la préfecture n'acceptait pas de dépôt de dossiers groupés; que, pour des régularisations dans le cadre du travail, il fallait nous adresser aux CRE, centres de réception des étrangers (il y en a deux à Paris dans des commissariats), où, de toute façon, les dossiers n'étaient acceptés qu'individuellement.

Ce à quoi le délégué Sissoko a objecté que c'était bel et bien de la discrimination, puisque les mille dossiers de la CGT avaient été acceptés groupés, et non dans les commissariats mais bien à la préfecture de la Cité. Le fonctionnaire a répondu que c'étaient les ordres reçus du ministère, que ces ordres ne concernaient que les dossiers de la CGT, et que donc il fallait nous adresser directement au ministère ou bien à la CGT, si nous voulions présenter nos dossiers groupés.

Le premier mai nous avons participé massivement à la manifestation. Sur les 1500 manifestants sans-papiers, un tiers était de la Coordination 75. Mais nous n'avons pas parlé de nos dossiers avec la CGT. Le 2 mai, finalement, nous avons pris la décision d'occuper la Bourse du travail, et ceci afin de mettre la pression sur la CGT même, de lui faire accepter de prendre en charge également nos dossiers. Ceci a un sens bien précis: faire cesser cette «immigration choisie» dont on se rend complice dans le monde même du travail, en établissant une différence de fond entre travailleurs sans-papiers non isolés et travailleurs sans-papiers isolés. Le choix de la Bourse du travail a été le choix le plus logique pour nous. C'est ici un haut lieu historique de représentation des intérêts de tous les travailleurs. C'est l'endroit à plus forte charge symbolique. Il nous est, par ailleurs, beaucoup plus facile de parler avec les syndicats qu'avec le ministère de l'Immigration. Parmi les

syndicats, la CGT a, depuis douze ans, toujours soutenu, dans les faits aussi bien que dans ses déclarations publiques, le mouvement de tous les travailleurs sans-papiers. Ce n'est donc pas la Coordination sans-papiers 75 qui se trompe de cible avec l'occupation de la Bourse du travail, ce sont ceux qui prétendent cela qui se trompent lourdement.

PERSPECTIVES

OU VA LA LUTTE ?

Sissoko, Dabo et d'autres délégués disent ce qu'ils en pensent

Le 2 mai, plus de 600 adhérents de la Coordination des sans-papiers 75 sont entrés en masse dans la Bourse du travail de la rue Charlot, à République, pour l'occuper.

Dès notre arrivée, la porte de la grande salle au rez-de-chaussée et les portes des bureaux aux étages ont vite été fermées. On s'est donc limités à occuper la cour, les escaliers jusqu'au quatrième étage et les couloirs des étages. C'est comme cela, confinés dans ces espaces restreints (et sous la pluie dans la cour), qu'on a dû rester pendant presque trois semaines, jusqu'à ce que, la ville de Paris ayant envoyé des ouvriers pour une fuite, nous avons pu occuper aussi la grande salle du rez-de-chaussée.

Dès notre arrivée, donc, le 2 mai, on a demandé à rencontrer le responsable. On lui a expliqué que pour nous, travailleurs sans-papiers isolés, il était bien plus normal d'occuper la Bourse du travail, c'est-à-dire la maison de tous les travailleurs, où nous serions en sécurité, plutôt que d'aller occuper des boîtes différentes de notre lieu de travail où nous serions en danger, sans la présence des syndicats, d'être de toute façon interpellés à tout moment et d'être amenés au centre de rétention. Le responsable a pris acte de notre présence et de nos doléances. Les deux jours suivants se sont écoulés sans problèmes, et le dimanche 4 mai il y a eu une réunion avec la CGT, RESF et l'UCIJ. Pendant cette réunion nous avons répété nos doléances. Nous avons demandé à la CGT qu'elle fasse les démarches nécessaires pour être reçue avec la Coordination 75 par le ministère de l'Immigration, afin que nos mille dossiers (essentiellement des travailleurs sans-papiers isolés) soient déposés à la préfecture et traités de la même manière que les mille déjà déposés par la CGT. Celle-ci (l'union départementale) a prétexté de son incompétence à traiter avec le ministère aussi de nos dossiers (à la différence des ceux déjà déposés), et nous a dit de nous adresser à la CGT nationale à Montreuil, en nous invitant de nouveau, pour sa part, à cette action (que nous jugeons irresponsable) de monter des piquets de grève dans nos entreprises, où nous sommes des

travailleurs isolés et sans représentation syndicale, donc (si le patron appelle la police) susceptibles d'être arrêtés tout court.

Pendant ces discussions RESF et l'UCIJ n'ont pas pris position. (Mais l'on peut faire remarquer qu'avant cette réunion à quatre, il y en avait eu une à trois, CGT-RESF-UCIJ, sans la Coordination 75.)

L'OCCUPATION S'INSTALLE, MAIS LA COMMUNICATION AVEC LES SYNDICATS RESTE DIFFICILE.

Après cette réunion du 4, le mois de mai s'est écoulé presque entièrement sans autre forme de communication. Cela, jusqu'à une réunion, le 28, avec l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, Solidaires, FSU), suivie d'autres réunions dans les jours suivants, où étaient présentes aussi d'autres associations de défense des sans-papiers (MRAP, Gisti, LDH, UCIJ, Autre monde, RESF, Haut conseil des Maliens en France). À l'issue de toutes ces réunions, il y a eu des points d'accord mais aussi de désaccord.

Les syndicats voulaient traiter l'ensemble de nos dossiers dans le cadre du travail, mais ceci n'est pas applicable à tous les occupants de la Bourse, il y a aussi des femmes sans travail, il y a des enfants, des malades. Dans le but d'un dépôt global des dossiers, une grille classant les sans-papiers par branche professionnelle, mais aussi par statut juridique et social – par exemple, un travailleur sans-papiers qui ne peut pas, comme c'est le cas pour beaucoup, fournir des fiches de paye parce qu'il a toujours travaillé au noir ou avec les papiers de quelqu'un d'autre, ou encore une femme au foyer –, a été convenue pendant ces réunions. Mais elle a ensuite été négligée par les syndicats et les associations, au profit d'une table dans la cour, où tous les dossiers auraient dû leur être confiés pour être étudiés un par un en vue d'examiner leur recevabilité à la préfecture, ce qui, pour la Coordination 75, équivaldrait à une sorte de traitement au cas par cas et même à une tentative de récupération, parce qu'une fois les informations individuelles acquises, chaque occupant pourrait faire l'objet de pressions individuelles et, par exemple, être poussé à quitter l'occupation sous prétexte qu'on va s'occuper de sa régularisation personnelle.

À ce propos, une simple remarque s'impose: pour quelle raison ne pas faire confiance aux dossiers tels que dressés par les délégués actuels de la Coordination 75, qui ont souvent mûri une expérience de huit ans dans le traitement de ce genre d'affaires ?

Certes, on pourra toujours dire que nous sommes trop méfiants, mais notre méfiance nous paraît justifiée, d'autant plus que syndicats et associations continuent de mettre en avant, comme condition préalable, que nous quittions la Bourse du travail pour commencer toute véritable coopération avec nous. À cette exigence des syndicats, la Coordination 75 a répondu qu'elle attend la mise en place de la commission de dépôt et suivi des dossiers (également décidée dans les entretiens) et les premières régularisations avant toute décision. On remarquera que notre position est là-dessus plus

souple que celle des syndicats, lesquels ne quittent les occupations des grèves en cours qu'au dernier sans-papiers régularisé.

Aussi, en face de notre détermination à rester dans les lieux, on pourrait penser que la situation est dans une impasse.

EST-ON EN TRAIN DE SORTIR DE L'IMPASSE ?

Le 23 juin, un premier pas. Un courrier, signé conjointement par les syndicats, les associations et la Coordination 75, est parti au ministère de l'Immigration. On y demande une audience dont le but spécifique est de sensibiliser ce ministère à la situation des travailleurs et travailleuses sans-papiers isolés.

Deuxième pas, le 25 juin. Il y a eu, ce jour-là, toute une série de réunions entre l'intersyndicale, les associations et la Coordination 75. (Absent, le Haut conseil des Maliens en France, qui n'a pas été prévenu. Nous-mêmes nous n'avons été prévenus qu'au tout dernier moment, et nous demandons que dorénavant le Haut conseil soit prévenu à temps de toute réunion.)

Un pas réel en avant semble avoir été accompli. Intersyndicale et associations se sont déclarées prêtes à nous accompagner à la préfecture pour un dépôt groupé de nos dossiers, ce que nous demandions depuis le mois d'avril. Il restait donc à convenir d'une date. Nous avons déclaré que nos dossiers seront tous prêts pour le 2 juillet, c'est à partir de cette date qu'une rencontre avec la préfecture peut être convenue. Nous avons en outre demandé que la commission mixte de suivi des dossiers (intersyndicale-associations-Coordination 75) soit mise sur pied, et que l'adresse de communication soit ici à la Bourse, sous couvert de l'UD-CGT, pour tous les sans-papiers concernés. Un accord verbal nous a été donné, mais à la condition de cesser l'occupation dès le dépôt des dossiers à la préfecture. Sur quoi, nous avons confirmé que, de toute façon, nous attendons les premières régularisations pour nous réunir entre nous et discuter de l'éventualité de quitter ou non la Bourse du travail.

LES PERSPECTIVES:

DES FORMES D'ORGANISATION

ET DE LUTTE UNITAIRES ET AUTONOMES

Pour la suite du mouvement, nous tenons à réaffirmer notre détermination de poursuivre notre lutte. Il convient toutefois de souligner quelques autres aspects. Bien entendu, nous souhaitons toujours que les syndicats se chargent des dossiers des travailleurs sans-papiers isolés, exactement comme la CGT l'a fait et continue de le faire pour les autres travailleurs sans-papiers. Mais aussi, le problème est plus large.

D'un côté, il y a les autres sans-papiers. Ceux qui ne travaillent pas, comme les femmes au foyer, les enfants, les vieux, les malades. Et puis, encore une fois, il y a tous ceux qui, tout en travaillant, ne sont pas à même de produire des feuilles de travail ou de paye parce qu'ils ont toujours travaillé, souvent depuis des décennies, dans des situations illégales, dans des situations d'exploitation la plus noire.

D'un autre côté, et ceci nous semble vraiment le plus important pour l'avenir du mouvement, il y a la leçon à tirer de cette expérience qu'on est en train de vivre. Il est clair, désormais, que les sans-papiers, s'ils veulent peser sur les décisions qui les concernent, doivent trouver des formes d'organisation et de lutte unitaires et autonomes. Il faut construire un rapport de force avec le gouvernement, si l'on veut obtenir les régularisations auxquelles nous avons droit par notre apport de travail à l'économie et notre apport de culture à la société française. Pour cela, il est urgent que tous les collectifs de sans-papiers de France fassent des efforts de convergence de pensée et d'action, il faut aller au-delà des particularismes actuels. Le mouvement d'ensemble des sans-papiers ne doit plus dépendre du bon vouloir des associations de soutien et des syndicats, il doit trouver sa propre voie, conter sur lui-même et sur ses propres forces.

Ceci ne veut pas dire qu'on doive ou qu'on veuille se passer du soutien de toutes ces associations et des syndicats. Ceci veut dire seulement que le mouvement des sans-papiers doit désormais trouver son indépendance et son unité, comme il convient à des hommes et des femmes qui se lèvent pour le respect de leurs droits.

Ce que la Coordination 75 souhaite avant tout, c'est donc que le mouvement actuel s'organise et s'élargisse à tous les collectifs des sans-papiers d'Ile de France et de France en général. Pour ce faire, il faut commencer à œuvrer pratiquement. C'est la raison pour laquelle nous avons lancé cette initiative: nous avons chargé un délégué d'envoyer des invitations aux différents collectifs pour qu'ils viennent participer à notre débat du samedi 28 juin. De notre part, on va vraiment commencer l'ouverture à cette occasion. Après ce débat, il faudra se réunir avec les autres collectifs, pour discuter des prochaines étapes, pour organiser la suite tous ensemble, pour donner une forme nouvelle au mouvement.

Il faudra lancer la convocation d'une réunion unitaire de tous les collectifs de sans-papiers pour qu'on puisse parler le même langage. Cela commence, pour nous, par le débat de ce samedi. La réunion unitaire, si elle est souhaitée par tout le monde, pourra se tenir après ce débat. Elle servira à discuter des objectifs et des perspectives des luttes pour les mois et les années à venir et, d'abord, à préparer la rentrée. Nous pensons que tous les collectifs sont fondamentalement d'accord pour qu'il y ait unité du mouvement. On ne nie pas qu'il y ait eu auparavant des divergences, mais il est temps maintenant d'aller de l'avant.

Cette réunion unitaire à Paris, nous insistons là-dessus, ce serait pour discuter des modalités d'action de la poursuite de la lutte, pour mettre la pression sur le gouvernement afin d'obtenir la régularisation globale de tous les sans-papiers. Il apparaît en effet de plus en plus clair aujourd'hui que la régularisation de chacun passe par la régularisation de tous.

Il faut impérativement faire en sorte qu'il y ait une bonne entente

entre les collectifs. La conséquence probable de cela sera aussi une entente avec les syndicats et les associations, et c'est ce qui mettrait vraiment la pression sur le gouvernement. C'est cela qui est primordial. La grande réunion unitaire que nous souhaitons, si elle a vraiment lieu, serait non seulement un moyen de pression capable de faire sortir le mouvement de l'impasse où il se trouve, mais elle serait aussi un grand moment d'information, d'abord entre nous, collectifs de sans-papiers, et puis envers toute l'opinion publique de la France.

Extrait du *Journal de la Bourse occupée* n° 1 (28 juin 2008)

Sissoko:
«Faisons
de la Bourse du Travail de Paris
la "Basilique de France"
de la lutte des sans-papiers»

(...) «Pour trouver un fil conducteur du mouvement des sans-papiers depuis 1996, le mieux est de suivre l'alternance et l'articulation de ses formes d'action. En effet, au cours de ces douze années, ce mouvement a surtout alterné des occupations, sur l'exemple de Saint-Bernard, et des manifestations. Cela déjà à partir de 1997. Je voudrais m'arrêter sur quelques épisodes marquants qui peuvent offrir matière à réflexion et des exemples qu'il serait bon de suivre, ou du moins de proposer comme modèles d'action.»

1997, LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
GAGNÉES PAR LA GAUCHE

«En 1997, vers la fin du mois de mars, avant les élections législatives, une grande manifestation nationale de sans-papiers a eu lieu avec la participation des syndicats et des partis de gauche. Jospin aussi était présent, il a pris la parole, il a dit que si la gauche était majoritaire à l'Assemblée, lui s'engageait à régulariser tous les sans-papiers de France. La gauche a gagné les élections et deux mois plus tard une circulaire (Chevènement) sortait, portant des instructions pour la régularisation des sans-papiers se trouvant en France "de longue date».

«Le dépôt des dossiers fut clos le 1^{er} novembre, et, comme leur nombre s'est trouvé dépasser les 150 000, il fut précisé que la régularisation serait faite pour ceux qui se trouvaient en France depuis sept ans au moins. Voilà comment il fallait entendre ce "de longue date". Comme si le fait d'être en France depuis cinq ans, trois ans, n'était pas "de longue date"... Qu'ils essayent, messieurs les hommes politiques de gauche, de vivre en France comme un sans-papiers pendant cinq ans, trois ans; qu'ils essayent et ils nous diront si cela n'est pas long; si rien que trois ans de cette galère ne suffisent pas pour être déjà "de très longue date"... Comme si cette condition de se trouver en France depuis sept ans, comme si elle nous avait été dite auparavant pendant la campagne électorale, pendant cette grande manifestation nationale de sans-papiers.

«Bon, le résultat de ce "de longue date" égal à sept ans fut de diminuer le nombre des régularisations effectives de la moitié à peu près. Les dernières tombèrent en mai 1998. J'offre cet épisode

comme matière à réflexion pour toute la gauche française, comme un exemple à suivre et ne pas suivre dans le même temps.

«Cela a accentué, dès 1998 même, la lutte des sans-papiers, car il était évident que le gouvernement de gauche ne tenait pas ses engagements de campagne électorale. Mais finalement le seul résultat de cette accentuation de la lutte fut que, tout de suite, une loi fut votée portant la durée minimum pour être régularisé de quinze ans (comme c'était avant la circulaire Chevènement) à dix.»

2002, L'OCCUPATION

DE LA BASILIQUE DE SAINT-DENIS

«Dans les années suivantes il y a eu plusieurs situations de lutte significatives, parmi elles, par exemple, celle de la Maison des Ensembles dont a parlé Colette dans le numéro précédent du *Journal de la Bourse occupée*. Mais, pour ce qui concerne la Coordination 75... En effet, c'est tout de suite après, que la coordination informelle des collectifs parisiens s'est formalisée sous le nom de Coordination 75... Donc, pour ce qui nous concerne, la plus importante, et, je crois, entre parenthèses, la plus importante de France à ce jour du point de vue des résultats, a été l'occupation de la Basilique de Saint-Denis en 2002.

«Cette occupation a été un grand moment unitaire, non seulement pour les sans-papiers, mais aussi pour toutes les organisations de soutien, syndicats, partis de gauche, associations. Sans oublier la population même de Saint-Denis, qui a été très solidaire avec les sans-papiers.

«D'abord les sans-papiers parisiens et de la région parisienne se sont joints à nous, ensuite ceux des régions voisines, et, pour finir, des sans-papiers venus de toute la France, de Marseille, de Lille, de Bordeaux, d'Angoulême, Grenoble, Le Havre, Rouen, etc.

«Plus de cinq mille dossiers furent déposés rien qu'à la préfecture de Paris. Dans d'autres préfectures de France, par exemple à Bobigny (vingt mille, si je me souviens bien), ce chiffre fut même largement dépassé. Mais avec un nombre insuffisant de régularisations malgré la mobilisation très importante. Un millier peut-être à Paris; sur toute la France je n'en ai aucune idée.

«Cela est dû au système du cas par cas. Même quand il est possible aux collectifs, comme maintenant avec l'occupation de la Bourse du travail, de déposer les dossiers collectivement; même quand cela est possible, les personnes, après, sont convoquées individuellement, et, surtout pour les dépôts massifs, surtout quand les dossiers partent dans tous les sens dans les différentes préfectures compétentes d'après les domiciles des sans-papiers, cela finit par échapper complètement au contrôle des collectifs. C'est ce système qu'il faut briser.

«Je fais remarquer que, lors de l'occupation de la Basilique, le ministre de l'intérieur était Sarkozy. À la présence de l'évêque et des curés, il avait donné l'ordre aux préfets de recevoir les sans-papiers pour leur régularisation accompagnés par les collectifs. Et je

voudrais faire ce commentaire. Alors que notre occupation actuelle de la Bourse du travail est plus importante, par le nombre des occupants et par la durée, les résultats en termes de régularisations ne tombent pratiquement pas encore. Cela est dû à l'absence des soutiens, des syndicats, partis politiques, associations. À la différence de ce qui s'était passé à la Basilique, ils ont fait le vide autour de notre occupation actuelle. Ils ont élevé comme un mur de silence autour de nous. Il faut leur demander: pourquoi ? veulent-ils donc vraiment l'affaiblissement du mouvement actuel des sans-papiers ?»

DE CACHAN

AUX GRÈVES ET LUTTES ACTUELLES

«Après l'occupation de la Basilique, et jusqu'en 2006, il n'y a pas eu de mouvement d'envergure, à Paris et dans la région parisienne. Pas mal de petites actions, de notre part et de la part d'autres collectifs, mais rien de remarquable, à part la lutte des sans-papiers de Cachan. Il y a eu, à cette occasion, une forte mobilisation de soutiens et de collectifs de sans-papiers, de la Coordination 75 entre autres; et c'est grâce à cette mobilisation qu'après l'évacuation du squat par la police, les sans-papiers squatteurs ont pu trouver refuge, avec l'accord du maire, dans le gymnase de Cachan, et, par la suite, obtenir la régularisation de tous et de meilleures conditions de vie et d'hébergement. Un exemple à suivre.

«En 2006, il y a eu une forte mobilisation à l'occasion de la discussion parlementaire des lois CESEDA. C'est cette mobilisation qui a permis d'arracher au ministre de l'Intérieur de l'époque, Sarkozy, la circulaire de juin 2006 portant sur la régularisation des familles avec enfants scolarisés.

«On arrive comme cela au jour d'aujourd'hui. Un nouvel élan, c'est indubitable, a été donné par le mouvement des grèves, et, à la suite de ce mouvement, par l'occupation de la Bourse du travail.

«C'est de cette situation nouvelle qu'il faut partir pour donner une appréciation des possibilités du mouvement sur le court terme. On attend de voir ce que les syndicats vont décider, mais, indépendamment de ce qu'ils feront, on peut prévoir que si, comme il semble probable, un fort mouvement social va se déclencher dans les prochains mois, des situations de grèves de sans-papiers vont s'y greffer, même de manière autonome.»

«TOUS LES SANS-PAPIERS DE FRANCE

SONT INVITÉS À REJOINDRE

L'OCCUPATION DE LA BOURSE DU TRAVAIL»

«Pour ce qui est de notre occupation, il faut souligner que, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire plus d'une fois et notamment dans notre *Journal*, elle a vocation à ne pas rester limitée à la Coordination 75. Là-dessus, l'expérience de collaboration unitaire, le travail avec d'autres collectifs de sans-papiers pour la préparation de la manifestation pour l'anniversaire de Saint-Bernard peuvent être utiles. Mais je dois surtout évoquer de nouveau l'exemple de

l'occupation de la Basilique en 2002. «Tous les sans-papiers de Paris, tous les sans-papiers de la région parisienne, tous les sans-papiers des villes de France sont invités à nous rejoindre. Faisons de la Bourse du travail la nouvelle "Basilique de Saint-Denis" de l'année 2008. Je dirai plus. Faisons de la Bourse du travail de Paris la "Basilique de France" de la lutte des sans-papiers: pour donner vie à un mouvement de régularisations qui, dans les conditions présentes, dans ces conditions actuelles de durcissement de la lutte, aille au-delà de l'exemple même de la Basilique de Saint-Denis en 2002.

«Nous les sans-papiers, nous sommes assez forts, par notre propre organisation, par nos propres forces, pour faire triompher nos droits dans tout pays où nous travaillons et habitons. Il nous suffit de le vouloir.»

Extrait du *Journal de la Bourse occupée* n° 6, 11 septembre 2008

LA VOIX DES FEMMES

Meriem, Nora, Adam, Mme Diabaté et Mme Dialo parlent.

La Bourse du travail est devenue la maison des sans-papiers, un lieu de vie à part entière où s'organise la lutte quotidienne. La solidarité est le fondement de l'occupation: on mange ensemble, on dort ensemble, on se bat ensemble. Sans cette communauté de vie qui donne forme à l'unité des revendications, il est clair que le mouvement n'aurait pas pu tenir plus de quelques jours. Chacun a son rôle, chacun participe à l'effort de tous.

Plus discrètes et réservées, les femmes sont particulièrement actives dans l'organisation interne. Il est indispensable que leur voix soit entendue à la mesure de leur importance pour la survie du mouvement.

Cinq d'entre elles, Meriem, Nora, Adam, Mme Diabaté et Dialo ont accepté de répondre.

Elles sont sénégalaises, maliennes, algériennes et mauritaniennes. À la Bourse, «tous des Noirs, tous des Africains», lance l'une d'elles pour marquer le sentiment d'appartenir à une même famille. La plus jeune, Meriem, a 19 ans et demi. Elle est en France depuis 2006. Mais pour la plupart, elles sont arrivées il y a longtemps, plus de quinze ans parfois, pour travailler ou en accompagnant leur mari. Nora était garde d'enfant jusqu'en 2005, déclarée. Son récépissé de deux ans lui a été retiré après son mariage car, pour les autorités, elle ne cherchait qu'à faire régulariser son mari. Elle a dû trouver un emploi au noir, jusqu'à l'occupation. Comme Nora, Mme Diabaté gardait des enfants et suivait une formation d'auxiliaire parentale... mais toujours sans-papiers.

Cela veut dire ne pas pouvoir aller travailler «dans la dignité, sans se cacher», c'est pourquoi elles sont toutes venues ici, rejoindre la coordination 75 à la Bourse du travail. Déjà habituée à la lutte, Dialo participe aux actions de la coordination depuis un an et a naturellement jeté ses forces dans l'occupation. Cependant, la solidarité avec la coordination est tout aussi naturelle de la part de celles qui n'ont rejoint la Bourse que plus tard, après avoir entendu un ami ou les médias en parler. «J'ai entendu parler de l'occupation à la télé et je suis venue les rejoindre. Je suis rentrée ici le 6 mai», précise Mme Diabaté. Meriem, elle, est «en famille», avec son cousin, son oncle. Sa sœur aussi est là, assise avec son enfant. Car les mères sont nombreuses, accompagnées de leurs petits garçons et petites filles, et elles sont inquiètes: «Les enfants, tout petits, c'est des innocents, ils ne sont pas en sécurité ici. Ils peuvent attraper n'importe quelle maladie.»

Lorsqu'on leur demande pourquoi elles sont là, la réponse est unanime: obtenir la régularisation de tout le monde, de tous les sans-papiers. Elles savent alors que le cas par cas est incompatible avec cette exigence, «parce que nous sommes tous différents». Mme Diabaté explique ce qui la dérange dans le cas par cas: «On n'en veut pas parce qu'on est tous solidaires. Nous sommes tous du même père, tous frères. C'est la même famille. Si toi, tu as des papiers et que tu as un frère qui n'en a pas, c'est comme si toi-même tu n'en avais pas.» La solidarité est le mot d'ordre qui unit profondément ces femmes à tous les occupants et à tous les sans-papiers. Elles veulent être là pour encourager tous ceux qui se battent, elles savent que c'est dur, que tout le monde est préoccupé.

«On n'est pas tranquilles parce que beaucoup d'occupants ont des familles nombreuses et que d'autres ont leur famille au pays.» D'autres ont laissé leur travail pour faire grève. À l'image d'Adam, elles portent l'espoir que la situation s'améliore et sont confiantes: «Je sais qu'on ne sortira pas de là sans être régularisés. Il faut que tout le monde soit courageux et patient.»

Au quotidien, elles se chargent de nombreuses tâches indispensables comme la cuisine. Chaque jour, il faut donner à manger à des centaines de personnes, ce qu'elles font courageusement, aidées par les hommes.

Même avec trois enfants, Adam trouve le temps de participer aussi aux manifestations. Toutes, elles n'hésitent jamais à défiler avec les autres dans la rue, à se rendre aux rassemblements. Mme Diabaté ne fait que découvrir ce genre d'actions mais reste toujours avec le groupe: «Je suis ceux qui savent. Je leur fais confiance, sinon je ne les aurais pas rejoints.»

Pour que le mouvement aboutisse, elles sont conscientes qu'il faut que la lutte s'accroisse car l'occupation n'est pas le but mais le moyen. Meriem veut rappeler que les occupants ne sont pas là par plaisir: «On n'est pas venus ici pour dormir et manger. On n'est pas là pour ça. Si c'est pour dormir, on a des chambres chez nous. Si c'est pour manger, on a du manger chez nous.» Un jour ou l'autre, il faudra sortir, mais pas n'importe comment, avec des papiers. Mme Diabaté pense qu'il faut, comme l'ont fait les immigrés aux États-Unis, que tous les travailleurs sans-papiers sortent pour organiser une marche massive: «On a déjà convoqué tous les foyers du 93 pour nous rejoindre.» Nora attend surtout que s'expriment les hommes politiques car il faut trouver, d'après elle, les bons interlocuteurs pour trouver une solution au problème. L'important c'est que tout le monde entende parler de la Bourse du Travail. L'important c'est que les dossiers aillent de l'avant et ne restent pas en arrière comme c'est le cas actuellement.

GREVES ET FEMMES SANS PAPIERS

Ma Net: elles occupent depuis deux mois. Et elles tiennent bon.

Sur l'occupation de MA NET, *Le Quotidien des Sans-Papiers* a récemment publié un reportage dans son numéro 25 du 10 juin. Nous ne revenons donc pas sur ce qui a été déjà rapporté, sur les histoires de vie, sur les scandaleuses conditions de vie et de travail contre lesquelles se sont révoltés ces sept femmes et un homme sans papiers qui luttent pour leur régularisation.

Citons de nouveau seulement ces mots de Fanta Sidibé, qui décrivent on ne peut mieux ce que signifie être travailleur ou travailleuse sans-papiers aujourd'hui en France et en Europe, et qui sont d'ailleurs recoupsés parfaitement par tous les témoignages rapportés dans le numéro cité du *Quotidien*:

«Je travaille dix heures par jour [alors qu'elle n'est payée que la moitié, et encore]. À chaque fois que je fais une réclamation, on me rappelle ma situation de sans-papiers. Je réponds que ce n'est pas les papiers qui travaillent, c'est moi... On veut des papiers pour vivre une vie normale... On est traités de racailles, de vipères, c'est faux. On est là pour travailler et gagner notre vie honnêtement.»

Ces mots dénoncent d'une manière incisive le genre d'exploitation du travail qu'autorise la condition de sans-papiers dans laquelle sont tenus tous ces gens, soient-ils hommes ou femmes, mais les femmes encore plus que les hommes. Cela est vrai pour n'importe quelle branche, n'importe quel secteur où travaillent des sans-papiers (...).

«Il est évident que pour toutes ces travailleuses du nettoyage, des papiers en règle signifieraient aussi de meilleures conditions de travail et de salaire. On voit donc par là qu'en épousant cette lutte des travailleurs immigrés sans-papiers, isolés ou non, les syndicats ne sont pas en dehors de leur terrain spécifique et bien traditionnel de défense des conditions de vie (de travail et de salaire) des travailleurs qui demandent de s'organiser. Pour le syndicalisme français aussi, cela peut être une chance à ne pas manquer.»

LA GRÈVE DÉBUTE

En effet, la grève des travailleuses de Ma Net a commencé, non seulement grâce à l'appui du syndicat, mais, à proprement parler, sur le terrain spécifique du bouche à oreille syndical.

C'est Kani, qui est là avec les grévistes mais demeure en retrait parce qu'elle ne travaille pas chez Ma Net, c'est elle qui est à l'origine de la grève, tiennent à souligner toutes les autres, assises autour de nous pour l'interview. Cette jeune et vivante Française d'origine africaine, ayant vu ce qui se passait «Chez Papa», étant elle-même syndiquée à la CGT, a poussé son amie Mariam vers ce

syndicat et à parler de la grève à ses camarades de travail. Avec l'appui de la CGT et après s'être syndiquées, trois femmes (Mariam, Mariam Marie, et Hawa) ont donc organisé un piquet de grève le 23 mai, occupant les locaux de Ma Net le matin, à 10 heures 45, précisent-elles.

Les trois premiers jours, elles les ont passés à appeler leurs collègues, à essayer de les convaincre à s'unir à la grève. Sur les 130 employés, cinq autres seulement ont répondu à l'appel, quatre femmes et un homme (Fanta Sidibé, Fanta Kané, Miracia, Sali, Soumaré), tous Africains sauf une Haïtienne. Le 26 au soir, la CGT a bloqué la liste des grévistes, six dossiers ont tout de suite été déposés à la préfecture, et deux autres, plus difficiles, par la suite.

La conversation tourne vite autour des conditions de vie et de travail de ces femmes sans-papiers.

«Spécifiquement pour ce qui concerne les femmes – nous dit Fanta Sidibé, déléguée syndicale CGT de MA NET –, je veux dire qu'être sans-papiers c'est une condition difficile pour tout le monde, mais qu'être femme sans-papiers c'est bien plus dur. Non seulement il y a envers nous la discrimination sexuelle qui pèse sur toutes les femmes, mais, du fait que cette discrimination s'exerce contre des femmes sans-papiers, nous sommes contraintes de subir sans rien dire des humiliations et des agressions continuelles. Nous travaillons dans des hôtels, alors vous pensez bien que parmi les clients il y en a, certes, qui sont gentils, mais il y en a aussi beaucoup qui nous demandent n'importe quoi. C'est une humiliation de tous les jours, à laquelle il est difficile de s'opposer d'une manière appropriée, car sinon nous risquons de perdre notre travail, ou, encore pire, d'être dénoncées. Et tout cela pour un travail pénible et très mal payé. C'est pour cette raison que nous nous sommes mises en grève, avec la ferme volonté d'arriver jusqu'au bout de notre lutte: pour améliorer nos conditions de vie et de salaire, pour sortir de cette condition d'indignité et d'illégalité du travail, où nous tiennent volontairement nos employeurs et leurs clients.»

LE RÔLE DE LA CGT

(...) La parole est au responsable de l'union locale CGT du onzième arrondissement, M. Charrier: «Cette boîte fait essentiellement de la sous-traitance hôtelière. Elle a des contrats avec des hôtels qui ne veulent pas embaucher directement leur personnel de nettoyage. Il faut bien comprendre ce que c'est que la sous-traitance, ce n'est pas de l'intérim, c'est bien pire. Et c'est le cas de la plus grande partie des entreprises de nettoyage. Ces femmes sont employées de Ma Net, mais à ce qu'on peut appeler "temps partiel imposé" (78 heures mensuelles contractuelles). En réalité elles font du temps plein, ou équivalent, mais au lieu d'être payées suivant les heures effectives de travail, elles sont payées à la chambre. On leur calcule en moyenne trois chambres et demie par heure, alors qu'il faut souvent près d'une heure pour faire une seule chambre. On voit bien où est l'escroquerie, et pourquoi les fiches de

paye sont souvent de seulement 250-400 euros par mois, alors qu'elles font des journées bien pleines. Ces patrons, ce sont de vrais négriers autorisés. C'est pourquoi la revendication salariale est étroitement liée à celle de l'obtention de papiers en règle.» (...)

Journal de la Bourse occupée n° 3 • Mardi 22 juillet 2008

LA VOIX DES FEMMES

«L'heure est aussi aux collectifs de femmes sans-papiers»

Les femmes sont moins nombreuses que les hommes à l'occupation de la Bourse, et aucune n'est déléguée. (...). Maintenant, c'est au tour de Fatma de s'exprimer sur la condition des femmes sans-papiers, sur son propre engagement, sur sa conception de la lutte présente et à venir.

«Ce que je voulais dire d'abord c'est que les femmes sans-papiers, du fait de cette seule condition, ne peuvent pas dénoncer les abus corporels qu'elles subissent. Si elles avaient des papiers en règle, elles pourraient le faire. Mais dans ces conditions-là, elles ne peuvent pas, et ça c'est terrible. Nous ne sommes pas protégées, ni par la loi ni par les gens de loi. Les autres, l'entourage des femmes, savent qu'elles ne sont pas protégées, qu'elles n'ont pas de droits. D'abord sur le lieu de travail, ensuite chez elles.

«Dans les ménages, avec ou sans papiers, on peut toujours avoir des conflits avec son conjoint, on peut traverser des moments difficiles, être maltraitées. Si l'on est sans-papiers, on subit, on reste chez nous. On est obligées de tout garder pour soi. Même s'il n'y a pas de problèmes, on garde à l'esprit que, quoi qu'il arrive, on devra tout garder pour soi. Et ce n'est pas pour une année ou deux, c'est pour des années et des années. Tout ça, ça va influencer aussi sur l'éducation des enfants, parce que ce sont les mères qui éduquent les enfants. Ça agit sur la personnalité même. Depuis cinq ans que je suis en France, je ne me sens plus moi-même.

«Tout patron, qu'il soit homme ou femme, sait qu'il emploie un sans-papiers, et il peut en profiter. Par exemple, un patron qui emploie une femme pour garder ses enfants, faire le ménage ou être vendeuse dans une boulangerie, si certaines idées lui viennent, il a les moyens de les mettre en pratique. Toutes formes de maltraitements, que ce soit sous forme verbale, sur le montant du salaire, ou bien encore... Le fait est que les patrons, eux, sont

protégés par la loi.

«Évidemment, les femmes qui ont une famille cumulent le travail salarié et les tâches domestiques, elles n'ont bien sûr pas les moyens de faire travailler quelqu'un d'autre à la maison. Et elles doivent toujours penser à mettre de l'argent de côté parce qu'elles savent qu'elles peuvent se faire expulser du jour au lendemain. On n'est pas en sécurité, et ça, c'est une chose qu'on sent toujours. On n'est pas comme tout le monde. Les autres, même s'il n'y a plus rien à la fin du mois, c'est pas grave, ils savent qu'ils vont être payés le mois prochain. Nous, on ne sait pas ce qu'il va se passer le mois prochain.

«En général les salaires des femmes sans-papiers sont beaucoup plus bas que ceux des hommes sans-papiers, lesquels sont déjà de toute façon inférieurs au Smic. Mais on est bien obligés d'accepter et de remercier en plus le patron de bien vouloir de nous. Parfois je me demande pourquoi ils nous embauchent, si nous ne sommes pas les bienvenus en France.»

LES SANS PAPIERS ?... C'EST UNE POLITIQUE

«C'est toute une politique, oui. Ils permettent aux sans-papiers de s'installer ici, ils les gardent pour toujours en avoir assez, assez de main-d'œuvre. Ainsi ils sont tranquilles, ils nous exploitent comme ils veulent. C'est le système de l'offre et de la demande. Seulement, ici ce n'est pas aux marchandises qu'il s'applique, il s'applique aux êtres humains.

«L'autre jour, j'ai parlé avec une assistante sociale, elle m'a dit que sa crainte, à elle et à ses collègues, c'est de recevoir sous peu des ordres leur demandant de donner les adresses des familles sans-papiers. Avant, lorsqu'elles recevaient des femmes subissant des maltraitements, elles pouvaient dénoncer ces actes à la police, elles essayaient de convaincre ces femmes de se tourner vers la police. À présent, elles ne se permettent plus de le faire. Si les femmes maltraitées se rendent à la police, elles risquent, par les temps qui courent, d'être arrêtées, expulsées. Ainsi, les assistantes sociales ne peuvent plus faire correctement leur travail qui est d'aider les gens. Et nous, nous vivons ici comme des animaux, sans aucun droit. C'est la loi du plus fort, le plus fort attaque le moins fort, c'est comme ça.

«Même si l'on ne peut pas faire une loi pour régulariser tout le monde, ce n'est pas la question. C'est qu'en France, aujourd'hui, toutes les portes sont fermées. Je suis en France depuis cinq ans, j'ai une famille ici, mes enfants sont français, je parle très bien le français, vous le voyez, je parle même l'anglais. Je ne sais pas pourquoi je suis toujours sans-papiers, alors que je remplis même les critères de l'immigration choisie de Monsieur Nicolas Sarkozy, je suis diplômée, j'ai été inscrite deux ans à l'université en France. À la préfecture on m'a dit: "Ah oui, on a entendu parler de ça, mais on ne sait pas comment l'appliquer." Là, je ne comprends plus rien.

«Moi, personnellement, je ne reproche rien à la CGT, j'ai des reproches à faire à l'État français. J'ai entendu le président de la République dire que quelqu'un qui a un boulot, un appartement, qui

sait parler français, il n'y a aucune raison qu'il n'ait pas ses papiers. Or, la plupart des sans-papiers remplissent ces conditions et ne sont pas régularisés. Si nos droits étaient reconnus, nous n'aurions pas besoin d'organiser des pressions contre l'État. J'ai préparé des dossiers de gens de l'occupation et je peux vous dire que les trois quarts du travail de la préfecture c'est nous qui l'avons fait. Que demandent-ils de plus ? Nous faisons plus que les fonctionnaires de la préfecture ne font.»

LES SANS-PAPIÈRES ?... DES COLLECTIFS DE FEMMES POUR MENER LEUR LUTTE !

«Personnellement, si j'obtiens des papiers à la suite de cette occupation, je continuerai à lutter dans des collectifs de sans-papiers. J'ai même mon idée: fonder un collectif toute seule. Si la préfecture nous oblige à nous organiser, bon d'accord, on va s'organiser. On va montrer à tout le monde qu'on n'est pas des gens qui ne savent pas quoi faire. Tout notre travail, toutes nos capacités, c'est toute la France qui devrait en profiter, mais eux ne veulent pas.

«Dans certains cas, il est important que les femmes sans-papiers s'organisent par elles-mêmes. Ça dépend du contexte. S'agissant de femmes qui travaillent dans un domaine bien spécifique (garde d'enfants, assistance aux personnes âgées), ou bien de femmes battues, alors pourquoi ne pas créer des collectifs de femmes ? Si, par contre, elles travaillent dans les mêmes conditions que les hommes, alors ce sera bien de partager la lutte. Les femmes tout à fait capables de mener leur lutte toutes seules. Elles ne sont pas moins intelligentes, elles n'ont pas moins de force. Et puis, une lutte produit toujours quelque part des effets positifs.»

LES SOUTIENS...

ET LA SOLIDARITÉ DE BASE ENTRE LES COLLECTIFS

«Depuis le début de l'occupation, j'observe que les soutiens sont surtout des particuliers, pas des associations. Mais les soutiens, même particuliers, nous aident beaucoup. La plupart sont français. Nous les étrangers, quand on voit que nous sommes soutenus par des Français, on se dit que le peuple français n'est pas contre nous. Ce sont souvent des intellectuels, soit des étudiants, soit des fonctionnaires... Ils ont leur point de vue, ils prennent position.

«Mais même lorsqu'ils font partie d'une association, ils disent venir à titre personnel. C'est comme si les associations avaient peur de nous approcher. Pourquoi ? Ce serait pour ne pas entrer en conflit avec la CGT ? Le rassemblement crée la force. Mais comment les collectifs doivent-ils, peuvent-ils se rassembler ? La Coordination 75 est déjà un rassemblement de plusieurs collectifs parisiens, mais, pour les collectifs de province, rien que le déplacement pose problème. Nous les sans-papiers, on a toujours peur de se déplacer. Quoi qu'il en soit, je pense que dans la lutte nous avons tous, au fond, la même ligne, parce que les objectifs sont les mêmes, et aussi les moyens sont pratiquement les mêmes: des

occupations, des grèves de la faim, des manifestations... Que nous, nous luttons ici, et que d'autres luttent ailleurs, je pense que c'est bien. Il y a une solidarité de base entre les collectifs. Quand nous apprenons que d'autres collectifs ont obtenu des régularisations, ça nous donne de la force.

«Nous ne devrions plus jamais accepter, nous les sans-papiers, d'être maltraités, ni par les employeurs ni par l'État. On doit apprendre à toujours se manifester au moment même, sans attendre. Par exemple, sur son lieu de travail même, une femme maltraitée doit pouvoir dire à voix haute: "Non!"»

«Tous les moyens classiques, y compris les médias (parce qu'on doit faire entendre notre voix), sont bons. On doit pouvoir parler partout, et surtout les intellectuels. Sur internet, dans la presse... Il est vrai que la presse ne veut pas (ou ne peut pas ?) parler de nous. Mais nous devons trouver un moyen de faire passer notre message. Et, si nous le trouvons, ce sera notre moyen de lutte le plus efficace. Parce que ça, c'est ça qui dérange.»

Journal de la Bourse occupée n° 3 • Mardi 22 juillet 2008

FEMMES SANS-PAPIERS

«**Ma Net:** **seules les femmes peuvent lutter pour les droits des femmes**»

(...) Nous sommes revenus vers ces travailleuses en grève depuis plus de deux mois parce que, lors de l'interview précédente, leur parole a dépassé le cadre de l'organisation de la grève et des perspectives de lutte sur le terrain syndical. Très vite elles ont tenu à mettre l'accent sur leur situation spécifique de femmes sans-papiers. (...) Fanta Sidibé, déléguée CGT, se fait ici la porte-parole d'une volonté collective d'émancipation féminine.

HARCELEMENT SEXUEL, IL FAUT VAINCRE LA PEUR

«Sur notre lieu de travail, en tant que femmes sans-papiers, nous sommes confrontées à des problèmes spécifiques. Nous subissons des humiliations, des agressions, dont il est difficile de parler par peur de perdre son boulot ou d'être dénoncée. Peut-être qu'en France la discrimination sexuelle est, généralement parlant, moins importante qu'ailleurs, mais en tant que femmes sans-papiers nous sommes très exposées.

«J'ai plusieurs collègues qui se sont plaintes de harcèlement sexuel sur leur lieu de travail. Pas directement à leur employeur, puisque c'est leur parole contre celle du client, alors que tout le monde tombe d'accord pour dire qu'un homme qui a les moyens de se payer une chambre d'hôtel ne va pas faire de propositions à une simple femme de ménage.

«Moi, j'ai encouragé mes copines à déposer plainte. Je leur ai expliqué que, même en tant que femmes sans-papiers, elles ont des droits, que personne n'a le droit de les harceler ou de les agresser, et de les obliger à se taire. Le fait est que ce sont des situations très difficiles, il faut beaucoup de courage pour porter plainte. J'ai vu des gens quitter leur travail plutôt que de le faire. Il y a sans doute des risques pour une sans-papiers de s'adresser à la police. Mais il faut distinguer. D'une part il y a le conflit entre les sans-papiers et l'administration française, et d'autre part celui entre la femme et son agresseur.

«Se faire humilier, agresser, et ne pas porter plainte par peur de se faire arrêter, là, je dis "non !". Quasiment toutes les agressions sexuelles sont commises par des hommes sur des femmes. Il s'agit surtout de propos mal placés, les agressions physiques sont plus rares. Il y a certaines personnes... Les mots me manquent pour les qualifier. Ce genre d'agression se confond parfois avec des

agressions d'ordre raciste.

«Mais il faut ajouter que même dans le cadre du travail de nettoyage hôtelier, il y a des règles que les clients devraient respecter. Moi, par exemple, je ne permets pas au client de rentrer dans sa chambre quand j'y fais le ménage. "Vous sortez: je fais la chambre. Vous ne sortez pas: je vous la laisse." Ce sont les limites que j'ai posées. Si le client ne veut pas sortir, c'est simple, j'appelle la réception, je leur demande d'intervenir. Mais en général les rapports avec les clients sont meilleurs que ça. Certains ne souhaitent pas bavarder. Je fais la chambre, je ferme la porte, et c'est tout. D'autres au contraire discutent avec nous, s'informent de nos conditions de travail.»

LE TRAVAIL DES FEMMES SANS-PAPIERS ET LES SOLIDARITÉS AUTOUR DES FAMILLES

«Pour essayer de comprendre la spécificité du travail des femmes sans-papiers, il faudrait se demander pourquoi les hommes travaillent dans le bâtiment et la sécurité, et les femmes, mis à part le nettoyage, surtout dans les services à la personne. C'est que nous avons la patience et le courage, le savoir-faire pour faire face aux divers petits besoins des enfants et des personnes âgées. Ces tâches, ce n'est pas facile du tout. Il faut savoir que chez nous, au pays, nous sommes habituées aux enfants et aux personnes âgées. Il n'y a pas de maisons de retraite chez nous, les personnes âgées restent dans la famille. Ce sont les membres de la famille qui s'en occupent jusqu'à la fin de leur vie.

«Nous les Africains, nous avons nos coutumes, nos mœurs. Des liens existent, qui sont très forts, qui se construisent avec et autour de la famille. Ces liens nous permettent de dépasser notre simple condition de sans-papiers. Nous sommes reconnus et respectés, en tant qu'être humains. Même si nous n'avons pas de papiers, nous avons notre importance, notre place propre. Déjà avant cette grève, par exemple, il existait une forme de solidarité entre femmes sans-papiers, ainsi qu'entre nous et des personnes ayant leurs papiers. Il y a des rapports sociaux qui se construisent au-delà de la distinction avec et sans papiers. Des gens qui nous comprennent, qui nous aident à trouver un logement, des petits boulots, et qui maintenant nous aident dans notre lutte ...»

À PRÉSENT DES PAPIERS, DEMAIN L'ÉGALITÉ DES SALAIRES

«Il est certain que le fait d'obtenir des papiers ne règlera pas la question de la discrimination sexuelle. Ce que nous subissons sur notre lieu de travail est dû avant tout à notre condition de femmes, les clients ne savent normalement pas que nous sommes sans-papiers. La discrimination sexuelle, c'est un problème bien plus large, et qui demeure. Ne voit-on pas les différences de salaires persister entre hommes et femmes, même quand on a des papiers ? Pour l'instant nos revendications concernent uniquement les papiers. Mais par la suite, passé ce stade de la lutte, nous comptons

bien nous battre pour l'égalité des salaires et contre toute autre forme de discrimination sexuelle.

«Ici, sur le lieu de l'occupation, nous avons pu mettre en place une véritable égalité entre femmes et hommes. Il y a 7 femmes grévistes pour un seul homme. Mais parmi les soutiens il y a beaucoup d'hommes, et je peux dire qu'ici ils nous comprennent, que la solidarité qui s'est construite est, pour moi, vraiment sans égal.»

VERS UNE RÉELLE PRISE DE CONSCIENCE DES FEMMES SANS-PAPIERS

«Nous ne nous en sortirons que si nous, les femmes sans-papiers, nous prenons les devants. Nous devons nous-mêmes prendre en mains cette question des papiers. Les associations, les soutiens, ils doivent rester derrière nous. C'est à nous de nous organiser, de prendre conscience de notre situation. Il faut qu'on parvienne à se dire: "Il faut qu'on se lève. Il est temps de sortir de cette situation !"

«Cette prise de conscience est d'autant plus nécessaire qu'il nous est difficile de nous rassembler. Les femmes sans-papiers sont le plus souvent isolées sur leur lieu de travail. Dans le secteur du nettoyage, les entreprises font le plus souvent appel à des sociétés de sous-traitance; celles-ci envoient leurs employés (majoritairement des femmes chez Ma Net) sur différents lieux de travail. La première nécessité est de parvenir à se réunir, à échanger des idées. Nous pourrions ainsi envisager des solutions pour sortir de cette situation.

«La phase actuelle des luttes, ce sont certes les hommes qui l'ont commencée. Mais les hommes ne peuvent pas lutter à notre place. Nous les femmes nous devons nous lever pour affirmer notre existence en dehors du foyer. Nous avons notre place et notre raison d'exister au sein de la société française, car, avant tout, nous y travaillons. Derrière toutes ces chambres d'hôtels bien propres, derrière toutes ces personnes âgées et tous ces enfants bien soignés, se cachent des femmes sans-papiers qui travaillent. En face de cette situation, nous devons nous dire que trop, c'est trop. Nous devons sortir de l'ombre et y mettre une fin.

Le fait que les femmes organisent leur propre lutte est tout à fait cohérent avec une lutte commune de tous les sans-papiers. Dans une lutte, chacun doit apporter sa part. Les hommes peuvent imaginer, mais non connaître réellement notre situation vécue. Ils peuvent parler de nous, nous soutenir moralement, mais toujours du point de vue de leur situation à eux. Nous seules pouvons exprimer de manière adéquate, d'une part, la réalité de nos conditions de vie, et d'autre part ce qu'il faut faire pour les transformer. Il faut qu'on s'y mette !»

Précarité...

Intérim...

Portage...

Surveillance

électronique

des travailleurs...

Flicage

des chômeurs...

Comment

le patronat divise

activement

la classe ouvrière

Classe ouvrière... ou travailleurs fragmentés ?

Par João Bernardo

(Les intertitres ont été ajoutés par nos soins. *Ni patrie ni frontières*)

On lit et on entend dire très souvent que la classe ouvrière n'existerait plus. Cela semble être la thèse la plus courante. Certains vont jusqu'à affirmer que les travailleurs eux-mêmes n'auraient plus de raisons d'exister, parce que le colossal essor de la productivité suscité par la technologie électronique permettrait de s'en passer définitivement. Aujourd'hui, le travail, comme tout le reste, serait devenu virtuel. Mais les marchands de nouveautés, peut-être heureusement pour eux, ont la mémoire courte et ignorent qu'ils sont en train de nous présenter comme du dernier cri certaines thèses que l'histoire a abandonnées.

Un vieil argument

Bien avant l'ère de l'informatique, durant les années 20 aux États-Unis, un prophète de la technocratie, Howard Scott, a défendu l'idée que la croissance inexorable de la productivité dépasserait de beaucoup les opportunités d'emploi et d'investissement et provoquerait un chômage croissant. La même thèse refit surface dans un livre d'Arthur Dahlberg publié en 1932, *Jobs, Machines and Capitalism*: cet auteur soutenait que le progrès technique créerait un excédent permanent de main-d'œuvre. Et, en novembre 1936, Harry L. Hopkins, un des principaux artisans du New Deal, écrit au président Franklin Delano Roosevelt pour l'avertir que le développement continu de la production, accompagné par la croissance continue de la force de travail, impliquait «la perspective d'un problème permanent de chômage et de pauvreté à une grande échelle».

L'argument selon lequel le progrès de la productivité condamne les travailleurs à la disparition a donc été formulé en plein fordisme, alors que l'économie reposait sur des machines industrielles que l'électronique et l'informatique allaient bientôt rendre obsolètes. Nous voyons donc que la base empirique de cette thèse est fautive, quand ses partisans actuels invoquent la différence entre l'électronique et l'industrie fordiste. Et nous pouvons aussi noter

que la capacité de prévision de cette thèse est nulle, parce que sa première formulation a été suivie, après la guerre de 1939-1945, par une période durable de plein emploi dans les pays les plus industrialisés, phénomène permis précisément par la haute productivité des usines fordistes. Au lieu de réduire la force de travail, les progrès de la technologie électronique, comme d'ailleurs toute avancée technologique, provoquent certes le chômage dans les secteurs qui dépendent des technologies retardataires, mais en même temps ils ouvrent des secteurs nouveaux, qui exigent une requalification professionnelle permanente. Même s'ils admettent ce fait et reconnaissent que les travailleurs n'ont pas disparu et ne sont pas non plus en voie d'extinction, certains théoriciens font valoir que cela n'implique pas obligatoirement que les travailleurs forment réellement une classe. Soit avec soulagement, soit avec nostalgie, ils nous annoncent la fin de la classe ouvrière.

L'héritage de la Deuxième Internationale et de la Troisième Internationale

Certes, les derniers marxistes qui subsistent encore continuent à mentionner la classe ouvrière, mais cette référence revêt pour eux une valeur plus morale ou sentimentale que véritablement pratique. Les partis se réclamant de la tradition léniniste réduisent – ou plutôt réduisaient, parce qu'aujourd'hui leur expression politique est infime, quand ils n'ont pas abandonné complètement le léninisme – la classe ouvrière à une entité abstraite.

Ils concevaient le parti comme le représentant politique de cette classe, mais ils ne reconnaissent à la classe elle-même aucune structure propre et indépendante du parti. Seul le parti donnait à la classe ouvrière une existence réelle, et, sans le parti, l'existence de cette classe était seulement potentielle. Dans la pratique, cela aboutissait à la transformation de l'avant-garde en une élite dominante. Cette métaphysique politique était liée à une thèse très répandue dans les organisations les plus bureaucratisées de la Deuxième Internationale et dont la Troisième Internationale hérita de manière acritique.

Selon cette perspective, qui considérait les forces productives du capitalisme comme la base du socialisme, l'objectif du socialisme consistait simplement à supprimer la propriété privée et à lui substituer la propriété d'État; de plus, la technologie industrielle et la discipline régnant dans les entreprises capitalistes pourraient être maintenues sans modification sous le socialisme.

C'est en obéissant à une conception de ce type que les communistes soviétiques, sous la direction de Lénine, importèrent en Russie le système tayloriste et fordiste d'organisation du travail. Ils lui donnèrent ensuite, sous la direction de Staline, une expansion bien plus grande que celle qu'elle atteindrait parfois aux États-Unis. Les partis communistes ne percevaient aucune contradiction lorsqu'ils affirmaient que le pouvoir politique appartenait à la classe ouvrière, tout en privant en même temps les travailleurs du moindre

pouvoir au sein des entreprises. Et, en réalité, la contradiction n'existait pas, puisque le pouvoir politique n'était pas exercé par les travailleurs, mais monopolisé par leurs représentants, la bureaucratie du parti, qui se joignait à la technocratie des entreprises pour former une même classe de capitalistes d'État.

La réorganisation économique de l'Union soviétique effectuée selon les plans quinquennaux constitua l'apogée de ce processus, dont le stalinisme révéla les conséquences inévitables. Le marxisme orthodoxe attribuait une fonction neutre aux machines (en tant que technologie matérielle) et à la discipline régnant dans les entreprises (en tant que technologie humaine), de sorte que les relations établies entre les travailleurs pendant le processus de travail ne conditionnaient en rien l'existence de la classe ouvrière comme entité politique. Des conceptions de ce type ne peuvent perdurer que si l'on ignore la réalité sociale des processus de travail.

Les rapports de production, si souvent mentionnés par les marxistes, incluent la forme de discipline imposée aux travailleurs dans le processus de travail et la forme d'autorité instaurée par les capitalistes dans le contrôle du processus de travail. Tel a été précisément le principal terrain de la lutte de classe. La discipline régnant au sein de l'entreprise est la première cible de la contestation des travailleurs, et la lutte de classe réorganise en permanence les relations de travail et le contrôle du processus de travail. Dans chaque cas et à chaque époque, la forme de discipline en vigueur dans l'entreprise constitue l'élément central de tout le système de relations instauré entre les capitalistes et les travailleurs.

Les grandes luttes sociales des années 1960 et 1970, dans la sphère nord-américaine comme dans la sphère soviétique et chinoise, ont montré que le taylorisme et le fordisme avaient épuisé leurs possibilités en tant que systèmes de contrôle de la force de travail. Le capitalisme est alors entré dans une crise de productivité de plus en plus profonde, qui l'a finalement empêché de répondre à des difficultés qui, en d'autres circonstances, n'auraient pas constitué pour lui des obstacles significatifs. Cette sclérose s'est manifestée de manière flagrante en 1974, avec la crise déclenchée par l'augmentation des prix du pétrole.

C'est à partir de ce moment-là que, progressivement, les nouveaux principes d'administration des entreprises et de contrôle des travailleurs ont commencé à se répandre. Certains auteurs qualifient la situation actuelle de «post-fordiste», mais, puisque c'est Ford qui a, le premier, appliqué systématiquement le taylorisme à la production de masse, je ne vois pas de raison de ne pas désigner aussi le modèle actuel d'organisation du nom de Toyota, qui, le premier, l'a appliqué de manière systématique et l'a le mieux formalisé.

Le système toyotiste et la technologie électronique qui le soutient font que les économies d'échelle croissent, sans qu'il soit pour autant nécessaire de procéder à la concentration physique des

travailleurs dans un même lieu.

Économies d'échelle et productivité

On appelle économies d'échelle les résultats obtenus quand l'augmentation du nombre de travailleurs, du nombre de machines et de la quantité de matières premières est inférieure à l'augmentation des biens ou des services produits. Les économies d'échelle sont un des facteurs du progrès de la productivité. N'importe quelle ménagère sait que, si elle prépare une soupe pour trois personnes, elle ne fournira pas trois fois plus d'efforts, de temps, de gaz ou d'électricité que pour une seule portion de soupe.

Pour obtenir des économies d'échelle, et pas seulement pour fabriquer des soupes dans les cantines d'entreprise, mais dans toute la chaîne de production, le système fordiste consistait à réunir, dans les mêmes installations industrielles, des milliers d'ouvriers, ou, dans les mêmes bureaux, des centaines d'employés, qui faisaient fonctionner d'énormes ensembles de machines, consommant des quantités non moins colossales de matières premières. Dans le fordisme, l'accroissement des économies d'échelle dépendait de la concentration physique des travailleurs dans les mêmes locaux. On ne peut comprendre l'attitude des syndicats réformistes, des partis ouvriers bureaucratisés et du syndicalisme radical et, plus tard, les grandes vagues de contestation autonome dans les années 1960 et 1970, que si l'on se souvient que des milliers et des milliers de travailleurs se retrouvaient quotidiennement entre les murs des mêmes installations.

Électronique et surveillance

Le toyotisme a trouvé une manière de réduire, ou même d'éviter, ce risque politique considérable. L'électronique permet aux administrateurs des entreprises de centraliser la collecte des informations et les prises de décisions, indépendamment de tout contact physique avec les travailleurs et de toute relation physique des travailleurs entre eux. Les différents processus particuliers de travail sont intégrés dans de grands ensembles, même s'ils s'effectuent de façon isolée et peuvent parfois être éloignés de plusieurs milliers de kilomètres. Ainsi, les économies d'échelle sociales augmentent sans qu'il soit nécessaire de les augmenter sur le plan matériel.

En outre, la technologie électronique a réussi à accomplir une prouesse inédite dans l'histoire de l'humanité: la fusion entre système de surveillance et processus de travail. Jusqu'à l'époque actuelle, les travailleurs devaient être surveillés par des agents spécialisés, qui non seulement ne pouvaient pas être abusés, mais dont les salaires représentaient une dépense considérable pour les propriétaires des entreprises. Pour être tant soit peu efficace et ne pas provoquer une croissance inacceptable des coûts, ce système de surveillance exigeait que les travailleurs soient tous concentrés dans les mêmes installations. Il s'agissait d'appliquer les économies d'échelle à la surveillance.

Or, dans le toyotisme, le simple fait d'actionner une machine électronique ou un ordinateur constitue une forme de surveillance du travail. Il n'y a plus de distinction entre le fait de travailler et d'être surveillé. Même dispersés, les travailleurs restent toujours sous le regard attentif de leurs employeurs. L'une des préoccupations fondamentales du toyotisme consiste à limiter la concentration physique des travailleurs, ou même à les disperser physiquement, et en même temps à concentrer les résultats de leur travail grâce à la technologie électronique. Il existe de multiples moyens de limiter la concentration de la force de travail, de la fragmenter et d'obtenir sa dispersion.

Sans prétendre être exhaustif, je vais indiquer ceux qui me semblent les plus importants.

Huit moyens de fragmenter la force de travail

1) Contrairement à ce qui s'est produit dans le système fordiste, où régnait une spécialisation rigoureuse, le toyotisme répartit chaque chaîne de production entre différentes équipes de travailleurs, qui se chargent, à l'intérieur de certaines limites, de multiples fonctions. Ainsi, même quand elle se trouve rassemblée dans les mêmes locaux, la force de travail est segmentée.

2) Ces capitalistes se sont efforcés avec succès d'imposer des horaires flexibles aux travailleurs de chaque entreprise. Cela leur permet d'empêcher ou d'entraver l'établissement de relations de convivialité entre collègues, ce qui nuit à la formation de réseaux de solidarité; plus profondément, il s'agit de déstructurer le vieux collectivisme prolétarien, puisque la flexibilité des horaires rend pratiquement impossible l'existence des associations de quartier ou de simples rencontres dans des cafés ou des buvettes.

3) Dans de nombreux cas, on note que la rotation de la force de travail est extrêmement élevée. Cela signifie qu'une partie importante des salariés restent très peu de temps dans la même entreprise, ce qui empêche la naissance de tous liens de solidarité solides. Les capitalistes se préoccupent seulement de fixer dans l'entreprise un pourcentage réduit de travailleurs hautement qualifiés, pour lesquels ils ont investi beaucoup d'heures de formation professionnelle et qu'il ne leur convient donc pas de perdre.

4) Les conséquences néfastes des horaires flexibles se combinent avec les conséquences non moins néfastes du niveau élevé de rotation de la force de travail qu'entraînent les systèmes de contrat à durée déterminée et de travail à temps partiel. Ces deux formes de contrat se sont multipliées durant les dernières décennies, en contribuant doublement à restreindre les relations entre les personnes qui travaillent épisodiquement dans les mêmes entreprises et à isoler les uns des autres les individus qui participent aux mêmes processus de travail.

5) La généralisation de la sous-traitance provoque la fragmentation physique des sociétés. D'une part, il arrive souvent que les sociétés

accordent de l'autonomie à des départements et les transforment en des unités formellement autonomes, en introduisant la sous-traitance dans ce qui, auparavant, appartenait à une seule sphère de propriété. D'autre part, il est aussi fréquent qu'une société, au lieu d'en acheter une autre, lui sous-traite les services. Dans les deux cas, au lieu de se trouver réunis dans des établissements de grandes dimensions et appartenant à une seule et même société, les travailleurs sont divisés entre les entreprises principales et les multiples sous-traitants, bien que leurs activités s'insèrent dans une même chaîne de production.

6) Ce que je viens de dire à propos de la sous-traitance s'applique également au système des franchises, très courant, par exemple, dans les secteurs de la restauration rapide ou de la blanchisserie. L'entreprise principale permet à de petits patrons d'exploiter les filiales locales, mais en leur imposant une technologie, une gamme de produits ou de services, un système d'organisation de la force de travail et une façon de traiter les clients qui doivent être rigoureusement respectés. De leur côté, les petits capitalistes qui acceptent le système de la franchise voient leurs dépenses réduites parce qu'ils jouissent d'une technologie éprouvée, d'une publicité garantie et d'un marché fourni par l'entreprise principale.

7) La fragmentation de la force de travail découlant de la sous-traitance et du système des franchises prend des proportions encore plus grandes dans le système du «portage». Ce terme (en brésilien, la *terceirização*), désigne le processus par lequel une société transforme certains de ses employés en professionnels formellement indépendants, puis les réembauche en payant leurs services. Dans la pratique, le travailleur «porté» se retrouve totalement dépendant de la société à laquelle il vend son activité, mais sans bénéficier des garanties qu'il avait auparavant en tant que salarié. La transformation du salariat en «portage», qui a pris des proportions massives dans certains secteurs professionnels, débouche sur le complet isolement de ces travailleurs. Dans les lieux de travail où, auparavant, ils affrontaient leur employeur conjointement avec leurs collègues, ils doivent désormais le faire seuls.

8) Il ne faudrait pas oublier que, durant les dernières décennies, on a assisté à l'intégration massive de certains secteurs de la population dans le marché du travail, notamment des jeunes femmes, et on a vu se prolétarianiser des activités qui, jusqu'à récemment encore, revenaient aux professions libérales. Ce n'est pas la première fois que le capitalisme assimile rapidement des masses colossales de nouveaux salariés, mais, à la fin du XIX^e siècle, et au début du XX^e siècle, il l'avait fait en concentrant les nouveaux prolétaires dans un même milieu physique et social. C'est ainsi que des immigrants, originaires de différentes régions du globe et parlant différentes langues, avaient rapidement acquis des habitudes identiques et donné naissance à une culture prolétarienne commune.

Sous-culture de masse et travail à domicile

Aujourd'hui, c'est exactement le contraire qui se passe, et les personnes récemment arrivées en masse sur le marché du travail capitaliste, quand elles ne sont pas maintenues dans l'isolement, se dispersent entre les entreprises principales, les sous-traitants et les sociétés franchisées, sans avoir l'occasion de créer une nouvelle culture prolétarienne fondée, comme la précédente, sur de vastes réseaux de camaraderie et de solidarité, et sur une confrontation globale avec les patrons. Comme si cela ne suffisait pas, et parce qu'ils n'ont guère confiance dans les automatismes économiques et sociaux, les capitalistes ont concentré d'énormes efforts dans la diffusion d'une sous-culture de masse fondée sur l'illusion d'une promotion individuelle. Ainsi ce processus contrarie doublement la formation d'habitudes et de comportements communs au sein des nouveaux éléments qui forment la force de travail.

Pour couronner ce processus, les idéologues du capitalisme ont déployé toute leur imagination et ont annoncé l'utopie ultime – le travail s'effectuerait dans la douceur du foyer grâce aux ressources électroniques, dans des conditions de dispersion maximale, et la gestion se cantonnerait dans les bureaux des administrateurs grâce à l'informatique, dans des conditions de centralisation maximale. Et effectivement, le fait que le capitalisme actuel multiplie les formes de dispersion physique et de fragmentation sociale des travailleurs, et fractionne les grandes unités de production en des unités de dimensions plus réduites, ne l'empêche pas de développer la concentration du capital, non seulement au moyen des modalités classiques d'acquisition, qui donnent naissance à des entités économiques de plus en plus colossales, mais en multipliant entre les entreprises des liens qui ne passent pas par des relations de propriété, comme les alliances stratégiques, par exemple.

D'ailleurs, les formes de concentration économique qui se dispensent de la concentration de la propriété prédominent aujourd'hui, au point que l'entreprise principale arrive à se fractionner elle-même en des unités formellement indépendantes pour mieux exercer son contrôle économique sur elles.

Le rôle du «juste à temps»

L'un des éléments clés du toyotisme est le système du «juste à temps» (ou *just in time*, ou encore production à flux tendus) qui consiste à réduire au maximum les éléments (produits ou matières premières) stockés dans les entrepôts et à ajuster à la fois le flux de la production aux oscillations de la demande, et le type de production aux spécifications de la demande. Ce système ne se limite pas à réduire les coûts; il a plusieurs autres implications très importantes sur le processus d'exploitation, mais je voudrais ici souligner seulement l'une d'entre elles. Dans le *just in time*, c'est l'entreprise principale qui dicte le rythme de la production aux entreprises sous-traitantes et aux travailleurs «portés»; elle peut le faire facilement parce que l'électronique permet de disperser la

captation des informations et simultanément de centraliser les prises de décision. L'entreprise principale détermine le type de technologie que les sous-traitants et les travailleurs «portés» devront appliquer et elle contrôle les résultats de l'application de cette technologie, en fonction des nécessités d'adaptation de l'entreprise principale au flux de la demande et à sa nature. Néanmoins, bien qu'ils dépendent étroitement des décisions prises par l'entreprise principale, les entreprises sous-traitantes et les travailleurs «portés» sont indépendants du point de vue de la propriété, avec toutes les responsabilités inhérentes à cette situation. Grâce à cette forme de concentration économique qui ne s'accompagne pas d'une concentration de la propriété, les capitalistes qui dirigent les entreprises principales s'approprient la plus grosse part des profits et peuvent faire retomber la plupart des échecs sur les entreprises sous-traitantes, c'est-à-dire, en dernière analyse, sur les travailleurs de ces entreprises. En facilitant la prolifération d'entreprises petites et moyennes, ce système aggrave la dispersion physique et la fragmentation sociale des travailleurs. Bien que les entreprises principales ainsi que les multiples entreprises sous-traitantes et travailleurs «portés» soient réunis dans les mêmes processus de travail et se consacrent à la production des mêmes articles ou des mêmes services, les travailleurs se sentent encore davantage divisés et isolés.

Une classe pour les capitalistes... mais pas pour les travailleurs

Pour les administrateurs des entreprises, qui détiennent le contrôle sur tout le réseau de captation des informations et d'émanation des décisions et qui contrôlent aussi les procédures électroniques de surveillance, les travailleurs existent comme un corps social unifié. On peut même affirmer que, dans le système toyotiste, ce sont les administrateurs d'entreprise qui assurent l'unification sociale des travailleurs. Par contre, dans la mesure où le processus de travail les isole et les disperse physiquement, les travailleurs eux-mêmes ne se considèrent plus, en règle générale, comme des membres d'une classe sociale. En résumé, cela signifie que les travailleurs existent comme classe pour les capitalistes, mais pas à leurs propres yeux.

Nous voyons mieux les implications de ce paradoxe si nous le considérons en termes d'auto-organisation et d'hétéro-organisation. De même que les mécanismes de l'exploitation enlèvent aux travailleurs le contrôle du processus de travail, et donc la possibilité de disposer des résultats de leur travail, de même les mécanismes de l'oppression les dépossèdent de tout contrôle sur les modalités des relations qu'ils pourraient nouer entre eux. Dans cette perspective, je définis comme la classe sociale dominante celle qui réussit à dicter les principes organisationnels de l'autre classe – la classe dominée. Il ne s'agit pas seulement d'une classe dominante qui dispose d'institutions comme le gouvernement, la police ou les

tribunaux. Il s'agit de bien davantage que cela, car les capitalistes déterminent jusqu'aux formes d'organisation interne des travailleurs, et le font même dans des domaines que les travailleurs jugent être les leurs.

Remodelage des villes

Nous pouvons observer cette hétéro-organisation dans les remodelages urbanistiques auxquels ont été soumises toutes les grandes villes. Placés dans les zones les plus anciennes, aux caractéristiques plus marquantes, qui donnaient à chaque ville son originalité, les vieux quartiers populaires disparaissent. Il s'agit d'un processus appelé en anglais *gentrifying* («gentrification» ou «boboïsation» en français): d'une part, on préserve les façades des immeubles, ou, si nécessaire, on les restaure conformément au tracé originel, mais, d'autre part, on transforme et modernise complètement les intérieurs. Les appartements sont vendus à bon prix à des membres des classes dominantes, qui acquièrent ainsi le privilège de vivre dans les centres-villes et les zones les plus appréciées. Et le même phénomène se produit avec les cafés et les petits restaurants de ces anciens quartiers populaires, qui, une fois dûment rénovés, offrent à la nouvelle clientèle un mélange de sophistication culinaire et de souvenirs d'un passé typique.

Pendant ce temps, les travailleurs, expulsés de leurs quartiers traditionnels par les mécanismes économiques, sont refoulés dans les banlieues, où ils doivent recommencer à partir de zéro s'ils veulent créer des réseaux de solidarité, et ce dans des conditions spécialement difficiles parce que, dans les zones péri-urbaines, prévaut un type d'urbanisation délibérément conçu pour restreindre les relations de voisinage. Ce double processus traduit un renforcement de la cohésion interne des classes dominantes et un affaiblissement des liens entre les travailleurs.

L'hétéro-organisation des travailleurs dans ce cadre urbanistique est symbolisée par les centres commerciaux, qui sont des lieux de socialisation hégémonisés économiquement et culturellement par le Capital. Autrefois, les travailleurs établissaient, selon leurs propres termes, des relations directes de voisinage et d'amitié dans les quartiers où ils habitaient, mais maintenant ils passent une partie considérable de leurs loisirs dans les lieux de shopping où leur présence est éphémère, où il est impossible de nouer des relations stables et où tous les types de contact sont conditionnés par une disposition intentionnelle des espaces tendant à la dispersion et à la fragmentation.

Dans le monde contemporain, nous avons, d'un côté, les capitalistes dotés d'une cohésion transnationale, consolidée par de multiples organisations nationales, mais aussi liées sur le plan international et supranational par des réseaux aux mailles très serrées. De l'autre côté, nous avons les travailleurs qui, dans leur relation avec les capitalistes, sont dominés globalement, comme classe, mais qui sont divisés entre eux et ne luttent pas comme une

classe. Cette double situation implique que, dans les conditions actuelles, la classe ouvrière a une existence simplement économique, comme productrice de plus-value et victime de l'exploitation, sans avoir une existence politique et sociologique, comme sujet de luttes et base de formes d'organisation opposées au capitalisme.

Tant que cette situation perdurera, la résistance du capitalisme ne sera pas entamée, et ceux qui aujourd'hui évoquent, à tort et à travers, une « crise du capitalisme » feraient bien mieux de chercher à comprendre la crise de l'anticapitalisme. La double situation de la classe ouvrière, coincée entre son existence économique pour le Capital et son inexistence politique et sociologique, tendra à s'aggraver dans les années qui viennent. Seule la lutte contre l'exploitation peut conférer aux travailleurs une identité sociologique de classe, parce que c'est seulement à ce niveau qu'ils trouvent une communauté fondamentale et établissent des liens de solidarité.

Je ne fais pas ici allusion à des journées glorieuses, à des drapeaux rouge vif frémissant dans le vent et autres clichés; je pense aux contestations plus banales et plus simples qui remplissent le quotidien de celui qui travaille au service d'autrui. Comment mettre en commun ces actions, comment utiliser ces expériences pour progressivement reconstruire une existence de classe et une conscience de classe, dans une situation où les pressions renforçant l'isolement et la dispersion sont très puissantes ?

La crise... de l'anticapitalisme

Ainsi peut-on sans doute expliquer l'apologie du fractionnement des luttes que prônent la plupart des idéologues post-modernes. Il est vrai que, d'un certain point de vue, une telle attitude peut sembler sensée, parce que, aujourd'hui, rien ne laisse augurer la possibilité de mouvements vastes et généralisés. Contre les instigateurs de mots d'ordre classiques et dépourvus de tout sens pratique, les post-modernes peuvent au moins invoquer le fait que leurs appels sont entendus.

D'un autre côté, ils considèrent la fragmentation des luttes non comme une limite qu'il faudrait dépasser, mais comme l'objectif stratégique à atteindre. Leur idéal est de créer une collection de ghettos reliés entre eux par le marché et disposant du « politiquement correct » comme langue commune. Si chaque personne reste claquemurée entre des miroirs et n'emploie plus de mots qui révèlent la persistance réelle des problèmes, comme c'est le cas du vocabulaire « politiquement correct », et si le marché se charge de satisfaire les besoins de la majorité, tout se passera au mieux dans le meilleur – ou le moins mauvais – des mondes. S'il existe une exploitation, on parle de citoyenneté. Si les femmes sont négligées et plus mal payées que les hommes, on instaure l'égalité dans le royaume grammatical et l'on bricole une curieuse syntaxe semée de barres, de tirets et de parenthèses où les substantifs, les adjectifs, les articles et les pronoms figurent dans leur variante

masculine et féminine. Si certains sont victimes du racisme à cause de leur couleur de peau, on les désigne alors par l'origine géographique de leurs ancêtres éloignés. Et si toutes sortes de discriminations continuent à prospérer, alors on crée des groupes, des clubs, des associations destinés simplement à en préserver les membres, en les isolant dans des communautés d'égaux, de sorte que la société, dans son ensemble, ne change pas d'un iota. Le marché assure les relations entre ces îlots idéologiques et permet que, sur le plan économique fondamental, ils constituent des parties intégrantes de la société capitaliste.

Multiculturalisme et consumérisme

Les idéologues post-modernes s'efforcent d'accentuer les clivages d'ordre culturel, ethnique ou sexuel qui divisent les travailleurs, ou alors ils vont jusqu'à inventer des clivages quand ceux-ci n'existent pas dans la pratique. Russell Jacoby a observé avec beaucoup de pertinence dans *The End of Utopia: politics and culture in an age of apathy* que, même lorsque la globalisation de l'activité économique place les travailleurs dans des situations identiques, les post-modernes prétendent dissimuler cette réalité en faisant appel à des spécificités culturelles fictives. Et l'industrie culturelle capitaliste suit joyeusement les traces des découvreurs de la post-modernité, en recueillant les profits financiers et en consolidant les conditions sociales de la reproduction du Capital. Il existe un lien puissant entre multiculturalisme et consumérisme.

Dans un monde où les options de vie des travailleurs sont strictement limitées et où le quotidien de chacun obéit à des normes similaires, le multiculturalisme existe exclusivement sous la forme de la consommation de produits – objets ou services – appelés multiculturels. On arrive ainsi au paradoxe de la situation actuelle, où le capitalisme est dominé par d'énormes entreprises transnationales, gérées par une élite qui adopte une mentalité entièrement cosmopolite et supranationale, et où les travailleurs sont non seulement soumis aux fragmentations suscitées par le système d'administration toyotiste, mais en plus divisés par des nationalismes, des régionalismes et toutes sortes de spécificités ethniques, physiques et culturelles exaltées non seulement par la mauvaise volonté de la droite mais, ce qui est pire, par la bonne volonté d'une certaine gauche.

Le grand problème aujourd'hui est de partir des luttes fragmentées en ayant pour objectif de parvenir à ce qu'elles dépassent cette fragmentation. Tel est le plus grand défi devant lequel nous sommes placés, et c'est seulement dans cette perspective que nous pourrions définir une stratégie de lutte contre le Capital tel qu'il se présente actuellement – contre le système toyotiste d'organisation du travail.

João Bernardo

(Traduit du portugais pour un recueil de textes de l'auteur qui sera publié par la revue *Ni patrie ni frontières*).

Joao Bernardo est l'auteur de plusieurs ouvrages, malheureusement tous inédits en français: *Para uma teoria do modo de produção comunista* (1975), *Marx crítico de Marx. Epistemologia, classes sociais e tecnologia* (3 vol., 1977), *Lutas sociais na China (1949-1976)* (1977), *O inimigo oculto* (1979), *Capital, sindicatos, gestores* (1987), *Crise da Economia Soviética* (1990), *Economia dos conflitos sociais* (1991), *Dialectica da pratica e da ideologia* (1991), *Estado, a silenciosa multiplicação do Poder* (1998), *Poder e dinheiro Do Poder Pessoal ao Estado Impessoal no Regime Senhorial, Séculos V-XV*, (3 vol.) (1997, 1999, 2002), *Transnacionalização do Capital e Fragmentação dos Trabalhadores. Ainda Há Lugar para os Sindicatos?* (2000), *Labirintos do fascismo* (2003) et *Democracia Totalitária. Teoria e Prática da Empresa Soberana* (2004). Militant du PC portugais (1964-1966), puis d'un groupe maoïste (1966-1973), il fut exclu, pour raisons politiques, de toutes les universités de son pays puis s'exila en France de 1968 à 1974. Pendant les années 1974-1975, il fut l'un des animateurs du journal libertaire *Combate*, dont l'essentiel était composé d'interviews de militants de commissions de travailleurs qui, à l'époque, occupaient les usines voire essayaient de les faire tourner eux-mêmes. Il vit et travaille actuellement au Brésil. Le premier chapitre de son livre *Transnationalisation du capital et fragmentation du prolétariat* a été publié dans le numéro 4-5 de *Ni patrie ni frontières* et se trouve sur le site mondialisme.org. Il s'agit d'une série de cours prononcées devant des ouvriers de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), principal syndicat brésilien).

Insertion: nos printemps contre leur Grenelle

par **AssistEe's Liberation Front**

Octobre 2007

«Au prolétaire le plus méprisé, la raison est offerte. Il est moins seul que celui qui le méprise, dont la place deviendra de plus en plus exigüe, et qui sera inéluctablement de plus en plus solitaire, de plus en plus impuissant. Leur injure ne peut pas nous atteindre, pas plus qu'ils ne peuvent saisir le cauchemar que nous sommes dans leur tête: sans cesse nié, on est encore là.»

Robert Antelme, *L'Espèce humaine*.

Un Grenelle de l'insertion aura lieu bientôt: la nouvelle a été joliment mise en scène, lors du déplacement à Dijon du président de la République. Voici donc un «représentant «d'une «entreprise» d'insertion qui le réclame, et le Président qui le promet devant un parterre de journalistes. Dans un élan de spontanéité, il annonce aussi un «contrat unique d'insertion».

Mais de quoi parle-t-on ? Qu'est ce donc que l'insertion, dont on nous annonce aussi qu'un bilan sur vingt cinq ans sera dressé à cette occasion ? Pourquoi un Grenelle, quel rapport au fait avec cette grande réunion de directions syndicales qui voulut clore un mois de mai, dont chacun, et en premier lieu le président, se souvient qu'il fit éclore de nombreux «Ne travaillez jamais» sur les murs des métropoles.

Récemment, dans la loi sur la récidive, le degré d'insertion est aussi un critère déterminant dans l'application automatique d'une peine d'emprisonnement: en cas de récidive concernant un délit avec circonstances aggravantes (réunion, violence, effraction), le seul moyen d'échapper à une peine plancher sera de présenter des «garanties d'insertion ou de réinsertion exceptionnelles».

Evidemment, on a l'intuition de ce que peuvent être d'exceptionnelles garanties d'insertion: on a bien compris que deux hommes politiques et un patron quelconque qui se font bêtement

serrer une fois de plus sur une histoire de gros sous et d'abus de biens sociaux ont peu de chance de manger cinq ans ferme.

On a aussi l'inquiétante certitude, qu'à contrario, la prochaine fois qu'on se fera piquer avec trois CD et cinq bouquins à la FNAC avec un pote, ou à casser la porte d'un logement vide, nos deux mois d'intérim, et six de RMI risquent fort de ne pas être considérés comme très exceptionnels en terme d'insertion. Ce sera peut-être au moins l'occasion de poser une question toute bête à Madame le juge: Mais au fait qu'est-ce que l'insertion ?

Question finalement très peu anodine, et qui sort ces derniers temps des centres d'action sociale où les Rmistes et leurs travailleurs sociaux passent leur vie à essayer, le plus souvent en vain, d'y répondre.

On est donc allés chercher la définition officielle, celle de l'UNESCO.

L'insertion, selon nos experts serait donc l'«action visant à faire évoluer un individu isolé ou marginal vers une situation caractérisée par des échanges satisfaisants avec son environnement. Résultat de cette action, qui s'évalue par la nature et la densité des échanges entre un individu et son environnement».

Donc si l'on a bien compris, être inséré, ce serait avoir des échanges satisfaisants avec l'environnement.

Ne soufflez pas trop vite, les tire-au-flanc. Nous vous ne pourrez pas arguer de votre bande de potes, de votre blog anti-travail, de votre grand-mère ravie de vous voir si souvent depuis que vous êtes au chômage, pour faire valider votre contrat d'insertion.

Impossible devant Monsieur ou Madame la Juge de mettre en avant votre investissement dans un collectif de mal-logés, parfaitement satisfaits des échanges qu'ils entretiennent avec vous depuis que vous ouvrez ensemble des immeubles vides.

À contrario, ne vous bilez pas: vous pouvez très bien être malheureux comme la pierre, ne connaître personne à part vos collègues de bureau que vous haïssez cordialement, avoir envie de vomir tous les soirs en rentrant dans votre pavillon à crédit et être parfaitement inséré.

Parce que l'insertion est, de toute façon, une action sur l'individu par sur l'environnement. Si chacun sait qu'une relation est une interaction, le concept d'insertion évacue cette dimension. L'environnement ne changera pas, il est inconcevable de le remettre en cause, c'est à nous de changer.

Pas étonnant que l'UNESCO indique que le synonyme d'insertion soit «réadaptation sociale». Derrière cette définition toute banale, un impératif: c'est à l'homme de s'adapter au monde tel qu'il est. L'entropie donc: un environnement éternellement inchangé et chacun d'entre nous tenu d'y trouver sa place sans le bouleverser.

Application concrète: en 1988, le chômage de masse, la pauvreté sont considérées comme des données intangibles. La création du RMI part de ce présupposé. A la fois un revenu qui permette de

maintenir l'individu en état de fonctionnement pour le système: mort ou mourant de faim, il est difficilement employable en cas de besoin et éventuellement sujet à une forte envie de modifier un environnement qui le condamne, alors qu'il en engraisse un paquet d'autres. Mais aussi, le volet «insertion», qui, à partir de ces années-là commencera à se développer pour aboutir à la cohorte d'actions sur l'individu à problèmes qu'est censé être le Rmiste.

Ce sont dans ces années là, que le terme d'exclus va devenir une banalité du langage commun.

D'autres choix auraient bien sûr pu être faits à l'époque quand une catégorie «les Rmistes» n'avait pas encore été fabriquée de toute pièces: la gauche aurait pu faire celui de ne pas s'adapter à l'environnement, de ne pas s'insérer dans le monde merveilleux de l'économie de marché.

A défaut, s'engagea à partir de la mise en place du RMI, un débat sans fin sur le «I» de RMI. On s'avisa qu'il était urgent de réfléchir sur ce qu'on pouvait bien inventer pour éviter que les pauvres ne se voient verser de l'argent sans rien faire. A l'époque, pourtant, un paquet de gens qui gagnaient beaucoup d'argent à ne rien faire étaient les héros du jour, mais ça se passait à la Bourse.

Pendant dix ans le sujet passionna essentiellement les travailleurs sociaux, frappés par une amnésie collective sur les aspirations au changement social de l'époque précédente dont ne restait qu'un leitmotiv: «Il faut bien faire quelque chose.» Ce quelque chose se traduisit par une explosion de l'accompagnement social, qui consista surtout à élaborer des modes compliqués de distribution des miettes (un colis alimentaire contre un entretien, une aide au logement contre un atelier, etc.).

Tout ça ne coûtait pas bien cher, et ce d'autant plus qu'on avait bien pris soin d'exclure du RMI quelques catégories sociales dont on s'assurait ainsi l'immédiate disponibilité pour les secteurs d'emploi les plus pourris: les jeunes mais aussi une partie des travailleurs immigrés.

Et puis, pendant l'hiver 1997-1998, quelques dizaines de milliers de ces chômeurs longue durée faisaient voler en éclats l'utopie entropiste. Un certain nombre de gens à qui on avait seriné pendant des années qu'ILS avaient un problème et que la moindre des choses, en contrepartie d'un revenu de survie destiné à pallier leurs difficultés d'insertion, c'était d'être au minimum discrets à défaut d'être reconnaissants, mirent en cause de manière retentissante le concept d'insertion.

Il s'agissait d'un mouvement de masse, mais assez peu important numériquement, au regard par exemple des mouvements de salariés qui avaient paralysé le pays trois ans auparavant. Mais implicitement, les revendications qu'il portait (augmentation des minima sociaux, droit au logement, accès aux fluides¹, etc.)

¹ C'est-à-dire l'accès à l'eau, à l'électricité et au téléphone. (NPNF).

induisaient une volonté de changer de manière conséquente l'environnement: en effet la moindre de ces mesures induisait des droits sans la contrepartie de l'emploi immédiat, ni même celle de la recherche fictive de celui-ci. Beaucoup de chômeurs de l'époque avaient en effet compris bien avant leurs syndicats qu'ils ne retrouveraient pas de boulot.

Bien que le manque d'organisation préalable et la répression, notamment, finirent par éteindre le mouvement, un paramètre inquiétant apparut clairement, à ceux, gouvernants et décideurs économiques qui avaient intérêt au statu quo: certes, les chômeurs ne pouvaient pas faire grève, mais ils avaient d'autres modes d'action pour bouleverser durablement l'environnement: occupations, autoréductions, blocages de voies de transport. Et l'équation un jour de lutte égale un jour de salaire en moins ne fonctionnait plus comme mode de répression du conflit.

Tout cela tombait fort mal à un moment où l'on accélérât, en France et ailleurs, une mutation destinée à faire disparaître toutes les formes de répartition des richesses et de protection sociales héritées de l'après guerre.

L'intérêt pour le I de RMI s'étendit brusquement bien au-delà des colloques de travailleurs sociaux, et l'insertion à la fois précisée et imposée à des catégories de population bien plus vastes.

Le travail restant finalement la meilleure des polices, l'insertion professionnelle commença à connaître un développement étourdissant.

Étourdissant parce qu'à partir des années 2000, insertion va de plus en plus signifier activité: d'un côté, on lance la figure du mauvais chômeur. Le mauvais chômeur n'est pas celui qui ne trouve pas de boulot, c'est celui qui n'en cherche pas.

Va alors se développer un étrange no man's land entre l'emploi et le chômage, un monde d'ombres à qui l'on imposera les mêmes gestuelles qu'au salarié sans le salaire. Un monde où des centaines de milliers d'entre nous se lèvent à six heures du matin pour se rendre au bureau: mais des bureaux où l'on effectue des «simulations»: simulations d'entretien d'embauche, simulation de situation de travail, etc. Un monde où peu importe que l'offre d'emploi ait une chance d'aboutir tant qu'on y a répondu.

Un théâtre d'ombres, où certains, entre une évaluation en milieu de travail, un stage ou deux, auront travaillé six mois de l'année sans que l'employeur leur ait versé le moindre centime.

L'essentiel est bien d'adapter l'individu à l'environnement, qu'il soit un rouage de la machine, même si elle tourne à vide.

Dans ce monde où l'on impose aux chômeurs de se travestir en chercheurs d'emploi, certains employeurs vont très vite trouver un déguisement fort rentable: celui de professionnels de l'insertion, figure à mi-chemin entre le milliardaire philanthrope et le travailleur social.

Payer moins de cotisations sociales ou pas du tout, obtenir plus

facilement des marchés publics dans le secteur du nettoyage ou des espaces verts, accumuler les possibilités de subvention ?

Pas très compliqué: ajouter d' «insertion» à entreprise ou boîte d'intérim et le tour est joué.

Curieux mouvement de balancier, qui dans quelque sens qu'il aille rapporte de l'argent: la figure de l'exclu désinséré agitée comme un épouvantail à salariés résistants a permis de justifier et d'imposer la destruction progressive des conquêtes sociales des décennies précédentes pendant la majeure partie des années 1980-1990.

Mais c'est finalement à partir des années 2000 que le concept d'insertion va vraiment jouer à plein et perdre simultanément son apparence de neutralité bienveillante vis-à-vis de ceux à qui il est censé apporter des réponses: l'insertion va devenir un secteur d'investissement à part entière pour les mêmes multinationales qui en licenciant, en augmentant la durée du travail et le degré d'exploitation du salarié ont créé une catégorie «les allocataires des minima sociaux et les chômeurs de longue durée», écartés de l'emploi. Réintégrer ceux qu'on a exclus devient une source de profit à part entière, pour des entreprises qui profitent de la privatisation du «placement des chômeurs» pour conquérir de nouveaux marchés, et rafler pas mal d'argent public au passage

Dans le même temps, le concept d'insertion va se doubler d'une nouvelle causalité: celui qui n'est pas inséré est responsable de sa situation et doit en payer le prix: fini les années «exclus», voici les années «assistés». Ainsi, pendant toutes les années 1990, trois quarts des sujets consacrés aux Rmistes et aux chômeurs consistaient à étaler la misère de l'ouvrier licencié qui finit à la rue. Désormais, c'est le chômeur en ASS qui a pu se payer une décapotable, ou l'escroc qui a engrangé deux cent soixante RMI qui l'a remplacé.

Forcément, le temps a passé: l'offensive sans précédent du Capital a porté ses fruits. Il y a quinze ans l'immense majorité des salariés jouissaient du minimum dont était privé le chômeur longue durée. Aujourd'hui, un tiers des SDF ont un emploi, il y a belle lurette que les Restos du Cœur ne sont plus «réservés» aux seuls exclus du marché du travail.

Etre inséré ne correspond plus à une forme de survie acceptable, dans un environnement où l'exploitation permet au moins de ne pas crever de faim et de faire quelques projets. Qu'ont aujourd'hui à proposer les chantres de la réinsertion ? Finalement, rien ou presque rien, le sentiment de se conformer à un impératif moral martelé à longueur de temps. Le soulagement de ne plus être montré du doigt par le président de la République et son voisin de palier.

Pour que l'impératif d'insertion soit psychologiquement suffisamment fort pour évacuer toute résistance, voire toute réflexion sur ce que l'adaptation sociale est réellement, une triste vie à ramer comme un forçat pour trois francs six sous, il faut bien que le statut d'exclu soit une tare et un objet de haine.

Quelle est la différence entre un SDF qui travaille et celui qui ne

travaille pas ? Aucune, à part que le premier peut éventuellement cracher sur les seconds à l'heure de la pause.

«Valeur travail», nous répète-t-on en boucle. La conscience que le travail est une marchandise comme une autre dans le monde capitaliste, et que seule l'alliance de tous ceux qui n'ont que celle-là à échanger pouvait transformer leurs vies a modelé des siècles de lutte.

Si nous avons pu vivre mieux que nos arrière-grands-parents, c'est que ceux-ci avaient compris qu'on ne peut qu'être perdant quand on s'aventure à vendre individuellement son travail. Par contre, quand des millions d'entre nous décident de faire monter les prix ensemble, alors il y a une chance que le travail devienne une marchandise qui se vende mieux...

L'insertion, devenue obligatoire, est exactement le contraire de cette logique collective: à l'inverse du contrat de travail, qui doit se conformer à une législation globale, traduction du rapport de force, le contrat d'insertion est toujours et seulement un contrat défini presque uniquement par un rapport entre un individu isolé et l'institution, elle-même de plus en plus au service des intérêts économiques.

Aujourd'hui, bien loin d'être réservé aux Rmistes, le contrat d'insertion, sous différentes formes, a été étendu: aux jeunes de moins de vingt-cinq ans par le biais du CIVIS, à l'ensemble de ceux qui passent par la case ASSEDIC par le biais du PARE...

L'ensemble de ces dispositifs obligatoires conduit vers de nouvelles formes d'emploi: contrats «d'activités», contrats de «professionnalisation», activité «d'insertion économique», «évaluation en milieu de travail», «action préparatoire au recrutement», stages «de remobilisation»....

Derrière ces appellations, il y a bien un travail effectué, comparable à celui effectué en contrat de travail. Mais parce que la stigmatisation a joué son rôle, l'employeur réussit à faire accepter que ce travail soit souvent gratuit, au mieux extrêmement peu rémunéré. Le salarié, parce qu'il est passé par la case infamante de l'«inactive» doit se contenter d'une gratification morale, celle d'être rentré dans le rang de ceux qui ne restent pas à ne rien faire.

Dans le brouhaha des lieux communs balancés à la figure de ces salariés qui osent se plaindre, les réponses du travailleur social, de la famille, du conseiller ANPE, du ministre: «Au moins vous n'êtes plus au chômage», «Tu ne vas pas te plaindre alors que certains cherchent du boulot ou n'en trouvent pas», «Après deux ans de RMI, il faut bien passer par une phase d'adaptation.»

L'insertion, quoi qu'en dise l'UNESCO a bien transformé l'environnement: en deux moments, le premier visant à faire disparaître la force collective de transformation sociale des exploités, le deuxième en réintégrant sur le marché du travail des individus qui ne peuvent plus faire appel à la solidarité collective qui pourrait les protéger.

Mais on peut aussi raconter l'histoire autrement, et ne pas seulement être les comptables minutieux de la destruction de nos droits, les conteurs nostalgiques et impuissants des temps où tout allait mieux (vraiment ?).

Cette posture des «victimes» qui ont de la mémoire et savent, elles, qui sont les vrais coupables (le MEDEF, la gauche qui a trahi) est une impasse totale. Parce qu'elle fait appel à un public qui n'existe plus, ou très minoritairement: ces travailleurs aux conditions de vie «décentes» susceptibles de s'émouvoir du sort réservé aux «exclus», cette opinion publique qui soutiendrait les pauvres chômeurs, les pauvres SDF, les pauvres sans-papiers et ferait plier le pouvoir.

Ne laissons pas à l'adversaire le privilège de la narration, en lui contestant seulement l'éclairage sous lequel nous voulons y apparaître: gentils privés d'emploi, pauvres esclaves du Prince, plutôt que vilains assistés.

C'est aux yeux de tous que quelque chose a disparu, pendant toutes ces années. Pour autant, nous ne sommes pas restés inactifs, pour autant nous ne nous sommes pas insérés, pas tout le temps, pas partout. Le RMI et les autres formes d'indemnisation du chômage ne sont pas seulement un cache-misère, pas seulement le garant de la paix sociale.

Ce n'était peut-être qu'un os à ronger, à avoir saisi ce qu'il pouvait receler de possibilités. Parce que oui, on peut vivre avec le RMI, mal, mais on peut. On peut surtout, débarrassés pour un temps de l'emploi enfin redécouvrir les joies du travail.

Le travail qui produit de vraies richesses, celles qui sont utiles à tous. Dans les métropoles et dans les campagnes, combien sommes-nous à avoir pris le temps toutes ces années ? Le temps de vivre, de se reposer, de tisser d'autres liens sociaux, de chercher un meilleur emploi de réfléchir et de se mettre en lutte. Peut-être plus nombreux que nous ne le croyons. A partir du milieu des années 1990, quelque chose a commencé d'émerger, non pas dans les marges où l'on voulait cantonner les «exclus» mais en plein centre: visibles, même si les précaires de ces années-là se donnent le nom de «sans», à côté du mouvement des «avec» qui paralyse la France.

Bien que les médias et les acteurs mêmes de ces mouvements restent dans la division et l'énumération (les sans-papiers de Saint-Bernard, les sans-logement de la rue du Dragon, les sans-travail du mouvement des chômeurs), sur toutes ces luttes, vont se rencontrer et combattre beaucoup de gens à priori hétéroclites, mais qui, au-delà de cette hétérogénéité apparente, ont plus de points communs qu'il n'y paraît. Pour tous, l'emploi et ses lieux d'exercice sont finalement secondaires, et ce n'est pas uniquement de celui-ci que tout doit dépendre.

Pourquoi des chômeurs, des sans-papiers, des mal logés, des intermittents du spectacle, ou des salariés précaires vont-ils se retrouver sur toutes ces luttes, avec le sentiment souvent tû, qu'ils

ont un intérêt commun autre qu'une compassion mutuelle ? Peut-être parce que pour tous ceux-là, il n'y a pas d'espoir d'insertion dans cet environnement-là. Aucune action individuelle qui puisse faire qu'un sans-papiers soit régularisé, qu'un intérimaire au SMIC ait l'espoir d'être logé durablement ailleurs que très loin du lieu où il a envie d'habiter, qu'un RMISTE puisse prétendre à autre chose qu'un boulot non choisi et non payé.

Les innombrables groupes qui vont naître toutes ces années, éphémères ou plus durables, prendront souvent le nom de «collectifs»: qu'ils soient organisés pour durer ou pas, autour d'une identité ou d'un combat commun, ce qualificatif que les précaires se donnent est en soi un programme, une réponse au concept d'insertion, qui ne prend en compte que des individus atomisés, là où les collectifs lorsqu'ils se rencontrent choisissent de se «coordonner».

Cette identité collective, on aurait tort de l'interpréter comme un pis-aller pour tous ceux qui n'ont pas trouvé leur place dans les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Bien au contraire, elle est avant tout le désir de dépasser une identité mortifère et contraignante qui réduit le champ de nos résistances, la volonté d'occuper la totalité de l'espace social.

Ce désir-là est bien né de la nouvelle organisation du travail, qui n'a pas seulement détruit des lieux de solidarité collectives, usines ou bureaux, mais a eu concrètement des conséquences sur le déroulement de nos journées: là où l'ouvrier, en une journée ne vivait que dans un espace restreint, son domicile, le trajet vers son lieu de travail, et celui-ci, les précaires, eux, sont amenés, d'emploi en emploi, d'administrations en administrations, de banlieue en banlieue, à traverser sans cesse un territoire de plus en plus vaste, et forcément à imaginer des solidarités multiples et changeantes.

Dans ces conditions, le caractère souvent éphémère des collectifs n'est pas forcément une faiblesse mais au contraire la réponse la plus adaptée à l'insertion forcée: le rêve d'une grande organisation permanente de tous les chômeurs et précaires est finalement bien passéiste et nous conforte dans l'idée décourageante qu'il ne se passe rien. En réalité, qu'un collectif de chômeurs longue durée disparaisse n'est pas significatif, ce qui l'est c'est à côté l'apparition d'un collectif d'emplois aidés qui vont s'organiser sur la base de leurs conditions actuelles d'emploi, tandis qu'ailleurs d'autres vont se retrouver sur la résistance à la démolition de leurs logements sociaux, qu'ailleurs encore d'autres vont choisir de se coordonner pour obtenir la gratuité des transports.

Nous sommes bien une classe en lutte, une classe aux contours sans cesse plus élargis au fur et à mesure que la précarité de nos conditions de vie s'étend à tous et à tout, mais une classe qui n'a pas une conscience autour d'une identité construite à partir d'un seul front de lutte, d'un seul champ de bataille, l'usine ou le bureau. Nos fronts ne peuvent être que multiples, l'entreprise, la rue, la maison

que nous occupons.

Le front s'ouvre depuis vingt ans à chaque fois que des précaires, où qu'ils soient, refusent de suivre le parcours d'insertion qu'on voudrait leur imposer, de l'école à l'ANPE, de l'ANPE vers tel emploi imposé. Il s'ouvre surtout en nous-mêmes au moment où le collectif fait exploser l'identité assignée à chaque individu, à un moment donné du parcours, et lui donne la force de prendre les chemins de traverse. Nos désertions contre leur insertion.

Moins de droits, plus de possible(s).

Ce sont peut-être les deux facettes de ce qui s'est produit ces vingt dernières années. Le contrôle sous la forme de l'insertion est né à la fois d'une nécessité de réorganisation de l'exploitation salariale pour maximiser les profits, mais aussi une manière d'empêcher qu'une conquête sociale majeure, des droits sans contrepartie d'emploi immédiate (revenu, services publics pour toutes et tous, Sécurité sociale), ne puisse pas développer ses potentialités de transformation sociale.

En ce sens, le Grenelle de l'insertion annoncé est bien la réponse à un long mois de mai, un mai discret mais dangereux: celui des millions d'entre nous qui, un jour, un mois, une année, ont fait l'expérience d'une vie sans emploi, et surtout de tous ceux qui ont su en exploiter le potentiel pour construire un rapport de forces collectif, un outil de transformation sociale.

Et comme les tristes représentants de la gauche l'ont fait en juin 1968, il y aura à ce Grenelle, d'autres tristes représentants, pour tenter d'étouffer en les travestissant les potentialités ouvertes par nos expériences. Ils seront là pour revendiquer haut et fort l'«emploi pour tous», et entériner l'idée du Contrat Unique d'insertion, l'«Unique» signifiant avant tout la disparition du chemin de traverse qu'a été l'insertion sociale. Ils seront là pour nous faire oublier que l'emploi pour tous n'est pas la continuation du droit au travail, revendiqué par le mouvement ouvrier, mais son contraire.

Le droit au travail, dans l'esprit et les actes de ceux qui l'ont défendu, signifiait avant tout le droit pour tous de choisir et de profiter des richesses produites collectivement, dans l'emploi salarié ou ailleurs. Le droit surtout de ne pas dépendre pour sa survie des choix des employeurs, qui utilisent à leur gré l'exploitation brutale ou le chômage de masse pour maximiser leurs profits.

Le «droit à l'emploi», nous l'avons malheureusement depuis bien longtemps et même les esclaves le possédaient, ce «droit» de produire des richesses sans en toucher une miette, et surtout sans avoir un quelconque mot à dire sur ce qui est produit.

Pour que leur Grenelle n'étouffe pas notre mai, il nous faudra cette fois bien plus que des désertions que l'insertion unique compte bien nous interdire.

Précaires en tous genre, tire-au-flanc occasionnels ou perpétuels, il va nous falloir trouver collectivement, le courage de dire ce que nous osons faire. Refuser à chaque instant l'emploi contraint, pour

donner la seule valeur qui vaille au travail: un simple outil pour construire ensemble l'environnement qui permettra à chacun de vivre pleinement.

AssistEe's Liberation Front, octobre 2007

Nous reproduisons dans les pages suivantes le premier numéro d'une publication rédigée par des précaires mobilisés dans le collectif RSA: *Le Beurre et l'Argent du Beurre*. La situation concrète qu'ils décrivent démystifie les discours lénifiants du gouvernement et de tous les pompiers sociaux. Pour plus de détails on se reportera au site <http://www.collectif-rto.org/>

Ni patrie ni frontières

Le Beurre et l'Argent du Beurre n°0

20 avril 2008

par **Réseau Solidaire d'Allocataires**

Au temps jadis, nous avons des droits collectifs. Dans notre pays riche, deux cents ans de luttes avaient amené les riches apeurés à concéder aux pauvres quelques miettes, le droit à une retraite, à la prise en charge des dépenses de santé, à un revenu minimum en cas de perte ou d'absence d'emploi. Les pauvres défendaient ces droits collectivement, même quand ils n'en bénéficiaient pas personnellement.

Et puis les pauvres ont oublié leur Histoire et les riches ont imposé leur Fable: la plupart des pauvres se sont mis dans la tête que les droits ne servaient qu'aux autres. Et les riches ont inventé des croquemitaines: le Chômeur, l'Assisté, le Parasite, des monstres qui suceraient la sueur et le sang des honnêtes travailleurs.

Mais il y a toujours un moment où le Travailleur, parce qu'il a perdu son emploi, ou parce que celui-ci est trop mal payé pour qu'il s'en sorte seul, parce qu'il a besoin de payer des soins, le loyer, les études des gosses se retrouve lui-même dans le rôle du croquemitaine.

Nous sommes tous des allocataires: de la CAF, de la Sécu, de l'Assedic. Et tous confrontés à un moment ou un autre aux conséquences concrètes de la propagande sur l'«assistantat». Traités comme des chiens et des mendiants au guichet, perdus dans le dédale des logiques administratives, soupçonnés, contrôlés, radiés. Seuls face à l'arbitraire, ne nous restent que les devoirs de nos droits perdus.

Le Réseau solidaires d'Allocataires, aurait pu s'appeler Regroupement des sacrifiés de l'Assedic, Rassemblement des Salopes assistées, ou Réunion des Sous-Pauvres Affamés.

Peu importe les noms qu'on nous donne, nous avons décidé de

nous regrouper sur la base des contraintes qu'on nous impose, pour les combattre collectivement.

Ce premier numéro du Beurre et de l'Argent du Beurre, la feuille d'infos du collectif sera donc consacrée aux contrôles CAF et aux moyens d'y résister.

Même si vous faites partie des allocataires optimistes qui pensent «n'avoir rien à se reprocher», gardez-le, car un vilain fraudeur se cache sûrement en vous à votre insu: que vous ayez oublié de déclarer trois heures de ménage hebdomadaires, l'aide de vos parents qui vous a évité de vous retrouver à la rue, le beau gosse qui dort chez vous trois fois par semaine. Et si vous vous êtes déjà reconnus, alors rejoignez le réseau, envoyez-nous vos confessions, participez à nos actions collectives !

RSA-Réseau Solidaire d'Allocataires

ctc.rsa@gmail.com

<http://www.collectif-rto.org>

<http://www.ac.eu.org>

Tel: 06 42 72 03 01

**Permanences fixes tous les mercredis de 15h à 16h devant
le 23, bis rue Mathis, Paris XIX^e, métro Crimée**

Ordre moral à la CAF

Il paraît que nous vivons dans un pays où la femme est libre, où perdureraient certes, certaines inégalités hommes/femmes, mais rien qui ne puisse être corrigé dans le cadre du système. Il paraît qu'en France, les femmes couchent avec qui elles veulent et que personne n'a de comptes à leur demander sur leur sexualité ou leur vie amoureuse. A part dans ces banlieues incultes où sévirait l'intégrisme religieux...

Pourtant des centaines de milliers d'entre nous peuvent à tout instant avoir à justifier de l'état de leurs relations sentimentales, des centaines de milliers d'entre nous en sont réduites à dépendre des revenus de leur conjoint, mari ou concubin pour survivre. Des centaines de milliers d'entre nous ne peuvent vivre dans le même logement qu'un homme sans être obligées de prouver qu'elles ne partagent pas aussi son lit.

Et ceux à qui elles doivent rendre des comptes ou cacher leurs «incartades» sous peine de se retrouver privées de tous leurs droits ne sont pas d'affreux barbus ou des missionnaires arborant la croix, mais des fonctionnaires tout ce qu'il y a de laïcs, les contrôleurs de la Caisse d'Allocations Familiales, investis par l'Etat du pouvoir d'ingérence dans notre vie privée.

Dès sa conception, le RMI a été conçu comme un revenu calculé par foyer. Depuis toujours, donc, si votre mari ou votre concubin travaille, à vous de vous arranger au quotidien pour qu'il subviennne à

vos besoins. Et si aucun des deux n'a de revenus, alors le RMI couple, diminué d'un tiers par rapport au montant de deux RMI simples, sera versé sur un seul compte. Au choix, celui de l'homme ou de la femme.

Rien de sexiste là dedans ? Au départ, non, même si, dans les faits, les femmes au chômage ont toujours été plus nombreuses que les hommes, et leurs salaires beaucoup plus faibles, ce qui les a donc toujours plus exposées au risque de se retrouver dans la situation de dépendance vis-à-vis du conjoint... Beaucoup plus exposées donc au risque de se retrouver avec un contrôleur sur le dos. Et encore plus dans le cas où elles ont des gosses, l'immense majorité des allocataires de l'Allocation Parent Isolé étant des femmes.

Percevoir des allocations de la CAF, c'est donc aussi renoncer à une part d'intimité, accepter que l'Etat ait un droit de regard sur l'usage que nous faisons de nos corps et de nos cœurs.

Et à travers le pouvoir de catégorisation du «concubinage» que détient tout contrôleur CAF, c'est finalement un Code de la Femme qui se dessine, un code réactionnaire, avec ses non-dits pudiques. Que cherche à prouver le contrôleur lorsqu'il accumule des faisceaux de preuves: les voisins qui ont vu un homme sortir de chez vous tous les matins, le fait que le logement est bien petit pour y vivre avec un homme qui ne serait pas votre concubin ? Même si ce ne sera jamais évoqué, ce qui est sous-entendu, c'est bien la présomption de rapports sexuels.

Car c'est bien cela qui conditionne au fond cette fameuse vie commune, qui peut être contestée si vous hébergez un homme dans votre deux-pièces, mais pas dans un studio. C'est bien cela qui sous-tend toute la démarche d'enquête, car les textes sont formels, il ne suffit pas de vivre à la même adresse, et inversement, la vie commune peut exister, même si aucun papier administratif n'est là pour la valider.

Le contrôle de la CAF est donc avant tout un contrôle de nos corps et de nos vies amoureuses.

Finalement, ce refus historique d'individualiser les prestations, à quoi correspond-il si ce n'est à une conception réactionnaire des rapports amoureux et de la famille ? La femme en éternelle dépendance: si elle a des rapports sexuels avec un homme, si elle l'accueille à son domicile, alors celui-ci doit subvenir à ses besoins, et à ceux de ses enfants.

L'Etat, comme chef de famille de substitution, c'est-à-dire possédant la même autorité souveraine, le même droit de surveillance en échange d'une participation à la subsistance de la femme.

Et nous sommes presque toutes concernées, hormis les plus riches: contrairement aux idées reçues, les contrôles de la CAF ne se cantonnent pas aux Rmistes et aux allocataires de l'API, mais à toutes celles qui perçoivent par exemple des allocations-logement. Ou à celles dont le titre de séjour mentionne «vie privée et familiale»

où les allocations familiales dépendent d'une relation continue avec un homme.

L'augmentation exponentielle des contrôles CAF n'est donc pas seulement une question budgétaire, et l'intrusion de plus en plus fréquente dans nos vies privées, le jugement et la sanction qui en découlent vont de pair avec le renouveau de l'ordre moral sous toutes ses formes.

En silence, les femmes sont à nouveau mises sous surveillance, à nouveau contraintes de rendre des comptes, d'entrer en clandestinité dès lors que leur choix de vie ne correspond pas aux codes imposés d'en haut. Une contrainte discrète et souvent intériorisée grâce à la culpabilisation ambiante: lorsque les droits sociaux sont présentés comme une aumône honteuse, lorsque être allocataire du RMI ou de l'API est une marque d'infamie que la plupart d'entre nous cherchent à dissimuler, comment dénoncer publiquement le contrôle et l'humiliation ?

Si ce n'est en s'inspirant des luttes de celles qui nous ont précédées ? En bravant collectivement les bien-pensants, les nouveaux donneurs de leçons, et un pouvoir politique qui cherche une nouvelle fois à nous dénier le contrôle de nos corps et de nos vies ?

Fraude sociale: la grande supercherie

Les chiffres de la prétendue fraude sociale

Sur les 64 milliards de prestations sociales versés par la CAF chaque année aux allocataires, 35,1 millions d'euros seraient versés à tort, à la suite de déclarations inexactes des allocataires. Ces chiffres ne représentent même pas 0,5% des sommes versées aux allocataires. Le coût du contrôle (salaires, matériel informatique) n'est lui jamais indiqué.

Mais quand on nous parle de «fraude», de quoi parle t-on ?

Imaginez: un homme ou une femme se présente chez vous. Dans le meilleur des cas, vous en avez été averti par courrier ou par un coup de fil lapidaire avant, mais plus souvent, vous ne le rencontrez qu'à sa deuxième visite, et c'est un voisin qui vous informe qu'un inconnu a posé plein de questions à votre sujet.

Cet homme ou cette femme se livre à un interrogatoire sur pièces: attention à vous si vous avez égaré, pour cause de déménagement et de précarité, des fiches de paye d'il y a trois ans ou deux malheureuses quittances de loyer. Mais vous devez aussi lui expliquer les conditions de votre difficile rupture avec votre ex, pourquoi vous ne l'avez pas immédiatement mis à la rue, qui est cet autre homme dont les voisins lui ont parlé. Pas question pour vous d'être absent(e) le jour de l'interrogatoire. À vous de vous

débrouiller, que vous travailliez ou que vous deviez aller chercher le gamin à l'école.

C'est ce que vivent aujourd'hui les allocataires de la CAF dans leur ensemble, au mieux Smicards, mais aussi pour beaucoup, des personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, confrontées à une multiplication des contrôles de la CAF.

Pointés du doigt par le gouvernement, stigmatisés à longueur de médias, la plupart n'osera même pas témoigner, et encore moins exiger une justification du contrôle effectué. Et puis, il y a ceux que la CAF va débusquer, ce qu'elle appelle une «fraude». Ce sera cette mère isolée qui ne veut pas déclarer les quelques heures de travail à temps partiel qu'elle a retrouvées, de peur de se retrouver avec une chute de revenus catastrophique; ce sera cette femme qui ne veut pas dire qu'elle vit avec un compagnon depuis quelques mois, parce qu'elle perdra son RMI et se retrouvera totalement dépendante; ce sera ce jeune précaire qui n'a pas déclaré une aide mensuelle de ses parents, nécessaire pour conserver son logement. Ces stratégies de survie, qui permettent au mieux de conserver quelques centaines d'euros supplémentaires, coûtent cher: suspension des allocations, trop perçu, chute dans une précarité encore plus grande, et de plus en plus, plaintes au pénal.

Que d'hypocrisie de la part des politiques, quand aucun d'entre eux n'ose nier qu'il est impossible de vivre avec le montant des minima sociaux, quand chacun s'accorde à longueur de «Grenelle de l'insertion» à dénoncer l'impossibilité pour les travailleurs pauvres et à temps partiel de vivre de leur emploi.

Allocataires sous haute surveillance

La propagande sur la fraude, axée sur la stigmatisation des Rmistes et des chômeurs permet de faire passer des mesures de contrôle social et de destruction des droits qui concernent tous les pauvres, en emploi ou non. Le décret sur le train de vie, par exemple, concerne TOUS ceux qui perçoivent des prestations de la Sécu, et pas seulement les Rmistes.

Il énumère un certain nombre de points sur lesquels la CAF et les autres organismes de versement des prestations ont dorénavant un droit de regard. Pour le RMI, cela concerne la valeur des biens détenus par les allocataires et également les dépenses qu'ils effectuent. Si les biens, une fois évalués, dépassent en valeur la moitié du RMI versé annuellement (soit 2364,96€), la CAF a la possibilité de couper le RMI de l'allocataire ou de ne pas l'accorder après instruction du dossier.

Désormais, il faudra donc être totalement dépouillé des biens acquis à des moments moins difficiles avant de pouvoir prétendre au RMI: ceux qui auront acheté une maison, une voiture, qui auront mis de côté quelques économies pour tenir bon, pour payer les études des gosses, devront d'abord épuiser leurs ressources avant d'avoir droit au revenu minimum.

Mais ce décret donne aussi le droit à tous les organismes de la

Sécurité sociale de violer certains éléments de votre vie privée sans que leur soit opposé le secret professionnel ou bancaire, et sans même que vous en soyez avertis au préalable, dès lors qu'il y a «suspicion de fraude», autant dire tout le temps.

L'application des contrôles, qui décide ?

Une partie des contrôles se fait suite à des dénonciations de voisins, de proches à la CAF, mais aussi et surtout après le croisement informatisé des fichiers des impôts ou d'autres administrations avec ceux de la CAF.

Pour le RMI, chaque conseil général donne des consignes spécifiques à la CAF.

Le Conseil Général de Paris ordonne ainsi ce qu'il appelle «des contrôles aléatoires ciblés»: une population est désignée, et ensuite un tirage au sort est effectué parmi les allocataires concernés. La possibilité est toutefois ouverte aux services instructeurs (services sociaux du Conseil Général de Paris et structures subventionnées pour le suivi des Rmistes) de signaler les cas leur paraissant suspects. Cela fait donc quand même 11000 Rmistes contrôlés chaque année, sur 60 000 allocataires (soit près de 20%).

Cette année, les cibles définies par l'équipe de M. Delanoë sont les personnes au RMI depuis 1999 (celles qui perçoivent cette mirifique allocation depuis plus longtemps étaient les cibles des années précédentes), celles dont le loyer dépasse le montant du RMI. Cette liste n'est pas exhaustive, nous a confié M. Allès, directeur des CAF franciliennes.

*EXTRAIT DE LA CIRCULAIRE N°DSS/5C/2008/61
du 20 février 2008 relative aux conditions d'application par les organismes de Sécurité sociale du droit de communication institué aux articles L.114-19 et suivants du Code de la Sécurité sociale.*

Date d'application: immédiate. NOR: S7SS0830131C

Résumé: Les articles L.114-19 et suivants du code de la Sécurité sociale instituent un droit de communication au profit des agents des organismes de Sécurité sociale qui permet d'obtenir des informations et des documents auprès d'un certain nombre d'organismes ou d'entreprises notamment les établissements bancaires, les fournisseurs d'énergie et les opérateurs de téléphonie sans qu'il leur soit opposé le secret professionnel y compris bancaire.

En cas de contrôle

N'ayez pas confiance dans le contrôleur CAF !

Si effectivement, certains peuvent se montrer agressifs et antipathiques, d'autres semblent vouloir vous aider, vous conseiller et arranger vos affaires.

Ne vous confiez jamais à un contrôleur aux allures sympathiques. N'oubliez pas que son rôle est de vérifier que vous ne dissimulez rien de suspect à la CAF. Il se peut que certains contrôleurs fassent

vraiment preuve de compréhension, mais dans le doute, ne lui révélez jamais rien de plus que ce qui est vérifiable sur pièces et niez tous les soupçons qui pourraient être portés contre vous.

Le statut du contrôleur CAF

Les contrôleurs CAF prêtent serment devant le tribunal d'instance, ils reçoivent leur agrément du directeur régional des affaires sanitaires et sociales. Être assermenté ne prête au contrôleur aucun pouvoir juridique. Il ne faut donc pas se laisser impressionner. Le contrôleur n'est pas un flic et le contrôle n'est pas une perquisition; il ne peut ni entrer de force à votre domicile, ni se livrer à une fouille en règle. Deux types de contrôles peuvent être effectués: le contrôle sur pièces et le contrôle à domicile.

Le contrôle sur pièces

Dans ce cas, vous recevez un courrier vous demandant de prendre contact avec un contrôleur de la CAF. Le courrier précise les pièces dont vous devrez vous munir lors de votre rendez-vous qui aura lieu dans votre CAF. Lors de la prise de rendez-vous par téléphone, le contrôleur commencera à vous poser des questions.

Ne lui donnez aucune information et ne répondez pas; dites lui que vous répondrez lors du rendez-vous. Les conversations téléphoniques peuvent être enregistrées par la CAF, que ce soit lors d'un simple appel pour une demande de renseignement, et à plus forte raison lorsque vous êtes en conversation avec un contrôleur, ne l'oubliez pas.

Le contrôle à domicile

Un contrôle peut être effectué à votre domicile, ou sur le lieu de votre hébergement. Dans ce cas, le contrôleur CAF dispose en fait de très peu de droits.

Il peut entrer dans votre logement uniquement pour vérifier la salubrité et la surface habitable. Toutes fouilles ou autres formes de vérifications de votre habitat s'apparentent à une violation de domicile. Le contrôle à domicile peut se faire par surprise, ou le contrôleur peut vous contacter auparavant pour fixer un rendez-vous, souvent pour le lendemain.

Si le contrôleur se présente chez vous sans que vous ayez été prévenu auparavant du contrôle, il est préférable de lui refuser le passage et le contrôle. Le fait de ne pas être présent ou de refuser un contrôle à l'improviste ne peut pas entraîner de suspension d'allocation pour obstacle au contrôle. La suspension de votre allocation ne peut intervenir qu'après l'absence à un rendez-vous qui vous aura été dûment signifié. Le temps que vous gagnerez vous permettra de préparer ce rendez-vous et de contacter des amis ou une association de précaires pour être témoins. Que vous soyez absent (le contrôleur vous laissera un avis de passage) ou que vous refusiez le contrôle surprise, contactez la CAF pour prendre un rendez-vous.

N.B.: Le contrôleur aura souvent préalablement pénétré dans les parties communes de votre immeuble et tentera de se servir des

éléments trouvés (plusieurs noms sur la boîte aux lettres, par exemple). Rappelez-lui qu'une jurisprudence constante assimile cette intrusion sans votre autorisation à une violation de domicile, cela calmera ses ardeurs.

PENDANT LE CONTRÔLE

Qu'il soit à domicile ou sur pièces, on vous demandera certaines pièces administratives et/ou bancaires.

Quels sont les documents à fournir ?

Si vous avez été prévenu par avance du contrôle, il vous sera demandé un certain nombre de pièces administratives. Parmi elles: votre carte vitale, une pièce d'identité, vos relevés de comptes sur une période déterminée et vos déclarations d'imposition.

Il pourrait vous être demandé un passeport. Évitez de le fournir, la CAF peut désormais vous reprocher vos voyages et déplacements; mieux vaut ne donner que sa carte d'identité.

Si vous n'avez pas été prévenu du contrôle, vous n'avez rien à fournir. Que vous en disposiez ou non, demandez uniquement un rendez-vous et la liste des pièces que vous devrez fournir par la suite.

Si ce qui vous est reproché est la vie commune avec un tiers, vous ne pouvez être pénalisé pour n'avoir pas fourni des pièces lui appartenant.

Le droit d'accès au rapport de contrôle et aux observations de l'allocataire

Un des droits les moins connus et les moins respectés de la part de la CAF est le droit au rapport du contrôleur et à ses conclusions (en vertu de l'article 78-753 du 17 juillet 1978). Les seules choses qu'il est en droit de ne pas vous transmettre sont les informations nominatives sur des tierces personnes ou fournies par des tierces personnes. Toutes ses observations et ses conclusions doivent vous être transmises, la transmission de ce rapport est importante, cela vous permettra de faire part de vos objections et de vos observations par écrit.

Le respect de la vie privée

Le contrôleur est soumis à l'article 9 du Code civil et à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme sur le respect de la vie privée et familiale. Il ne peut en aucun cas dévoiler les informations que vous lui transmettez à une tierce personne, même à votre conjoint si vous avez un dossier commun.

Le rapport de contrôle

S'il y a un doute ou une suspicion de fraude, c'est à la CAF d'apporter formellement la preuve de ce qu'elle avance. De simples déclarations orales de voisins ou de proches ne sont pas suffisantes. Il est très difficile pour les contrôleurs de recueillir des dépositions de tiers écrites, en effet toutes fausses déclarations peuvent entraîner des poursuites au pénal. Les délateurs n'ont que rarement le courage de prendre ce risque. Même dans ce cas, ne paniquez pas, la «preuve» basée sur les dires d'un tiers n'a qu'une très faible valeur

juridique.

Par contre, ces éléments peuvent servir aux contrôleurs pour tenter de vous mettre la pression et de vous faire avouer certaines choses; il suffit dans ce cas de ne pas céder, même face à l'évidence.

Le droit à l'accompagnement:

Durant toutes les démarches vous pouvez être aidé et assisté par une personne, que ce soit un ami, un parent, un avocat ou un membre d'un collectif de précaires. Il suffit simplement de dire que vous souhaitez être accompagné lors de vos démarches en sachant que certains éléments de votre vie privée pourront être abordés. Le droit à l'accompagnement est valable pour les contrôles ainsi que pour toutes les démarches et rendez-vous à la CAF et dans les autres administrations. Durant le contrôle à domicile vous pouvez inviter autant de gens que vous le souhaitez. Vous êtes chez vous !

Toutefois, avec l'accord explicite de l'allocataire et à condition qu'il soit mis en garde contre de possibles révélations sur sa vie privée, toute personne peut assister à l'entretien, y compris un traducteur. (Source: caf.fr)

Quelques conseils supplémentaires:

Le croisement des fichiers avec la Sécu et les Impôts est désormais automatisé: des déclarations différentes entraîneront automatiquement un contrôle. Si l'on vous aide financièrement que ce soit impérativement en liquide, évitez dorénavant les mandats, la poste et la CAF viennent de passer une convention permettant, entre autres, l'échange de certaines données.

Rappel, même l'aide votre famille est soumise à déclaration et peut entraîner des trop perçus en cas de contrôle. Si elle existe, faites vous remettre des attestations de prêts (remises de dettes).

Mais, le rappel des maigres droits existants ne sert pas à grand-chose, si vous restez seuls. Le temps de la débrouille individuelle et du chacun pour soi est terminé, seule la solidarité et l'action collective peuvent nous sortir de la merde. Pensez-y, le contrôle vous tombera dessus à un moment ou un autre, et il vous sera d'autant plus facile de trouver de l'aide ce jour-là si vous faites partie d'un collectif de précaires.

Solidaires contre les contrôles

Mlle B. vit chez ses parents, elle à trois enfants se voit retirer ses allocations avant même que le contrôleur CAF effectue sa visite. Elle n'est pas mariée et ne vit pas avec le père de ses enfants. La CAF a décidé arbitrairement de suspendre ses allocations, soupçonnant que le père de ses enfants vit sous le même toit et que son salaire bénéficie au foyer. Le père est sans-papiers et la CAF tentera à plusieurs reprises d'obtenir son adresse afin «d'effectuer un contrôle à son domicile». Il faudra nous rendre collectivement à la CAF pour qu'elle soit rétablie rapidement.

Mr X et Mlle T. vivent en concubinage depuis un peu plus d'une année et touchent un RMI couple. Mlle T. a effectué un travail précaire payé à peine 300 euros par mois pour le compte de la Mairie de Paris. Elle pense que les règles cumul du salaire et du RMI peuvent s'appliquer. Malheureusement, ce cumul n'est valable que sur une période limitée et Mlle T. a dépassé cette période. La CAF effectue un contrôle et s'aperçoit des sommes qu'elle estime alors trop perçues. La CAF suspend immédiatement leur RMI, ne leur offrant même pas le choix d'un échéancier qui leur laisserait de quoi survivre. Après une visite collective auprès de la direction de la CAF parisienne et de nombreuses démarches effectuées par le collectif auprès de la Mairie de Paris, le conseil général décide de reprendre les versements du RMI au couple.

Mlle C. vit chez son oncle. Elle garde des enfants et déclare ce petit salaire à la CAF qui décide d'effectuer un contrôle. La conclusion du contrôle entraîne une suspension du RMI de Mlle C. Pour eux, rien ne prouve qu'elle ne vive pas en concubinage avec son oncle ! Par ailleurs, la CAF désire effectuer un contrôle chez l'employeur, des particuliers qui verraient d'un très mauvais œil un contrôle à leur domicile, et la CAF fait prendre le risque à Mlle C. d'être licenciée. Une visite collective permettra de rétablir Mlle C. dans ses droits et d'empêcher le contrôle chez l'employeur.

RSA-Réseau Solidaire d'Allocataires

RSA: même financée par le Capital, une régression sociale reste une régression sociale

août 2008

Au mois de septembre, le projet de loi généralisant le RSA sera examiné.

Les seules critiques émises concernaient son financement ? Qu'à cela ne tienne, grand prince, le Président accepte de taxer les "revenus du Capital "..... qui va le récupérer et même centupler la mise grâce au contenu même de la réforme. Le RSA a été dans une première période un des symboles de l'ouverture, de la fameuse recomposition du paysage politique et social français.

La quasi-totalité des candidats à la présidentielle, de l'UMP au PS mais aussi des Verts au PC et à d'autres parties d'extrême gauche, s'était déclarée enthousiaste face au projet de celui qui était alors président d'Emmanuel France.

Devenu secrétaire d'Etat du gouvernement Sarkozy, Martin Hirsch n'a pas pour autant souffert d'une perte de crédibilité pourtant logique au sein de la gauche officielle, mais aussi des syndicats et d'un paquet d'associations de lutte contre l'exclusion. De la CFTD à la CGT, des départements UMP à ceux du PS, en passant par les organisations caritatives et même des associations de chômeurs et précaires, tout le monde ou presque s'est lancé dans la grande parade du Grenelle et dans l'expérimentation concrète du RSA sur une partie du territoire.

D'aucuns se sont finalement décidés à émettre quelques critiques, qui ont porté, non pas sur le fonds de la réforme, mais sur le financement qui lui était alloué.

Très peu d'intérêt a été porté au contenu réel, et à ses

conséquences immédiates, pourtant immédiatement perceptibles du fait des expérimentations en cours.

Finalement, il a fallu la fin du Grenelle, pour qu'on s'avise d'éléments pourtant inscrits en toutes lettres dès les premiers projets: la «complexité de la réforme», en réalité le fait qu'elle remplace l'égalité d'accès au droit à situation égale par une attribution de revenu ou de complément de salaire à la tête du client. Mais aussi son aspect subvention de la précarité. Et la dure réalité des chiffres, dont la connaissance ne nécessitait qu'une bonne calcullette et le recueil de témoignages sur le terrain: dans de très nombreux cas, le RSA est défavorable par rapport à l'ancien mode de calcul et d'attribution d'un complément de salaire.

Le projet de loi annoncé ajoute une mesure dont il faut espérer qu'elle attirera l'attention. Il s'agit de l'application automatique du décret sur le train de vie des allocataires de minima sociaux. De quoi s'agit-il ? Sous le prétexte habituel de la lutte contre la «fraude », un autre concept auquel peu s'attaquent en tant que tel, ce décret a institué une extension du contrôle sans précédent mais aussi une dénaturation de la nature des minima sociaux.

Il autorise en effet la CAF et les autres organismes de la Sécurité sociale, à effectuer des contrôles, à l'insu et sans le consentement du «bénéficiaire» de minima sociaux, mais aussi de n'importe quelle autre prestation sociale.

Mais surtout, il crée de fait un nouveau mode de calcul des minima. Jusqu'ici ceux-ci étaient calculés en fonction du revenu actuel de la personne et de son foyer, ce revenu incluant aussi bien les salaires, que les «rentes» éventuelles liées à des placements mobiliers ou immobiliers.

Le décret institue la prise en compte du patrimoine: grâce à quelques historiettes savoureusement mises en scène, de rejetons de familles fortunées percevant le RMI, le montant des biens pris en compte a été soigneusement occulté. La fille Pinot a finalement rendu un joli service à son papa et ses amis.

En effet le barème applicable diminue ou supprime potentiellement le RMI, comme l'API ou les autres minima pour l'ensemble des couches moyennes et populaires. Pas besoin de château, la possession d'un pavillon Bouygues modèle économique suffit en Ile-de-France. Pas besoin d'y installer une piscine à bulles, les travaux pris en compte incluront la réfection de la toiture ou de la chaudière. Et la consultation possible des données du fournisseur internet de la personne indiquent bien que le «train de vie» inacceptable n'est pas de l'ordre de la Rolls mais d'un bel ordinateur ou d'une télé pas trop moche,

Concrètement, les victimes de cette mesure ne seront pas les «plus pauvres des pauvres»: ceux-là continueront à garder leurs moins que rien.

Mais contrairement aux idées reçues, ou plutôt entretenues, l'allocataire des minima sociaux n'est pas seulement cette espèce qui

dort en tente Kechua, ou dans des HLM dégradés. Et la population des Rmistes n'a pas non plus cette stabilité qui en aurait fait un archétype sociétal bien défini, le dernier degré de cette figure bien connue du «chômeur longue durée».

Pour la bonne raison qu'il n'y a plus besoin, de nos jours, après presque trente ans de réduction de la durée de l'indemnisation chômage classique, de se retrouver longtemps au chômage pour ne pas avoir droit qu'à l'ASS ou au RMI.

Et ce quel qu'ait été le niveau de salaire antérieur, celui n'influant pas sur le montant du minima, contrairement à l'indemnisation ASSEDIC.

Aujourd'hui, le RMI est donc un passage, plus ou moins long, pour un vaste pan des classes populaires et moyennes.

Il concerne effectivement des gens qui ont connu un sort plus heureux financièrement, voire même une certaine aisance, souvent gonflée artificiellement par la possibilité d'accéder à toutes sortes de crédits. Des gens qui ont une baraque à eux et l'occupent, une bagnole assez neuve, et quelques économies sans compter l'équipement multimédia ou électroménager.

Le RMI, en grande partie, a remplacé les mécanismes anciens de solidarité, revus à la très grande baisse. Il s'agissait au moins autant de faire passer la pilule de ces régressions sociales en assurant un «filet de sécurité» assez misérable, mais un filet de sécurité qui puisse concerner tous ceux qui tombaient dans le no man's land social après l'indemnisation chômage.

Un revenu minimum, donc totalement indépendant de la situation antérieure et de ses «restes». En 1988, rappelons-le, un certain nombre de barrières idéologiques n'avaient pas cédé sous les attaques, et l'opinion selon laquelle les salariés étaient responsables en cas de chômage n'était pas une évidence ayant envahi l'ensemble du champ politique, institutionnel et médiatique.

Aussi n'a-t-on pas réservé les minima sociaux à ceux qui n'avaient plus rien: car cela signifie tout simplement que la personne qui n'a plus ni salaire, ni indemnité chômage n'a plus d'autre choix que vendre l'ensemble de ses biens pour survivre. C'est là le sens du décret, et à fortiori de son application désormais systématique à tout nouvel entrant dans le RMI. Lors de l'entrée en vigueur de celui-ci, en effet, il était uniquement question officiellement d'une extension possible du contrôle dans les cas de «suspicion de fraude». Belles assurances sans fondement, dont le RSA montre le sens véritable: tous les allocataires de minima sociaux sont des « fraudeurs » potentiels. Cette nouvelle concerne aussi les parents isolés, puisque le RSA s'appliquera aux titulaires de cette allocation. Et bien au-delà d'ailleurs, il concernera un nombre grandissant de salariés, ceux dont la faible rémunération permet l'accès à un complément de salaire, à partir du moment où ils sont éligibles au RMI.

Là apparaît l'ampleur du mensonge concernant le RSA: ce

dispositif est présenté comme LA solution pour augmenter le revenu des travailleurs pauvres. Avec l'application du décret sur le train de vie, il va au contraire en exclure une partie de l'accès à un complément de salaire, mais aussi aux droits connexes afférents au statut de Rmiste, notamment droit aux transports ou accès automatique à une couverture sociale complémentaire.

Ceux-là en seront réduits à la précarité «brute », le salaire de merde et point barre.

Le RSA est donc bien un plan Hartz IV à la française, et il entraînera les mêmes conséquences qu'en Allemagne: paupérisation brutale d'une partie de la population.

Mais Martin Hirsch a pour l'instant réussi à éviter toute mobilisation d'ampleur qui n'aurait sûrement pas empêché la mise en place du RSA, mais se serait jointe au rapport de forces global.

En Allemagne, la propagande de stigmatisation des chômeurs a été tout aussi forte qu'ici: mais la différence est que le projet Hartz IV a immédiatement été dénoncé par le mouvement social dans son ensemble comme profondément destructeur et réactionnaire, ce qui a permis le mouvement massif de l'automne 2004.

Martin Hirsch lui a réussi le tour de force d'apparaître pendant des mois comme une sorte d'»OVNI «du gouvernement Sarkozy.

Ceux qui ont participé au Grenelle de l'Insertion ont cru ou fait mine de croire qu'il était possible que le RSA aille à l'encontre de toutes les autres régressions sociales menées par ce gouvernement. Ceux qui ont voulu croire au miracle ont aujourd'hui une lourde responsabilité: ils ont permis à Martin Hirsch de gagner la bataille idéologique.

Les ébauches de critiques sur tel ou tel point de détail de la réforme ont bien entendu été noyées médiatiquement dans le grand chœur d'éloges et le fait que nul n'a jamais mis en cause la bonne foi d'un secrétaire d'Etat qui prétendait pouvoir sortir des milliards d'euros de la poche d'un gouvernement qui vide celle des salariés en permanence.

L'application systématique du décret sur le train de vie, comme d'ailleurs les restrictions éventuelles à l'accès à la CMU complémentaire, la suppression de la prime de Noël ou d'une partie de la prime pour l'emploi ne figuraient pas au menu initial.

Il est évident qu'une opposition claire à celui-ci des associations de lutte contre l'exclusion, des syndicats, de la fameuse «société civile», voire de la gauche aurait au moins permis que le projet de base ne soit pas aggravé.

La mobilisation des premiers concernés a elle aussi été entravée.

Comment auraient-ils pu mesurer la gravité de l'attaque quand une partie des associations, des syndicats censés les défendre et les alerter participait benoîtement à l'élaboration du projet au sein du Grenelle, et se contentaient de critiques de détail, dont il faut bien remarquer qu'elles ont porté essentiellement sur le financement et plus précisément sur celui des associations qui soutiennent les

concernés.

Est-il trop tard ?

La question n'a pas de sens pour tous ceux qui vont se retrouver au RSA dans quelques mois. Tant qu'on n'est pas mort de faim, il n'est jamais trop tard pour écouter son estomac plutôt que la télé. C'est aujourd'hui à chacun de nous de faire connaître la nature exacte du RSA, et notamment l'aspect qui a été évoqué ici. A chacun de nous d'aller exiger des associations et des syndicats censés nous représenter qu'ils mettent à notre disposition les moyens dont ils disposent.

Nous devons prendre exemple sur les collectifs de Rmistes et de précaires embauchés en contrats aidés qui ont réussi à faire bouger les syndicats de l'Education nationale notamment sur ce sujet en les sollicitant en nombre.

Des milliers d'entre nous «expérimentent» déjà les effets concrets du RSA: il faut témoigner. Martin Hirsch tient à son image de défenseur des pauvres et d'adepte de la concertation. Mais il se montre désormais beaucoup plus prudent sur le terrain: ainsi lors de sa visite à la CAF d'Argenteuil, le seul département d'Ile-de-France qui expérimente le RSA, s'est-il calfeutré à l'intérieur. Et pour cause, il était attendu par les travailleurs de la CAF qu'il a fait recevoir par une simple conseillère technique. L'an dernier à la même date, il se rendait à l'université d'été du Mouvement National des Chômeurs et Précaires sans aucune crainte d'y être mis en cause.... C'est le moment de bouger...

Réseau Solidaire d'Allocataires

International

**Pays-Bas:
prisons de sans-papiers**

**Venezuela:
la véritable nature
du chavisme**

**Tibet
et oppression coloniale**

Ce texte a été traduit et publié par la revue belge *Contradictions*. Il ne fait pas partie de la compil n°3 de *Ni patrie ni frontières (Sans-papiers et intégration forcée aux Pays-Bas)*, livre entièrement consacré à *De Fabel van de illegaal*.

Les prisons de sans-papiers aux Pays-Bas

par Harry Westerink (1)

La politique menée par les pouvoirs publics aux Pays-Bas à l'égard des sans-papiers depuis le début des années 1990 est devenue de plus en plus dure et inhumaine. Elle se caractérise par le rejet massif dans l'illégalité, le harcèlement et l'expulsion de personnes qui, fuyant la pauvreté, les persécutions, la discrimination, la violence et la guerre dans les continents d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie, tentent de se réfugier en Europe. Les prisons dans lesquelles les sans-papiers sont enfermés, souvent pendant des mois, en vue de leur expulsion constituent un élément effrayant de la machine de déportation mise en place par les autorités.

Celles-ci ont élaboré au fil des ans un système d'apartheid administratif et social, excluant les personnes déclarées illégales, les enfermant dans des prisons, les expulsant vers leur pays d'origine ou les jetant dans la rue après des mois de détention. Les sans-papiers arrivent à peine à survivre, ils s'enfoncent dans la pauvreté, ils ont faim, ils errent dans les rues et l'angoisse et l'incertitude les rend fous. Ainsi s'est formée une classe de personnes de second rang, privés de droits, exclus de toute Sécurité sociale, systématiquement et sciemment affamés et fumigés comme de la vermine par l'appareil de l'Etat et ses complices.

Afin de forcer ces personnes à quitter les Pays-Bas, les pouvoirs publics ont construit et mis en service depuis quinze ans des prisons pour sans-papiers toujours plus nombreuses et plus grandes. Les personnes détenues dans ces prisons ne sont ni soupçonnées ni condamnées pour un quelconque délit. Il ne s'agit donc pas de criminels, mais d'innocents privés de leur liberté parce qu'ils se trouvent à un endroit de la planète où ils ne sont pas autorisés à se trouver selon les détenteurs du pouvoir ainsi qu'une bonne partie de

la population.

Selon le texte de la loi, le séjour illégal n'est pas un crime en droit néerlandais. Mais dans la pratique sociale, le pouvoir public criminalise systématiquement les sans-papiers. Depuis des années, les décideurs politiques et les faiseurs d'opinion mènent une campagne d'intoxication contre les sans-papiers. Cette campagne vise à justifier une politique toujours plus répressive. Bien qu'innocents, les sans-papiers sont punis d'une peine de prison de plusieurs mois, sous régime sévère, sans limite de durée, sans procès, sans condamnation. Hélas ! beaucoup de Néerlandais soutiennent cette politique.

Depuis quelques années, les autorités n'enferment pas seulement les sans-papiers dans des maisons carcérales, mais aussi dans des bateaux. En 2004, le bateau-prison «Reno» a été mis en service à Rotterdam. Ce bateau carcéral à trois étages et mesurant 12 mètres sur 100 a une capacité de 288 détenus. En 2005, le bateau-prison «Stockholm» a été mis en service, également à trois étages, mesurant 26 sur 93 mètres et accueillant 472 détenus. Il a été amarré à côté du Reno. Sur le Reno, les prisonniers sont enfermés à quatre dans une cellule. Le «Stockholm» a des cellules pour deux, quatre et six personnes. Les détenus dorment dans des lits superposés et partagent une douche, un WC, une TV et un percolateur. La distribution des repas est assurée tous les deux jours. En 2007, la plus grande prison pour sans-papiers a été ouverte aux Pays-Bas avec une capacité de 1 300 places. Il y a quelque temps, les autorités néerlandaises ont annoncé qu'elles voulaient fermer le plus rapidement possible les bateaux-prisons de Rotterdam et les revendre à la Belgique ou au Royaume-Uni. D'autres villes néerlandaises continuent néanmoins à opter pour le bateau carcéral. En 2007, Dordrecht a ouvert un bateau-prison de 496 places et Zaandam a mis en service deux bateaux accueillant au total 576 détenus.

Incendie dans un centre de détention

L'insécurité et les conditions dégradantes qui prévalent dans les prisons pour sans-papiers ont été mises en lumière lors du terrible incendie qui a ravagé le centre de détention Schiphol-Oost le 27 octobre 2005 vers minuit. Cette prison avait été érigée en 2002 en un temps record de 5 mois grâce à l'usage d'éléments préfabriqués. Le ministère de la Justice avait entamé les travaux avant même d'avoir reçu les autorisations de la commune de Haarlemmermeer appelée à accueillir le complexe sur son territoire. Le centre de détention achevé, la commune de Haarlemmermeer a jugé que la sécurité n'y était pas suffisamment assurée. Le ministère a malgré tout voulu le mettre en service grâce à une «tolérance» (licence minimum). La sécurité n'est pas la priorité lorsqu'il s'agit de migrants et de réfugiés.

En cette matière, le gouvernement de «la loi et l'ordre» de Jan Peter Balkenende contourne volontiers lui-même les prescriptions

légal. Le ministère a exercé de fortes pressions sur la commune, le secrétaire général de l'époque Harry Borghouts étant venu personnellement émettre toutes sortes de menaces. La commune de Haarlemmermeer a néanmoins réitéré à deux reprises son refus d'octroyer le permis. A juste titre, car le 30 novembre 2002, avant même l'arrivée des immigrés et des réfugiés, les installations ont pris feu. L'incendie s'est répandu à une vitesse stupéfiante surprenant les pompiers eux-mêmes. L'Institut néerlandais pour la prévention des incendies et des catastrophes (NIBRA) a avisé le ministère de démolir le plus rapidement le bâtiment, estimant qu'il était quasi impossible d'y assurer la protection contre les incendies. Malgré cet avertissement, le ministère de la Justice y a enfermé sans autre formalité des réfugiés et des migrants en janvier 2003. Ayant appris leur présence dans le complexe, la commune a sommé le ministère de l'évacuer. Le ministère a refusé d'obtempérer et s'est vu imposer une astreinte à deux reprises. Pendant plusieurs années, le ministère a ensuite continué à transgresser les prescriptions anti-incendie. En 2004, un nouvel incendie s'est déclaré et en décembre de cette même année, il s'est avéré lors d'un contrôle que, pour la facilité, les portes coupe-feu étaient maintenues ouvertes en permanence à l'aide de coins et d'objets entassés.

L'organisation VluchtelingenWerk a dénoncé à plusieurs reprises le manque de protection anti-incendie. Mais parce qu'il s'agissait soi-disant d'un complexe provisoire, le service incendie a fini par accorder sa licence, 3 semaines avant l'incendie du 27 octobre 2005. Le personnel savait cependant ce qu'il en était. Ainsi, des grilles d'aération avaient été aménagées au-dessus des portes pare-fumée. L'interrupteur des portes de secours électriques, qui doivent s'ouvrir automatiquement en cas d'incendie, avait été arraché par la direction de la prison. En outre, l'éclairage de secours ne fonctionnait pas. Et deux semaines avant l'incendie, les boîtes de pansements avaient été enlevées, sous prétexte qu'on les utilisait à mauvais escient, selon la direction. «Mais lorsque nous faisons une remarque, la direction nous répondait que nous avions seulement à exécuter notre travail ou partir», déclaraient les collaborateurs. Trois semaines après le drame, le service d'incendie a de nouveau retiré sa licence pour ce qui restait du complexe. La commune de Haarlemmermeer a ensuite décidé de fermer immédiatement le centre de détention. Mais estimant que le danger d'incendie ne constituait pas un problème, le gouvernement a annulé la décision de la commune.

Le personnel fait également l'objet de mesures de restriction.

La nuit de l'incendie, il y avait exactement deux intérimaires et un gardien officiel pour les réfugiés et immigrés détenus dans le centre. La moitié des 150 gardiens du centre de détention provient d'ailleurs de l'agence de sécurité Securicor. Celle-ci fournit depuis 2002 le personnel au ministère qui n'arrive pas à former assez rapidement de nouveaux surveillants. Suite à la privatisation rampante, Securicor a

placé entre-temps des centaines de gardiens dans les divers centres de détention. Des agents de sécurité opérant dans les magasins sont ainsi, après une petite semaine de formation, catapultés comme surveillants de réfugiés. La plupart des gardiens sont très agressifs à l'égard des prisonniers et ils les insultent en les traitant constamment de drogués.

Par ailleurs, les gardiens de Securicor sont particulièrement racistes. «Surtout les réfugiés subissent continuellement des insultes: 'Retournez dans votre pays', et ce genre d'injures. Il y a même des collègues qui font le salut hitlérien, juste devant le nez du détenu», témoigne un collègue. Dans le centre de détention Schiphol-Oost, les prisonniers sont à deux dans une cellule. Ils font la promenade dans une sorte de cage. Même les réfugiés dont la procédure n'est pas terminée sont déjà enfermés pour la facilité. La durée moyenne de séjour dans le centre de détention est de 80 jours. Après quoi, un tiers des détenus sont déportés et le reste *geklinkerd* (jetés sur le pavé), selon le jargon du ministère. Cela veut dire qu'on les jette à la rue sans aucune couverture sociale.

Guantanamo à Schiphol-Oost

Le 27 octobre 2005, l'incendie s'est très rapidement propagé. Comme d'habitude, les gardiens se trouvaient dans le bâtiment principal depuis neuf heures du soir. Par conséquent, ils ont dû courir au pas de course pendant 5 minutes avant d'arriver sur les lieux. Manifestement, les portes de secours ne s'étaient pas ouvertes automatiquement. Elles étaient verrouillées et la clé avait disparu. Lorsqu'ils sont parvenus à pénétrer dans le bâtiment, les gardiens ont dû ouvrir une par une toutes les portes des cellules, car on avait fait l'économie du mécanisme de déverrouillage central. L'ouverture des portes s'est avérée difficile, car entre-temps les couloirs s'étaient remplis de fumée et, contrairement à l'avis du service d'incendie, la direction de la prison n'avait pas fourni aux gardiens des masques à air comprimé. Les prisonniers libérés qui voulaient aider à sortir les autres réfugiés et immigrés de leur cellule se sont vu refuser les clés et les gardiens les ont arrêtés en braquant leur pistolet sur eux.

La ministre de l'époque, Rita Verdonck, a déclaré que le personnel était intervenu de manière «très adéquate». Les pompiers n'ont pu pénétrer dans le complexe qu'après beaucoup de retard. L'autopompe s'était bloquée dans le sas d'entrée parce que la direction de la prison ne voulait ouvrir la deuxième clôture qu'après la fermeture de la première. Des réfugiés et des immigrés auraient notamment pu s'échapper. En fait, cela revenait à préférer qu'ils périssent dans l'incendie plutôt que courir le risque qu'ils s'échappent. Afin d'éteindre le feu, les pompiers ont en outre été obligés de découper une ouverture dans la clôture. La police anti-émeute, elle, était rapidement sur place: un peloton de l'Unité Mobile (Mobiele Eenheid: ME) et 60 gendarmes armés jusqu'aux dents. «Si ça dépend de moi, je vous tire tous une balle dans la tête», criait l'un d'eux. Les policiers de l'Unité Mobile ont braqué leur

mitrailleuse sur les réfugiés et les migrants survivants. Ils les ont enfermés dans une enceinte métallique grillagée utilisée pour la promenade. «Il régnait une atmosphère fasciste. Des hommes armés jusqu'aux dents affrontaient ces misérables. On aurait dit Guantanamo Bay», observait le pompier venu relayer ses collègues vers 6 heures du matin.

Finalement, il s'est avéré que 11 des 43 détenus de l'aile K du complexe étaient morts, brûlés et asphyxiés. C'étaient tous des réfugiés et des immigrés arrêtés il y a peu sur leur lieu de travail, ou alors qu'ils faisaient des courses dans un magasin, lors d'un contrôle routier ou pendant le pointage de leurs papiers par la police des étrangers. Après l'incendie, le ministère de la Justice a refusé de communiquer leurs noms. Pour le ministère, des immigrés et des réfugiés rejetés dans l'illégalité et exclus doivent rester anonymes, même après leur mort. Il y avait aussi 15 blessés graves. Douze des vingt-quatre cellules pour deux personnes, ont été complètement ravagées par le feu. «Ces foutues cellules étaient trop petites. Nous ne pouvions même pas tourner le derrière. Incroyable qu'on enfermait ici des personnes», déclarait un pompier alors qu'il arrosait les décombres. Les images de l'incendie ont fait le tour du monde, ce qui n'a sans doute pas déplu au ministère.

En effet, depuis des années on essaie d'effrayer les migrants et les réfugiés potentiels en présentant les Pays-Bas comme un enfer. Alors que les autorités tentaient auparavant de faire croire au monde que les Pays-Bas étaient les champions des droits de l'homme, à présent, elles se vantent, au contraire, d'être extrêmement sévères pour les migrants et les réfugiés.

Lorsque la direction de la prison s'est rendu compte que 11 réfugiés et migrants s'étaient échappés par l'ouverture pratiquée dans la clôture par les pompiers, elle a immédiatement déclenché l'alerte maximale. Le secteur de Schiphol a été barricadé dans un large rayon par des véhicules de police aux gyrophares allumés. Des hélicoptères avec détecteurs de chaleur ont survolé pendant des heures les terrains industriels de la commune d'Aalsmeer. Une chasse à l'homme a été engagée avec des chiens, rappelant la chasse aux esclaves évadés il y a un siècle et demi, entre autres dans la colonie néerlandaise du Surinam. Un petit groupe de trois réfugiés courait pieds nus dans les prairies et les ronces. Ils ont traversé des fossés en s'enfonçant dans l'eau jusqu'aux aisselles et restant immobiles lorsqu'un hélicoptère les survolait. A 5 heures du matin, ils ont rencontré un jeune porteur de journaux qui par solidarité leur a montré l'arrêt d'un bus, leur a laissé utiliser son téléphone portable et leur a encore donné 20 €. Deux autres réfugiés ont également réussi à échapper aux griffes du ministère.

Aux survivants du drame, le ministère a encore administré un coup bas. Après l'incendie, on les a transférés entre autres au bateau-prison de Rotterdam et au Camp Zeist utilisé comme prison pour sans-papiers, où ils bénéficieraient d'un «régime clément». Ils

ont attendu des jours avant de récupérer leurs affaires personnelles et des vêtements propres. Mais ils ont tous reçu une dose de méthadone, comme s'ils étaient des toxicomanes. Ils ont aussi tous reçu un document leur annonçant que «l'accès aux Pays-Bas leur était interdit». Même ceux dont la procédure de demande d'asile était encore en cours. On leur donnait à manger une fois par jour et c'est à peine si on leur accordait le droit de promenade. Il leur était pratiquement impossible de parler avec leurs amis, car le droit de visite était limité à une heure par semaine. La carte de téléphone de 5 € qu'on leur donnait suffisait à peine pour appeler la famille à l'étranger. La plupart étaient privés de contact avec leur avocat, car on ne leur avait pas encore rendu leur carnet d'adresses. Une fois par semaine, le ministère leur accordait une nouvelle carte de téléphone de 5 €. Les réfugiés et migrants n'étaient guère informés du cours des événements.

Après une semaine, seulement quelques détenus avaient bénéficié de la visite d'un psychologue, qui se limitait la plupart du temps à leur donner deux somnifères. Aux réfugiés et migrants qui demandaient l'assistance d'un psychologue, on répondait que leur requête serait examinée dans les 10 jours. Certains réfugiés traumatisés se sont même retrouvés en cellule d'isolement, pour permettre aux soignants de mieux les observer, selon le ministre Verdonk. Lorsque le ministre Donner a rendu visite au bateau-prison, les réfugiés et migrants l'ont accablé de plaintes. Peu de temps après, le ministre a menti devant la Deuxième chambre en disant qu'il n'avait pas entendu de plaintes à propos des soins apportés aux victimes après l'incendie et que tout allait pour le mieux. Or, les parlementaires, les avocats et l'association VluchtelingenWerk disposaient de listes interminables de plaintes.

Dépérissement des bateaux carcéraux de Rotterdam

Bien que l'incendie dans le centre de détention Schiphol-Oost ait démontré les conditions terribles régnant dans les prisons de ce genre, les autorités ont poursuivi leur politique impitoyable à l'égard des sans-papiers. Fin mars 2006, la situation misérable des sans-papiers détenus dans les bateaux-prisons de Rotterdam a suscité l'indignation, ce qui a poussé le ministre de la Justice Donner à initier une enquête. Le rapport d'inspection a conclu paradoxalement qu'il y avait beaucoup de manquements dans les bateaux-prisons, mais qu'il ne s'agissait pas d'abus structurels. Les sans-papiers, eux, connaissent par leur propre expérience les conditions de vie inhumaines qui règnent dans ces bateaux, comme le Marocain Karim qui y a été détenu pendant 15 mois. Les conditions à bord des bateaux-prisons étaient pires que celles des autres prisons de sans-papiers qu'il avait connues auparavant. «Il n'y a pas d'activités, sauf un espace de récréation avec quelques chaises, une TV et un football de table. Il n'y a pas de magasin normal, seulement des distributeurs automatiques de cigarettes, chips, boissons rafraîchissantes et aliments en boîte, dont la date de

péréemption était souvent dépassée. Une fois par jour, vous recevez un demi-pain tartiné et un repas insipide à réchauffer dans le four à micro-ondes. On fournit en outre des sachets de café et, une fois par semaine, une quantité mesurée de sucre. Il n'y a que deux téléphones pour 72 personnes. Toutes les 24 heures, vous avez droit à la promenade, sans abri en cas de pluie. Les cellules de deux, quatre et six personnes sont exigües et suffocantes», témoigne Karim.

Les gardiens à bord des bateaux parlent sans cesse entre eux en exprimant leur mépris à l'égard des prisonniers. Les cris de désespoir ou les écarts de comportement des sans-papiers sont présentés comme de la comédie et des moyens de se faire remarquer. Plusieurs gardiens ont déclaré qu'ils feraient usage de violence si des prisonniers causaient des problèmes. Régulièrement, on entend aussi des remarques comme «Je leur casse la figure». Le rapport d'inspection observe sans broncher qu'il s'agit là d'une indifférence feinte. Les gardiens seraient «enthousiastes et respectueux» et les prisonniers seraient «très satisfaits» de la manière dont on les traite. Karim voit les choses autrement: «Il y a des gens bien et des gens mauvais parmi les gardiens. On vous traite mieux dans la mesure où vous pouvez mieux vous faire comprendre. Parce que je parle bien le néerlandais, je servais souvent d'interprète pour mes camarades prisonniers et je m'adressais aux gardiens. Il y a une grande rotation du personnel. Les nouveaux gardiens ne connaissent pas bien les règles ni les droits des prisonniers. Je le leur ai fait remarquer. Certains ont trouvé que je parlais trop bien et que j'étais trop récalcitrant. Cela m'a valu à deux reprises d'être enfermé dans la cellule d'isolement pendant 6 jours. C'est le régime qu'on inflige aussi aux prisonniers qui observent une grève de la faim, qui passent à des actes d'automutilation ou qui boutent le feu dans leur cellule. Des gestes de désespoir qu'on tente de cacher, d'escamoter».

A plusieurs reprises, Karim a parlé avec le chef de la Commission de contrôle des bateaux-prisons de quelques plaintes des prisonniers. «On écoutait poliment, sans que rien ne change». Le rapport d'inspection reconnaît que la possibilité d'introduire une plainte était peu connue et que le traitement des plaintes se faisait péniblement.

Les soins médicaux à bord des bateaux posent un très grand problème. «Un Chinois qui ne parlait pas le néerlandais, n'a pas reçu l'aide médicale requise et il est mort. Le psychiatre ne vient que sur appel, et c'est chaque fois un autre. Si vous avez besoin de médicaments, il faut attendre des heures avant de les obtenir, même s'il s'agit de paracétamol. Même si vous êtes dans la cellule d'isolement. J'ai moi-même souffert de problèmes intestinaux. Ce n'est qu'après 40 jours que j'ai finalement été conduit à l'hôpital», déclare Karim. Le rapport d'inspection confirme cette critique. La communication entre les gardiens et les prisonniers est sommaire et superficielle. Suite aux changements réguliers de personnel, il y a

peu de continuité dans les soins. Des problèmes psychiques et autres problèmes médicaux ne sont pas suffisamment reconnus et traités.

Le pasteur, le prêtre et l'imam s'inquiètent de la situation et déclarent que les prisonniers «semblent apathiques, dépressifs, découragés ou stressés». Aucune activité ne vient remplir les journées, de sorte qu'ils errent sans but dans des espaces désolants et ils ont du mal à s'exprimer. La durée du séjour aggrave les plaintes. Le rapport d'inspection doit dès lors reconnaître que la durée prévue de 2 à 3 mois est largement dépassée. Environ 13 % des prisonniers séjournent plus de 6 mois en prison, certains plus d'un an. Plus le séjour est long, plus la résistance augmente et plus le risque est grand que les prisonniers craquent mentalement. Pour faciliter la déportation, des «fonctionnaires au retour» travaillent également à bord des bateaux.

Karim était auditionné une fois par mois.

«Chaque fois, on me posait les mêmes questions: De quel pays viens-tu et est-ce que tu vas collaborer à ton retour ? On vous conduit au consulat ou à l'ambassade du pays dont on croit que vous êtes originaire. Cela m'est arrivé plusieurs fois. On veut établir votre identité et votre nationalité, afin de pouvoir remettre un document de voyage. Ils tentent de te rendre fou par leurs questions, mais je suis fort dans ma tête. Si vous acceptez de retourner 'volontairement', vous avez droit à un entretien avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), dont le bureau est ouvert une fois par semaine. En 15 mois, je n'ai vu que trois fois un prisonnier accepter de retourner chez lui. D'autres sont expulsés. On ne vous en avertit qu'une demi-heure à l'avance, de sorte que vous ne pouvez plus faire beaucoup de tapage. Le plus souvent, on vous emmène pendant la nuit». Selon les chiffres émanant des bateaux-prisons eux-mêmes, environ 65 % des prisonniers sont expulsés et les autres sont jetés dans la rue. Le rapport d'inspection a uniquement examiné si ce qui se passe à bord des bateaux est conforme au «régime sobre» d'application dans les centres de détention pour migrants avant leur expulsion. Le «régime sobre» lui-même n'est pas remis en question.

Résistance contre la machine de déportation

Heureusement, la machine de déportation mise en œuvre par les autorités se heurte aussi à la résistance. Le groupe de travail Stop Deportaties (Stop Déportations) et le Comité Sluit Kamp Zeist (Fermez le Camp de Zeist) par exemple mènent des actions contre les prisons pour sans-papiers. Stop Déportations a organisé à plusieurs reprises des actions d'occupation et de blocus. Les militants s'enchaînent par exemple à la grille d'entrée d'une prison, attachent des calicots et couvrent les murs de slogans. Le but est de dérégler tant soit peu l'horrible routine quotidienne des prisons et de réveiller l'opinion publique.

Le groupe «Geen bloed aan mijn handen» (Pas de sang sur mes

mains) mène des actions contre les entreprises qui construisent des prisons pour sans-papiers sur demande des autorités. Le Camp Zeist a été mis en service il y a quelques années. Cette prison pour sans-papiers a fait la une des journaux en 2006 suite à la campagne «Geen kind in de cel» (Pas d'enfants en cellule). En mars, les enfants sans-papiers enfermés dans ce centre de détention ont exprimé leur colère et leur angoisse en s'adressant à la reine Beatrix. «On nous traite ici comme de vrais prisonniers, ce que nous ne sommes pas. Nous sommes privés de liberté. Pourquoi nous inflige-t-on cela ? Qu'avons-nous fait de mal ?», écrivaient-ils dans une lettre. «Nous en avons marre, nous sommes fatigués et nous devenons presque fous dans cette prison. Ce qui se passe ici est un vrai scandale.» Le personnage central dans ces actions contre l'enfermement d'enfants de réfugiés était un petit garçon chinois de huit ans, Hui, qui était devenu un symbole des victimes de la politique impitoyable à l'égard des sans-papiers. Il avait d'abord séjourné avec sa mère pendant six mois dans le centre fermé pour réfugiés déboutés à Vught. Lorsqu'il est apparu qu'on ne pourrait pas les expulser vers la Chine, ils ont été enfermés dans le Camp de Zeist, ce qui a suscité une telle vague de protestations que l'IND (Immigratie- en Naturalisatiedienst) (2) les a libérés après un mois. Mais en général, la politique à l'égard des sans-papiers semble pouvoir bénéficier de l'assentiment de la majorité des 16 millions de Néerlandais.

Harry Westerink

(1) Harry Westerink est collaborateur de l'organisation «*De Fabel van de illegaal*» (La fable de l'illégal), une organisation de base de la gauche radicale aux Pays-Bas. (Pour plus de détails on pourra lire la Compil' n°3 de *Ni patrie ni frontières: La Fable de l'illégalité. Sans papiers et intégration forcée aux Pays-Bas*, 10 €.)

(2) Office de l'immigration et de la naturalisation aux Pays-Bas.

Merengue vénézuélien

Le texte qui suit est la transcription d'une rencontre qui a eu lieu, en mars 2008, à Caracas (Venezuela) avec Miguel et Isabel, membres du collectif de la revue *El Libertario*. Il a déjà été reproduit sur les sites de Claude Guillon et de la revue *Divergences*. Des extraits en ont été publiés dans *Le Monde libertaire*. Que Charles Reeve soit ici remercié pour nous avoir autorisés à le reproduire. Cet entretien complète parfaitement l'article d'Humberto Decarli «Le mythe de la nature démocratique des Forces armées vénézuéliennes» paru dans le numéro précédent de la revue. (*Ni patrie ni frontières*).

Aux origines du «chavisme», entre caudillisme et mouvements sociaux

Charles Reeve: Nous sommes étonnés par la faiblesse du débat politique au Venezuela. Toute réflexion tourne autour du «processus chaviste». Il est rare qu'on l'analyse dans la perspective plus large de la situation générale en Amérique latine, comme une forme spécifique des populismes de gauche. La caractérisation de la période actuelle, qui explique cette évolution, l'affaiblissement momentané du contrôle politique des Etats-Unis sur la région, est peu prise en compte. Or, l'évolution de l'espace politique du régime dépend, pour beaucoup, de l'évolution de facteurs externes, l'avenir de la politique nord-américaine, les transformations du régime cubain, enfin le cycle de la rente pétrolière.

Miguel: Aujourd'hui, on parle beaucoup d'un tournant de gauche en Amérique latine. Il y a, en effet, plusieurs gouvernements élus qui se revendiquent des courants de gauche traditionnels. Pour nous, deux grandes tendances coexistent. D'un côté, il y a des gouvernements qui ont été portés au pouvoir à la suite de mouvements sociaux de grande ampleur, comme c'est le cas en Bolivie et au Brésil, pays qui ont une vieille tradition de luttes. Ailleurs, au Venezuela en particulier, ces gouvernements dits «de gauche», ne sont pas le produit de mouvements de la base. Ils proviennent d'une matrice culturelle liée au populisme latino-américain de type caudilliste. Pour nous, il est clair que tous ces gouvernements répondent à une situation de crise politique. Ainsi, il n'est pas possible de comprendre l'avènement du chavisme sans remonter au caracazo de 1989 — les émeutes à Caracas qui ont fait des milliers de morts. Le pacte qui existait entre les diverses forces politiques a alors été rompu et la société s'est trouvée au bord d'une crise de gouvernabilité. L'inquiétude était à son comble au sein de la

classe dirigeante. D'autant plus que ces émeutes ont ouvert un cycle de luttes au sein de la société vénézuélienne, avec la naissance d'organisations de base indépendantes des vieux partis politiques de gauche. Ce que certains ont appelé la «nouvelle société civile», plutôt articulée sur le mouvement étudiant ou encore sur le mouvement des quartiers pauvres. Par exemple, le groupe des Droits Humains, avec qui je travaille, naît dans ces années-là. Il en va de même des groupes écologistes et des groupes de femmes. Il s'agissait de gens qui, tout en s'identifiant aux idées de gauche, échappaient au contrôle des partis. De son côté, le mouvement ouvrier restait majoritairement dominé par la social-démocratie (le parti Acción Democrática), avec quelques franges contrôlées par des groupes de la gauche marxiste autoritaire. Au cours des années 1990, il y a eu une forte effervescence dans la société vénézuélienne, les luttes populaires se sont structurées dans une opposition à Carlos Andres Perez, le président social-démocrate responsable de la répression et des massacres de 1989. Cette effervescence a engendré d'énormes changements dans la société. Trois ans plus tard, en 1992, il y eut une tentative de coup militaire. C'est un événement récurrent dans l'histoire de ce pays où l'armée est souvent intervenue dans la vie politique. Malgré leur échec, ce sont ces militaires putschistes, Chavez en particulier, qui ont fini, quelques années plus tard, par récupérer tout le mouvement populaire de contestation. Le charisme de Chavez vient en partie du fait qu'il a su se mettre au diapason des mouvements populaires des années 1990.

C'est ainsi que le mouvement de contestation, avec sa forte dynamique, s'est mis à la traîne de cette figure et est devenu la forme constituante d'une nouvelle situation institutionnelle.

Cela a été une intégration dialectique, car les militants les plus en vue de ces mouvements étaient aussi à la recherche d'une place dans les institutions; à leurs yeux c'était indispensable pour faire passer leurs projets.

Cette «société civile» était jeune, à peine une dizaine d'années, et avait construit très peu d'espaces autonomes dans la société. Elle avait peu d'expérience en termes de pratique sociale concrète, de pratiques anti-autoritaires. Or, ce sont les cadres de cette nouvelle «société civile» qui se retrouvent, de façon inattendue, au pouvoir avec Chavez. Le chèque en blanc donné à Chavez est, en partie, le résultat de cette inexpérience, de cette absence de projet concret. C'est la reproduction d'une des matrices culturelles du pays. Si une révolution se définit, justement, par une rupture avec ces paradigmes, force est de constater que Chavez reproduit, lui, toute une tradition caudilliste, militariste et étatiste ancrée depuis toujours dans le pays. Plus encore, il a redonné vitalité à cette matrice culturelle.

Dès le début, une des caractéristiques du chavisme a été l'improvisation. Nous l'attribuons justement au manque d'expérience de la plupart des membres des mouvements de base

ayant rejoint Chavez. Des individus qui n'avaient jamais organisé une petite coopérative, furent d'un seul coup, possédés par l'idée de «former des coopératives» et se retrouvèrent à la tête du ministère des Coopératives... lequel, du jour au lendemain, décréta la création de 200 000 coopératives dans tout le pays !

Le Venezuela est une société qui vit traditionnellement de la rente pétrolière. Les forces de gauche avaient toujours prétendu qu'il suffirait à l'Etat de prendre le contrôle de la production pétrolière pour que la distribution de ces revenus soit plus égalitaire... C'était l'idée que contrôler l'Etat, c'est contrôler le pétrole. Et selon une interprétation mécanique, une fois qu'on aurait le pétrole, tout allait être résolu. Volontarisme magique évidemment !

Je reviens à la faiblesse de l'analyse théorique des groupes de la «société civile» dont tu parlais. Il faut comprendre que, au Venezuela, on vit aujourd'hui une réédition du vieux schéma de gauche de l'époque de la guerre froide, fondé sur un affrontement entre le capitalisme et les pays socialistes. Grâce aux ressources pétrolières et à l'importance du pétrole dans l'économie mondiale, le gouvernement de Chavez se positionne aujourd'hui comme un des protagonistes actifs de cet affrontement. Or, si cet affrontement a bel et bien existé avant l'avènement du chavisme, depuis l'effondrement du mur de Berlin et du bloc de l'Est, les formes de domination impérialiste ne sont plus les mêmes. Tout se passe comme si le scénario avait changé sans que le chavisme s'en aperçoive ! Le régime tente d'apporter une réponse à un problème nouveau avec des schémas anciens. Aussi bien parmi les chavistes que dans les milieux de l'opposition, les interprétations théoriques restent celles de la guerre froide. Autrement dit, devant ce manque de pensée critique, de théorisation, de pratiques nouvelles et de nouvelles réflexions, on reprend les anciennes idées, les anciennes stratégies.

Chavez a ainsi créé l'ALBA, l'Alternative bolivarienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes, nouvelle institution qui est censée bâtir de nouvelles relations entre les pays de l'Amérique latine, faisant contre-poids à la domination nord-américaine. Pour y parvenir, il propose une alliance avec la Russie, l'Iran ou la Chine... pays qui pour nous font partie de la dynamique capitaliste au niveau mondial. Bref, il y a, à usage externe, toute une propagande sur le rôle prépondérant du Venezuela chaviste dans une prétendue nouvelle dynamique de «libération» anti-impérialiste. Comme si ce pays était l'avant-garde d'un processus de changement planétaire ! Toujours selon l'ancien modèle de la guerre froide, bloc contre bloc. Voilà l'image que ce gouvernement vend de lui-même à l'extérieur. Que cette image soit reprise par des compagnons en Europe ou ailleurs, eh bien cela nous attriste car cela veut dire qu'ils ne voient pas au-delà du spectacle chaviste, ils ne voient pas les contradictions réelles de la situation.

Par le passé, au Venezuela, rarement les forces de gauche ont

dépassé les 10 % lors des élections présidentielles. Au début des années 1990, la gauche avait une maigre implantation sociale et faisait preuve d'une faiblesse d'élaboration théorique. Aujourd'hui, ces organisations se trouvent au pouvoir avec le chavisme et font tout ce qu'elles peuvent pour reprendre les positions qu'elles avaient perdues au fil des années. La construction du socialisme, la construction du pouvoir populaire, les rapports entre l'intervention de l'Etat et le marché, tous ces débats qui avaient été abandonnés dans les années 1990, sont désormais repris par ceux qui se sont placés à l'intérieur de l'Etat. On peut constater, sur le plan mondial, au sein des groupes tiers-mondistes et anti-globalisation, que les apports théoriques provenant du Venezuela sont plus que modestes. Surtout en comparaison avec l'expérience argentine et brésilienne. Le seul apport est celui de la figure épique anti-impérialiste, Chavez — David contre Goliath. Finalement une figure bourgeoise. Et l'élaboration théorique est pratiquement nulle.

Enfin, j'insisterais sur le fait que, en reprenant la carte de l'activité politique à Caracas, on constate que les expériences collectives qui se sont renforcées pendant le régime, sont précisément celles qui existaient déjà avant l'arrivée de Chavez au pouvoir ! Lesquelles avaient déjà une histoire. C'est le cas, par exemple, des mobilisations du quartier 23 de Enero (23 janvier) à Caracas (1), où existaient un grand nombre de comités actifs depuis 1989. Ces mouvements, dont l'action est mise au crédit du chavisme, n'ont fait que poursuivre leur propre dynamique antérieure.

Le «chavisme» comme auberge espagnole

Charles Reeve: Parlons de la propagande et de la lutte idéologique, de son importance pour le régime chaviste. Il est banal de remarquer le rôle joué par les groupes gauchistes dans ce projet. Plus original est de découvrir dans la nouvelle nomenclature chaviste des individus comme Barreto, l'universitaire connu localement qui est actuellement maire de Caracas. Voilà un homme qui a invité Negri à Caracas, qui parle de «biopolitique», qui se réclame de Foucault et qui développe d'obscures théories «post-modernes». Il utilise une rhétorique post-gauchiste pour accomplir finalement des tâches bureaucratiques classiques. C'est la vaste confusion à laquelle participe Chavez, notre homme citant à tout va, Trotsky, Chomsky et autres ... Plus insolite encore, il y a la présence d'un homme comme Eduardo Rothe, qui a écrit dans L'Internationale Situationniste (2), et qui est aujourd'hui le deuxième personnage du ministère de l'Information/propagande.

Miguel: Une des caractéristiques du populisme sud-américain est son idéologie fumeuse ! Quel est le contenu du *proceso bolivariano* ? C'est le plus grand vide ! En réalité, tout le «processus» tourne autour du culte de la personnalité de Chavez. Quand nous discutons avec des camarades à l'étranger, nous soulignons toujours deux

choses. D'une part, combien il est simpliste de voir le chavisme comme la gauche et l'opposition comme la droite. C'est la meilleure manière de ne rien comprendre !

Ensuite, il faut bien tenir compte du contexte économique: le Venezuela vit une des périodes les plus fastes des trente dernières années, si on se réfère au montant de la rente pétrolière. Il faut revenir aux années 1970, lors de la nationalisation du pétrole par la social-démocratie, pour trouver une période économique aussi favorable au régime. Il faut également savoir que la structure de commandement des forces armées au Venezuela, institution d'où sont issus Chavez et la majorité des hauts cadres du régime actuel, est relativement interclassiste, au contraire de la plupart des pays latino-américains. Les forces armées ont permis une certaine ascension sociale, et l'accès à la carrière militaire par des individus issus des classes populaires a été une des façons de redistribuer la rente pétrolière.

Cela étant dit, l'armée vénézuélienne avait été formée dans les années de la guerre froide et jusqu'à très récemment, à l'école nord-américaine de la lutte anti-subversive. Les forces armées furent responsables du massacre de 1989. Je veux souligner par là qu'il n'y avait absolument pas, dans cette institution, la moindre dynamique de gauche. Il y a au sein de l'armée des secteurs conservateurs, des secteurs plus nationalistes et d'autres qui sont les deux à la fois. On y trouve des militaires qui sont proches du Parti communiste et des autres partis de gauche, comme le parti Patria para Todos. Mais beaucoup de ceux qui sont à l'origine du mouvement autour de Chavez, qui se retrouvent aujourd'hui dans son nouveau Parti socialiste unifié vénézuélien (PSUV), viennent du vieux courant social-démocrate. Donc, dans ce front confus, le facteur d'unification est la figure du président, le chef !

Et puis, de 2002 à 2004, ce courant s'est consolidé face à ses ennemis, contre la menace de coups anti-chavistes et d'une intervention éventuelle des Etats-Unis. Par contre, à partir de 2004, c'est le calendrier électoral qui a réglé la mobilisation des forces politiques, chavistes et anti-chavistes. Le but premier était alors de conquérir des voix. Dans cette perspective, les grandes divergences internes au camp chaviste ont été mises en sourdine pour assurer un front commun contre l'ennemi.

Il semble que cette deuxième période se termine avec les mauvais résultats du 2 décembre 2007, où Chavez a perdu le référendum sur la réforme de la Constitution. Le charme et le mythe de l'invulnérabilité du personnage en ont pris un coup et, depuis lors, on voit beaucoup plus clairement apparaître des tendances au sein du chavisme. Chavez, de son côté, est assez fin pour redonner vie, dans ses discours, à l'imagerie symbolique de la gauche vénézuélienne. Pour cela, il peut compter sur l'appui d'individus qui, par le passé, se sont engagés dans les expériences de guérilla ou autres. Ce qui légitime son discours comme discours de gauche, de

rupture, anti-conformiste. On voit ainsi défiler sur la scène du chavisme toute une série de personnages de la vieille gauche, et certains de la nouvelle gauche. On parlait de l'ex-situationniste Eduardo Rothe, mais il y en a d'autres... Comme cet ancien chef guérillero devenu P-DG de la compagnie nationale du pétrole, PDVSA...

Je ne réduirais pas tout à une attitude d'opportunisme politique. Il y a aussi une intention de conquérir des espaces à l'intérieur d'un mouvement confus et contradictoire, afin d'affirmer son propre projet.

Isabel: Le cas de Barreto, l'actuel maire de Caracas, est exemplaire. Barreto est quelqu'un qui a développé son espace politique d'abord à l'intérieur de l'université, à partir d'analyses théoriques fondées sur ce qu'ils appellent la «post-modernité». Il est important de rappeler que le chavisme n'a jamais été un mouvement monolithique, mais un mouvement qui s'est adapté aux circonstances et dont les soutiens ont également changé selon ces circonstances. C'est là aussi sa vitalité. Une chose, c'est le chavisme du premier coup militaire avorté, une autre le chavisme qui gagne les élections, une autre celui qui survit au coup anti-chaviste de 2002. Actuellement nous vivons encore une situation de mutation du régime. En 2002, au moment du coup anti-chaviste, nombreux sont les secteurs militants et politiques qui ont intégré directement la structure institutionnelle de l'Etat. Jusque-là, Chavez ne s'était pas revendiqué comme socialiste, marxiste, marxiste-léniniste, que sais-je?... Pendant toutes ces années, il proposait un projet social assez différent des projets de gauche traditionnels.

Charles Reeve: Veux-tu suggérer que le chavisme est un espace de confusion idéologique, une sorte d'«auberge espagnole» où cohabitent des courants divers, où chaque tendance ou clan cherche à conquérir un espace pour faire passer ses idées ?

Isabel: On peut le caractériser ainsi. Jusqu'aux résultats du référendum de 2007, ils sont restés unis pour se protéger contre l'ennemi commun. Depuis cette date, il y a pour la première fois, de profondes dissensions qui se manifestent ouvertement...

Miguel: Je répète, dans le passé, au Venezuela, les groupes de gauche ont rarement eu du pouvoir et ont toujours manqué d'une «tribune de masse». Or, tout d'un coup, ils vivent une situation où on parle de «socialisme», où il y a une figure charismatique capable de «mobiliser le peuple». Ces politiciens de gauche se trouvent actuellement à l'unisson de ces mobilisations. Ils font partie du pouvoir et ils ont une tribune populaire qui leur est offerte par Chavez. Pour ces groupes, ce changement est vécu comme un «acquis». Alors, il n'est pas question de quitter «le processus» ! On s'y accroche et on continue à tout justifier au nom de telle ou telle tactique. Il ne faut surtout pas perdre la tribune que le régime leur offre. Ces groupes sont prêts à tout, à tout justifier, à tout légitimer.

Le «chavisme» et le modèle néolibéral

Isabel: Au-delà de ce lien direct entre des groupes de la gauche traditionnelle et le chavisme, il y a autre chose qui le caractérise. Ce régime poursuit un projet qui s'intègre dans la situation internationale actuelle, qui est en accord avec les projets internationaux de domination capitaliste. Je m'explique. Il est aujourd'hui plus facile d'appliquer des pratiques néolibérales capitalistes dans un pays avec un pouvoir de gauche, qui tient un discours et avance des revendications populistes, sans que cela provoque de réactions vives de la part des travailleurs. Pour nous, c'est là le rôle principal du chavisme. Attention, je ne dis pas que toutes les personnes et tous les groupes qui appuient Chavez en sont conscients. Je le répète, le chavisme n'a pas un soutien homogène. Il y a ceux qui pensent que le régime fait ce qu'il peut pour améliorer le sort des gens... Il y en a même qui sont convaincus qu'on vit aujourd'hui une opportunité unique de «construire le socialisme». Nous pensons, nous, que cette fonction néolibérale est visible dans la politique pétrolière et commerciale, dans toute la politique économique du régime. Le discours manipulateur populiste recouvre une pratique concrète qui donne toutes les facilités à l'implantation du modèle néolibéral. Comme jamais cela s'est fait jusqu'à maintenant dans ce pays.

Charles Reeve: Le chavisme comme fer de lance de la politique néolibérale, voilà une analyse originale ! De ce point de vue, peut-on discerner la montée, la constitution, d'un nouveau secteur privé issu de la période chaviste, lequel prendrait pied sur les nouveaux circuits clientélistes et de corruption économique ?

Isabel: C'est évident ! Au Venezuela, ces circuits font, depuis toujours, partie du fonctionnement de la société. Au départ, le chavisme a prétendu rompre avec ce fonctionnement. En réalité, il y a eu un simple changement dans la structure bureaucratique mais la corruption et le clientélisme se perpétuent. Il y a peu d'études sur ces questions mais, de façon empirique, on peut affirmer que c'est visible, dans le secteur pétrolier et financier, ainsi que dans les secteurs où le gouvernement a mis ses plans en application. Dans le secteur coopératif, par exemple, des clans se sont clairement appropriés des projets pour construire des centres de pouvoir économique dont ils tirent un profit personnel.

Charles Reeve: Quelle est la place de la caste militaire dans cette nouvelle structure du pouvoir économique ? Est-ce qu'elle contrôle directement des entreprises privées ?

Isabel: La quasi-totalité des ministères sont sous le contrôle de la bureaucratie militaire.

Miguel: Plusieurs aspects doivent être soulignés. Au Venezuela, vu l'importance de la rente pétrolière dans l'économie, l'État a toujours subventionné les entreprises privées, comme une forme de capitalisme mixte. Depuis toujours, les grands patrons qui ont

émergé ont été liés à l'Etat. Dans le cadre du capitalisme mondial, le Venezuela a joué son rôle de producteur de pétrole à un prix relativement bas. Avec les transformations actuelles, les entrepreneurs vénézuéliens qui occupaient les secteurs traditionnels, services et production de marchandises, ont été peu à peu marginalisés par des entrepreneurs plus liés aux secteurs modernes des communications, des transports et de la finance. Ces modifications internes sont liées aux évolutions du capitalisme mondial. Tout se passe comme si le nouvel Etat chaviste avait installé une nouvelle caste capitaliste dont le rôle est de légitimer la place du secteur pétrolier au centre de l'économie.

Depuis toujours, les membres de la haute bureaucratie militaire finissaient leurs carrières dans le secteur privé, comme propriétaires terriens ou chefs d'entreprises. Aujourd'hui, leur rôle économique s'est accru: les militaires sont présents à tous les niveaux de l'appareil d'Etat. Chavez compte avant tout sur la bureaucratie militaire, à laquelle il fait confiance et qui est censée être plus efficace pour gérer l'économie. C'est une bureaucratie qui est bien installée et qui bénéficie de privilèges matériels et financiers notables, de bonnes conditions de vie. Qui plus est, elle bénéficie d'une totale impunité judiciaire.

Isabel: La population vénézuélienne a toujours vu d'un bon œil l'intégration de ses enfants dans la carrière militaire comme perspective d'intégration sociale. C'est pourquoi le gouvernement parle des «militaires qui font partie du peuple». Mais c'est totalement démagogique et faux: quand tu fais une carrière militaire, tu t'éloignes du peuple.

La corruption au secours de l'image du «chef»

Charles Reeve: Revenons à la question de la corruption. Dans les milieux populaires, l'explication récurrente des échecs du régime est celle de la corruption, comme s'il s'agissait d'un simple dysfonctionnement. Or, d'un côté, la corruption fait partie du fonctionnement «normal» du capitalisme. Il n'y a pas de capitalisme sans corruption, et c'est grâce à la corruption que les classes capitalistes se sont constituées et renforcées. L'histoire du capitalisme nord-américain en est exemplaire. Ne serait-ce pas une façon idéologique d'occulter ce dont tu parlais: la mise en œuvre d'un modèle néolibéral, que les gens ont tendance à percevoir comme un dysfonctionnement ?

Isabel: Cette explication a l'avantage de préserver l'image du chef: Chavez est un bon chef, sauf qu'il est entouré de mauvais, de corrompus. C'est un mensonge, cela va de soi, mais c'est un mensonge utile, qui sert à protéger l'image populiste du régime, le lien affectif avec le Chef. Les choses seraient différentes si les travailleurs avaient un lien plus direct avec leur propre vie et étaient plus conscients de leurs droits. Au contraire, cette plainte constante

au sujet de la corruption exprime une relation ambiguë: on s'adresse au gouvernement, on reconnaît le gouvernement, car, tout compte fait, on compte sur le gouvernement pour résoudre ses problèmes. L'idée de la corruption sert le régime.

Je prends l'exemple de la vie dans les quartiers. Tout le processus soi-disant «socialiste» n'a pas entraîné une augmentation notable de la solidarité, de l'entraide et de la coopération entre les gens. Au contraire ! Si l'on vit mal dans un quartier, on cherche à déménager dans un quartier moins dégradé. En général, on ne cherche pas à améliorer les conditions dans lesquelles on vit, à répondre à ses propres nécessités. On n'envisage pas du tout de solution collective des problèmes. La solution, c'est toujours LE gouvernement. L'idée de corruption trouve sa place dans ce vide de l'activité autonome des gens. Malheureusement c'est comme ça.

La propagande et la réalité

Charles Reeve: Il n'est pas facile de comparer la situation du Brésil avec celle du Venezuela. Le populisme du Parti des Travailleurs et celui du chavisme sont différents. L'histoire du PT est celle d'un parti socialiste de type classique, issu d'un mouvement ouvrier puissant, dont les cadres ont été absorbés dans l'appareil d'Etat. L'histoire du chavisme est, comme vous l'avez rappelé, plutôt liée à un processus de révolte militaire qui a répondu aux fortes émeutes populaires de 1989.

Je reprends ici la thèse de certains de mes amis au Brésil. Ils défendent l'idée que l'arrivée du PT au pouvoir n'a pas été un aboutissement politique des luttes sociales mais, au contraire, a parachevé un long processus d'écrasement des courants d'autonomie dans ces luttes par la bureaucratie du PT et des syndicats. La victoire du PT a été la forme politique de la normalisation d'un mouvement social radical.

Il y a, chez celles et ceux qui soutiennent — «de façon critique», disent-ils — les régimes populistes (le chavisme en particulier), l'idée que toute amélioration des conditions de vie constitue un facteur positif pour l'avenir des luttes, et que c'est pour cela qu'il faut soutenir ces régimes. Or, ce que vous défendez, c'est justement le contraire. Vous dites que l'institutionnalisation des mouvements populaires va dans le sens de leur affaiblissement. Tout d'abord, cela les rend dépendants de l'Etat. On ne voit pas l'apparition de valeurs nouvelles dans la pratique et la mentalité populaires, mais on constate plutôt un renforcement des valeurs de délégation, de résignation, d'individualisme et d'atomisation. C'est aussi visible au Brésil, où l'instauration du système d'aide aux pauvres (*Bolsa Familia*) a placé des millions de prolétaires dans la dépendance d'une somme misérable attribuée mensuellement par le gouvernement et distribuée individuellement par le système bancaire. Ce qui a produit une individualisation et une atomisation. Dans ces systèmes

d'aide, les valeurs de solidarité ne se développent pas, elles disparaissent. Comment considérez-vous l'argument: «Malgré tout, ces régimes sont mieux que les anciens» ?

Isabel: Il faudrait que se développent les formes de solidarité à l'intérieur des communautés de travailleurs à partir de leurs propres revendications. Or, tout se fait en partant du programme imposé par l'Etat; on ne répond pas aux besoins collectifs mais à ceux qui sont déterminés d'en haut. Prenons l'exemple des organisations dites de base dont le régime parle tant et qui sont souvent présentées comme le «pouvoir populaire» ou encore le «cinquième pouvoir». Ces organisations sont toujours restées dépendantes de l'Etat. Alors que, après le *caracazo* de 1989, on avait vu apparaître une tendance à l'autonomie dans les organisations de base. Nous l'avons déjà dit, ce sont justement ces organisations qui se sont incorporées au nouvel Etat et sont devenues le véhicule du projet chaviste. Elles ont abandonné leur rôle autonome pour renforcer un gouvernement dit révolutionnaire, avec un discours de légitimation: «C'est maintenant que les choses vont avancer!» Tout cela exprime de nombreux manques. Les gens doivent comprendre qu'ils peuvent s'organiser de façon indépendante de l'Etat. Mais il y a une énorme polarisation politique qui domine toutes les actions et pratiques: on est avec le chavisme ou on est contre. Les organisations de base chavistes font face à celles de l'opposition. Les récents conseils communaux doivent, en principe, représenter les communautés dont ils sont les élus. Mais, dans la réalité, il y a ceux qui sont chavistes et où il n'y a pas de place pour des critiques et ceux qui sont anti-chavistes où les chavistes ne sont pas acceptés. La forme de ces conseils est déterminée par l'Etat. Où sont passées les nécessités réelles, concrètes, des collectivités ?

Miguel: Pour ma part, je ne crains pas d'affirmer que les conditions de vie ne se sont pas améliorées; les gens vivent de plus en plus mal. Il y a un discours qui ne correspond pas à la réalité. Et pourtant, le Venezuela a actuellement le PIB per capita le plus élevé d'Amérique latine, chiffre comparable à celui de certains pays européens. Les classes populaires vivent en fonction des aides du gouvernement. Bien sûr, l'existence de centres de santé dans les quartiers, c'est un fait positif... lorsqu'ils fonctionnent. Pourtant, dans ce pays, la condition des femmes pauvres, leurs conditions d'accouchement en particulier, restent précaires, se dégradent. Le système de santé publique est dans un état désastreux. Les prisons vénézuéliennes reproduisent la violence sociale à un point qui les place parmi les plus violentes du continent. Pour la seule année 2007, il y eu 427 morts à l'intérieur des prisons pour une population carcérale de 20 000 personnes. L'aggravation des problèmes sociaux traduit un processus de décomposition sociale qui n'est nullement inversé par le fameux «processus révolutionnaire», lequel a, au contraire, renforcé les valeurs individualistes. On nous explique qu'on est en train de construire «le

socialisme du XXI^e siècle», et l'on assiste à une augmentation du nombre des centres commerciaux. Ces dernières années, la vente de voitures de luxe n'a jamais été si forte...

Pour dire que tout cela traduit l'épanouissement de valeurs qui n'ont rien à voir avec ce que le socialisme a revendiqué au cours de son histoire. En conclusion, nous disons qu'il y a un discours, une propagande qui ne correspondent pas aux résultats concrets, lesquels sont sans rapport avec les moyens réellement mis en œuvre. Le gouvernement de Chavez a d'énormes moyens financiers qui lui sont fournis par la rente pétrolière, il a aussi un capital politique fort. Alors, pour expliquer la pauvreté des résultats, le discours officiel n'a qu'un mot à la bouche, l'impérialisme...

Isabel: Il faut voir les choses au-delà du régime actuel. Ce qui est en cause, ce sont les habitudes de vie et de consommation dans un pays qui vit, depuis des années, de la rente pétrolière. Le Venezuela est une société où l'aliénation marchande est très forte, le pays de l'Amérique latine qui possède le plus de téléphones portables, où la consommation de cosmétiques est une des plus importantes, et ainsi de suite... Et c'est l'accès à la possession de ces biens de consommation qui donne aux gens l'image d'une amélioration du niveau de vie. La qualité de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, la situation écologique, ce sont des besoins qui ne rentrent pas dans cette vision des choses.

Miguel: La situation à Caracas en est un bon exemple. La dégradation et la perte de l'espace public, la déchéance des relations sociales, la violence quotidienne, la décadence des transports publics sont loin de correspondre aux possibilités matérielles de la capitale d'un pays pétrolier.

Charles Reeve: C'est comme si la classe capitaliste s'appropriait l'essentiel des revenus pétroliers sans s'intéresser le moins du monde à la préservation des intérêts généraux de la société. Sur ce plan, il y a une continuité sans faille entre les régimes du passé et le chavisme.

Miguel: Exactement ! Pour nous, rien d'essentiel n'a changé. Dans les milieux de la classe dirigeante, il y a des gens qui ont rompu avec le nouveau pouvoir politique, d'autres qui le soutiennent. Aujourd'hui, l'exemple le plus flagrant est celui de Gustavo Cisneros. C'est un des grands capitalistes vénézuéliens modernes, un homme impliqué dans les affaires du marché mondial, un «entrepreneur global». Il gère la concession vénézuélienne de Coca Cola et investit dans le secteur des communications. Cet homme mène toujours ses affaires, tout en gardant d'excellents rapports avec le gouvernement actuel, envers lequel il a une attitude conciliatrice et même élogieuse. «L'argent n'a pas d'idéologie», dit-il !

Les coopératives au service de la précarisation du travail

Charles Reeve: Parlons du mouvement des coopératives. Un ami vénézuélien me disait que le mouvement officiel des coopératives revenait finalement à une sorte d'institutionnalisation de la précarité du travail et du travail au noir. Il mentionnait la grève récente (2007) des éboueurs d'une zone de Caracas, au cours de laquelle les grévistes ont demandé l'intervention de Barreto, le maire – celui qui cite Foucault et a invité Toni Negri. Le maire leur a répondu qu'il ne pouvait rien faire car ils avaient accepté de transformer l'ancienne entreprise en coopérative. Ce qui veut dire qu'ils n'avaient plus de convention collective, étant considérés comme travailleurs associés de la coopérative au même titre que les administrateurs !

Miguel: Pour nous, une coopérative est une initiative de la base. Pour le chavisme, au contraire, les entreprises de ce qu'ils appellent maintenant «le secteur de l'économie sociale» doivent fonctionner sous la forme de coopératives et avec l'aide de l'Etat. Dans beaucoup de secteurs, la loi oblige désormais l'Etat à passer en priorité des contrats avec «les coopératives» plutôt qu'avec des entreprises privées. Du jour au lendemain, de nombreux malins – des gens qui étaient totalement étrangers à l'esprit et à la pratique du coopérativisme – ont commencé à organiser des coopératives afin d'obtenir des contrats avec les administrations officielles. C'est le cas de l'entreprise de voirie dont tu parles. Une entreprise privée s'est ainsi transformée en coopérative pour avoir un contrat et, du coup, les travailleurs ont perdu tous leurs droits et avantages sociaux. Ils ont désormais des contrats de trois mois, renouvelables, de telle sorte que «le coopérativiste» (en fait c'est le nouveau nom donné au patron !) n'a envers eux aucun engagement. Grâce à ce mensonge, on a pu parler de l'existence, en peu de mois, de 200 000 coopératives... Tout cela dans un but de propagande montrant que la société change. Or tout cela est artificiel, créé par décret.

Isabel: J'ajouterai que, après la grève des pétroliers, le gouvernement a compris qu'il fallait contrôler le monde du travail. Dans un premier temps, on a expliqué que l'Etat allait créer une nouvelle forme solidaire d'organisation, où tous les travailleurs bénéficieraient des mêmes avantages. Ce furent les coopératives ! Du coup, le gouvernement a résilié les contrats de services (nettoyage en particulier) qu'il avait avec des entreprises privées, lesquelles payaient aux travailleurs les avantages sociaux prévus par la loi. Les travailleurs ont été licenciés et ont été obligés de trouver du travail temporaire en se soumettant à ces coopératives qui traitent désormais avec l'Etat. Et ils ont perdu ainsi les avantages et les droits sociaux qu'ils avaient (en théorie du moins) auparavant. De plus, beaucoup de ces coopératives disparaissent aussi vite qu'elles se sont formées. On assiste ainsi à une précarisation du travail, ton ami a raison de le souligner.

La pression politique sur les lieux de travail

Miguel: Tout cela est à intégrer dans une tendance plus large qui est celle de la flexibilisation et la précarisation des conditions de travail dans le pays. Le discours officiel récurrent sur les syndicats fait partie du même projet. Le gouvernement ne cesse de souligner la nécessité d'intégrer les syndicats aux nouvelles structures des partis.

Au Venezuela, l'Etat est un des principaux employeurs. Or, depuis plus de six ans, 425 conventions collectives de travailleurs du secteur public sont en attente de renégociation!? Voilà donc un gouvernement qui se proclame «socialiste», «révolutionnaire», qui refuse de négocier les conventions collectives de ses propres travailleurs. Les revendications sociales de ces travailleurs, ils s'en foutent! Et on parle là de secteurs fondamentaux pour le fonctionnement de l'Etat: les services hospitaliers, les pompiers. A cela s'ajoute le fait que le régime a poussé à l'extrême ce qui a toujours existé, l'allégeance des travailleurs du secteur public au régime. Si tu ne montres pas de sympathies chavistes, non seulement tu n'est pas embauché, mais aussi tu peux perdre ton travail.

Le référendum de 2004 pour la révocation du président a été obtenu à la suite d'une pétition nationale, ce qui est un droit constitutionnel. Trente pour cent des électeurs inscrits peuvent faire une demande de référendum. Les gens de l'opposition ont fait le travail de recueillir les signatures. Ces signatures, on ne sait pas comment, ont été publiées sur Internet: «Voici les personnes qui ont signé contre Chavez»! Ce qui était d'ordre privé et confidentiel est ainsi devenu public. Et c'est sur la base de cette liste que de nombreux licenciements ont été décidés par la suite et que les gens ont été victimes de nombreuses tracasseries administratives. Voilà une sale affaire sur laquelle la gauche internationale a fait le silence! De 2002 à 2004, la polarisation dans la société a été à son comble. Tu allais dans un service public pour régler une affaire bureaucratique, refaire des papiers, on te posait la question: «Vous avez signé?», sous-entendu, signé contre Chavez! Comme je ne suis même pas inscrit sur les listes électorales, je suis passé au travers...

Certes, dans toutes les sociétés, il y a de la discrimination politique, mais au Venezuela, c'est vraiment scandaleux. Si tu veux travailler dans un service public, tu dois absolument apporter la preuve de ta sympathie envers le régime. Un autre aspect sur lequel on a de plus en plus d'échos, c'est l'obligation faite aux fonctionnaires publics de participer aux grandes manifestations de soutien au «Président», parfois le week-end, comme si c'était du temps de travail.

Isabel: J'ajoute un exemple concret. Il y a quelques mois, le président de l'Institut de défense du consommateur, l'INDECO a publiquement déclaré que si un supermarché refusait de vendre des produits en prétextant des raisons d'inventaire, cela cachait en fait

des pratiques d'accaparement. Ce qui était un mensonge car il y a une réelle rareté de marchandises. Là-dessus, il a été remplacé par un représentant de la ligne la plus dure du chavisme. Cet individu a déjà eu d'autres postes dans des ministères et partout il a fait le ménage, c'est un épurateur ! Une fois à l'INDECO, il a recommencé, les directeurs de services, des gens pourtant plutôt chavistes, ont été virés de leurs bureaux par des gros bras et n'ont pu emporter que leurs affaires personnelles. Ma sœur travaille dans cet institut. N'étant pas chaviste, elle n'avait pourtant jamais eu de problèmes au travail. Or, dans la foulée de cette reprise en main de l'institution, on l'a obligée, ainsi que ses collègues, à participer à la marche du 27 février 2007, en soutien à Chavez. La pression est devenue tellement insupportable que ma sœur a fini par démissionner.

Charles Reeve: Penses-tu que ce durcissement du régime et cette obsession du contrôle total traduit, en négatif, l'affaiblissement de sa popularité ? Les problèmes augmentent et il trouve des réponses chaque fois plus bureaucratiques.

Isabel: Oui, ce nettoyage est justifié au nom de la paranoïa chaviste du coup d'Etat à venir et se traduit par l'affirmation de tendances totalitaires.

Le renouveau des luttes sociales sous le chavisme

Charles Reeve: Au cours des premiers mois de 2008, on a vu se développer des luttes ouvrières au Venezuela, dans des secteurs aussi divers que les hôpitaux et la sidérurgie. Dans une société extrêmement polarisée, entre pro et anti-chavistes, le mouvement syndical se présente fortement divisé, entre les vieux syndicats d'obédience social-démocrate anti-chaviste, les nouveaux syndicats chavistes et d'autres plus indépendants politiquement, comme celui des métallurgistes. Dans les circonstances actuelles, toute lutte tend à être cataloguée comme manipulée. La récente menace de grève dans la sidérurgie a été immédiatement cataloguée par le ministre du Travail comme «manipulée par l'opposition». Quelle est la marge d'autonomie possible pour une lutte aujourd'hui ?

Miguel: Nous considérons que le résultat du référendum du 2 décembre 2007 est un fait marquant qui constitue un tournant. Ce jour-là, le gouvernement chaviste a annoncé le début d'un processus d'autocritique. Par rapport à ce qu'on avait vécu précédemment, nous nous sommes dit: «Voilà quelque chose de positif !» Mais l'intention n'a pas été suivie d'effets ! Depuis des années, nous vivons au rythme de l'agenda électoral. On s'est dit que le résultat du référendum allait peut-être entraîner un mouvement de contestation, il y avait au moins une chance pour que les mouvements sociaux reprennent leur propre dynamique, leurs espaces et leurs projets. Il nous est indifférent que les personnes soient chavistes ou de l'opposition, nous savons que l'Etat n'est pas

en mesure de satisfaire les revendications des luttes et que l'espace de l'action autonome va s'élargir.

En 2007, pour la Journée de la femme, les organisations chavistes de femmes se sont mobilisées contre l'impérialisme ! Quel était le rapport avec les revendications concernant la condition des femmes ici: les aides à la maternité, les conditions sanitaires, les problèmes de la violence familiale ? De même, le mouvement étudiant qui éclate, aussi en 2007, contre la fermeture d'une chaîne de télévision va se montrer incapable de formuler des revendications propres. De leur côté, les étudiants chavistes se sont aussi mobilisés, cette fois-là en faveur de la fermeture. Soit ! Et quelles étaient leurs revendications sur la condition étudiante, le projet socialiste d'éducation ? Ils n'en avaient aucune ! C'est dire qu'il n'y avait aucun projet propre. Des deux côtés, il s'agissait de mobilisations organisées du haut vers le bas. En fait, nous constatons avec tristesse que les gens sont à nouveau prisonniers du calendrier électoral partisan. Toutes les énergies, toutes les mobilisations, des chavistes et des anti-chavistes, sont orientées vers l'électoratisme.

Isabel: Auparavant, dans une année d'élections, il était impossible de faire grève ! On se faisait tout de suite taxer de *guarimbero* (3). En 2007, il y a eu une grève des transports, les petits patrons des transports réclamaient une augmentation du prix des billets en argumentant qu'ils ne gagnaient pas assez pour entretenir les lignes. Le gouvernement n'a même pas tenu compte de leurs revendications, et la division s'est installée. Les travailleurs qui protestaient contre le manque de moyens de transport ont été à leur tour taxés de *guarimberos*. Qui plus est, le gouvernement a menacé de créer une «coopérative» (voilà !) qui allait remplacer les lignes en grève. Bien sûr, aucun sentiment de solidarité n'a pu prendre forme. La même chose s'est produite lors des grèves des enseignants et des médecins du système de santé public. Les médecins avaient occupé les hôpitaux et demandaient la renégociation de leur convention collective. Le gouvernement s'est refusé à toute discussion et les a traités de *guarimberos*. Sur quoi Chavez a réuni un groupe de médecins partisans du régime dans une grande salle de théâtre de Caracas et leur a dit, magnanime: «Je vais vous augmenter de 30 % !» Sans discuter la convention collective ! Les gens finissent par s'écraser, se soumettre à ce mode autoritaire et démagogique de gouvernement.

Charles Reeve: Tu dis que cette situation est en train de changer aujourd'hui ?

Isabel: Oui, je pense qu'aujourd'hui l'attitude est plus ouverte. Les gens disent: «Je ne suis pas de l'opposition, je ne suis pas *guarimbero*, je suis chaviste ou non, mais je suis un travailleur et je veux être écouté !» On l'a vu récemment avec la grève des infirmières des maternités et celle des travailleurs des transports. «Nous sommes des travailleurs et nous voulons qu'on respecte nos droits.» Ces mouvements traduisent un changement dans la

conscience des gens.

Miguel: Il y a comme une contradiction entre la direction du régime, qui essaye toujours de canaliser les protestations vers le camp électoraliste, et un profond mécontentement de la base, des couches les plus pauvres de la population, qui tendent à mettre en avant leurs revendications sociales. On ne peut que souhaiter que cet écart s'accroisse. C'est cette contradiction qui peut créer un espace où les gens se réapproprient leurs projets revendicatifs et leurs intérêts propres. C'est seulement ainsi que, à la longue, des espaces d'autonomie pourront se créer.

Les dissensions au sein du chavisme

Isabel: Comme nous l'avons déjà souligné, le processus politique du chavisme a subi des changements successifs. Depuis 2007, deux choses sont claires: la première, c'est que Chavez peut perdre le pouvoir. La deuxième, c'est que Chavez ne représente pas nécessairement les intérêts majoritaires du peuple. En décembre 2007, on s'est aperçu que le projet défendu par Chavez soulevait beaucoup de doutes, y compris au sein de la gauche chaviste dont certains secteurs se sont montrés très critiques. La fracture a été réelle. On sent que le côté charismatique de Chavez s'affaiblit. C'est pourquoi nous pensons que, dans le moment présent, le plus intéressant politiquement, c'est ce qui se passe à l'intérieur du mouvement chaviste, la critique qui émerge en son sein, qui traduit un malaise des militants, lesquels ressentent que l'espace qui était le leur est de plus en plus contrôlé par le sommet. Depuis l'année dernière, les *misiones* (4) fonctionnent très mal, elles ont de moins en moins de moyens financiers. Par exemple, la moitié des centres de santé *barrio adentro* (5), sont fermés, n'ont plus d'équipes, plus de médecins, plus de médicaments... La «*mision Robinson*», l'avant-garde des *misiones*, destinée à alphabétiser, n'existe presque plus. D'autres «missions» n'ont pas donné les résultats attendus. Nous assistons à un effondrement des attentes. Les deux premières années, la propagande a pu encore prétendre que le processus était en cours, qu'il fallait attendre. On pouvait manipuler les résultats à des fins électorales. Mais quand, après 4, 5 ans de pouvoir, il n'y a toujours pas de résultats?!... Cela est vrai, y compris dans le milieu universitaire où Chavez a commencé par promettre la création de douze nouvelles universités, ensuite on est passé à trente, et puis, finalement, rien n'a été fait... Après six ans d'appui populaire inconditionnel, les espérances ont fini par s'effondrer. Ce qui explique l'implosion actuelle du régime.

Miguel: Le résultat du référendum de décembre 2007 a confirmé nos prévisions: le peuple chaviste n'a rien à voir avec «un mouvement socialiste», il ne s'identifie aucunement à un projet dit socialiste. La majorité de l'électorat chaviste a voté contre son projet socialiste de Constitution. Pourtant Chavez continue à

exercer un fort charisme sur les secteurs populaires. Il n'y a rien de socialiste ni de révolutionnaire dans ce processus, c'est un phénomène de mobilisation autour de la figure charismatique qu'est Hugo Chavez.

Isabel: On raconte à propos de Chavez une blague grivoise au goût vénézuélien. C'est l'histoire du gars qui propose à sa fiancée de se mettre au lit. Elle lui dit: «Non, mon chéri, pas maintenant !» Et lui d'insister: «Mais si, mais si, mais si !» Chavez, lui, propose une Constitution socialiste, les gens disent non, on n'en veut pas ! Au lieu d'avancer avec une alternative positive, il se raidit, se révèle plus autoritaire. Car, après tout, ce type est un militaire. Cette attitude engendre une fracture, une fracture émotive presque, car Chavez est une figure émotive. Toutefois, si Chavez décide tout d'un coup de donner des réponses autoritaires aux problèmes dont souffrent les classes populaires, le lien charismatique peut se ressouder.

Miguel: Un autre aspect doit être mentionné: l'importance donnée par le chavisme aux affaires internationales. Le soutien apporté à des régimes «amis» est de moins en moins accepté. «Il s'occupe des autres et pas de nous !» «Pourquoi Chavez dit qu'il va aider à la construction d'hôpitaux au Nicaragua alors qu'ici les hôpitaux sont dans un état affligeant !» C'est ce qu'on entend ici et là: «On veut des réponses aux problèmes ici, et maintenant !» Après la défaite au référendum de décembre 2007, Chavez essaye par tous les moyens de redorer son image sur le plan international. D'où ce show permanent, cette mise en spectacle.

Le spectre de l'anarchie ?

Charles Reeve: Mars 2008, un flic en civil se fait sauter avec une bombe au siège de l'organisation patronale. Un type lié au régime et qui, en plus, se fait sauter avec sa carte de policier dans la poche ! Le ministre de l'Intérieur parle de l'action d'un «petit groupe anarchiste»... Pourquoi parler de groupe anarchiste dans une action qui est, de toute évidence, une action des services secrets ?

Miguel: Le ministre de l'Intérieur de Chavez est un des personnages les plus sinistres du régime. C'est un mercenaire, un homme qui a fait sa carrière dans les services secrets de l'armée, responsable du massacre d'un groupe de guérilleros en 1988.

Isabel: Ce type de propos n'est pas nouveau. A chaque fois qu'il y a des actions qui dépassent le cadre des institutions ou des organisations du régime, on crie à l'anarchisme. Chavez lui-même est venu dire à la télé que cette action terroriste était à mettre au crédit de «groupes anarchisants». Bien sûr, on peut s'inquiéter, ça peut faire partie d'une stratégie de criminalisation, mais je crois que c'est plutôt une facilité de langage. Jusqu'à présent, nous n'avons pas ressenti de conséquences sur nos activités. Nous sommes peu nombreux, mais nous faisons attention. En tout cas, Chavez, dans un meeting de son nouveau parti, le PSUV, a récemment déclaré:

«Dans le PSUV, il n'y a pas de place pour les anarchistes.» Il y a de la place pour des «socialistes obéissants, critiques» mais pas pour des anarchistes (rires).

Le «tourisme révolutionnaire»

Charles Reeve: Vous mentionnez souvent le «tourisme révolutionnaire»... Début mars 2008, dans le programme de télévision *Allo Presidente!*, Chavez est encore apparu entouré d'un groupe de jeunes du parti allemand Die Linke.

Miguel: Ce qui s'est passé avec le mouvement anarchiste à Cuba nous intéresse particulièrement, vu les ressemblances entre les deux situations. Ce sont deux gouvernements qui se présentent face à l'extérieur comme des gouvernements révolutionnaires et progressistes. Alors le régime choisit un certain nombre d'expériences, à Caracas et en province, qu'il fait systématiquement visiter aux sympathisants de passage. Parfois, c'est assez caricatural, on organise des colloques internationaux sur les usines occupées sans que les participants visitent une seule entreprise occupée. On organise aussi de grandes messes internationales, le Forum alternatif mondial, le Campement international de la jeunesse anti-impérialiste, le Forum international des intellectuels pour la paix, etc. Tout cela dans une tentative de renouveler constamment la propagande et la publicité du régime.

Isabel: Il y a un «tourisme révolutionnaire» pris en charge par l'Etat et il y en a un autre, plus spontané, qui concerne des gens qui ont des espoirs, des attentes. Je pense que les gens qui viennent dans cet état d'esprit sont plus libres et finalement peuvent voir plus de choses que ceux qui viennent encadrés par l'Etat. On fait venir des célébrités, Noam Chomsky, Naomi Campbell, qu'on promène dans tel quartier qu'on a construit pour les pauvres, dans telle coopérative, dans telle ferme d'Etat. On filme les visites pour en faire de la propagande.

Miguel: Nous savons que la plupart des gens qui viennent ici veulent voir ce qu'elles s'attendent à voir. Comme ceux qui visitent Cuba. Ensuite tout dépend de leur formation idéologique. Les visiteurs des milieux plus libertaires, plus critiques, peuvent accepter de voir des bonnes et des mauvaises expériences alors que ceux des groupes de la gauche plus traditionnelle, marxistes-léninistes, guévaristes, maoïstes, tendent à confirmer ce que dit la propagande. Pour notre part, à chaque fois que nous rencontrons des camarades venus de l'étranger, nous leur disons ce que nous pensons de la situation. Mais nous disons aussi qu'il ne faut pas nous croire sur parole, de la même façon qu'il ne faut pas croire le gouvernement ! Il faut ouvrir les yeux, visiter ce qu'on peut visiter, se promener à Caracas, se promener dans les villes de l'intérieur.

Debord, Bolivar et les avatars de la propagande

Charles Reeve: Miguel, tu es un lecteur attentif de Guy Debord. Quel usage fais-tu de tes lectures pour la compréhension de la société vénézuélienne ?

Miguel: Je pense qu'il y a trente ans les mots avaient un sens. Par exemple, si tu étais anti-impérialiste, tu t'alignais sur un des deux blocs de la guerre froide. Aujourd'hui, en période de globalisation capitaliste, on peut se dire anti-impérialiste tout en étant partisan du néolibéralisme... Au Venezuela, la mentalité sociale est très extrovertie, tu n'assumes pas nécessairement ce que tu dis. Le spectacle comme une représentation du réel m'intéresse beaucoup pour comprendre la situation que je vis. Je pense que le phénomène chaviste n'est pas analysé de façon satisfaisante, ni par nous ni par personne. Le résultat du référendum de décembre 2007 a surpris tous les intellectuels, de gauche et de droite. Il faut donc continuer à réfléchir.

Charles Reeve: Mais c'est un rejet purement électoral. Qui veut en tout cas dire que les individus n'acceptent pas totalement l'image du réel renvoyée par la propagande, qu'elle n'est pas conforme à la réalité des relations sociales. Ce qui tendrait aussi à montrer que les formes de domination sont en crise.

Miguel: Sans doute. Prenons le mythe de Bolivar. C'est le mythe fondateur du nationalisme vénézuélien, le mythe d'une figure libératrice. Ce qui veut dire qu'il y a dans le nationalisme vénézuélien ce rôle historique prédestiné de s'engager dans la libération des peuples latino-américains. Avec deux corollaires: le Vénézuélien aurait un rôle universel épique et héroïque et le Venezuela est un pays riche avec une richesse mal distribuée. Chavez a parfaitement incarné cette matrice culturelle. Il est l'homme prédestiné pour mener la deuxième indépendance face aux Etats-Unis.

Isabel: Le hiatus s'est produit lorsque les gens ont commencé à se rendre compte qu'il n'y avait pas d'adéquation entre les réponses politiques et les besoins. Mais il y avait cette image du régime, de Chavez. Les projets d'avenir dépérissent face au désastre du quotidien. Finalement le régime puise beaucoup de sa force dans les éléments culturels, nationalistes et surtout dans l'image du régime à l'étranger. Le «socialisme bolivarien», le «socialisme du XXI^e siècle», il se présente comme étant capable d'apporter une réponse aux questions concrètes de la faim, du logement, de la vie. C'est dans la fabrication de cette propagande qu'il faut comprendre la place qu'occupent des gens comme Juan Barreto (le maire de Caracas) ou Andrés Izarra. Ils ont su vendre le chavisme à l'extérieur, vendre l'image du régime. Andrés Izarra, dont l'homme le plus proche est l'ex-situationniste Eduardo Rothe, est un personnage important du régime. Il a concocté le document «Si j'étais vénézuélien, je voterais Chavez», qu'il a fait signer par tous les intellectuels «progressistes»

nord-américains et européens. L'idée était de montrer que les chavistes n'étaient pas seuls dans le monde.

Charles Reeve: Mais enfin, tout cela n'est qu'une réédition... c'est dans la tradition du stalinisme historique, les congrès des artistes et intellectuels «progressistes» comme soutien à tel ou tel régime progressiste...

Isabel: Oui, pour vous c'est du déjà-vu. Mais il faut comprendre qu'ici, au Venezuela, ce sont des situations tout à fait nouvelles. Le pays sort d'un long règne de régime social-démocrate, financé par la rente pétrolière et directement lié aux Etats-Unis. Les affrontements entre droite et gauche, libéralisme et anti-libéralisme, ce sont des affrontements idéologiques nouveaux dans cette société.

Miguel: Mon père était un militant de base de l'Action démocratique, la social-démocratie. Ensuite il a laissé tomber la politique. Le pétrole coulait, il y avait de l'argent et du travail, il a fait sa vie. Aujourd'hui, il est chaviste et découvre la révolution cubaine!? L'attitude des chavistes est d'une grande naïveté, ils découvrent aujourd'hui toutes ces questions. Comme s'il s'agissait d'une adolescence révolutionnaire tardive...

La condition des femmes, avancées et reculs

Charles Reeve: Y a-t-il des changements notables dans la condition des femmes ?

Isabel: Je suis très pessimiste. Beaucoup d'organisations de femmes se sont intégrées dans la dynamique de l'Etat. Le régime a lui-même créé diverses institutions de femmes, dont la Casa de la mujer. Les femmes qui étaient actives dans la société se sont intégrées dans le travail de ces institutions. Seul un petit nombre a poursuivi le travail à la base.

Au Venezuela, l'image de la femme dans l'univers de la consommation est avant tout associée à un objet sexuel. Tout dans la publicité est rapporté à la femme et à son corps. Ce qu'on présente comme les besoins de la femme n'a rien à voir avec la revendication spécifique du genre féminin. Ainsi, lamentablement, la femme s'est convertie en une reproductrice de la pensée machiste. Si on veut mesurer la place de la femme dans l'accès aux postes de pouvoir, on pourrait dire que le régime a établi une certaine parité. Par exemple, si tu as une place dans la fonction publique, tu as le même salaire qu'un homme. Le régime a aussi placé de nombreuses femmes à des postes de responsabilité politique. Ce sont des postes qui reproduisent le système d'oppression à l'intérieur du pouvoir. On ne casse pas la structure du système, on le reproduit avec la figure de la femme de pouvoir.

Causes culturelles ou poids des traditions, le fait est que, au Venezuela, la question de la condition de la femme a engendré jusqu'à maintenant très peu de revendications propres. Ce qui a rendu le mouvement des femmes plus vulnérable aux dynamiques

politiques traditionnelles.

Un exemple significatif. Nous avons une loi dont deux articles très importants ont été supprimés par le régime chaviste. Selon un des articles, lorsqu'une femme était agressée sur son lieu de vie par son mari ou son compagnon, celui-ci, après avoir été détenu était interdit de revenir au foyer pendant 72 heures. Cet article a été effacé de la loi. Un autre article supprimé a pour conséquence que si le foyer appartient à l'homme, la femme et les enfants doivent quitter le foyer en cas de séparation. Voilà ce qui montre bien la fragilité des revendications des femmes dans le moment actuel.

Au Venezuela, la question de la contraception n'est pas taboue. Même si c'est un pays très religieux, et on sait combien la religion pèse sur cette question. Les contraceptifs sont en vente libre, on les distribue dans les écoles et la pilule du lendemain est accessible. Il y a plusieurs types de pilules, certaines ne sont pas trop chères et relativement accessibles aux jeunes. Par contre, l'avortement n'est pas autorisé. Seul l'avortement spontané est reconnu. Il y a pourtant le grave problème de la maternité des très jeunes femmes. Je le vois plutôt comme un problème culturel. La maternité, ici, reste le facteur primordial qui fait que la femme se sent femme. Un couple comme nous, dans la trentaine, sans avoir des enfants est un fait rarissime. Tout le monde te critique et la plupart des gens considèrent que c'est la preuve que nous ne sommes pas tout à fait normaux. Ici, la maternité est un thème fondamental. Dans les classes sociales plus pauvres, la maternité est vécue comme un moyen de s'en sortir. Grâce à la maternité, les jeunes filles peuvent quitter leur foyer, souvent des lieux de répression et de violence contre les femmes, et recommencer leur vie ailleurs. Mais, bien sûr, la violence se reproduit dans la nouvelle situation, rien ne change et la revendication d'un changement de la condition de la femme reste à la traîne. Cependant, les femmes ne le voient pas ainsi, la maternité est pour elles un moyen de commencer quelque chose de nouveau. C'est une contradiction qui nous semble évidente, mais qui ne l'est pas pour les jeunes mères.

La découverte des idées libertaires

Charles Reeve: Comment êtes-vous arrivés aux idées libertaires ?

Isabel: J'ai étudié la sociologie et je me suis engagée dans une coopérative éditoriale liée à l'université. J'étais de gauche. Je viens d'un milieu de culture social-démocrate mais il y avait beaucoup de choses qui ne me plaisaient pas chez les marxistes-léninistes ou chez les trotskystes. Alors je me suis rapprochée des jeunes anarchistes. La lecture de Camus m'a aussi influencée.

Miguel: Pour moi le moment crucial a été la rencontre avec un vieil anarchiste espagnol qui vivait dans ma petite ville. Jeune, je voyais en Guevara un don Quichotte héroïque, mais je ne

comprenais pas pourquoi mon héros s'était impliqué dans un projet politique et social qui intégrait l'Union soviétique, empire qui avait fait des horreurs en Afghanistan, qui dominait d'autres pays. Lorsque j'ai connu les idées anarchistes, j'ai découvert qu'elles répondaient à mes questions. J'ai été séduit. C'est alors que j'ai connu ce vieil anarchiste qui vivait à une heure de chez moi, dans une petite ville agricole, Nirgua. Il a commencé à me passer de la littérature. Ce vieil anarchiste a été, au Venezuela, la première personne qui a produit des livres piratés. Pas pour faire de l'argent mais pour les rendre accessibles au plus grand nombre. En le fréquentant, j'ai apprécié son éthique, sa façon de vivre, sa cohérence. Les marxistes que je connaissais avaient une idée claire de la révolution mais, dans le quotidien, ils se comportaient d'une façon qui me déplaisait. Ils avaient une double vie, la militance et la vie de tous les jours. Il y avait une séparation. Ensuite j'ai beaucoup lu et, une fois à Caracas, je suis entré en contact avec le petit milieu anarchiste. J'ai aussi connu deux anciens de la CNT ibérique, exilés de la guerre civile, qui vivaient à Caracas et avec qui j'ai établi une intense relation affective. Depuis, l'un d'eux est mort et seul Antonio Serrano reste avec nous. Le vieux camarade de ma petite ville est toujours vivant et, il y a quelques années, nous avons organisé chez lui une rencontre de jeunes anarchistes. L'anarchisme au Venezuela est un anarchisme qui n'a pas de véritables racines historiques. Cela rend le milieu moins dogmatique.

Charles Reeve: Parlons un peu de votre journal, *El Libertario*.

Miguel: Au début ça n'a pas été facile. Nous faisons partie du milieu de gauche. Cela allait des organisations de droits humains aux écologistes. Avec l'avènement du chavisme, les choses se sont vite polarisées et la quasi-totalité de ces organisations se sont intégrées au chavisme. Pas nous ! Les premières années ont été terribles. On s'est retrouvés complètement isolés. Après 2002, faire une critique du régime relevait d'un acte de courage. En éditant notre petit journal, qui tirait à 1 500 exemplaires, j'ai perdu 90 % de mes amis, soit parce qu'ils étaient chavistes ou soit parce qu'ils étaient antichavistes. Plus personne ne me parlait ! Si on critiquait l'opposition, on nous prenait pour des chavistes, si on critiquait le chavisme, on nous traitait de membres de l'opposition. Et si tu critiquais l'Etat, on t'accusait d'être un agent de l'impérialisme, intellectuel petit bourgeois et ainsi de suite... Comme nous étions accablés de critiques et de rejets, nous avons été forcés d'affiner nos arguments. On est allés au-delà de la critique théorique et on a commencé à faire une analyse des situations concrètes.

Isabel: Ceux qui nous critiquaient n'étaient pas très constructifs. Ils ne discutaient pas nos arguments et nos idées. C'était toujours sur le plan du rejet personnel, générant une rupture affective. On se sentait très isolés.

Miguel: Après la tentative du coup d'Etat contre Chavez, en 2002, nous avons été directement menacés de mort. Tout cela parce

que nous avons diffusé un communiqué où l'on avait écrit, «Ni Chavez, ni Carmona, pour l'autogestion et la vie !» Certains sont allés jusqu'à à dire que *El Libertario* avait appuyé le coup d'Etat ! Aujourd'hui la situation a changé. Les lecteurs d'*El Libertario* dépassent certainement notre propre milieu. Le journal est lu aussi par des gens de gauche qui sont à la recherche d'une alternative. On tire à 2 500 exemplaires tous les deux mois, dont 60 % partent en vente directe. Notre page web (www.nodo50.org/ellibertario) est aussi très visitée. On est toujours là, on continue !

Notes (de Marco Geoffroy)

(1) Le quartier 23 de Enero a été le premier quartier HLM construit à Caracas. Il se trouve en hauteur et à un jet de pierre du palais présidentiel, tout près du centre administratif de la capitale. Ce quartier, très populaire et symbolique a été, depuis 50 ans, un haut lieu de contestation et d'affrontements avec les forces de l'ordre. L'action de ses habitants a contribué de façon décisive à la chute de la dernière dictature, le 23 janvier 1958... d'où son nom. Depuis, on y remarque une forte présence de groupes politiques de gauche et d'extrême gauche, de groupes culturels et d'associations diverses de vie de quartier.

(2) Eduardo Rothe est l'auteur, entre autres, du texte «La conquête de l'espace dans le temps et le pouvoir», Internationale Situationniste, n° 12, septembre 1969, pp. 80-81. La revue du groupe gauchiste électoraliste Les Alternatifs, «Rouge et Vert: le journal des Alternatifs», publie une interview de Eduardo Rothe (n°222, 15 avril 2005) où celui-ci justifie ses positions actuelles (version anglaise:<http://www.notbored.org/rothe-interview.html>)

(3) Une guarimba est une planque et, par extension, une réunion clandestine de «malfaiteurs». Dans le langage chaviste, le terme guarimbero s'applique à tous ceux qui, pour une raison ou une autre, protestent bruyamment contre la situation. En les traitant de la sorte, on sous-entend qu'il s'agit d'éléments subversifs déguisés en honnêtes citoyens, ou encore d'individus manipulés par l'opposition.

(4) A la suite du coup d'Etat manqué d'avril 2002, le gouvernement de Chavez a lancé le programme des misiones («missions»). Il s'agit de programmes de grande envergure ciblés sur l'amélioration de divers aspects de la vie sociale des couches les plus défavorisées, en particulier dans le domaine de la santé, l'éducation et l'alimentation. Ces misiones sont organisées et directement financées par l'entreprise pétrolière d'Etat, PDVSA. Elles fonctionnent hors du contrôle des services des ministères correspondants et ne sont soumises, même formellement, à aucun contrôle parlementaire.

(5) La mision Barrio Adentro («mission au cœur du quartier») est la mission destinée à augmenter la présence médicale dans les quartiers pauvres ou à la campagne (médecine préventive). Cette

mission se base, entre autres, sur des Centres de santé, en fait des dispensaires d'accès gratuit avec une permanence de médecins qui sont hébergés dans le quartier. La grande majorité de ces médecins sont des Cubains (plus de 20 000) mis à la disposition du gouvernement de Chavez par l'Etat cubain, lequel reçoit en contrepartie du pétrole. Un nombre indéterminé de ces médecins a depuis disparu dans la nature... certains ayant trouvé refuge en Colombie. Un modèle particulier d'habitat a été conçu dans le but d'abriter sous un même toit le cabinet médical et le logement du/des médecins. Plusieurs milliers de ces bâtiments ont vu le jour au sein des quartiers des grandes villes.

Note de *Ni patrie ni frontières*

Pérez, Carlos Andrés (1922-): Homme politique vénézuélien. Militant d'Acción Democrática, version locale de la social-démocratie. Elu président de la République (1974-79), il nationalise l'industrie sidérurgique et celle du pétrole. Réélu président (1989-94). En 1989, il ordonne de réprimer sauvagement la population de Caracas qui manifeste contre l'augmentation des prix de l'essence et des transports, répression qui occasionne des centaines de morts. Le massacre est connu sous le nom de «*caracazo*». En 1992, il doit faire face à deux coups d'Etat ratés (dont celui de Chavez).

La corruption de ce politicien est tellement flagrante que la Cour suprême de justice entame des poursuites contre lui en mai 1993. Condamné à deux ans et quatre mois de prison en mai 1996 pour avoir détourné 17 millions de dollars de fonds publics (secrets), utilisés pour des campagnes électorales au Venezuela et la protection de la présidente du Nicaragua, Violeta Chamorro. A effectué toute sa peine.... à son domicile (!?) jusqu'en septembre 1996. Surnommé le «*Cha-cha-cha*» dans les années 80 parce que les Vénézuéliens considéraient déjà qu'il avait volé trois fois plus d'argent que le Shah d'Iran !

Tibet: lutte contre le colonialisme chinois

Lettre de Mouvement communiste n°28 – Mai 2008

Un mouvement qui vient de loin

«C'est une tache dans l'histoire de la Birmanie. À l'intérieur de la Birmanie, maintenant, beaucoup d'étudiants et de personnes sont en train d'organiser la prochaine étape contre le SPDC – l'acronyme pour le gouvernement militaire –, je pense que cela se passera en même temps que les Jeux Olympiques en Chine, poursuit-il, en référence aux Jeux de 2008 à Pékin. C'est mon opinion personnelle.»

Devançant les prédictions d'Ashin Kovidia, l'un des leaders des jeunes moines birmans qui ont défié la junte militaire au pouvoir en août et septembre 2007 (voir la Lettre de Mouvement communiste n°27), les luttes contre l'oppression en Asie du Sud-Est ont repris mais le flambeau a été transmis aux Tibétains.

Si elle n'est pas sans rappeler les émeutes népalaises de 2006 et le soulèvement démocratique en Birmanie pendant l'été 2007, l'agitation au Tibet, qui a débuté par des marches pacifiques de moines avant de se muer en émeutes le vendredi 14 mars, a une grande spécificité: le facteur nationaliste et religieux, conséquence de l'invasion du Tibet en 1950, puis de sa colonisation par l'Etat chinois.

Selon la presse chinoise pas moins de 30 000 personnes ont participé à près de 100 «incidents de masse», pour reprendre l'expression consacrée pour désigner en Chine les diverses manifestations de protestation. Comme le note Wang Lixiong, un universitaire chinois spécialiste de la question tibétaine, *«les derniers troubles majeurs au Tibet en 1987 et les émeutes de 1989, quand la loi martiale avait été imposée, avaient été limités à Lhassa et ne concernaient que des moines, des intellectuels et des étudiants... Aujourd'hui toutes les catégories de Tibétains ont participé aux troubles».*

Aux revendications politiques (en vrac: autonomie ou indépendance du Tibet, libertés politiques, culturelles et religieuses, respect de l'environnement, fin des discriminations, en particulier à l'emploi) se mêle aussi un fort ressentiment anti-Han et anti-Hui; ces deux groupes ethniques étant considérés comme des envahisseurs.

Exploitant cet aspect, l'Etat chinois fait tout son possible afin de faire passer ce mouvement pour un pur produit nationaliste sécessionniste, dirigé en sous-main par le Dalai Lama, non seulement pour répondre aux critiques internationales mais surtout

pour empêcher toute velléité d'identification avec les luttes au Tibet pour l'ensemble des opprimés de Chine.

Mais les événements du Tibet ne sont que le produit d'une situation qui dure depuis 58 ans. L'occupation chinoise a débuté un an après la fondation de la République populaire de Chine. Les troupes chinoises entrent dans Lhassa en octobre 1950. Les 5 000 hommes de l'armée tibétaine ne purent résister aux dizaines de milliers de soldats chinois (entre 40 et 80 000 soldats) mais un mouvement de résistance se développa dans le Kham et l'Amdo.

En septembre 1951, «l'accord de libération pacifique du Tibet», extorqué par le pouvoir chinois, permet à la Chine de se réapproprier officiellement le royaume himalayen. En 1954, le Dalai Lama, (le chef spirituel et temporel des Tibétains) signe la Constitution chinoise qui proclame que le Tibet fait partie intégrante de la Chine.

Mais entre 1955 et 1959 des soulèvements réguliers éclatent dans l'est du Tibet (le Kham et l'Amdo) organisés par les khampas, tribus guerrières de cavaliers, pour atteindre Lhassa et culminer dans la révolte de mars 1959. Il y aura des milliers de victimes. Les réfugiés se dirigent vers le Népal et l'Inde. Le quatorzième Dalai-lama fuit en Inde, en mars 1959, et forme un gouvernement en exil à Dharamsala. En 1965, Pékin crée la Région autonome du Tibet (RAT). Entre 1966 et 1968, pendant la Révolution culturelle, de nombreux monastères sont détruits et les religieux persécutés.

À partir de 1978, la Chine offre la possibilité au Dalai Lama de revenir au Tibet, une offre renouvelée maintes fois. Entre 1978 et 1983, le Dalai Lama est autorisé à envoyer quatre missions d'enquête au Tibet et des délégations politiques tibétaines se rendent à Pékin. Les droits à l'exercice de la religion sont rétablis en 1980. En 1983, la Chine exclut que le chef spirituel tibétain puisse obtenir un poste de responsabilité au Tibet après son retour. En 1986, les négociations sur le retour du Dalai Lama achoppent sur le fait que l'État chinois exige qu'il réside à Pékin. En 1987 et 1988, des manifestations antichinoises à Lhassa sont durement réprimées.

En juin 1988, le Dalai Lama propose une autonomie interne, proposition restée sans suite. En mars 1989, Pékin impose la loi martiale à Lhassa après trois jours d'émeutes anti-chinoises qui font plusieurs dizaines de victimes. En octobre de la même année: le Dalai Lama obtient le Prix Nobel de la Paix.

En 1990, il préconise la création d'une confédération sino-tibétaine, abandonnant ainsi ses revendications indépendantistes. À partir de 1992, le Tibet s'ouvre au monde extérieur pour promouvoir son économie. En 1996, le Dalai Lama propose des négociations sans conditions sur l'avenir du Tibet, mais Pékin oppose la reconnaissance au préalable de la souveraineté chinoise sur le Tibet.

En 1997, Jiang Zemin demande au Dalai Lama de déclarer que le Tibet a toujours été une «partie inaliénable de la Chine» et en fait une condition à un dialogue, rejetée par le Dalai Lama. En mars

1998, le Dalai Lama accuse la Chine de «génocide culturel», à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement de 1959. En mars 1999, les autorités chinoises, par le biais de l'agence Chine nouvelle, lancent des attaques contre le Dalai Lama, l'accusant d'être le responsable des troubles au Tibet.

L'État chinois a proposé le 25 avril 2008 de reprendre le dialogue avec le Dalai Lama. Les derniers contacts remontent à juin-juillet 2007. L'annonce du 25 avril serait encore un coup tordu. Pour Brian Bridges, professeur de sciences politiques à l'université Lingnan de Hong Kong, «c'est peut-être soit juste une rencontre pour tâter le terrain (...) soit du théâtre politique pour réduire la pression internationale».

Chronologie des luttes au Tibet

depuis le 10 mars 2008

- Avertissement: les inconnues restent nombreuses et la politique de black-out du gouvernement chinois n'y est pas étrangère. Les rumeurs de part et d'autre en sont une conséquence. L'omission de faits et une retranscription déformée, indépendante de notre volonté, devraient être considérées, une fois de plus, de la responsabilité du gouvernement chinois.

02 mars

La chanteuse islandaise Björk déchaîne les critiques des autorités chinoises après avoir crié «Tibet, Tibet!» à la fin de sa chanson «*Declare independence*» dans un concert à Shanghai.

10 mars

Une date sensible car c'est l'anniversaire du soulèvement de Lhassa en 1959.

Plusieurs centaines de moines sortent en défilé à l'aube d'un grand monastère à huit kilomètres de Lhassa. Une seule revendication, la libération de ceux qui avaient été emprisonnés en octobre 2007 pour avoir célébré, en repeignant en blanc les murs du monastère, la remise par Bush au Dalai Lama de la médaille d'or du Congrès. Les moines marchent jusqu'à un barrage, s'assoient et restent ainsi pendant plusieurs heures, puis se dispersent. Le soir, nouvelle manifestation de moines et d'étudiants en centre ville, des manifestants sont embarqués par la police.

11 mars

Nouvelle manifestation des moines rejoints par d'autres en provenance d'un monastère proche. Ils brandissent des drapeaux tibétains et la police les disperse en fin de matinée, à coups de matraques et de lacrymogènes.

12 mars

Rumeurs de deux suicides de moines et de grève de la faim dans

un monastère où des moines seraient battus par la police. Le quartier tibétain de Lhassa est quadrillé par la police.

14 mars

Les moines d'un nouveau temple partent manifester en fin de matinée mais ils sont bloqués par la police. Les moines refusent de bouger, la police les attaque, des passants réagissent, lancent des pierres et mettent le feu à un véhicule. C'est l'émeute, la foule se rue dans l'artère principale de Lhassa, la «route de Pékin» et se répand dans les ruelles de la vieille ville. Les émeutiers religieux et laïques caillassent les camions de la police, attaquent l'agence de presse Chine nouvelle, les bâtiments de la sécurité publique, un complexe commercial, des grands magasins et font brûler la porte d'une mosquée. Ils attaquent également les sièges de la Bank of China et de China Telecom. Par contre, les établissements étrangers, hôtels et restaurants principalement, sont ignorés.

Des barricades bloquent les camions des pompiers et de la police. Les commerçants chinois de la vieille ville avaient sûrement bien compris la situation, selon le correspondant de *The Economist* – le seul journaliste présent, par hasard, pendant les émeutes –, et beaucoup avaient fui après avoir descendu le rideau de fer devant leurs boutiques. L'autorisation de la visite de ce journaliste souligne, par ailleurs, l'incompréhension des autorités devant la gravité de la situation.

La foule s'en prend aux boutiques tenues par les Han et les Hui (musulmans qui détiennent une position importante dans le commerce de la viande) et aux taxis qui, à Lhassa, appartiennent surtout aux Han. Les magasins sont pillés et les marchandises entassées au milieu de la rue sont transformées en feu de joie. Quelques cris: «Vive le Dalaï Lama!» et «Libérez le Tibet!»

Pendant plusieurs heures la police n'intervient pas. Les autorités vont annoncer treize victimes, la plupart des boutiquiers et leurs familles réfugiés au-dessus de leurs magasins et morts dans les incendies. Les boutiques appartenant à des Tibétains et réparables à des écharpes blanches, sont épargnées. Les Tibétains marchent sur un vrai tapis de marchandises diverses, alimentaires ou autres, y compris des billets de banque. Durant la nuit les autorités envoient des camions de pompiers accompagnés par des véhicules blindés de la police pour éteindre les incendies les plus importants.

15 mars

À l'aube, le quartier tibétain est isolé par la police mais les pillages se poursuivent à l'intérieur. Les troupes paramilitaires vont dégager les ruelles, à coups de gaz lacrymogène et sans hésiter à tirer à balles réelles. Les troupes progressent également sur les toits pour dégager les terrasses qui surplombent les rues.

S'il n'y a officiellement que 105 «émeutiers» qui se sont rendus à la police, le niveau de répression est loin des sommets de Tienanmen en 1989. Le bilan total sera estimé à plusieurs dizaines de morts, 140 selon le gouvernement tibétain en exil, un bilan mesuré par rapport

aux standards habituels du gouvernement chinois, commente le journaliste britannique.

Dans les jours qui suivent, les manifestations vont se multiplier dans les provinces proches où vivent d'importantes populations tibétaines. Des incidents vont éclater dans une cinquantaine de villes.

16 mars

Dans le Qinghai, 100 moines défient l'interdiction de sortir de leur monastère de Rongwo à Tongren et allument des feux d'artifices et brûlent de l'encens.

Dans le Gansu, plus de 100 étudiants protestent devant une université à Lanzhou.

Un couvre-feu est imposé dans la ville de Xiahe après la dispersion à coups de gaz lacrymogènes d'une manifestation de 1000 personnes, dont des moines venant du monastère de Labrang.

21 mars,

Des Tibétains supposent que la police a tué plusieurs manifestants. Des coups de feu ont été entendus par plusieurs touristes occidentaux. La police reconnaît avoir blessé par balles des manifestants.

24 mars

Dans la préfecture de Garze, dans le Sichuan, la police a ouvert le feu contre des manifestants tibétains. Selon la police, un policier aurait été tué et plusieurs autres blessés à coups de pierres et de couteaux.

25 mars

Dans la préfecture de Xinghai, dans le Qinghai, plusieurs centaines de manifestants font un sit-in après avoir été empêchés de manifester par la police.

30 mars

Un groupe de journalistes étrangers est autorisé à visiter Lhassa, mais sous la surveillance des autorités. Alors que celles-ci vantent l'harmonie retrouvée, un groupe d'une trentaine de jeunes moines du monastère de Jokhang intervient au cri de «Le Tibet n'est pas libre, le Tibet n'est pas libre». Interrogé par les journalistes, un émeutier pris par la police expliquera par l'intermédiaire d'un interprète officiel qu'il regrette ses actes. Mais sa version du déclenchement des émeutes contredit celle des autorités. «Ce n'était pas organisé, cela s'est passé soudainement», affirme-t-il.

09 avril

Des moines perturbent un voyage organisé par les autorités chinoises dans la ville de Xiahe dans le Gansu. Ils accusent les autorités de les priver de leurs droits de l'homme et agitent un drapeau tibétain.

Colonialisme chinois et nationalisme tibétain

L'enjeu du point de vue chinois

Beaucoup a été dit et écrit sur l'enjeu que représenterait pour l'État chinois ce vaste territoire désertique. D'un point de vue géostratégique, le contrôle du toit du monde et des sources des grands fleuves qui irriguent une partie de la région est problématique. L'État chinois a dans ses cartons un projet de détournement d'une partie des eaux du Yang-Tsê Kiang vers des régions qui souffrent d'une pénurie d'eau, mais ce projet délirant semble encore peu crédible. Quant à détourner l'eau qui arrose l'Inde, le Pakistan ou le Vietnam, cela équivaldrait à une déclaration de guerre.

De plus, si les richesses minières du Tibet ne sont pas négligeables, elles ne justifient pas l'occupation chinoise; elles resteraient en effet accessibles dans le cadre d'une autonomie du Tibet. L'immigration de Chinois pauvres vers le Tibet ne peut que marginalement diminuer la pression démographique qui s'exerce sur leurs provinces d'origine.

Restent deux raisons majeures.

Digne héritier des dynasties précédentes, dont il récupère les conceptions territoriales, le Parti communiste chinois (PCC) considère que le Tibet fait partie intégrante du territoire chinois. Il ne voit donc aucune raison de faire de compromis d'autant que, comme à ses débuts, il s'appuie sur l'idéologie nationaliste, ayant totalement abandonné ses prétentions égalitaires.

Enfin, défié par des poussées autonomistes ou nationalistes, principalement chez les Ouïgours du Xinjiang et dans une moindre mesure chez les Mongols de Mongolie intérieure, il considère qu'un compromis avec les Tibétains affaiblirait ses positions dans les autres territoires autonomes.

La situation économique coloniale du Tibet aujourd'hui

Malgré les milliards de dollars investis au Tibet par l'État chinois, la province autonome demeure la plus pauvre des provinces chinoises. Si le Tibet dispose de richesses minières non exploitées – les plus importants gisements de chrome et la troisième mine de cuivre de l'empire chinois –, le revenu moyen n'est que de 400 dollars par an selon ses statistiques officielles.

Par contre, le revenu urbain moyen est de 1 300 dollars et celui des 5 % les plus riches de 2 500 dollars. Malgré une progression du PIB encore plus rapide qu'en Chine – l'économie tibétaine a doublé entre 2000 et 2005 –, ce développement n'a guère amélioré la situation de la grande majorité de la population locale, composée majoritairement d'éleveurs.

En 2004, 64 % des Tibétains travaillaient dans l'agriculture. Leurs principales activités sont l'élevage de yaks, de moutons, de chèvres et diverses fabrications liées au pastoralisme, lait, beurre, fromage,

laine et viande.

Les prairies couvrent environ 68 % des 1,22 millions de km² de la RAT. De même la moitié de la province de Qinghai et de vastes étendues du Sichuan et du Gansu. Selon les chiffres officiels, il y avait globalement 148 000 familles de nomades, soit environ 800 000 personnes. Parmi eux, pas moins de 100 000 familles, soit 540 000 individus, ont été sédentarisés.

La cueillette du *Cordyceps sinensis* (caterpillar fungus) représente un complément important aux revenus des ruraux. Une famille peut gagner jusqu'à 400 dollars en une saison. Jusqu'à 30 % des revenus d'une famille pastorale viennent des champignons médicinaux. La lutte pour le contrôle des zones où poussent les champignons provoque des batailles sanglantes entre villages et ethnies.

Pour le secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC) dans la RAT, Zhang Qingli, cette politique de sédentarisation des nomades est essentielle pour aider au développement économique, et pour contrer l'influence du Dalaï Lama. Pour ce faire, des barbelés, que les éleveurs ont dû payer, ont été érigés sur les prairies. Son raisonnement est simple: si les nomades restent à l'écart de l'influence de l'Etat, il sera plus difficile de les intégrer et ils garderont leurs croyances.

Le nouveau modèle intensif de production de viande ne nécessite plus les migrations des troupeaux qui sont concentrés dans des étables, proches des centres urbains, et nourris avec des tourteaux d'oléagineux ou des céréales. La force de travail fournie par les pasteurs devient inutile et ils sont supposés être prêts à accepter leur transfert vers des emplois urbains peu rémunérés qu'ils refusaient jusqu'à présent. Les vastes prairies, qui étaient considérées comme vides par les bureaucrates chinois, le deviennent de fait.

Une mission d'exploration du plateau tibétain menée pendant 7 ans par un millier de géologues a identifié une quinzaine de gisements de cuivre, de nombreux gisements de chrome, de zinc et de plomb et un gisement de 500 millions de tonnes de minerai de fer. Confronté à la nécessité d'importer les trois quarts de ses besoins en concentré de cuivre, l'exploitation des ressources du Tibet pourrait contribuer à 25 % de la production globale chinoise, mais sans pour autant modifier la forte dépendance de la Chine vis-à-vis de ses importations de cuivre. Mais pas avant 5 à 10 ans en raison des difficultés liées tant à l'altitude qu'aux infrastructures concernant l'énergie et le transport. Le minerai de fer est également attractif pour un pays qui importe au prix fort la moitié de ce que consomment ses aciéries.

Peu de Tibétains travaillent dans les mines et moins de 10 % des 100 000 travailleurs qui ont construit la ligne de chemin de fer étaient tibétains. L'entreprise minière canadienne Continental Minerals comprend un tiers de Tibétains parmi les salariés travaillant sur ses gisements au Tibet.

Le chemin de fer Qinghai-Tibet

La ligne Qinghai Tibet qui relie Golmud à Lhassa, dont les travaux de construction ont duré de 2001 à 2006, collectionne les records. Cette ligne longue de 1 142 km a 80 % de sa longueur se trouvant à une altitude supérieure ou égale à 4 000 mètres, et plus de 50 % est construite en terrain gelé en permanence.

Elle culmine à 5068 mètres d'altitude, ce qui en fait la ligne la plus haute du monde.

Les voitures de voyageurs sont pressurisées comme des avions. Le contrat pour la fourniture de ces 361 voitures a été attribué à Bombardier et celui des 78 locomotives à General Electric.

Au-delà de l'exploit technique, et du trafic voyageur lié au tourisme, cette ligne affirme la volonté du pouvoir central chinois de relier la province autonome du Tibet au reste de la Chine, mais aussi d'y pouvoir transporter rapidement des forces militaires pour pallier d'éventuels troubles (la ligne peut être parcourue en 12 heures).

La faiblesse du capitalisme privé dans la RAT est soulignée par des salaires représentant les deux tiers du PIB de la RAT. Si, dans les autres régions de la Chine, une classe bourgeoise classique, qui possède les moyens de production, est active et contrôle une part importante de l'économie à côté de l'Etat, il n'en est pas de même au Tibet où le secteur public est hypertrophié.

La plupart de ces salariés sont employés par l'administration et par le PCC. Les employés de l'Etat bénéficient d'un statut garanti et ont des salaires largement supérieurs à ceux des autres travailleurs. Leurs revenus qui étaient supérieurs de 50 % en 1998, atteignent en 2002 le double des revenus des autres catégories. Supérieurs aussi à ceux des autres régions, au Tibet, les salaires des employés de l'Etat sont au niveau de ceux de Pékin ou de Shanghai. Ces avantages ont été accrus par l'Etat chinois pour soutenir son mouvement de redéploiement vers l'ouest du pays. Cependant, comme la plupart des Tibétains, une partie importante des immigrés Han ou Hui, qui travaillent dans les secteurs informels, ne bénéficient pas de ces hauts salaires.

Les investissements induits par l'Etat concernent massivement des grands travaux d'infrastructure qui ont servi à désenclaver le Tibet pour mieux l'inclure dans l'empire chinois. En particulier, l'Etat a fait construire la voie ferrée qui relie, depuis 2006, Lhassa à Qinghai et au réseau ferré chinois. Celle-ci et un nouveau réseau d'autoroutes ont permis l'immigration massive de Han venus de l'intérieur de la Chine. Cette politique de développement du Tibet et d'autres provinces de l'intérieur est organisée sous la direction du président chinois Hu Jintao, ancien responsable du PCC au Tibet et

organisateur de la répression du mouvement tibétain en 1989. Par contre, les investissements étrangers sont insignifiants, 15 millions de dollars en 2007, contre 82 milliards pour l'ensemble de la Chine.

En 2005, pas plus de 6 % des investissements au Tibet étaient consacrés à l'éducation (en 2004, 44 % de la population locale est pourtant illettrée alors que 40 % n'a suivi qu'un enseignement primaire) alors que l'administration locale et le Parti recevaient 13 %. Si une minorité de Tibétains a intégré l'administration provinciale en devenant cadres, administrateurs ou fonctionnaires, la grande majorité n'a guère vu sa situation changer suite au programme de développement de la province. L'explosion du tourisme, 4 millions de visiteurs en 2007, ne leur a pas profité, bien au contraire.

Paradoxalement, selon Andrew Martin Fisher, chercheur à la London School of Economics, bien que le niveau de vie des ruraux du Tibet soit parmi les plus bas de Chine, ils font partie de ceux qui disposent des moyens les plus importants (usage de la terre et propriété des troupeaux). Ce qui pourrait expliquer une réticence plus importante qu'ailleurs à immigrer en ville pour y occuper des emplois peu rémunérés.

Cette réticence est renforcée par leur mode de vie communautaire auquel ils ne veulent pas renoncer et qui, malgré les tentatives de sédentarisation forcée, leur permet de résister.

Si la situation des Tibétains s'est un peu améliorée, le développement des inégalités, à l'image de ce qui se passe dans les autres régions chinoises, attise les ressentiments.

Les émeutes ont également révélé la violente séparation entre la majorité de la population tibétaine et la minorité qui participe à l'administration coloniale. Ces derniers comptent plusieurs dizaines de milliers de responsables religieux, de petits et moyens patrons, d'administrateurs provinciaux et même d'enseignants et de travailleurs de la santé. Contrairement aux petits boutiquiers tibétains, ils n'ont pas été systématiquement épargnés durant les jours d'émeutes. Dispensaires, cliniques et écoles ont été attaqués bien que leurs salariés fussent Tibétains. Ces derniers, s'ils ont échappé à un sort plus dur, ont cependant été rudoyés par la foule en colère.

Cette situation, sans équivalent dans les autres provinces chinoises, traduit une politique de colonisation classique et de déplacement de populations pauvres vers des territoires considérés inhabités.

Immigrés ou colons ?

L'autre versant de la politique d'intégration du Tibet au reste de la Chine est l'arrivée massive d'immigrants chinois qui sont aujourd'hui 300 000 contre 158 000 en 2000, pour 2,8 millions (contre 2,4 millions en 2000) d'habitants de la province. Concentrés dans les villes, ils représentent près de 40 % de la population de Lhassa, ville de 200 000 habitants. Disposant de petits capitaux, ils

ont pris une importance considérable dans le commerce de détail. Pour encourager leur venue, le gouvernement a multiplié les aides, les déductions fiscales pour les commerçants et les entrepreneurs, les bourses pour les étudiants et la solde a été multipliée par 2,5 pour les militaires.

Ils ont également intégré massivement les emplois qualifiés et administratifs pour lesquels la connaissance du mandarin (obligatoire et nécessaire pour occuper de nombreux nouveaux emplois) est le facteur discriminant majeur contre la majorité des Tibétains qui ne maîtrisent pas cette langue. Même pour les emplois peu qualifiés du tourisme, la connaissance du mandarin est nécessaire.

Une mesure technique qui n'est pas à priori discriminatoire, puisque la grosse majorité des visiteurs sont des Chinois. Les migrants ruraux chinois de l'intérieur ont un niveau d'éducation supérieur à celui des Tibétains urbains. Ils ont accès plus facilement à des financements pour lancer de petites entreprises. Par exemple, ils dominent la nouvelle industrie des taxis qui n'existait pas au milieu des années 1990.

Censé intégrer les travailleurs tibétains en améliorant leur niveau de vie, le programme d'investissement améliore avant tout le sort des «colons chinois» venus dans la province pour échapper à la misère. Plus motivés par des considérations économiques que par une volonté coloniale, beaucoup vont confier qu'ils envisagent de quitter le Tibet suite aux émeutes. Le gouvernement va indemniser les familles des 18 morts chinois pendant les émeutes à hauteur de 28 500 dollars et va distribuer des billets de train gratuits pour leur permettre de retourner provisoirement ou définitivement au pays.

En fait, les Hans sont dans la même situation que celle des Russes, ouvriers, techniciens et ingénieurs, ayant émigré dans les Pays Baltes et d'autres régions de l'ex-URSS, après 1945. Ils ne sont pas des colons mais des prolétaires qui viennent chercher des meilleures conditions de travail. Mais ils ne peuvent ignorer, non pas qu'ils viennent «prendre le pain des Tibétains», compte tenu de leurs qualifications, mais qu'ils sont dans un pays dominé, occupé militairement et où ils bénéficient d'avantages matériels (et du fait d'utiliser leur propre langue et pas celle des autochtones) et qu'ils sont de facto perçus par les Tibétains comme l'avant-garde (certes minoritaire aujourd'hui) de leur acculturation forcée.

L'opposition organisée à l'occupation coloniale chinoise

Le Dalai Lama

Ayant fui la Chine en 1959, Tenzin Gyatso, le quatorzième Dalai Lama, est encore, à 72 ans, la figure principale de l'opposition tibétaine à l'Etat chinois. Bien qu'étant le dernier plus haut représentant de la théocratie féodale qui dominait le Tibet avant

l'invasion des troupes chinoises, celui-ci semble rapidement avoir eu comme objectif la création d'un mouvement démocrate au sein de la diaspora tibétaine en exil.

C'est un cas assez particulier, puisqu'en l'absence de bourgeoisie réelle, ce mouvement est directement issu du clergé bouddhiste et prend sa forme la plus achevée, jusqu'à maintenant, dans la promulgation d'une Constitution en 1991 par une assemblée élue par les Tibétains en exil, et l'élection au suffrage «universel» d'un Premier ministre en 2001.

Ce dernier, Samdhong Rinpoche, est par ailleurs un moine comme le Dalai Lama; par défaut, les membres les plus influents viennent directement du haut clergé tibétain mais le mélange entre politique et religion se situe surtout au niveau du pacifisme de rigueur. Pour résumer grossièrement, le Dalai Lama est plus à rapprocher d'un Gandhi.

En effet, si ce dernier était un produit de la bourgeoisie indienne hindoue et jaïna, le Dalai Lama et Gandhi ont eu probablement une conception proche d'un Etat laïque. Différence majeure cependant, alors que Gandhi n'avait jamais remis en cause le système de castes, le Dalai Lama admettait que «le Tibet du passé, son système social et politique étaient sans conteste arriérés. [...] Quelques privilégiés exploitaient leurs sujets, ce qui est totalement injuste, y compris d'un point de vue bouddhiste».

Après avoir modéré avec finesse la question nationaliste qu'il laisse avec bienveillance aux jeunes Tibétains plus radicaux, le Dalai Lama, dans ses négociations avec le gouvernement chinois, place les enjeux sur un autre terrain et à un niveau plus haut: «En tant que moine bouddhiste, je ne fais pas de distinction entre Chinois, Tibétains, Indiens, Européens, Africains... Je serai toujours prêt et heureux de servir les Chinois spirituellement, en promouvant les valeurs humaines. Au moment du massacre de Tienanmen, je me suis fait la promesse d'accomplir, dès que les circonstances le permettront, une cérémonie de purification bouddhiste sur la place Tienanmen, de prier pour les milliers de personnes qui y sont mortes.»

En faisant référence à Tienanmen, il rappelle aux autorités chinoises que le problème tibétain n'est qu'un écho de celui qu'elles rencontrent dans toute la Chine, et se propose pour remplir, en Chine, le vide idéologique créé par l'abandon des prétentions révolutionnaires du PCC et donc de l'Etat. «C'est impensable que dans ce pays socialiste dirigé par un parti marxiste de telles choses se produisent. Il m'arrive de penser que je suis plus marxiste qu'eux. Un marxiste en robe bouddhiste. Je suis persuadé que la culture bouddhiste tibétaine, qui est une culture de la compassion, peut être d'un grand secours pour la République populaire de Chine.»

Une offre de services qui tombe à pic pour un Etat inquiet par la montée d'idéologies de type Falung Gong, et qui compte toujours plus sur les ONG pour pallier les carences de l'Etat social. Le compromis suggéré par le Lama n'est autre que la division classique

des rôles: à César (ici le parti-Etat) l'administration du Capital; à la religion, l'administration des âmes.

La jeunesse radicale et la diaspora tibétaine (en dehors de Chine)

Un autre acteur organisé dans l'opposition au gouvernement chinois est la jeunesse radicale tibétaine en exil. Basée principalement à Dharamsala, où se trouve le gouvernement tibétain en exil, sa présence est aussi importante au Népal, lieu de transit des exilés tibétains. Elle s'organise notamment autour d'ONG, comme le Congrès de la Jeunesse tibétaine (Tibetan Youth Congress, TYC), qui revendique plus de 30 000 membres et dont est issu en 1994 le Parti démocratique national du Tibet (National Democratic Party of Tibet, NDPT) sur les conseils du Dalai Lama. Créé en 1970 en présence de ce dernier, le TYC est depuis l'origine indépendantiste et reconnaît le Dalai Lama comme chef spirituel et temporel du Tibet.

En désaccord avec le Dalai Lama qui affirme avoir renoncé à l'indépendance du Tibet en échange d'une autonomie réelle au sein de la Chine, le TYC ne semble pas avoir changé de position sur ce sujet. Au contraire, celui-ci a formé avec quatre autres grandes ONG de Dharamsala, un «mouvement de résistance» qui ne se veut rien de moins que le «nouveau soulèvement du peuple tibétain au Tibet et en diaspora». Diaspora dont les jeunes qui n'ont, pour certains, jamais vécu au Tibet semblent pourtant les plus déçus par la «voie moyenne» choisie par le Dalai Lama et le gouvernement en exil.

Ainsi, Tenzin Tsundue, né dans le nord de l'Inde, ancien étudiant de Mumbai, poète reconnu en Inde et militant infatigable du Tibet libre, cauchemar des autorités indiennes qui redoutent ses actions spectaculaires lors des visites d'officiels chinois: «Je respecte Sa Sainteté, il est un bouddha et notre leader. Mais la liberté ne se mendie pas, elle se conquiert. On peut se battre pour l'indépendance avec des méthodes non violentes! Chez nous, la non-violence est malheureusement l'excuse de l'inaction», affirme-t-il.

A la tête de son ONG, Friends of Tibet, il est l'un de ceux qui ont entrepris une marche de six mois, d'environ 1 000 personnes, dans le nord de l'Inde jusqu'à la frontière du Tibet, indépendamment du gouvernement tibétain en exil qui y voit une action, certes énergique, mais «émotionnelle» et vouée à l'échec. Alors que le Dalai Lama et son gouvernement se sont fait les champions de la non-violence pour engager des négociations avec le gouvernement chinois, les jeunes exilés crient dans le même temps: «A bas Hu Jintao!»

Au Népal, à Katmandou, des centaines d'activistes n'ont pas hésité à s'affronter à la police avec jets de pierres contre gaz lacrymogènes. Comme en Birmanie, la hiérarchie religieuse est bousculée par des modes d'actions plus énergiques.

Mais, tandis qu'en Birmanie, une ligne de fracture bien nette s'était dessinée entre la haute hiérarchie bouddhiste et les jeunes moines alliés au peuple révolté, ces contradictions sont plus complexes comme le résume un jeune Tibétain de 26 ans, arrivé à l'âge de neuf ans en Inde: «Notre but est le même, nous avons besoin des deux côtés. Il [le Dalai Lama] est notre chef suprême mais nous n'avons pas besoin d'écouter tout ce qu'il raconte. C'est un moine bouddhiste. Nous sommes des hommes ordinaires.»

Il semble en être de même avec la diaspora tibétaine qui, en règle générale, joue sur ces deux tableaux. Retenons que tout en restant attachée au Dalai Lama et au bouddhisme, celle-ci ne milite pas pour un retour de la théocratie qui régissait le Tibet avant l'invasion chinoise. L'impression est que les radicaux tibétains sont nationalistes, le colonialisme chinois en étant une cause évidente, mais démocrates, peut-être influencés en cela par le modèle indien qu'ils sont nombreux à côtoyer.

Cependant ces aspects laissent très peu d'espace à l'expression de références à l'exploitation de classe et c'est probablement l'une des principales limites de ce mouvement, d'un point de vue strictement de classe mais aussi quant à ses chances de succès. Comme au Népal et en Birmanie, aucune forme organisée représentant les intérêts spécifiques des sans-réserves et des paysans pauvres tibétains n'a pu émerger.

Un nationalisme en alimente un autre, une impasse pour les opprimés tibétains et leurs alliés.

Deux blocs se dessinent, en Chine et dans le monde entier

Dans le monde entier, rares sont les gouvernements à ne pas prendre position à propos du Tibet. Exploitant l'incident, les gouvernements américain, allemand, français, polonais, slovaque, etc., se construisent à peu de frais une nouvelle image de défenseurs des droits de l'homme et de la démocratie, utilisant au mieux la vague de sympathie pour les Tibétains.

Sur le dos de ces derniers et de leurs sympathisants bouddhistes, le gouvernement américain a utilisé l'occasion pour marquer un point dans la guerre de propagande qu'il mène contre son homologue chinois. Mais aucun Etat ne prendra de sanctions économiques contre son partenaire chinois.

Aux côtés du gouvernement chinois, se sont rangés divers pourfendeurs de l'impérialisme américain. Hugo Chavez, le représentant de l'OPEP en Amérique et accessoirement égérie de l'anti-libéralisme, accuse les «Etats-Unis de diriger en sous-main les violences au Tibet afin d'affaiblir le régime chinois et de saboter les Jeux Olympiques de Pékin». De même, les maoïstes népalais «condamnent avec force les incidents qui mettent en danger la liberté et la souveraineté du peuple chinois», tout en étant confiants dans les capacités du gouvernement chinois à faire face à cette situation.

Parachevant son allégeance, le Parti maoïste népalais, qui a gagné

les élections à l'Assemblée constituante du Népal, ajoute que «le Parti soutiendra toujours le peuple chinois et restera à ses côtés».

Rappelons à ce propos que le 10 avril, pour le premier scrutin national depuis 1999, 60 % des 18 millions de Népalais ont désigné 601 députés. Les ex-maquisards du Parti communiste népalais maoïste (PCN-M) ont remporté 217 des 601 sièges au sein de l'Assemblée chargée de rédiger une nouvelle Constitution. D'après les observateurs, ces élections permettent surtout de consolider la paix conclue en novembre 2006 avec la guérilla maoïste (la «Guerre du peuple» a fait 1 000 morts en une douzaine d'années).

Les réfugiés tibétains (20 000 au Népal) se frottent à la police depuis le début des troubles au Tibet (manifestations devant l'ambassade de Chine et les bureaux des Nations unies à Katmandou). 500 arrestations auraient eu lieu le 17 avril. La Chine fait évidemment pression sur le Népal, et les autorités népalaises affirment qu'elles ne veulent pas de rassemblements contre un pays ami. Le triomphe électoral des ex-maquisards maoïstes doit y être pour quelque chose...

Dans la même veine, Xinhua, l'agence de presse officielle de l'Etat chinois, référence avec zèle la condamnation des émeutes et le soutien à son gouvernement par les régimes cubain, syrien, pakistanaï, russe, biélorusse, turc, mongol, serbe, cambodgien, vietnamien, fidjien, tonguien, etc.

L'extension des luttes en Chine, seule sortie de l'impasse nationaliste

Les Tibétains révoltés peuvent continuer à en appeler à la communauté internationale, ils ne seront que les jouets de la politique extérieure des uns et des autres, vrais ennemis et pseudo-alliés, sans beaucoup à y gagner.

En revanche, l'extension des heurts avec les autorités chinoises dans les autres provinces de la Chine de l'Ouest pourrait être bien plus déterminante. Le gouvernement chinois l'a d'ailleurs immédiatement compris et fait bloquer, par exemple, toutes les routes entre le Tibet et Chengdu, capitale du Sichuan et passerelle entre le Tibet et le reste de la Chine. Le black-out a été imposé sur un territoire grand comme la moitié de la France. Les informations qui en sortent sont éparées: protestations de moines autour des monastères, marches, sit-in, impliquant jusqu'à plusieurs centaines de personnes, mais aussi violentes confrontations avec un nombre de morts qu'il est difficile d'évaluer mais qui comprend aussi des soldats chinois.

Les heurts concernent non seulement d'autres préfectures du Sichuan comme Aba ou Kangding, mais aussi les provinces du Qinghai et Gansu, régions où habitent de nombreux Tibétains. Alors que les photos du Dalai Lama sont interdites, elles sont sorties à toutes ces occasions. Cependant, à la différence de Lhassa, les manifestants, à notre connaissance, s'en prennent peu aux petits commerces ou aux passants d'une autre ethnie mais ciblent

spécifiquement les autorités chinoises, principalement à travers sa police et ses prisons et autres bâtiments officiels.

En raison peut-être d'une cohabitation plus ancienne, les relations entre Tibétains et Han semblent y être moins tendues, voire parfois amicales. Subsiste cependant, comme dans le reste de la Chine, une hostilité classique entre paysans et ouvriers, notamment en raison de la pollution provoquée par l'industrie mais celle-ci est loin du rapport colon/colonisé.

D'une part, malgré les images passées en boucle de lynchage et de destructions de commerces Han, il n'y a pas d'émeutes interethniques dans ces régions, ce qui relativise un peu la réalité du nationalisme exalté par l'Etat chinois qui fait tout pour contenir une éventuelle contagion et attise les haines pour empêcher toute identification avec les luttes des Tibétains.

D'autre part, les formes que prennent les luttes des Tibétains contre le gouvernement chinois ressemblent étrangement à celles pratiquées par les paysans ou des citoyens chinois mécontents. Aux mêmes maux, les mêmes remèdes !

Chronique des émeutes chinoises ordinaires

L'été dernier, à Chongking, trois émeutes ont éclaté en l'espace d'un mois. Des milliers de fermiers se sont battus avec la police à propos d'une saisie de terres agraires, pour édifier une zone industrielle, mal indemnisée. Deux autres bagarres avaient auparavant opposé 10 000 résidents à la police, suite à des violences commises par les flics. Chaque fois, les émeutiers brûlent leurs voitures, les caillassent et, quand ils le peuvent, leur font un sort. Ces violences peuvent durer plusieurs jours.

En septembre, à Baotou, ce sont des milliers de soldats démobilisés et en formation dans des écoles des chemins de fer, qui, mécontents, se sont affrontés à la police et ravager leur école.

En octobre, dans le Xinjiang, des fermiers produisant du coton, se sont heurtés à la police et à des paramilitaires car ils cachaient une partie de leur production pour la revendre sur le marché libre.

Dans le Foshan, en décembre, il a fallu 2 000 policiers anti-émeutes pour venir à bout de milliers de paysans qui ont tout de même brûlé une dizaine de camions. Ils protestaient contre l'érection de pylônes à haute tension sur leurs champs.

Régulièrement, les heurts d'une grande violence produisent des dizaines de blessés et souvent des morts.

Jusqu'à maintenant, ces similitudes ne se traduisent par aucun mouvement vers une unité entre opprimés tibétains et hans. Cependant, malgré cela, c'est avant tout chez les masses opprimées Han et les autres ethnies minoritaires que les Tibétains révoltés doivent gagner la sympathie des travailleurs de Chine dans leur combat contre l'oppression de l'Etat; de même, les travailleurs chinois doivent tendre la main à leurs frères opprimés tibétains.

Au même titre que Marx, à l'époque de la première Internationale, exhortait les ouvriers anglais à tendre la main à leurs frères irlandais, parce que c'était la condition nécessaire à leur propre émancipation. Tendre la main, non seulement à titre humain mais aussi pour accroître l'efficacité de leurs combats de classe qui devait surmonter les divisions, créées par la division du travail, au sein de la classe.

«La tâche de l'Internationale est donc en toute occasion de mettre au premier plan le conflit entre l'Angleterre et l'Irlande, et de prendre partout ouvertement parti pour l'Irlande. Le Conseil central à Londres doit s'attacher tout particulièrement à éveiller dans la classe ouvrière anglaise la conscience que l'émancipation nationale de l'Irlande n'est pas pour elle une question abstraite de justice ou de sentiments humanitaires, mais la condition première de leur propre émancipation sociale.»

Marx à Siegfried Mayer et August Vogt, 9 avril 1870.

Pour l'instant, à notre connaissance, seul un groupe d'intellectuels chinois, dont Wang Lixiong, a eu le courage d'intervenir sur cette question. Ceux-ci ont fait circuler une pétition demandant au gouvernement chinois d'arrêter sa campagne de propagande «unilatérale» à propos du Tibet et d'engager le dialogue avec la Dalaï Lama. Ils y accusent, avec clairvoyance, le gouvernement d'attiser la haine raciale afin de rendre la répression au Tibet populaire parmi les Han.

Camouflet pour la politique raciste du gouvernement, la plupart des signataires sont des Han, qui déclarent soutenir «l'appel du Dalaï Lama pour la paix et espèrent traiter le conflit ethnique par les principes de bonne volonté, paix et de non-violence».

De plus, bien qu'ils ne relient pas explicitement les émeutes au Tibet et les troubles qui secouent régulièrement les villes et les campagnes de Chine, ces dissidents transcendent le caractère nationaliste du problème tibétain en le replaçant dans la perspective de la lutte contre l'oppression politique dans la Chine entière.

Ainsi, ils affirment: «Afin de prévenir l'apparition d'incidents similaires dans le futur, le gouvernement doit se conformer à la liberté de croyance religieuse et de liberté d'expression explicitement établies dans la Constitution chinoise et ainsi permettre au peuple tibétain d'exprimer pleinement ses reproches et ses espérances, et aux citoyens de toutes les nationalités de critiquer librement les politiques nationales du gouvernement.»

Certes, cette action semble bien isolée et n'a probablement qu'un écho relatif en raison du filtre omniprésent que le gouvernement chinois fait peser sur toute information. Son appel à la non-violence peut paraître chimérique et elle ne s'appuie sur aucune critique de l'exploitation économique mais seulement sur un désir de liberté politique. Mais comment lui reprocher alors que, sur ce sujet,

l'immense prolétariat chinois n'a pas encore fait entendre une voie distincte de son Etat-oppresseur, ce que nous ne pouvons que regretter ?

Nous saluons donc ces défenseurs de la démocratie radicale qui en faisant entendre leur voix prennent bien des risques. Rappelons simplement le dernier exemple en date de l'arbitraire de l'Etat chinois: la condamnation de l'activiste Hu Jia à trois ans et demi de prison pour «incitation à la subversion»

Mouvement communiste

Bruxelles-Paris, le 8 mai 2008

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à: BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

Consulter le site Internet de Mouvement Communiste:
www.mouvement-communiste.com

*Débats
et
polémiques*

Sommet européen de Vichy

Nationalisme et régionalisme

Licenciement de Siné

Chomsky et Compagnie

Christianisme de gauche

Réunion européenne de Vichy: fantasmes et réalités

Voici quatre textes qui ouvrent un débat: un appel du Comité de soutien aux sans-papiers de Tours (CSDASP) intitulé «Ils sont à Vichy, soyons pirates» et diffusé sur plusieurs sites Internet; un billet d'humeur: «Fascisme partout, analyse nulle part» qui critique certaines affirmations fausses ou manipulatoires qui circulent dans les milieux sarkophobes; la réponse du CSDASP de Tours et une dernière réponse de ma part. Cette discussion, souhaitons-le, pourra s'élargir à d'autres participants. Elle est essentielle si nous voulons être un minimum crédibles dans nos critiques contre le gouvernement Sarkozy (sur ce sujet on consultera aussi le n° 21-22 de la revue) et ses mesures, mais aussi contre la politique de l'Union européenne.

Pour décrire la politique ignoble de l'UE, il ne sert pas à grand-chose de regarder 60 ans en arrière. Il faut plutôt se projeter 20 ans en AVANT. Les restrictions de plus en plus fortes à l'émigration de travailleurs (après la crise de 1974-1975), puis des demandeurs d'asile, puis du regroupement familial, etc., ne pointent pas vers une EXPULSION généralisée des «extracommunautaires» (même si la main-d'œuvre bon marché des nouveaux Pays de l'Est peut – temporairement – sembler une solution de substitution séduisante) mais vers une PRECARISATION accrue de leurs conditions de vie et de travail. Ce qui n'est pas du tout la même chose.

Il faut montrer en quoi cette précarisation des «clandestins» mène à une précarisation de tous les détenteurs de papiers en règle, citoyens de l'UE ou pas. Et ce ne sont pas les «réformes» du gouvernement Sarkozy dans tous les domaines qui me contrediront.

En clair, l'Europe continuera à régulariser officiellement et officieusement BEAUCOUP PLUS d'extracommunautaires qu'elle n'en expulsera, à moins d'imaginer un régime totalitaire européen baissant les salaires de 30 à 50 %, mettant les récalcitrants dans des Goulags, etc. On n'en est pas là. L'objectif de l'UE n'est pas d'EXPULSER tous les «extracommunautaires clandestins» (elle n'en a pas les moyens; cela ne correspond pas aux intérêts des patrons qui ont besoin de main-d'œuvre; la baisse de la natalité et le vieillissement de la population européenne posent des problèmes insolubles sans un apport régulier de main-d'œuvre «étrangère»), l'objectif est de les précariser, afin de conduire les différentes composantes des salariés européens à accepter VOLONTAIREMENT des conditions de travail et de vie dégradées.

L'exemple des Pays-Bas montre que ce processus est à l'œuvre depuis très longtemps, avant même la montée de l'extrême droite populiste dans ce pays. Les syndicats néerlandais ont accepté des baisses de salaires volontaires, le «dégraissage» de la fonction publique et le blocage des salaires des fonctionnaires, la privatisation partielle de la Sécurité sociale et des assurances chômage, la quasi suppression des bourses d'étudiants, le développement du temps partiel (400 000 personnes aux Pays-Bas travaillent moins de 10 heures par semaine), etc.

La réunion de Vichy au mois de novembre n'est pas une réunion française mais une réunion EUROPEENNE. L'argumentation doit se situer donc principalement à ce niveau-là, pour montrer que c'est partout en Europe que les gouvernements préparent la précarisation, l'accentuent, etc. Pour cela c'est un effort d'information et de contacts avec toutes les organisations européennes qui se démènent pour les sans-papiers qu'il faut déployer, plutôt que de faire appel aux contributions d'intellectuels au regard franco-centré qui ignorent la réalité des migrations dans le reste de l'Europe ou des historiens ou philosophes (ils abondent dans le milieu altermondialiste) qui veulent déboulonner par tous les moyens Sarkozy pour nous mettre à la place un politicien ou une politicienne de gauche qui ne mènera pas une politique foncièrement différente !

Si la réunion de Vichy peut nous amener à accroître nos connaissances, non pas sur la Seconde Guerre mondiale, mais sur la condition des sans-papiers et des «extracommunautaires» dans l'Union européenne, alors oui cela peut-être quelque chose de très positif, d'autant plus que souvent les sans-papiers passent d'un pays à l'autre.

Donc travaillons à trouver des arguments concrets et percutants, plutôt que de répéter des slogans éculés et d'en rester au seul niveau des sentiments et des prévisions apocalyptiques démobilisatrices et paralysantes.

Y.C.

Ni patrie ni frontières

27/09/2008

Ils sont à Vichy, soyons pirates

«Les 3 et 4 novembre prochains, le chef du sinistre ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale organise, à Vichy, une rencontre au sommet de tous les ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'Union européenne. Dans cette tâche laborieuse des quotas à mettre en place, des forteresses à ériger, des avions et des bateaux à affréter, des polices à mobiliser pour les expulsions de sans-papiers, Hortefeux et les 26 autres sinistres européens seront accompagnés de 200 personnes (députés, sénateurs, représentants du Comité économique et social européen, représentants des régions). Des «propres sur eux» de droite comme de gauche.

Depuis l'avènement de Nicolas Sarkozy, toute allusion, tout rapprochement entre son gouvernement et celui de l'an 1940 du Maréchal Pétain est répréhensible. Celles et ceux qui osent rapprocher les deux époques sont susceptibles d'être conspués, poursuivis par la police, condamnés par la justice...

En convoquant ce sommet à Vichy, ville symbole du gouvernement pétainiste et de cette sombre époque de chasse à l'intrus, c'est Hortefeux lui-même qui provoque les rapprochements. Tout comme Sarkozy, qui jaquetait pendant sa campagne que «le travail rend libre». C'est cette phrase qui était au fronton du camp nazi d'Auschwitz, en Pologne.

Ce n'est pas nous non plus qui avons repris le principe de la «rétention de sûreté» chère à Rachida Dati en 2007, promulguée par ailleurs par Adolf Hitler en novembre 1933. Nous vivons une période nauséabonde où la politique xénophobe des États européens rappelle celle où le racisme était clairement revendiqué, alors... rassurons-les quand même. S'ils ne s'étaient pas réunis à Vichy pour ce sommet, on les aurait allumés aussi. Mais devant cette provocation vichyste, notre mot d'ordre est «à l'abordage» !

VICHY, TRAVAIL-FAMILLE-PATRIE

Hortefeux va ainsi consolider le symbole que représente cette ville par rapport à la politique de collaboration avec le régime nazi. Cette dénomination du «ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale» aurait sûrement satisfait le gouvernement Pétain, installé dans l'hôtel du Parc. C'est dans cette ville que fut décidée et mise en œuvre la politique de collaboration avec le régime nazi. Elle s'est traduite, entre autres, par l'internement en France, puis la déportation dans les camps de concentration de milliers de personnes sous prétexte qu'elles étaient juives, espagnoles ou italiennes antifascistes, homosexuelles, tziganes, handicapées, communistes, anarchistes, résistantes... C'est de cette ville que, comme les autres fonctionnaires, Papon recevait les ordres pour

organiser les déportations de personnes à Bordeaux. C'est de cette ville que fut dirigée la Milice française. Comment alors ne pas faire le lien entre la politique de Vichy et celle du gouvernement de Sarkozy, du moins concernant le traitement des immigrants ?

VICHY,

MINISTÈRE EUROPEEN DES EXPULSIONS

Comment accepter de laisser pavoiser tranquillement les 27 patrons de la chasse à l'immigré ? Le ministre italien organise le fichage des Roms, puis après quoi ? Le ministre français organise les rafles d'étrangers, puis après quoi ? On sait toujours où commence un outil de répression, on ne sait jamais où et quand il se termine.

Pour exemple, le camp de Rivesaltes, fermé depuis 2007. Cet ancien camp militaire a été transformé en camp «d'accueil» pour les réfugiés espagnols. Ensuite, le gouvernement de Vichy y enferma des Juifs... en attendant leur déportation. Puis arrivèrent les prisonniers de guerre allemands et italiens. Pendant la guerre d'Algérie, des Algériens y furent également internés. De 1962 à 1977 des harkis y furent «accueillis», etc. De 1986 à 2007, ce camp a été transformé en Camp de rétention administrative (CRA). Pendant ces années, de nombreux sans-papiers y ont été retenus en attendant leur expulsion. Fin 2007, alors que les camps de «rétention» se multiplient, le centre a été déménagé car un musée-mémorial de «repentance» est en cours de construction sur le site. Les sans-papiers enfermés y seront-ils oubliés ?

Nous avons déjà assez supporté la vindicte policière, le racisme latent des gouvernants et leur cynisme, les conditions inhumaines de rétention, la double peine... Il faut dire non et nous mobiliser contre cette conception du monde qui conduit à faire mourir des milliers de gens lorsqu'ils tentent de rentrer dans l'espace Schengen et à en traquer les rescapés. Il faut briser la machine à expulser !

VICHY YA BASTA !

On ne pourra jamais empêcher des hommes et des femmes de vouloir émigrer et peu importe les raisons qui les poussent: misère, guerre, famine, épidémie, catastrophe naturelle, amour... Cessons cette démagogie qui consiste à dire qu'on va fermer les frontières: cela conduit à une chasse inhumaine, et c'est impossible !

De plus, la clandestinité profite aux patrons. Des travailleurs sans-papiers ont entamé un mouvement de grève avec occupation des lieux de travail afin d'être régularisés. Cette lutte rend visible le fait que les sans-papiers ne sont pas essentiellement des gens qui se cachent par peur du gendarme, mais des êtres humains essayant de vivre dans les conditions imposées par l'exploitation capitaliste. Cette survie est d'autant plus dure que leur statut administratif ne leur donne aucun droit, si ce n'est celui de payer des impôts, des charges sociales (Sécurité sociale...), avec en bonus la peur de croiser les flics à chaque coin de rue. Les sans-papiers sont instrumentalisés pour renforcer la précarité et donc faire pression sur le marché du travail en faveur des capitalistes.

En outre la chasse aux sans-papiers permet de mettre en place un arsenal législatif de plus en plus répressif. Cela légitime le renforcement du contrôle de la population (fichages...). Ainsi, lutter contre l'exclusion sociale, la précarité et la restriction de la liberté individuelle suppose de se mobiliser pour la régularisation globale de tous les sans-papiers.

Depuis près de 5 ans, le Réseau d'Education Sans Frontières, récemment accusé, comme d'autres, par le gouvernement d'être dangereux pour l'ordre public, a montré que les sans-papiers peuvent être aussi des parents d'élèves, des élèves ou des étudiants. Ce réseau se mobilise pour que des enfants et jeunes majeurs puissent poursuivre leur scolarité sans qu'ils vivent dans la crainte de l'expulsion de leurs parents et donc d'eux-mêmes.

Il en va de même pour les étudiants recevant des Obligations à Quitter le Territoire Français (OQTF). De même, des collectifs tentent de lier la lutte des sans-papiers avec celle pour l'obtention de logements aussi bien pour des personnes en situation régulière (de nationalité française ou étrangère) qu'irrégulière (sans-papiers). Les sans-papiers ne sont ni des quotas, ni des hordes fantomatiques de parasites, ni des criminels en papiers, ce que veulent nous faire admettre les États-puissances capitalistes. Ce sont des hommes, des femmes, des enfants essayant de vivre au sein de la société européenne.

Comme n'importe quelle personne, les sans-papiers sont des êtres humains à part entière, devant assurer leur (sur)vie. La prise en compte de cette multidimensionnalité des personnes montre que les problèmes que rencontrent les immigrés, notamment les sans-papiers, rejoignent ceux que connaissent les personnes de nationalité française et européenne. La lutte antiraciste, comme la lutte sociale, passe inévitablement par cette prise de conscience se traduisant concrètement par la convergence des luttes. Dès aujourd'hui, il faut se mobiliser devant les ministères, les préfectures, les camps de rétention, les ports et aéroports, les commissariats, les administrations...

Pour dire non à la xénophobie de l'État ! Pour la fermeture et la destruction des camps de rétention ! Pour la liberté d'installation et de circulation ! Pour l'ouverture des frontières ! Pour des papiers pour tous et toutes ! (...)

**Collectif de Soutien
aux Demandeurs d'Asile
et aux Sans-papiers**

6/9/2008

Fascisme partout...

analyse nulle part !

LES COMPARAISONS AVEC VICHY...

Y'EN A MARRE !

À l'occasion d'une rencontre au sommet de tous les ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'Union européenne à Vichy, on voit refluer sur Internet la propagande la plus contre-productive contre le gouvernement. Une prose qui croit pouvoir mobiliser les travailleurs, et plus généralement la population, contre la politique réactionnaire de l'Etat en invoquant systématiquement le fascisme, la Seconde Guerre mondiale, le génocide des Juifs, la Milice, etc. Bref, le degré zéro de la réflexion politique.

Il suffit de comparer la situation de la France avec celle de TOUS les pays de l'Union européenne pour s'apercevoir que le gouvernement Sarkozy, loin de copier Vichy, ne «fait que» (et c'est déjà catastrophique) copier la politique menée dans les pays qui ont adopté la législation la plus répressive contre les migrants. Les nombreux textes de *De Fabel van de illegaal* disponibles sur le site mondialisme.org et édités en livre par nos soins montrent que les Pays-Bas tracent le chemin en matière de politique discriminatoire, de non-respect des droits de l'homme, d'arbitraire policier, juridique et administratif total.

Nul besoin de faire référence à Vichy et implicitement ou pas, au fascisme et au nazisme pour condamner et décortiquer une politique ignoble, xénophobe et raciste...

Le Collectif de Soutien aux Demandeurs d'Asile et Sans-papiers de Tours (CSDASP) écrit dans un texte diffusé sur Internet: «En convoquant ce sommet à Vichy, ville symbole du gouvernement pétainiste et de cette sombre époque de chasse à l'intrus, c'est Hortefeux lui-même qui provoque les rapprochements.»

En clair, aucun parti de gauche ou d'extrême gauche ne pourra jamais tenir une réunion à Vichy, parce que cette ville serait, depuis 60, ans une ville de «fascistes» potentiels ou une ville-symbole liée au fascisme pendant des siècles? Et chaque fois que s'y tiendra une réunion de la droite ou une réunion gouvernementale, il faudra obligatoirement y faire allusion? Diable, à ce compte-là, il n'y a pas beaucoup de villes qui ne sont pas marquées par la répression policière ou étatique, des meurtres racistes, des rafles de Juifs sous l'Occupation, ou plus simplement l'affairisme, la corruption, la présence lourde de la pègre, etc.

Et le CSDASP d'ajouter: «Tout comme Sarkozy, qui jaquetait pendant sa campagne que "le travail rend libre". C'est cette phrase qui était au fronton du camp nazi d'Auschwitz, en Pologne.»

C'est faux, il n'a pas repris la phrase du CAMP d'EXTERMINATION d'Auschwitz à son compte. Il a simplement brodé autour de la libération par le travail tout comme, dans un autre registre bien sûr, les socialistes, les communistes, les féministes et les anarchosyndicalistes le font depuis un siècle et demi. À moins que les Tourangeaux du Comité de soutien soient favorables au fait que les femmes restent à la maison...

Sinon on se demande pourquoi le mouvement ouvrier lutte pour que les femmes ne dépendent pas de leur mari ou compagnon ou de leur père... et donc qu'elles travaillent ! Parce que le travail rend forcément esclave ? Le travail salarié (autrement dit l'esclavage salarié), oui, est une forme d'exploitation dans le cadre de cette société capitaliste, aujourd'hui et maintenant. C'est aussi et en même temps un moyen d'acquérir une indépendance économique pour les jeunes qui veulent devenir autonomes de leur famille, les femmes qui souhaitent être indépendantes des mecs, etc. Que je sache les SDF, les RMIstes et les chômeurs aimeraient bien avoir du boulot ! Quel boulot ? Comment pourrait-on abolir le salariat dans une autre société, c'est une autre question, mais qui n'a pas vraiment sa place dans un texte sur la politique répressive contre les migrants.

«Ce n'est pas nous non plus qui avons repris le principe de la «rétention de sûreté» chère à Rachida Dati en 2007, promulguée par ailleurs par Adolf Hitler en novembre 1933», affirme le CSDASP.

Quel est le rapport entre la rétention de sûreté qui existe dans de nombreux pays actuels (Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Canada – tous fascistes donc ?) et Hitler ? Aucun. Cela ne rend pas cette loi plus acceptable bien sûr, mais ce type d'argument c'est vraiment du «n'importe quoi».

«Hortefeux va ainsi consolider le symbole que représente cette ville par rapport à la politique de collaboration avec le régime nazi», déclare le CSDASP.

Encore une fois, les habitants actuels de Vichy ne sont pas tous des pétainistes ou des nostalgiques du pétainisme. On est dans la démagogie totale. Ce «symbole» n'en est pas un.

«C'est dans cette ville que fut décidée et mise en œuvre la politique de collaboration avec le régime nazi.»

Ah bon, parce la Collaboration avec les nazis s'est limitée à une seule ville en France ? A Paris il ne se passait rien alors ?

«Elle s'est traduite, entre autres, par l'internement en France, puis la déportation dans les camps de concentration de milliers de personnes (...). C'est de cette ville que, comme les autres fonctionnaires, Papon recevait les ordres pour organiser les déportations de personnes à Bordeaux.»

Là, c'est carrément absurde. Les migrants expulsés de France ne sont pas enfermés dans des camps d'extermination quand ils arrivent dans leur pays. La comparaison n'a aucune valeur. De plus, elle induit l'idée que les nazis ont eu une politique d'extermination semblable pour toutes les catégories citées, ce qui est

historiquement FAUX.

«Comment alors ne pas faire le lien entre la politique de Vichy et celle du gouvernement de Sarkozy, du moins concernant le traitement des immigrants ? (...) C'est de cette ville que fut dirigée la Milice française.»

Quel lien entre la Milice et la situation politique actuelle ? Aucun.

«Pour exemple, le camp de Rivesaltes, fermé depuis 2007. Cet ancien camp militaire a été transformé en camp "d'accueil" pour les réfugiés espagnols. Ensuite, le gouvernement de Vichy y enferma des Juifs... en attendant leur déportation. Puis arrivèrent les prisonniers de guerre allemands et italiens. Pendant la guerre d'Algérie, des Algériens y furent également internés. De 1962 à 1977 des harkis y furent "accueillis", etc.»

Donc si l'on suit le «raisonnement» de ce texte, les réfugiés espagnols, les Juifs, les Algériens et les harkis ont connu le même sort ? Et si ce n'est pas le cas, quel est donc l'intérêt de ces énumérations et de ces comparaisons ? Les bras m'en tombent. Autant une initiative contre la réunion interministérielle européenne à Vichy me paraît positive, autant il me semble qu'elle doit se faire sur des bases politiques claires et compréhensibles, pas en puisant dans un arsenal démagogique et peu crédible.

Y.C.

8/9/2008

P.S. Il est évident que les critiques ci-dessus n'empêchent pas la solidarité matérielle et politique avec tous ceux qui sont poursuivis pour «diffamation» quand ils attaquent par écrit ou oralement les flics, les juges, les préfets, les ministres ou le président de la République en usant de cette comparaison abusive avec Vichy. Ceux qui souhaitent un peu plus détails sur Vichy pourront consulter l'article «Pourquoi le gouvernement Sarkozy n'est pas Vichy2» <http://www.mondialisme.org/spip.php?article979> ou le N° 21-22 de *Ni patrie ni frontières* intitulé «Offensives réactionnaires».

Réponse du Comité de soutien aux sans-papiers de Tours

Nous avons bien reçu ton texte virulent critiquant notre appel «ILS SONT A VICHY SOYONS PIRATES !».

Tout d'abord, que les choses soient claires, nous ne pensons pas que le vichysme est de retour. D'ailleurs, jamais dans notre appel il n'en est question. Plus simplement, nous affirmons que Sarkozy et consorts font appel à des symboles plus que nauséabonds. Or, ce qui nous pose question, ce n'est pas que Sarkozy se transforme en Pétain, mais pourquoi il utilise de tels symboles.

Et là, pour le coup, cela ne peut être neutre, compte tenu de ses références constantes à la Seconde Guerre mondiale (Guy Moquet etc.); il faut donc être vigilant à ce propos. Bien évidemment, nous sommes d'accord pour dire que la situation actuelle n'est pas semblable à celle des années 1940. Mais nous maintenons donc qu'Hortefeux provoque ces rapprochements. Ce qui ne rend évidemment aucunement responsables les habitants actuels de Vichy ! Nous n'y pouvons rien (comme les Vichyssois) si Pétain a choisi Vichy comme siège de son gouvernement.

C'est bien Pétain et consorts qui ont accepté la collaboration, qui en ont fait la propagande; c'est bien à la demande de Laval que les enfants juifs (dont les familles étaient d'origine étrangère dans un premier temps) ont été déportés, et ce à la grande surprise des responsables nazis, et c'est bien Pétain et son gouvernement qui donnaient des ordres aux fonctionnaires concernés ! C'est bien sous la responsabilité de Pétain que la police française organisa les rafles, et pas uniquement à Vichy ! (Le procès Eichmann montre, entre autres, que les déportations à l'échelle européenne n'auraient pu avoir l'ampleur que nous connaissons sans la collaboration des différents Etats impliqués et donc de leur police et milices, cf. le livre de H. Arendt sur le sujet).

Dans ce texte, nous ne parlons pas des nazis, mais uniquement du gouvernement de Pétain et de sa politique en matière de collaboration.. Nous sommes désolés, elle s'est traduite, entre autres, par l'internement en France, puis la déportation dans les camps de concentration de milliers de personnes sous prétexte qu'elles étaient juives, espagnoles ou italiennes antifascistes, homosexuelles, tziganes, handicapées, communistes, anarchistes, résistantes...qui n'ont pas été toutes exterminées car pas toutes logées à la même enseigne. (Nous ne comprenons pas comment on peut remettre cela en cause !)

Il est difficile d'imaginer qu'Hortefeux n'ait pas pensé à tout cela

ou du moins une personne de son staff.. C'est donc un choix politique, choix que nous dénonçons. Il n'est quand même pas neutre de réunir des ministres européens, pour parler d'intégration des personnes d'origine étrangère (autrement dit, comment expulser des êtres humains et coordonner les politiques en ce sens) à Vichy; le gouvernement sait quand même ce qu'il fait !

Cela n'interdit pas que des rencontres aient lieu à Vichy, mais sur ce sujet, il est évident que le caractère symbolique que représente cette ville est incontournable. On ne peut nier que l'action politique des gouvernants s'appuie sur des symboles. Lorsque Sarkozy déclare dans un meeting «le travail rend libre», il sait très bien que cela va faire réagir. De même, lorsque Rachida Dati utilise l'expression «rétention de sûreté», elle connaît la charge symbolique du vocabulaire qu'elle emploie. Ou alors cela signifie que l'élite politique n'a aucune mémoire !

Le langage, les symboles ne sont jamais neutres. Il y a eu suffisamment d'études sur les rapports entre l'exercice du pouvoir et l'utilisation du langage (<http://www.laviedesidees.fr/Langue-des-bourreaux-langue-des.html>) pour ne pas insister plus à ce propos. L'objectif est de banaliser des idées, des conceptions de plus en plus autoritaires et sécuritaires.

Nous trouvons que tu as une vision bien conformiste du rapport au travail. Si la majorité des gens recherche un emploi c'est pour, en premier lieu, avoir des ressources. Tu sembles faire peu cas des luttes pour le revenu garanti, la gratuité des services publics, du logement (squat), etc. En outre, le lien entre l'amélioration des conditions matérielles de vie et l'obtention d'emploi est de plus en plus remis en cause, vu que de plus en plus de travailleurs ne sont plus assez payés pour satisfaire leurs besoins.

En outre, on ne peut passer sous silence la crise de la valeur travail qui peut être porteuse de perspectives alternatives, voire révolutionnaires, en remettant en cause la centralité du travail. Ainsi le travail pourrait trouver une autre place: une activité sociale parmi d'autres. Le but est d'imaginer des formes d'organisation sociale permettant de «connaître et maîtriser nos conditions d'existence». Cela suppose, si on s'intéresse à la place du travail, de déterminer collectivement ce que nous voulons produire, comment et à quelles fins.

Donc le thème de la libération par le travail nous semble pour le moins obsolète et en tous cas n'a pas fait avancer la pensée révolutionnaire; bien au contraire, la bourgeoisie sera toujours en position dominante sur ce registre, puisque c'est un de ses piliers idéologiques.

A propos de l'exemple du camp de Rivesaltes, il paraît évident que lorsque Daladier fait ouvrir des camps (dont celui de Rivesaltes) pour y enfermer des réfugiés espagnols, il ne pouvait imaginer qu'ils serviraient pour y enfermer des Juifs en vue de leur déportation. De même il ne pouvait imaginer que des Algériens y seraient également

enfermés et encore moins les harkis. Jamais nous n'avons dit que ces différentes personnes ont subi le même sort. Il en va de même pour les sans-papiers.

Le point commun à tous ces êtres humains est d'avoir été enfermés dans un même camp (Rivesaltes). Les raisons, les motivations de ces différents enfermements ont évolué en fonction des circonstances historiques. Personne, dans la société française en 1938, ne pouvait imaginer quels seraient les différents types de populations qui s'y retrouveraient prisonniers.

C'est pourquoi on demande la fermeture des camps de rétention et leur destruction, car on ne peut savoir qui y «séjournera» dans les années futures et pour quel motif ni quelles en seront les conséquences.

C'est aussi montrer qu'accepter le maintien d'un outil d'enfermement pour certaines personnes (en l'occurrence les sans-papiers) c'est prendre le risque de s'y retrouver si l'Etat décide d'y enfermer, par exemple, des militants ou toute personne jugée déviante. C'est tenter de montrer que les sans-papiers ne sont pas les seuls concernés, et ce au regard de l'expérience historique !

Nous arrêtons là notre réponse. Nous ne donnerons pas de note sur la qualité de ta lecture du texte que nous avons diffusé. Nous préférons dialoguer entre camarades, plutôt que de s'envoyer des insultes et des réflexions méprisantes, même s'il y a des désaccords importants. Peut être aurait-il fallu être plus clair quant à notre intention, en écrivant que nous ne pensons pas que Sarkozy est un nouveau Pétain; cela nous semble pourtant trop évident.

**Collectif de Soutien
aux Demandeurs d'Asile
et aux Sans-papiers de Tours**

Sarkozy et Vichy II:

Discours creux ou analyse politique ?

Je remercie les camarades du Comité de soutien aux sans-papiers de Tours d'avoir pris la peine de me répondre, d'autant plus qu'ils se sont apparemment sentis victimes d'«insultes» et de «mépris» de ma part. Ce n'était pas mon intention de les blesser, mais plutôt de les bousculer vigoureusement pour les inciter à préciser leur position. Ce qu'ils tentent de faire dans leur brève réponse, mais malheureusement d'une manière fort peu convaincante, à mon avis.

Le contexte politique depuis l'ascension de Sarkozy

Avant d'entrer dans le vif de la discussion, il faut rappeler un peu le climat politique dans lequel nous nous trouvons depuis 2002. Depuis que Sarkozy occupe le devant de la scène médiatique, qu'il a été nommé successivement ministre de l'Intérieur, ministre de l'Economie, de nouveau ministre de l'Intérieur et enfin élu président de la République, on assiste en France à un renouveau, à une réactivation de «l'antifascisme» le plus simpliste, sous la forme d'une sarkophobie galopante et parfois délirante (1).

L'antifascisme (qui a de multiples variantes, de sa version stalinienne et post-stalinienne aux versions libertaire, trotskyste ou sociale-démocrate) repose sur l'idée grossière qu'il y aurait seulement deux camps, les méchants et les gentils, les fascistes et les antifascistes. L'extrême droite et la droite seraient irréversiblement attirées vers le fascisme, la gauche et l'extrême gauche (parfois aussi, pour certains, les «démocrates» et les «républicains») irréversiblement attirées vers l'antifascisme.

Ce type de raisonnement binaire ne permet pas de comprendre pourquoi tous les partis communistes entre 1928 et 1934 traitèrent tous les partis socialistes de sociaux-fascistes; pourquoi le PCF tendit la main aux «chemises vertes» organisées par le leader paysan fasciste Dorgères en 1934; pourquoi le PCF demanda la réparation de *L'Humanité* sous l'Occupation allemande; pourquoi ce même parti dénonça De Gaulle comme le «fourrier de l'impérialisme britannique», pour après encenser le général jusqu'en 1947; pourquoi la Chambre du Front populaire, à l'exception des députés du PC et de quelques autres, vota les pleins pouvoirs à Pétain; pourquoi De Gaulle, catholique proche de l'Action française devint l'idole de la Résistance; pourquoi les socialistes planistes exclus de la SFIO (dont Marcel Déat) fournirent des cadres importants au régime de Pétain; ou pourquoi les pétainistes de l'école d'Uriage sous

l'Occupation eurent comme conférenciers des individus qui tournèrent leur veste opportunément et devinrent «de gauche» après-guerre (Hubert Beuve-Méry, futur fondateur du *Monde*; Jean-Marie Domenach fondateur d'*Esprit*; Emmanuel Mounier, philosophe apprécié par les cathos de gauche et théoricien du personnalisme); ou pourquoi les deux tiers des notables de la Corporation paysanne vichyste conservèrent leurs places dans les institutions paysannes après la Libération, etc.

Pour prendre des exemples plus récents, si l'on divise le monde seulement entre fascistes et antifascistes, on ne comprend pas pourquoi Sarkozy peut se réclamer du gaullisme, de la Résistance, rendre hommage à Guy Moquet, intégrer dans son gouvernement des figures importantes de la gauche, etc. On ne comprend pas non plus pourquoi Mitterrand a protégé Bousquet, et De Gaulle embauché Papon, en toute connaissance de cause.

Faire semblant de voir le fascisme partout, ou plus exactement de voir les prémisses du fascisme ou de la dictature militaire partout, a cependant un avantage: cela permet de répéter les mêmes clichés éculés depuis 60 ans dans toutes les situations politiques, quelles qu'elles soient, et de faire l'économie d'analyses historiques spécifiques. Pour les militants paresseux, cela offre un confort intellectuel garanti.

C'est d'ailleurs en partie pourquoi le PCF dénonça le coup d'Etat de De Gaulle en 1958 comme un coup d'Etat fasciste; pourquoi les étudiants crièrent «CRS = SS» en 1968; pourquoi Eric Besson, avant de virer sarkozyste, prépara un argumentaire amalgamant systématiquement Sarkozy à l'extrême droite; pourquoi Act Up édita une affiche affirmant «Voter Sarkozy c'est voter Le Pen»; ou pourquoi Guigou, à l'Assemblée, expliqua que la loi Dati sur la rétention de sûreté pouvait mener à des «dérives totalitaires».

C'est ce simplisme-là, ce refus de distinguer entre des situations politiques concrètes, d'en dégager les nouveautés et les particularités, et donc de rester dans l'incantation creuse que j'ai appelé dans mon billet d'humeur «le degré zéro de la pensée politique».

Et, hélas, trois fois hélas, en lisant la réponse du CSDASP, je persiste et signe dans mon jugement négatif.

«Sarkozy n'est pas Pétain», mais....

Tout tient dans ce «mais» que j'ajoute derrière la citation du CSDASP. En effet, ces camarades ont écrit deux textes à propos de la réunion des ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'Union européenne, les 3 et 4 novembre, à Vichy. Cependant, en dehors d'une description de la situation catastrophique des sans-papiers en France, le point fort de leur argumentation est centré sur des événements qui se sont déroulés en France entre 1940 et 1944. Pas une seule fois ils ne cherchent à expliquer à leurs lecteurs quelles peuvent être les conséquences REELLES, ACTUELLES, CONCRETES de cette réunion. À croire que c'est un colloque

d'historiens révisionnistes d'extrême droite qui va se réunir en novembre à Vichy....

Ainsi dans sa réponse, le CSDASP reprend son mantra intemporel sur Pétain, la Collaboration, Laval, les enfants juifs déportés et les fonctionnaires collabos. Rappelons que ma critique ne portait pas sur les actes de Pétain ou du régime vichyste, mais sur la validité d'une comparaison quelconque entre Pétain et Sarkozy! Le CSDASP répond qu'il fait parfaitement la différence entre ces deux dirigeants, et entre leurs deux régimes, mais n'arrête pas de pointer des ressemblances ou des points communs, et il utilise quatre fois les termes «rapprochement» et «rapprocher».

Le CSDASP nage dans l'inconséquence et l'incohérence totale.

Ainsi il affirme: «Dans ce texte, nous ne parlons pas des nazis». Cette assertion est FAUSSE puisqu'il est fait allusion deux fois explicitement au régime nazi, ainsi qu'à la devise du camp d'Auschwitz, symbole (très réel celui-là) de l'extermination nazie des Juifs et à la loi Dati sur la rétention censée être une loi d'inspiration nazie (sans d'ailleurs qu'on nous précise en quoi). De plus avec qui collaborait Pétain? Avec les nazis! Avec qui collabore Sarkozy? avec tous les gouvernements de l'Union européenne! Où est la pertinence d'une telle comparaison ou de telles associations d'idées que l'on suscite délibérément chez les lecteurs?

Le CSDASP rappelle «l'internement en France, puis la déportation dans les camps de concentration de milliers de personnes (...) qui n'ont pas été toutes exterminées car pas toutes logées à la même. (Nous ne comprenons pas comment on peut remettre cela en cause!)»

Se rendant compte que l'on ne peut pas, sous l'Occupation, loger tout le monde «à la même enseigne» exterminatrice, mais seulement APRES que j'eus dénoncé la grossièreté de l'amalgame, le CSDASP revient timidement en arrière, mais sans préciser vraiment qui a été victime de quoi. L'expulsion, la déportation, l'emprisonnement, l'enfermement dans des asiles, le travail forcé, le peloton d'exécution ou l'extermination systématique, est-ce la même chose?

Le CSDASP joue avec un symbole (la déportation, qui dans l'inconscient collectif et dans les raisonnements de beaucoup de gens, rime avec l'extermination des Juifs). Puis il ajoute avec une insigne mauvaise foi: «Nous ne comprenons pas comment on peut remettre cela en cause!» Ce ne sont pas les faits historiques cités dans l'appel du CSDASP que j'ai remis en cause (cette insinuation est diffamatoire et calomniatrice). Ce que je mets en cause, c'est le parallèle entre les déportations sous l'Occupation et les expulsions actuelles de travailleurs émigrés ou la «chasse aux enfants» dans les écoles.

LA DEPORTATION en direction d'un CAMP d'EXTERMINATION (Auschwitz mentionné dans les deux textes) ce n'est pas du tout la même chose que l'expulsion en direction de son pays natal, même bâillonné, tabassé et encadré par

des policiers.

C'est LE RAPPROCHEMENT entre la situation de la France sous l'Occupation et celle de la France sous Sarkozy qui est MANIPULATOIRE. On ne peut comprendre un tel procédé grossier que dans le cadre de l'idéologie «antifasciste» dont on connaît la fonction politique: en période de crise sociale grave ou de guerre, créer l'union nationale, provoquer le soutien d'une fraction de la bourgeoisie contre une autre fraction des exploités, empêcher tout changement social radical; en période pré-électorale nazifier (ici vichyfier) la droite pour mieux faire élire la gauche ou du moins empêcher toute critique du réformisme en obligeant tout le monde à serrer les rangs. L'antifascisme, bien manipulé, mène à l'apologie de la «démocratie libérale» ou/et à l'union nationale derrière une fraction ou la totalité de la bourgeoisie, selon les circonstances historiques.

On en a eu d'excellents exemples avec la façon dont Mitterrand a instrumentalisé le FN pour diviser la droite, puis avec le vote de la gauche (et d'une partie de l'extrême gauche) pour Chirac en 2002. Et ce n'est pas un hasard si une partie du PS a mené (et continue à mener) une campagne contre Sarkozy et l'UMP, dans ce cadre pseudo antifasciste. Le CSDASP, bien involontairement, roule pour le PS en «vichyfiant» Hortefeux et Sarkozy.

Il reprend aussi (sans le savoir ?) les grosses ficelles d'une stratégie utilisée par les idéologues maos des années 60 et 70 qui croyaient incarner une «Nouvelle Résistance populaire» face à une prétendue «fascisation rampante», et évoquaient sans cesse dans leurs tracts et leurs journaux Vichy, Pétain, la Milice et les «kollabos» du «PCGT» ou de la hiérarchie patronale.

Et ce n'est pas tout à fait un hasard si ce sont les intellectuels proches des maos (Sartre, Foucault, etc.) qui sont les pères spirituels des idéologues post-modernes et «déconstructionnistes» actuels (cf. plus loin), idéologues qui mettent l'accent sur le rôle décisif du langage, des images et de la propagande dans la «fabrique du consentement» et la «passivité des masses».

Symbole ou dure réalité ?

La seconde ligne de défense du CSDASP consiste à passer d'un usage désinvolte et confus de faits historiques hétérogènes et sans rapport avec la réalité actuelle et la réunion des ministres européens de la Justice et de l'Intérieur, à des généralités pédantes sur «l'usage du langage par le pouvoir» et la manipulation supposée délibérée par Hortefeux et Sarkozy (mais aussi, si l'on suit ce raisonnement, par TOUS les gouvernements de l'Union européenne) du «symbole de Vichy».

À ce propos, j'aimerais que le CSDASP nous explique quel intérêt politique Sarkozy, ami d'Israël, attaché à ses (lointaines) «origines» juives, partisan de la prise en charge d'enfants juifs (assassinés sous l'Occupation) par les écoliers français d'aujourd'hui, grand copain de la droite dure israélienne, quel intérêt aurait donc Sarkozy

1) à reprendre un pseudo-symbole éternel de la collaboration avec les nazis (Vichy),

2) à utiliser délibérément une devise nazie («Le travail rend libre») que, je le répète, Sarkozy n'a pas reprise à son compte dans le sens que lui prêtent ses détracteurs,

3) à imposer une loi d'inspiration nazie (j'attends toujours – et j'attendrai sans doute longtemps – la comparaison précise et détaillée entre, d'un côté, la loi adoptée sous Hitler en 1933 et surtout la façon dont elle fut appliquée à l'époque et, de l'autre, la loi Dati sur la rétention de sûreté qui aurait, paraît-il, une «charge symbolique» tellement évidente...que le CSDASP ne nous en précise pas la nature !).

Dans aucun de ses deux textes le CSDASP nous explique ce que pourrait gagner le gouvernement Sarkozy – mais aussi tous les gouvernements de l'Union européenne dont les ministres de l'Intérieur et de la Justice se réunissent à Vichy – à provoquer un rapprochement inconscient ou conscient entre sa (leur) politique et celle des nazis.

L'affirmation est en effet tellement énorme...qu'elle ne peut être démontrée. Mieux vaut donc parler d'«évidence» quand on lance de pareilles absurdités dans un débat politique.

Ainsi: «il est évident que le caractère symbolique que représente cette ville est incontournable. (...). On ne peut nier que l'action politique des gouvernants s'appuie sur des symboles (...). Le langage, les symboles ne sont jamais neutres. Il y a eu suffisamment d'études sur les rapports entre l'exercice du pouvoir et l'utilisation du langage pour ne pas insister plus à ce propos. L'objectif est de banaliser des idées, des conceptions de plus en plus autoritaires et sécuritaires.»

On retrouve là une idée très à la mode chez certains spécialistes de la critique littéraire et philosophes qui tiennent le haut du pavé désormais dans l'intelligentsia de gôche et altermondialiste. On «déconstruit» les discours (en clair, on décortique les mots et les associations d'idées et les sentiments qu'ils permettent de susciter et de manipuler; mais on se permet soi-même toutes sortes de manipulations dans la contre-propagande).

C'est ainsi que dans le film Chomsky et Compagnie, le linguiste américain réduit l'avènement et le triomphe du nazisme à la manipulation des sentiments, des peurs et des mots par le ministère de la Propagande, passant sous silence tout ce qui s'est passé en Allemagne entre le putsch de Munich en 1923 et la nomination de Hitler comme chancelier en janvier 1933. Ainsi que tous les événements survenus entre janvier et juillet 1933, date de l'interdiction de tous les partis politiques (1).

Il n'est pas étonnant qu'ayant été à une si piètre école, ignorant volontairement les faits sociaux et historiques, les théoriciens «déconstructionnistes» et leurs disciples libertaires croient que le langage modèle, façonne, la réalité sociale. Dans le cas des partisans de la «*French Theory*» ou des féministes universitaires radicales chic

on comprend l'intérêt de cette démarche, opposée à toute analyse des faits matériels et à toute démarche militante. Pourquoi se faire suer à diffuser des tracts, manifester dans la rue, coller des affiches, affronter les flics, passer des heures en garde à vue ou risquer la prison, si on peut changer le monde en changeant simplement quelques mots, en poliçant le vocabulaire et en pondant confortablement des articles dans leur salon au son du rap contestataire ou de la «musique ethnique» sur leur chaîne hifi ? Cela leur permet d'acquérir des niches dans l'Université en utilisant un langage abscons censé être novateur. Et, en bonus, ils acquièrent une aura morale à bon marché, en présentant leurs petits jeux élitistes avec les mots et les concepts comme des armes politiques décisives pour le changement politique.

En ce qui concerne le CSDASP, à part «l'avantage» de paraître super branchés, on ne voit pas ce qu'une telle «innovation» apporte à l'interprétation politique précise du sarkozysme. Si ce n'est nous distiller des truismes sur l'importance de la propagande dans la vie politique.

Le CSDASP cite dans sa réponse une interview de Saul Friedländer et Pierre-Emmanuel Dauzat, mais il en détourne totalement le sens dans une orientation favorable aux thèses déconstructionnistes et post-modernes les plus absurdes: en effet Friedländer et Dauzat évoquent ce que les NAZIS (pas la droite de la République de Weimar, les Sarkozy et Hortefeux de l'époque, si l'on tient absolument à établir une comparaison entre la France de 2008 et l'Allemagne AVANT 1933) ont fait subir à la langue allemande pendant les 12 ans qu'ils étaient au pouvoir, mais nulle part ils n'expliquent que la création des camps de travail puis de concentration et d'extermination, le déchaînement de violence des SA avant 1933 et de la police après 1933, le régime de terreur généralisé installé en Allemagne, la mobilisation obligatoire de la population dans toutes sortes d'institutions répressives ou d'embrigadement idéologique, l'activité des SA puis des SS, l'enrôlement dans l'armée pour mener des guerres extérieures, nulle part ces deux intellectuels n'expliquent que tout cela aurait été rendu possible par le seul usage d'un vocabulaire spécifique... Ils s'intéressent à UN des éléments, parmi bien d'autres, du système totalitaire mais ils ne le transforment pas, comme le font les déconstructionnistes et les post-modernes, en l'explication centrale de son existence.

Quel est l'intérêt de cette référence à l'Allemagne nazie ? Le CSDASP veut-il nous faire croire que nous serions DÉJÀ dans un régime pré-totalitaire qui serait en train de purger la langue et de nous anesthésier lentement avant de nous porter le coup de grâce ? Connait-il vraiment l'histoire concrète du nazisme et du fascisme AVANT la prise du pouvoir ? Veut-il nous faire croire qu'un véritable régime totalitaire pourrait s'installer en négligeant l'arme de la force pure, de la destruction des syndicats, des partis, de toutes

les libertés publiques, etc. ?

On remarquera enfin que, dans cette partie de la réponse du CSDASP, il n'est plus explicitement fait allusion au caractère pro-nazi du régime pétainiste mais à des «conceptions de plus en plus autoritaires et sécuritaires», expression tellement vague que l'on peut mettre n'importe quoi derrière.

La libération par le travail? Devise nazie ou conception «révolutionnaire obsolète» ?

Vu le revirement complet que représente la position du CSDASP entre le premier et le deuxième texte, et au sein même du second, je me vois obligé de citer longuement plusieurs passages de sa réponse:

«Nous trouvons que tu as une vision bien conformiste du rapport au travail. Si la majorité des gens recherchent un emploi c'est pour, en premier lieu, avoir des ressources. Tu sembles faire peu de cas des luttes pour le revenu garanti, la gratuité des services publics, du logement (squat), etc.»

Je rappelle que le sujet de l'appel du CSDASP est la dénonciation d'un sommet des ministres de l'Intérieur et de la Justice sur «l'intégration», pas un programme général de société commun à tous les gouvernements capitalistes d'Europe.... Que viennent faire ici les squats, la gratuité des services publics, ou même le revenu garanti ? Et «garanti» par qui ? par un Etat «autoritaire», «sécuritaire» et crypto-pétainiste, si l'on en croit le CSDASP ?

Mais continuons notre lecture:

«En outre, le lien entre l'amélioration des conditions matérielles de vie et l'obtention d'emploi est de plus en plus remis en cause, vu que de plus en plus de travailleurs ne sont plus assez payés pour satisfaire leurs besoins.»

Bel exemple de prose déconnectée des réalités: si les travailleurs sans-papiers RISQUENT LEUR VIE pour venir en Europe c'est pour TRAVAILLER et GAGNER DE L'ARGENT. Quiconque les fréquente un peu sait qu'ils travaillent très dur, cumulent les emplois, font des sacrifices matériels énormes pour nourrir beaucoup plus que leur propre personne ou leur famille la plus proche. Cette dimension COLLECTIVE (et non individuelle comme dans les pays développés du Nord) est indispensable pour comprendre leur démarche.

«En outre, on ne peut passer sous silence la crise de la valeur travail qui peut être porteuse de perspectives alternatives, voire révolutionnaires, en remettant en cause la centralité du travail.»

Je me vois bien expliquer à une mère célibataire africaine, avec deux enfants en bas âge, qui est ballottée d'hôtel social en hôtel social, se «nourrit» aux Restaurants du cœur, et vit dans l'angoisse perpétuelle de savoir si ses enfants vont pouvoir manger demain et où ils vont dormir, qu'elle devrait plutôt réfléchir... à la disparition de la «centralité du travail».

«Ainsi le travail pourrait trouver une autre place: une activité sociale parmi d'autres. (...) Donc le thème de la libération par le

travail nous semble pour le moins obsolète et en tous cas n'a pas fait avancer la pensée révolutionnaire; bien au contraire, la bourgeoisie sera toujours en position dominante sur ce registre, puisque c'est un de ses piliers idéologiques.»

Ces propos ultragénéraux n'ont aucun lien avec le thème de la réunion des ministres de l'Intérieur et de la Justice à Vichy. S'il voulait seulement noircir du papier, le CSDASP aurait tout aussi bien pu évoquer le trou dans la couche d'ozone ou les méfaits de l'énergie nucléaire.

Après nous avoir expliqué MENSONGEREMENT que Sarkozy aurait repris textuellement une phrase figurant sur le fronton du CAMP d'EXTERMINATION d'Auschwitz, argument répété deux fois comme un argument massue, le CSDASP reconnaît finalement qu'une phrase évoquant vaguement la libération par le travail (ET NON PRECISEMENT LA DEVISE d'Auschwitz) est une vieille idée, qu'elle est «obsolète» et qu'elle «n'a pas fait avancer la pensée révolutionnaire».

Le CSDASP reconnaît ainsi avoir procédé à un amalgame ridicule (Auschwitz/Sarkozy pour ne pas parler de l'autre amalgame absurde Hitler/Dati) et de plus infondé, car l'idée vague de la libération par le travail a une pluralité de sens, comme il finit par le constater lui-même.

On remarquera incidemment le tour de passe-passe linguistique qui consiste à déclarer que, dans une autre société, le travail sera une «activité sociale» parmi d'autres.... C'est donc qu'il ne disparaîtra pas, il changera seulement de nom. Tous ces grands discours radicaux n'aboutissent qu'à un changement d'appellation contrôlée... La montagne accouche d'une souris.

**Tout est dans tout et réciproquement,
nous dit le CSDASP
après le comique Pierre Dac**

Enfoncer des portes ouvertes (il faut fermer et détruire les camps de rétention) ne permet pas d'avancer d'un poil dans la réflexion sur la signification et la portée du sommet de Vichy en novembre 2008, ni sur la nature exacte du gouvernement Sarkozy.

Ce qui a motivé mon billet d'humeur ce n'est pas la dénonciation justifiée des camps de rétention par le CSDASP, mais le rapprochement MENSONGER établi entre camps de rétention actuels, «chasse aux enfants» actuelle et Auschwitz CAMP d'EXTERMINATION pendant la Seconde Guerre mondiale et déportation/ extermination des Juifs, enfants ou adultes.

C'est aussi le refus délibéré du CSDASP de s'attacher au contenu précis de la politique actuelle des ministères EUROPEENS de l'Intérieur et de la Justice pour se réfugier commodément dans une polémique franco-française: qui sera, en novembre 2008, le plus antifasciste ou méritera la médaille du meilleur «résistant»? À ce jeu, Sarkozy, dirigeant du principal parti se réclamant du gaullisme et de la Résistance sera toujours plus crédible dans la manipulation de la

mémoire nationale et nationaliste...

De plus, tenter de faire peur aux gens et leur faire croire que l'arrivée du fascisme ou d'une dictature militaire serait facilitée par les mesures «sécuritaires» (encore un mot vague, au sens élastique) ou «autoritaires» (idem) du gouvernement actuel n'est pas crédible une seconde. Ou alors il aurait fallu une démonstration plus étayée.

Enfin, rien dans la société capitaliste, des hôpitaux aux écoles en passant par les chemins de fer, les aéroports, les gares ou les transports en commun n'est magiquement protégé contre une éventuelle reconversion en outils d'une dictature, voire en instruments d'extermination d'une partie de la population au cours d'une guerre civile.

Et si cette guerre civile devait arriver ce ne sont pas les discours creux et le fait d'agiter des symboles qui arrêteraient une telle évolution vers la barbarie. Mais des armes... pas du tout «symboliques».

Y.C.

20/9/2008

d

1. À ce propos une anecdote amusante: lors d'une permanence RESF, un sans-papiers africain, très au courant de la situation politique française et des moindres détails et relations économiques de la vie du nouveau président de la République, nous a récemment expliqué que Sarkozy allait devenir roi ou empereur lors de son deuxième mandat, être ensuite remplacé par «son fils Jean», puis par le «fils de Cécilia», etc. Et qu'on aurait des rois de la lignée sarkozienne jusqu'à la fin du XXI^e siècle. Il m'assura avoir vu tout cela en rêve. Un tel délire cauchemardesque n'est rendu possible que par la propagande apocalyptique, démagogique et inepte de la gauche contre Sarkozy, renforcée par l'ego surdimensionné du personnage et l'incessante propagande médiatique à son sujet, qu'elle soit positive ou négative, qui finit par faire de ce bouffon insignifiant un Ogre terrifiant. Il suffit de constater autour de soi combien de gens ont littéralement peur du gouvernement Sarkozy. Cette peur ne peut qu'être renforcée par des rapprochements inconsidérés avec le régime vichyste, Auschwitz, les lois nazies, la Milice, etc.

COMMENTAIRES DE DEUX INTERNAUTES

«J'avoue ne pas trop comprendre la nécessité de se servir de ce symbole pour scandaliser les foules ("Oulalala, vous vous rendez compte, Vichy !!!"), mais il faut avouer que, du moment que la réhabilitation du pétainisme n'est pas au programme côté UMP, tenir une conférence européenne là-bas et sur ce thème, relève au moins de la maladresse, comment dire, en "matière de communication".

«En fait, le problème est de miser SURTOUT sur le fait que cette conférence se tient à Vichy pour essayer de rallier les protestataires, plus que sur une critique de la politique d'immigration (et globale) et ce qu'elle implique, et de faire que la principale chose inacceptable dans cette affaire soit la référence (volontaire, pense le CSDASP) à Pétain, et pas la réalité des arrestations quotidiennes, des camps de rétention et des expulsions.

«Je n'avais pas interprété les mots du CSDASP comme une façon (inconsciente ?) de raviver l'antifascisme et l'unité "à gauche" qui va avec, dans le dualisme (méchants contre gentils) que tu évoques, et qui est bien celui de l'antifascisme simpliste et primaire (et néfaste aussi, l'histoire l'a montré).

«La perspective de mettre le désordre à cette conférence (voire de l'empêcher, mais je pense que "nous" n'en avons pas les moyens) n'est en soi pas inintéressante, mais je crains que nous ne retombions dans l'éternelle dynamique "sommets/contre-sommets" telle qu'elle agit déjà avec l'OTAN, le G8 et tutti quanti, avec la dose de spectacle et de grosse répression qui va avec.

«Je pense aussi qu'il y a plus à faire dans les quartiers, pour essayer de s'interposer avec les habitants aux arrestations quand elles ont lieu, c'est encore le moment et l'endroit où la police n'est pas intouchable ni invulnérable, et peut-être le seul (avec les refus d'embarquer dans les avions) où l'expulsion peut être évitée.»

Julien

«L'analyse de la politique économique de l'UE- que je partage globalement- peut se compléter par une analyse des institutions mises en place depuis un peu plus de 20 ans seulement. Depuis un peu plus de 20 ans ces institutions préparent effectivement les 20 prochaines années:

- espace Schengen 1985,
- Convention de Dublin 1991,
- livre vert sur la gestion des migrations économiques en 2004,
- création depuis vingt ans de centres de détention administratives au sein de l'UE, au nombre de 220 aujourd'hui,
- système VIS de fichiers de visas,
- externalisation des frontières européennes vers d'autres pays tiers,

- accords communautaires de réadmission,
- agence Frontex chargée de la surveillance des frontières extérieures,
- système Eurodac sur les empreintes digitales des demandeurs d'asiles,
- directive européenne dite «de la honte» sur la possibilité de prolonger la rétention à 18 mois,
- vols de charters groupés,
- et phase finale de procédure d'asile ainsi que le début d'uniformisation du statut de réfugié.

Ces deux dernières mesures devant vraisemblablement être discutées à Vichy. Dans cette ville, il va être question d'une orientation de la politique (institutionnelle) de l'UE concentrée sur la lutte contre l'immigration abusivement appelée clandestine, à travers la mise en place de mesures sécuritaires et répressives. Même si les buts économiques sont ceux décrits par Y. C., il nous reste à convaincre également beaucoup de personnes sur la réalité de la politique de l'Europe forteresse. S'il s'agit bien de choisir une immigration précarisée, corvéable et malléable pour que les entreprises puissent faire du dumping social, il serait dommageable de séparer ce mouvement du capitalisme de la nécessité qu'il y a pour le système à justifier cette politique économique par l'individualisme, la xénophobie et le racisme latent ou agressif. Ce qu'il faudrait pouvoir opposer à Hortefoux ce sont les idées, propositions, revendications suivantes:

- la régularisation massive de tous les sans-papiers en Europe;
- la dépénalisation de l'immigration (toute immigration a vocation à devenir légale)
- le permis de séjour pour la recherche d'emploi;
- la fermeture des centres de rétention/détention;
- la création de centres d'accueil de demandeurs d'asile avec missions d'insertion par l'action de travailleurs sociaux;
- l'extension de la carte de résident européen de longue durée (cinq ans de résidence sans les conditions qui en excluent de son champ d'application la plupart des immigrés)
- une politique de regroupement familial plus fidèle à la CIDE;
- la reconnaissance juridique du «droit de fuite» opposable à «l'appel d'air» ou à la «vague déferlante de l'immigration»;
- mandat de recherche et de sauvegarde à donner à l'Agence Frontex;
- propositions économiques faites par l'UE pour prendre en compte les besoins alimentaires, agricoles et industriels à l'OMC et au FMI et la Banque mondiale (pas de suppression imposée des droits de douane).

Edgar

La contribution suivante nous a été envoyée par deux lecteurs. Même si nous ne sommes pas d'accord avec une partie de leur analyse de la politique antijuive de Vichy (1), les auteurs ont raison de dénoncer ce patrimoine politique (la défense de la nation) commun à la droite et à la gauche, et qui a des conséquences graves dans le système de défense mis souvent en avant, par tactique ou par conviction, dans les pétitions ou lettres individuelles envoyées aux autorités policières et administratives actuelles pour défendre tel ou tel sans-papiers. Les auteurs ont aussi raison de souligner que tant dans la critique de Sarkozy («agent des Américains») que dans la critique du TCE on a vu de très troublants arguments surgir à l'extrême gauche et chez les altermondialistes. *Ni patrie ni frontières*

(1) On se rapportera à l'étude de Richard Weissberg *Vichy, la justice et les Juifs*, 1998. L'auteur a étudié des archives privées de notaires, d'avocats, des archives judiciaires et les débats entre juristes de l'époque, matériaux pas ou peu exploités avant lui, et il s'est intéressé à la «créativité» débordante des juristes français en matière raciale. On comprend mieux la gêne des historiens français actuels quand on sait que l'ex-juriste pétainiste Maurice Duverger officia pendant des années comme éditorialiste au *Monde* et que ses manuels ont formé des générations d'étudiants en sciences politiques. Ou que Georges Mauco, auteur de rapports pour le Front populaire, pétainiste, puis gaulliste en 1945 officia comme «spécialiste» reconnu de l'immigration en défendant des théories fondées sur la «hiérarchie des races». Il fut membre du Haut comité consultatif de la famille et de la population JUSQU'EN 1970 et fit parallèlement carrière comme psychanalyste et spécialiste de la pédagogie de l'enfant ! Ce partisan d'une immigration «voulue» n'aurait sans doute émis aucune critique contre l'immigration «choisie» de Sarkozy-Hortefeux. Pour plus de détails, on se reportera à l'article de Patrick Weil «Georges Mauco, expert en immigration, ethnoracisme pratique et antisémitisme fielleux» dans *L'antisémitisme de plume 1940-1944* (sous la dir. de P.A. Taguieff) et au livre de Georges Noirot, *Immigration, antisémitisme et racisme en France*, Fayard, 2007

Vichy, Sarkozy, et nous et nous...

Faut-il comparer le régime actuel et Vichy ?

Voilà la question telle qu'elle est posée actuellement dans de nombreux textes, dont presque tous sont liés à la politique d'immigration et plus précisément à celle de l'internement des étrangers et à leur expulsion.

De fait, quand on constate les déchainements de passion que cette comparaison entraîne, et la manière dont elle fait dériver le débat loin des questions concrètes (comment organiser la lutte, notamment), la réponse négative semble de simple bon sens pour qui a autre chose à faire que polémiquer.

De plus, si l'objectif est d'ouvrir les yeux des millions de ceux qui assistent passivement au déroulement des événements, ou de susciter un électrochoc chez les exécutants du régime, on doit aussi constater l'échec total de cette stratégie.

Enfin, et c'est certainement l'argument le plus important, il est

évident que les comparaisons hâtives avec cette période, lorsqu'elles concernent spécifiquement la question des camps et du sort réservé aux internés, suscitent inmanquablement des raccourcis au mieux maladroits qui ont un effet bien réel: jeter la confusion, et gommer la spécificité de ce que fut la politique anti-juive, et la destruction planifiée des Juifs d'Europe que Vichy n'a pas initiée, mais à laquelle Vichy a contribué concrètement, dans une mesure que beaucoup d'historiens et de chercheurs considèrent comme beaucoup plus importante que dans nombre d'autres pays.

Nous sommes de ceux qui pensent que la confusion sur ce sujet est un danger parmi les plus graves qui menacent le mouvement dans son ensemble, que la question ne relève pas seulement du respect des victimes d'hier, mais aussi de la construction des luttes d'aujourd'hui.

Et pourtant, nous pensons aussi que la comparaison entre le régime de Vichy et le régime actuel, ses idéologues mais pas seulement, peut être utile à la réflexion et à la compréhension des enjeux.

Encore faut-il éviter certains écueils, qu'Yves Coleman dans un de ses textes qualifie à juste titre de «paresse intellectuelle».

L'objet du débat, c'est la nature et la réalité du régime de Vichy.

Il nous semble qu'il y a un point commun, au moins, entre le discours officiel sur Vichy et celui qui est tenu par ceux qui se vivent comme ses opposants: c'est la mise en avant de ce qui lie Vichy aux nazis, et l'oubli, volontaire dans un cas et pas dans l'autre, de tout ce qui fait sa spécificité et son autonomie.

Ce travers apparaît dans un fait: la plupart des comparaisons effectuées portent sur l'organisation concrète de l'internement des Juifs, c'est-à-dire les conditions de la traque, de l'enfermement puis de la déportation.

Comme si Vichy avait été, avant tout, l'outil d'une politique décidée ailleurs, dont il aurait assuré la mise en œuvre pratique, avec la complicité d'une partie de la population.

C'est tout simplement faux: d'abord parce que le régime de Vichy a duré cinq ans et qu'il n'est pas resté le même pendant ces cinq années, et la politique nazie et ses exigences non plus.

Afin d'en faire un «accident de l'Histoire», pendant des dizaines d'années jusqu'à aujourd'hui, les autorisés français **et au-delà, une bonne partie des discours exprimés en France sur Vichy** ont presque toujours gommé ce que fut réellement Vichy dans sa première période et éludent une réalité historique bien gênante: jusqu'en janvier 1942^(v), date à laquelle est prise la décision d'exterminer dans les chambres à gaz tous les Juifs des territoires occupés par les nazis, pour Hitler et la majorité des nazis qui appliquent sa politique en France, la France ne fera pas partie du Grand Reich après la guerre, c'est-à-dire de la zone des dominants, qui doit être «nettoyée» des Juifs et des éléments «impurs», des peuples qui gouverneront le monde aux côtés des Allemands.

Cette vision des choses trouve immédiatement une application concrète: dès la fin des hostilités, l'expulsion des Juifs allemands reprend vers la France⁽²⁾. La décision de l'extermination physique totale ne sera prise qu'un an et demi plus tard, et, en attendant, si les nazis considèrent que les Juifs doivent être internés et persécutés partout où ils sont vainqueurs, ils se préoccupent aussi et avant tout de «nettoyer» le territoire du Reich proprement dit, par tous les moyens, le meurtre massif mais aussi l'expulsion.

Et l'un des premiers combats menés par le gouvernement de Vichy sera de protester contre ces mesures, de dénoncer l'augmentation du nombre de Juifs sur son territoire qui en découle, de tenter d'être reconnu par les nazis comme des partenaires avec qui une politique commune vis-à-vis de la question juive pourrait être menée.

Cet aspect soigneusement gommé de la mémoire collective n'est absolument pas anecdotique: il met en lumière une réalité majeure. Le régime de Vichy n'a absolument pas été un régime fantoche, un gouvernement d'occupation, mais une entité autonome qui a cherché, dans ce domaine et dans d'autres, à préserver son autonomie, et à être non pas un exécutant mais un partenaire critique.

Et il ne s'agit pas seulement d'une question d'hommes et de décisions individuelles, bien au contraire.

Si les hommes et les femmes de Vichy ont eu cette distance vis-à-vis des nazis et de certaines de leurs décisions, c'est bien parce qu'ils incarnaient une réalité collective et sociale française, un ensemble de forces qui ne sont pas nées, un soir de 1940, pour mourir et disparaître un jour de liesse dans les rues des villes libérées de leurs soldats allemands, tout comme les forces qui ont amené à la création d'un ministère de l'Immigration ET de l'Identité nationale ne disparaîtront pas, dans les cercles du pouvoir économique et politique et au-delà, le jour où l'on fêtera le retour de la gauche et le départ de Nicolas Sarkozy à la Bastille.

Et l'intérêt de comparer la France d'aujourd'hui et la France de Vichy est là: tant qu'on n'analysera Vichy que comme un gouvernement et ses dirigeants, tant que nous serons incapables d'étendre l'analyse à l'ensemble d'une réalité, qui comprend aussi la nature des oppositions qui s'y sont développées, les comparaisons seront au mieux inutiles, au pire elles iront dans le sens de l'adversaire, à savoir, Vichy comme un ovni et une inexplicable rupture. Notons d'ailleurs que le caractère presque «magique» de l'analyse de la «rupture» réelle liée à l'élection de Nicolas Sarkozy, que d'aucuns attribuent à une «influence extérieure», en faisant de Sarkozy un agent des «Américains», ou que d'autres attribuent parfois à un «trucage» des votes ou à l'action unique des «médiacs complices» relève du même schéma.

Il faut d'abord ne pas résumer Vichy à sa politique vis-à-vis des Juifs et des étrangers, mais s'intéresser à l'ensemble de son œuvre,

idéologique et pratique.

Mais même en ce qui concerne l'analyse de la persécution spécifique dirigée contre les Juifs, il y a effectivement une dangereuse paresse intellectuelle à ne voir que la dimension des camps d'internement. Là-dessus, la comparaison est non seulement dangereuse mais aussi totalement inutile, dans la mesure où les points communs ne disent rien d'essentiel.

En effet, à partir du moment où un corps social décide qu'une partie des individus qui le composent doivent en être expulsés, à partir du moment où une discrimination est faite entre les uns et les autres à partir de critères, tels que le droit du sang ou du sol, l'appartenance supposée à une race ou une culture, on en vient inmanquablement à arrêter les concernés, à les interner collectivement et à les expulser, qu'on ait ou non l'intention de les exterminer.

Ce que partagent Vichy et le gouvernement Sarkozy sur ce sujet, ils le partagent avec tous les gouvernements de la Terre, passés ou présents. On ne voit donc pas l'intérêt d'une telle comparaison, à laquelle n'importe quel gouvernement opposera avec raison l'argument que les autres le font, tous les autres. A moins de penser que tout se vaut, et d'en finir par traiter tout et n'importe qui de «fascistes» et de «nazis», on se retrouve coincés.

Pourtant, il y a un élément qui n'est pas commun à tous les régimes qui pratiquent la division entre «natifs» et «étrangers», entre «expulsables» et «régularisables»: c'est la définition de l'«étranger».

Ce sont les critères qui fondent l'appartenance à la communauté qui a le droit de décréter que certains «autres» n'en font pas partie et peuvent donc être soumis légitimement à la discrimination.

Bien souvent, on s'intéresse au sort des Juifs, à la manière dont ils furent traqués en France, mais finalement très peu à la manière dont Vichy a déterminé qui était Juif, ce qu'était être Juif, et aussi ce qu'impliquait concrètement le fait d'être catégorisé comme Juif.

Pour les nazis, d'une part, ou on est Juif, ou on ne l'est pas. Ou plus exactement on N'EST PAS Juif, et c'est en soi une condamnation à mort. Les nazis s'en sont toujours tenus à une définition essentiellement raciale fondée sur des critères physiques et généalogiques.

La réalité concrète de l'individu qualifié de Juif à partir de ces critères, le fait qu'il soit né ou pas dans tel ou tel pays, ses convictions culturelles ou religieuses, son degré d'«assimilation», d'«intégration» leur étaient parfaitement indifférents, pas seulement pour définir le Juif, mais aussi dans la persécution à mettre ou non en œuvre, ou dans ses modalités diverses.

L'officier SS Dannecker qualifiera «d'arrogance inouïe», Xavier Vallat, premier commissaire aux Questions juives, lorsque celui-ci lui affirmera lors d'une rencontre qu'il est un «bien plus vieil antisémite que lui», pour s'opposer à cette conception et lui présenter la sienne.

Il faut aller au-delà des mots, et voir ce qu'ils recouvrent réellement pour ceux qui les emploient: dans les textes de lois vichystes, le terme de «race juive» est certes utilisé, mais en réalité, il ne recouvre absolument pas la définition nazie, et Vichy y inclut des critères qui sont d'ordre culturel, religieux. L'une des activités du commissariat aux Questions Juives dans sa première période sera d'examiner la «judéité» au regard des services rendus à la France, de la conversion au catholicisme par exemple. Dès lors qu'on édicte ce genre de critères, les «exceptions» à la loi raciale, alors on est dans une définition de l'étranger à la communauté qui est différente, même si ces définitions, ces exceptions ne sont que théoriques et n'influencent qu'exceptionnellement sur la persécution réelle.

Et évidemment, la définition du Juif est aussi celle de celui qui ne l'est pas, c'est-à-dire celle de la communauté dont il s'agit d'exclure le corps étranger. Pour les nazis, il s'agit d'une communauté d'essence raciale, une communauté éternellement définie par des critères qui ne varient pas à travers les siècles. Pour la majorité des dirigeants vichystes, la communauté est un objet de devenir historique, qui peut perpétuellement intégrer mais aussi exclure, elle est d'abord nationale.

Après la guerre, les dirigeants vichystes traduits en justice tentèrent de se servir de cette distinction qu'ils avaient faite, notamment par rapport aux Juifs anciens combattants comme d'une tentative réaliste de sauver les Juifs qui pouvaient l'être. C'est évidemment totalement faux: dans la réalité, les deux conceptions ne se sont pas affrontées, elles ont cohabité, et elles ont trouvé un terrain d'entente concret, l'extermination des Juifs, de tous les Juifs. Les contradictions inhérentes aux deux conceptions n'ont jamais été un casus belli majeur, sur lequel il y aurait eu une mobilisation véritable. De plus, lorsque les dirigeants vichystes mirent en avant cette ligne de défense, elle avait un objectif: se présenter comme des nationalistes au même titre que ceux de la Résistance proprement dite. Or, l'existence de la Résistance, gaulliste notamment, montre bien que le «tronc commun» partagé par Pétain et par De Gaulle, tous deux militaires, tous deux persuadés de l'existence d'un objet théorique la «Nation Française» et sa défense, pouvait mener historiquement à deux choix irréconciliables, la collaboration avec le régime nazi, et la lutte armée contre celui-ci.

Mais il reste que deux manières de qualifier et d'exclure ont bel et bien coexisté, et l'idéologie qui sous-tendait celle de Vichy **a de fait bien des points communs avec celle qui est mise en œuvre par le gouvernement Sarkozy** mais pas seulement. Et que cette idéologie n'était pas propre aux hommes de Vichy, que certains de ces aspects étaient aussi partagés au sein même de ceux qui combattaient le régime, et qui se sont ensuite retrouvés au pouvoir et l'ont mise en œuvre concrètement, vis-à-vis d'autres populations, notamment dans la gestion des conflits liés à la décolonisation. Si l'on fait l'impasse sur cette conception commune, l'idée de Nation,

excluante et discriminante, alors on ne peut comprendre que des Résistants, à qui l'on ne peut dénier leurs combats, se soient retrouvés vingt ans plus tard dans les rangs de l'OOAS ou tout simplement ministres dans les gouvernements, liés à la droite ou à la gauche, qui tentèrent de préserver l'Empire colonial.

Cette conception commune, si elle saute aux yeux aujourd'hui, n'a pas été absente des politiques d'immigration et d'intégration de ces soixante dernières années, bien au contraire, elle a continué à sous-tendre beaucoup de discours et de lois.

Les conceptions vichystes ont intégré un ensemble de présupposés déjà présents dans les régimes précédents, profondément ancrés dans l'imaginaire français et qui n'en sont pas sortis depuis.

En France, l'étranger n'est pas tant celui qui vient d'ailleurs, que celui qui refuse ou qui ne peut devenir un homme d'ici. Là où certains régimes, parmi lesquels les nazis définissent la communauté comme un corps immuable par-delà les siècles, où l'étranger l'est parce que ses ancêtres l'étaient, d'autres se fondent au contraire sur une exclusion sans cesse renouvelable

Pour les nazis, il n'y a jamais eu les Juifs allemands et les autres. On ne pouvait pas être Juif et allemand, et l'adhésion à la culture allemande, par exemple, était considérée comme le signe de la duplicité d'une race, et les Juifs assimilés comme les plus dangereux parce que les plus rusés, ceux qui contaminent le corps pur en toute discrétion.

Bien au contraire, pour Vichy, il y a des «bons» Juifs, au moins en théorie. Xavier Vallat passera ainsi personnellement une partie de son temps à l'examen des dossiers de «dénaturalisation»: il s'agissait d'enlever la nationalité française donnée à la fin des années 1920 à des dizaines de milliers d'émigrants, dont une grande partie de Juifs et de sélectionner ainsi ceux qui seraient soumis immédiatement à l'internement et surtout au statut des Juifs. Ces «bons» Juifs peuvent bien être nés ailleurs, et certains «mauvais» peuvent bien être arrivés avant les bons, ou même nés en France. Ce que le commissariat aux Questions Juives va examiner, c'est la religion, c'est le fait d'avoir participé ou non à l'armée française, c'est le fait d'avoir rendu des services économiques ou culturels au pays, bref le fait d'avoir adhéré à la communauté nationale et à ses valeurs. Dans la réalité, cet examen se concluait presque toujours par l'exclusion et la justification de la persécution, mais il a bel et bien existé, et on retrouve d'ailleurs des traces de l'irritation qu'il a suscitée chez les nazis, malgré son absence d'incidence pratique dans les lettres de Danecker et d'autres à leur commandement.

Comment ne pas voir que cet examen minutieux ressemble trait pour trait à celui qui est fait aujourd'hui quotidiennement dans nos préfectures, à travers les différents critères de régularisation mis en place récemment, par le travail, pour «services culturels ou économiques spécifiques»? Comment ne pas voir que ce qui est exigé au travers du «certificat d'intégration», délivré à l'issue d'un

enseignement obligatoire et de pseudo-examens présente des similitudes dans la manière de penser l'«étranger»? Même si ces nouveaux critères, ces nouvelles exigences n'ont pour l'instant que peu de poids dans la politique d'immigration réelle, ils introduisent une nouvelle manière de faire et de penser l'exclusion et la régularisation possible.

Lorsque l'autorisation de rester sur le territoire national est conditionnée au fait de s'être tapé des heures de propagande sur la nation française, la République et ses valeurs, de savoir chanter la *Marseillaise* et de connaître l'origine des trois couleurs du drapeau, il faut bien constater que le gouvernement n'est pas d'abord raciste mais nationaliste.

Et de la même manière que les critères vichystes n'étaient pas forcément plus favorables aux Juifs que les critères raciaux définis par les nazis, de même les critères d'exclusion dans tous les domaines définis par le gouvernement français ne sont pas forcément moins larges que ceux qui existent dans d'autres pays qui n'adhèrent pas au concept de «nation»

Ainsi, sous Vichy, le non-Juif, le Français qui se marie avec un Juif devient juif. Les nazis ne sont jamais allés aussi loin, et les sanctions prises contre les Aryens mariés avec des Juifs, l'interdiction des mariages mixtes et sa pénalisation avaient pour objectif de préserver la pureté future de la race, que l'Aryen porte en lui. L'Aryen ne peut pas devenir Juif, pas plus que le Juif ne peut devenir Aryen. Pour Vichy, parce que le critère est aussi culturel et national, alors la conversion et le mariage changent la qualité, l'essence de celui qui était jusque-là membre à part entière de la communauté nationale.

Il y a des pays européens, où l'accès aux écoles notamment, est interdit aux étrangers en situation irrégulière, ce qui n'est pas le cas en France. Des pays aussi où la loi organise un séparatisme fondé sur l'appartenance supposée à une ethnie dans l'accès à l'école.

Mais l'École française «pour tous» est aussi celle qui est fermée légalement depuis la loi votée au moment de ce que l'on a voulu appeler «l'affaire du voile islamique» à un certain nombre d'individus qui portent un signe distinctif considéré comme celui du refus d'adhésion aux principes «nationaux», même s'ils sont légalement «Français».

Parce qu'être Français, pleinement Français, ce n'est jamais acquis, ça se mérite. Et c'est là où il n'y a aucune paresse intellectuelle, aucun raccourci dangereux à comparer Vichy et le régime actuel.

À une seule condition: ne pas faire de Vichy le monstre absolu et inédit, l'ignoble exception de la noble histoire d'un pays d'accueil et de générosité, mais au contraire, considérer ces quatre années comme se situant dans une continuité idéologique et pratique, et s'inspirant de concepts et de politiques absolument pas extérieurs, absolument pas propres aux «agents nazis», et disparus avec eux.

Et c'est malheureusement là où le bât blesse dans les comparaisons

faites la plupart du temps par le mouvement de défense des sans-papiers: c'est qu'elles ne portent jamais sur deux points précis: le premier est sur tout ce qui existait avant Vichy et qui ne sera absolument pas imposé de l'extérieur par les nazis. Le concept de «nation» et sa mise en œuvre concrète, l'exclusion de la communauté «nationale» d'un certain nombre d'individus.

Et, au-delà, si tout le monde compare Sarkozy et Pétain, personne n'ose s'attaquer de front à une comparaison douloureuse, polémique mais essentielle pour organiser nos luttes. Celle des formes que prit l'opposition idéologique à Vichy, pas celle de la Résistance à Vichy, fantasmée et mythifiée, mais celle qui inclut aussi certains des partisans du régime en général, mais qui le trouvaient par certains côtés trop extrémiste.

Parmi les premières critiques ouvertes contre la politique antijuive, beaucoup ne portaient absolument pas sur la nécessité même de l'existence de cette politique. Des hommes d'Eglise, des employeurs, par ailleurs tout à fait favorables à Vichy dans son ensemble, des policiers protestèrent dès les premières mesures antijuives, notamment l'interdiction de certaines professions, la mise sous tutelle des entreprises juives.

Et d'autres s'élevèrent contre les rafles et l'internement dès que celui-ci prit des dimensions importantes: mais s'il ne s'agit pas de leur dénier le courage de l'avoir fait sous un régime totalement autoritaire, il faut aussi constater que la majorité des critiques, qu'elles aient pris la forme de lettres adressées au Maréchal et à Vallat, ou celle, plus rare de déclarations publiques, ne remettaient aucunement en cause l'existence d'un «problème juif» et d'une solution répressive, au moins en partie, à apporter à ce problème. Ce qui était critiqué relevait parfois de l'application de telle ou telle mesure à tel Juif particulier, un voisin, un ami dont il paraissait scandaleux et injuste qu'il puisse être traité comme les autres, les «vrais coupables». D'autres s'élevaient contre «l'art et la manière», les arrestations massives ou les exactions individuelles trop voyantes, et pointaient déjà la nécessité de faire les choses avec «humanité et cœur», et pas avec la brutalité attribuée à l'occupant uniquement.

Ce sentiment, selon les rapports de la police de Vichy, fut très partagé notamment au moment des rafles de 1942: beaucoup de rapports de gendarmerie de ces mois précis évoquent d'ailleurs avec irritation une population qui a approuvé le statut des Juifs, qui se plaint de leur prétendue influence néfaste, et proteste quand on prend les mesures visant à la combattre, notamment quand ce sont des familles et des enfants qui sont touchés.

Il y a dans ces réactions quelque chose d'évidemment troublant, dans leur similitude avec celles qui ont lieu aujourd'hui en France face à la traque des sans-papiers, ou plutôt à ses aspects les plus voyants, ceux qui touchent des populations en contact direct avec les Français, à l'école par exemple, dans cette défense de «proximité», que la presse a souvent caricaturée en présentant, par

exemple, le cas de ces députés UMP ou de ces électeurs du Front national qui ont défendu tel ou tel sans-papiers particulier.

Parce qu'elles font immédiatement apparaître une France qui n'est pas cet objet exotique peuplé de collabos et de résistants qui s'affrontent dans l'indifférence générale, mais un pays qui est bien le nôtre, où une partie de la population soutient le principe de l'exclusion, de la discrimination et de la traque d'une autre partie de cette population, mais n'est pas pour autant unanime sur la manière de définir l'étranger, ni sur les moyens de l'exclure.

Une France où le leitmotiv de l'«étranger méritant», celui qui a défendu la nation, qui s'est battu pour la France, ou qui s'est bien intégré continue à exister dans la tête de nombreux Français, mais aussi dans celle de la direction et de l'administration vichyste.

Mais néanmoins une France, qui hormis dans des secteurs très restreints de la Résistance, ne remettra jamais en cause le concept même d'«intégration à la Nation», intégration économique, culturelle ou religieuse comme critère de la discrimination et de l'exclusion.

Et de fait cette non-remise en cause, socialement partagée de manière massive, contribuera concrètement à l'internement et la déportation, et finalement à la réalisation des desseins exterminateurs des nazis dans une mesure importante.

D'une part, parce que les nazis en France n'auront pas besoin de mettre en place leurs propres relais administratifs et étatiques pour organiser la traque des Juifs (ce qui les aurait ralentis) et trouveront opportunément une machine à fichier et arrêter déjà bien rodée, avec des personnels déjà habitués à mettre en œuvre une politique d'exclusion. D'autre part parce que Vichy, dès l'automne 1940, de manière autonome et avant toute demande des Allemands, pourra se permettre d'édicter un statut des Juifs, de procéder à leur recensement, de toute façon déjà en grande partie réalisé pour tous ceux qui n'étaient pas de nationalité française grâce aux lois anti-étrangers édictées dès le milieu des années 1930.

S'il y a bien une utilité et une nécessité à comparer Vichy et le gouvernement actuel, si des parallèles peuvent et doivent être faits, ce n'est certainement pas pour nazifier Brice Hortefeux, mais paradoxalement pour dénazifier Vichy. Non pas justement pour réhabiliter le régime, car l'identifier aux nazis, en faire leur pantin, c'est une manière d'absoudre ce que fut la France de ces années-là, d'éviter la douloureuse remise en question de ce qui est notre histoire à tous.

L'immense majorité des Français de ces années-là n'étaient pas des fascistes, n'étaient pas des nazis, et il faut bien constater que les dirigeants vichystes, pour la plupart avaient un parcours politique qui ne correspondait pas à ces écoles de pensée et d'action. Mais la France de Vichy était bien une France où l'idée de nation, portée avant-guerre par la droite comme par la gauche, était un concept théorique et pratique fondateur et très partagé: même dans la

Résistance, il sera très rarement remis en cause, bien au contraire, c'est au nom de la défense de la Nation que beaucoup se lèveront et cela explique aussi que le sort spécifique réservé aux Juifs ne sera à aucun moment un thème de combat généralisé ou fédérateur.

On ne peut répondre à la question de savoir ce qu'aurait été Vichy sans les nazis. Le fait est que c'est l'occupation nazie qui a permis aux forces qu'incarnait Vichy de s'emparer du pouvoir sans avoir à faire face à une opposition légale.

Mais ces forces ne sont pas isolées dans la France des années 1930, où l'idée de Nation à protéger de l'ennemi intérieur et de l'invasion étrangère est une idée partagée et propagée dans des cercles qui dépassent de loin les milieux d'anciens combattants ou les groupes néofascistes.

Un pays où, hormis dans certains cercles très minoritaires, la gauche et l'extrême gauche ne remettent plus en cause le principe même des politiques menées au nom de cette idée de Nation, où le repli nationaliste prend des formes variées, et se retrouve aussi dans beaucoup de discours antiguerre: la propagande selon laquelle on n'ira pas mourir pour les Juifs persécutés par Hitler notamment prend très bien.

Bref, un pays où l'ensemble du discours politique, à de très rares exceptions près, exalte l'idée de la Nation protectrice contre le capitalisme ou le bolchevisme «international».

Et si nous devons faire des comparaisons, des parallèles avec la France de Vichy, sûrement est-il plus utile de rappeler qu'en ces années-là, les nationalistes n'étaient pas qu'à Vichy.

Et au lieu de faire de Vichy le monstre étranger à nous-mêmes, au lieu de nous voir comme les nouveaux Résistants, peut-être est-il temps aussi de traquer dans nos propres discours ce qui se rapporte à l'idéologie nationale, de droite ou de gauche, qui fonde la politique d'immigration française depuis des années, au nom des «bons» et des «mauvais étrangers».

Ce n'est pas Brice Hortefeux qui a parlé du «plombier polonais», ce n'est pas Brice Hortefeux, mais toute une partie de la gauche et de l'extrême gauche française, qui a défendu en 2005 la nation française et ses acquis contre le «capital international» incarné par la Constitution européenne.

Lorsque Brice Hortefeux régularise sur la base du travail, donc de l'«apport économique à la nation française», de l'«étranger utile» opposé au délinquant et au profiteur, sommes-nous vraiment efficaces lorsque nous nous engouffrons dans cette prétendue brèche pour exiger la régularisation de tous les «travailleurs», pour mettre en avant ceux qui sont «intégrés», ceux qui «payent des impôts»? Que disons-nous vraiment lorsque nous mettons sans cesse en avant ces «étrangers qui ont donné leur vie» dans l'armée française pour déplorer que leurs descendants soient traités comme des chiens? N'avalisons-nous pas, sous prétexte de «réalisme», de «convaincre l'opinion publique», la thèse selon laquelle il y aurait

tout de même un tri à faire, des «bons» et des «mauvais», sur la base des services rendus à cette construction théorique, la Nation, que nous ne remettons finalement pas en cause ?

Ces questions, nous pensons qu'il est impératif de nous les poser, y compris à travers l'analyse et le débat sur ce que fut la France de Vichy. Nous sommes conscients des limites que présente toute analyse qui cherche à mettre en lumière des éléments communs au sein d'entités politiques et de régimes, toujours complexes. Vichy ne fut pas qu'un régime nationaliste, et l'antisémitisme n'est jamais seulement un racisme parmi d'autres: il présente des caractéristiques irréductibles à toute comparaison. En ce sens, les législations antisémites de Vichy ne peuvent être confondues avec la législation anti-étrangers en général mise en œuvre pendant cette période, même si on l'étudie indépendamment des facteurs imposés par les nazis. De même tous les nationalismes français, qu'ils aient ou non accédé au pouvoir, ne présentèrent pas une composante antisémite, mais de fait tous, même celui de 1789, eurent leur politique contre ceux qui étaient considérés comme étrangers à la Nation.

De fait refuser toute comparaison entre la France de Vichy et celle d'aujourd'hui, au nom de sa terrible spécificité, c'est faire le jeu de tous ceux, à commencer par Nicolas Sarkozy et Brice Hortefeux, qui voudraient exclure ces quatre années de l'histoire de France au nom d'une France éternelle, une France que les nazis auraient réduite à néant militairement pour créer de toutes pièces un Etat fantôme, sans aucune base sociale, économique et politique.

Alors qu'aujourd'hui, Brice Hortefeux choisisse Vichy pour un sommet européen sur l'Immigration devrait au final moins nous choquer que cette petite phrase de Nicolas Sarkozy qui déclarait en mai dernier que «la Vraie France n'était pas à Vichy», et qu'il la situe à Londres pour ces quatre années.

Répondre à Hortefeux et à Sarkozy aujourd'hui, ce n'est pas dire que la «France d'après», c'est Vichy. Mais rappeler encore et toujours, que Vichy, c'était bien la France.

Des lecteurs

Ni nations ni frontières !

1. En janvier 1942, à Wannsee, la décision est prise par Hitler et ses proches de mettre en œuvre la Solution Finale, c'est-à-dire l'extermination totale des Juifs des territoires occupés par le Reich dans les camps de la mort. Cet objectif est déclaré prioritaire, ce qui signifiera notamment dégager, malgré les nécessités de la guerre, les moyens nécessaires à la déportation totale. A partir de cette date, en France, les nazis, qui ont des objectifs chiffrés, liés notamment au nombre de trains rendus disponibles, jouent un rôle beaucoup plus important dans la mise en œuvre concrète des arrestations, de la traque et de l'organisation de la déportation.

2. Dès l'arrivée au pouvoir d'Hitler, l'expulsion des Juifs d'Allemagne est une des «solutions» adoptées par le régime, à côté des persécutions. A la fin des années 1930, la pratique des expulsions sauvages déclenche déjà de nombreuses protestations du gouvernement français, qui mène par ailleurs une politique anti-réfugiés: en fait les Juifs sont dépouillés de tous leurs biens puis amenés par les autorités du côté français de la frontière.

Discussion sur le nationalisme

La revue belge *À Voix Autre* a rédigé un questionnaire sur le nationalisme, dans le cadre d'une brochure que prépare cette publication. Les réponses ci-dessous ont été rédigées à quatre mains avec l'aide d'une amie et lectrice assidue, Marie-Cécile. Qu'elle soit ici remerciée, car la tâche n'était pas facile. Sur ce sujet nous conseillons la lecture du livre de Karim Landais, *Anarchie, identité, nation culture*, paru en octobre 2008 aux Editions Orphéo, dont nous avons inséré quelques citations qui ne se trouvent pas dans la version de ce texte parue sur le site d'À Voix Autre. (*Ni patrie ni frontières*).

A Voix Autre: L'Union européenne connaît actuellement des tensions régionalistes en son sein – en Belgique par exemple – et des conflits armés à sa porte – au Kosovo ou en Ossétie. Dans les deux cas, on retrouve des exigences autonomistes voire indépendantistes au nom de l'«identité» d'un «peuple» – en tant que groupe homogène – ou au nom de celle d'une «nation». Selon vous, ces notions sont-elles recevables ?

Yves: La question n'est pas tant de savoir si ces notions d'identité, de peuple ou de nation sont «recevables» (elles ont une réalité pour des centaines de millions voire des milliards d'individus sur terre, même si elles ne sont totalement étrangères et constituent de redoutables constructions collectives imaginaires édifiées à partir de faits concrets soigneusement sélectionnés), mais pourquoi elles continuent à avoir un tel pouvoir nocif, léthal, de mobilisation et d'endoctrinement. Il me semble que les marxistes et les anarchistes qui ont toujours été réticents vis-à-vis de la polarisation sur les questions identitaires, au sens le plus large du terme, portaient d'un point de vue universaliste et «de classe» qui a toujours été extrêmement minoritaire sur cette planète, et ce même lors des crises révolutionnaires. De la Commune de Paris à la révolution hongroise des conseils ouvriers en 1956, la question nationale n'a jamais été très éloignée de la question sociale, même sous une forme déformée. C'est d'ailleurs parce que le point de vue «de classe» était (et est encore) minoritaire qu'on a vu tant de «marxistes» tenter de «récupérer» le nationalisme, en imaginant une

théorie de la révolution par étapes. D'abord l'indépendance nationale, puis le socialisme. Mais on a vu que ce calcul, quand il était sincère, a abouti à une impasse pour les exploités.

Dans l'ouvrage collectif qui s'intitule *Les identités néerlandaises*, j'ai été frappé de constater à quel point les notions citées par les différents «spécialistes» pour illustrer les formes qu'a prise, à travers l'histoire, l'identité néerlandaise sont en fait les valeurs fondamentales de la société bourgeoise capitaliste moderne. Elles pourraient presque toutes servir à définir «l'essence éternelle» de tous les Etats, ou Etats-nations, européens (voire extra-européens) actuels: le sens de l'économie, le goût du travail, la discrétion, la liberté d'expression, l'interdiction de toute discrimination, la liberté de foi et de religion, la tolérance, un pragmatisme «marchand», le sens de la mesure, un tempérament «industriel», l'antihéroïsme, le goût du compromis, le pacifisme, l'aide aux pays plus pauvres, etc.

Les intellectuels et les politiciens qui cherchent à définir l'identité d'un peuple ou d'une nation ont généralement du mal à tracer des frontières imperméables entre les identités et les cultures nationales, c'est pourquoi ils ont recours, tout comme les religieux, à des récits mythiques. En France, par exemple, les historiens ont dépensé beaucoup d'énergie à magnifier des figures comme celles de Clovis, Vercingétorix, Charlemagne et Jeanne d'Arc, tout comme celles des différents rois et empereurs (de Louis XIV à Napoléon) «français» pour fabriquer une continuité idéale et une identité censée être unique et originale.

Pour les nationalistes, qu'ils soient les théoriciens d'un mouvement de libération nationale ou les dirigeants d'un Etat constitué, ou ceux d'un parti qui défend les valeurs patriotiques: *«il faut à tout prix déceler un désir de “vivre ensemble” chez ceux qui partagent une certaine identité, et les impliquer malgré eux dans un combat (...), en invoquant le poids d'une histoire envers laquelle tout individu aurait une dette. (...) Le poids de l'histoire doit écraser les individus, et de plus une histoire mythifiée, revisitée, minimisant l'artificialité⁽¹⁾»* de la nation ou du peuple concernés.

Marie-Cécile: Les tensions «régionalistes» ou identitaires me semblent croître aujourd'hui en raison de la faillite des Etats à protéger les gens. La «mondialisation» – qui n'est qu'un terme signifiant exploitation maximale et barbarie – effraie à juste titre, et on a l'impression que, derrière la palissade «nation», les «sauvages» ne pourront pas attaquer.

A Voix Autre: Les nationalistes disent défendre une culture supérieure ou, à tout le moins, différente. Vous semble-t-il qu'il existe des cultures réellement différentes ou des variations locales d'une culture universelle ? Ou qu'il faille privilégier une toute autre analyse ?

Yves: La notion même de culture me semble suspecte dès lors que l'on veut enfermer les individus dans un comportement collectif précis, immuable, dont il leur serait impossible de se détacher.

Aujourd'hui, le mot culture en est revenu à remplacer le mot «race», au sens scientifique du XIX^e siècle: un facteur quasi génétique absolument déterminant de la pensée, du comportement, des individus et des groupes appartenant à une communauté, à un peuple ou à une nation donnés.

C'est en cela que le «droit à la différence» ou certaines interprétations du multiculturalisme ou de l'interculturalité sont dangereuses: quand ces hypothèses d'interprétation des comportements humains se transforment en une obligation à se conformer à une différence spécifique, sous peine d'être exclu d'une communauté, voire même de l'humanité. Pour un patriote ou un nationaliste, un «apatride» ou un anationaliste est un zombie nuisible; de même que pour un croyant, un athée est voué aux flammes de l'Enfer, à l'élimination physique... en principe dans un autre monde, mais pas toujours.

Une camarade kurde, qui n'avait jamais porté le foulard en Irak, m'a raconté les pressions qu'elle a subies, pour la première fois de sa vie d'adulte, en venant vivre comme réfugiée politique dans un quartier de Londres où vivaient beaucoup de gens originaires du Proche et du Moyen-Orient. On a là un bon exemple des effets pervers du multiculturalisme quand il permet à des minorités d'une communauté donnée d'imposer une tenue vestimentaire à leurs compatriotes pour respecter une prétendue tradition nationale ou religieuse.

Le 15 août dernier, j'ai assisté à une fête «multiculturelle» dans une petite ville à côté de Francfort: il s'agissait d'une Nationfest, une «fête des nations», terme beaucoup plus approprié comme la suite le montrera. En fait de «multiculturalité» ou d'«interculturalité», qu'est-ce que j'ai vu ? Des Turcs, des Somaliens, des Kurdes, des Portugais, des Palestiniens, des Marocains et quelques Cubains tenir des stands de bouffe et présenter leurs danses folkloriques à un public qui écoutait ou regardait distraitement le spectacle, car, pour ce qui concerne les Allemands «de souche», ils étaient surtout venus pour se remplir la panse et se dépayser un peu. Quant aux non-Allemands, ils étaient certes visiblement contents de se retrouver entre eux et de montrer aux «autochtones» qu'ils avaient, eux aussi, une «identité» nationale ou culturelle, même si cela se réduisait à des aliments plus épicés et des vêtements plus colorés. Mais, aux différentes tablées, et dans les allées où les gens se promenaient, il n'y avait aucun «mélange ethnique», ni même religieux (il y avait des stands de musulmans turcs ou d'origine turque et de catholiques d'origine italienne, avec des drapeaux turc et italien qui se mêlaient au drapeau allemand, mais ces stands étaient totalement séparés). Toutes les associations présentes avaient été agréées par la mairie locale, et cela montrait bien à quel point la gestion des cultures ou des identités nationales en Europe ressemble à la gestion des flux financiers. Les Etats, les régions, les municipalités veulent organiser et surtout contrôler les flux culturels, mais pas du tout dans le but

de favoriser des relations humaines et sociales profondes entre les différents «peuples» qui vivent sur leurs territoires. On est dans l'idéologie du «séparés mais égaux» (enfin, «égaux», il faut le dire vite), fondement de la ségrégation et de l'apartheid sur les plans social, religieux, sexuel, national et ethnique.

«Le multiculturalisme est réactionnaire, car il est incapable d'admettre que les hommes puissent librement un jour rejeter ce qui leur est présenté comme leur culture (...). Les politiques multiculturelles tendent à produire des effets strictement inverses au but qu'elles recherchent (...); elles encouragent indirectement l'auto-exclusion des groupes qu'elles prétendent précisément protéger et promouvoir, en les tenant en marge de la communauté dominante. (...) le multiculturalisme est l'inévitable et dangereux principe véhiculé par ceux qui recherchent un palliatif à la résolution de la question sociale⁽¹⁾»

Une fois ces réserves faites (et elles sont substantielles), les spécialistes des sciences sociales peuvent découper l'humanité en autant de «cultures» locales, sociales, politiques, ethniques, nationales qu'ils veulent. Cela ne me dérange pas si leur démarche aide à mieux comprendre les particularités de tel ou tel groupe étudié, et surtout à mener une lutte commune plus efficace des exploités de différentes origines. Tant que les résultats de ces recherches ne sont pas utilisés, manipulés, dévoyés par des partis nationalistes, la notion de culture ne me pose pas de problème grave, même si je n'aime guère l'utiliser en raison de ses connotations chauvines, parce que toute culture est, quelque part, une forme d'enfermement. Mais cela suppose de pouvoir questionner, remettre en cause, aussi les présupposés politiques, les préjugés sociaux, des sociologues, anthropologues ou ethnologues. Et que ceux-ci admettent qu'ils peuvent se tromper ou que leurs recherches peuvent être instrumentalisées. Peu d'entre eux en sont capables...

Marie-Cécile: Il n'existe pas de culture libératoire; ça se saurait. Pas plus qu'il n'existe de culture prolétarienne ou révolutionnaire. Chaque agrégat humain produit ses comportements sociaux, ses œuvres, ses saloperies aussi. Le beurre salé n'est pas en soi porteur d'une valeur supérieure à celle de l'huile d'olive et la question de savoir si le Parthénon témoigne ou non d'un esprit supérieur aux figures de l'île de Paques ou si le rock vaut Bach n'a pas un grand intérêt. Ce qui est enrichissant, c'est d'essayer de conserver la diversité humaine, seul gage de survie de l'espèce, sans enfermer les gens dans la tradition qui n'est que la culture des cons.

A Voix Autre: Dans le mouvement altermondialiste, les luttes des «peuples indigènes» pour leur «libération nationale» et le maintien de «leur» culture recueillent pas mal de sympathie. A contrario, les partis xénophobes comme le Front national sont – heureusement – rejetés. Partagez-vous le point de vue suivant lequel il y a là une contradiction chez les «alters», les luttes de «libération nationale» et l'attitude du FN étant les deux faces d'une même pièce?

Yves: Le mouvement altermondialiste est un mouvement très hétérogène. Mais l'idéologie la plus répandue en son sein est celle qui privilégie les racines des peuples, la défense des cultures paysannes traditionnelles, et ce par rapport à une domination capitaliste dénoncée comme mondialisée, globale, déterritorialisée, sans racines, etc. Les altermondialistes, en fait, ont retourné le discours des conservateurs du XIX^e et du XX^e siècle qui dénonçaient, chez les révolutionnaires marxistes ou anarchistes, une volonté de détruire l'ordre «naturel» sanctifié par les religions, les monarchies et les Etats. Aujourd'hui les altermondialistes sont les meilleurs défenseurs de la Nature, les meilleurs critiques des méfaits de l'industrialisation sous toutes ses formes, ils sont soucieux de respecter un ordre naturel, proche de la terre, que les hommes n'auraient qu'à respecter pour que le monde devienne meilleur. Ils croient que la Nature (voire l'organisation du monde animal pour certains) pourrait en quelque sorte dicter des conseils de sagesse et d'harmonie sociale aux hommes, et que les sociétés agricoles seraient plus «naturelles» que les sociétés industrielles. C'est absolument évident dans les cultures indiennes d'Amérique, par exemple, et l'on retrouve ces thèmes dans le mouvement zapatiste, mais aussi chez les écologistes. Mais le problème est que «*la valorisation des minorités et des cultures "opprimées" cache une politisation de la culture*⁽¹⁾» et que cette *Politisation* se fait rarement au nom d'une justice sociale et d'une égalité réelles.

Certains courants d'extrême droite ont cru habile de tenter de s'infiltrer dans le mouvement altermondialiste ou de reprendre certains thèmes altermondialistes, mais je ne crois pas que ce soit le cas du Front national en France.

Il peut donc y avoir des convergences, non désirées, entre certains thèmes du mouvement altermondialiste et ceux de groupes d'extrême droite.

Cela dit, il faut préciser aussi que le mouvement altermondialiste ne se fixe pas pour objectif d'abolir la propriété privée, le salariat et l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes; les différents courants de ce mouvement hétérogène sont uniquement d'accord pour critiquer les excès de ce qu'ils appellent le «néo-libéralisme», et pour demander aux institutions internationales d'être moins au service des multinationales et d'introduire plus de justice sociale dans les lois et les réglementations nationales et internationales.

Le Front national, lui, prêche un retour utopique au capitalisme national français, la restauration du franc, la fermeture des frontières, le rétablissement des bannières douanières, etc. Quant aux mouvements de libération nationale dans les pays du tiers monde, ils ne peuvent être mis sur le même plan que les mouvements d'extrême droite dans les pays occidentaux. Ils ont contribué à liquider une forme de domination (la domination directe des puissances européennes), même s'ils l'ont remplacée par une autre forme de domination, autochtone, celle-là, ou par une

nouvelle forme de domination indirecte du Capital. En France et en Belgique, en tant qu'individus habitant sur le sol de puissances post-coloniales, nous ne pouvons être neutres. Nous devons soutenir le droit à l'indépendance des peuples dominés par les bourgeoisies et les Etats occidentaux, même si nous sommes en désaccord total avec les mouvements politiques qui les dirigent. C'est une gymnastique un peu compliquée, je le reconnais, mais indispensable...

Quand aux mouvements indépendantistes minoritaires au sein des grands pays capitalistes, il s'agit encore d'une autre question. Ils essaient de comparer leur situation avec celle des pays de l'ex-tiers monde ou du Sud, mais elle n'a rien à voir sur le plan matériel et social. On peut considérer que la Corse est moins développée que la Beauce, mais il serait absurde de comparer la Corse au Tchad ! On peut dire qu'il existe des préjugés anti-Bretons, mais jamais les Bretons n'ont été réduits en esclavage ! Qu'il existe des disparités régionales au sein des Etats les plus riches de l'Union européenne est une évidence. Par contre, on voit mal comment la multiplication d'Etats nationaux ou de régions indépendantes en Europe permettrait d'augmenter les droits démocratiques et sociaux des exploités. Or, c'est cela qui nous intéresse, et qui intéresse aussi les gens, même s'ils votent pour tel ou tel démagogue nationaliste ou populiste.

À Voix Autre: Concrètement, le nationalisme promeut-il la culture ou l'étouffe-t-il ?

Yves: Le nationalisme peut parfaitement promouvoir non seulement une culture nationale étriquée (en clair liquider toute la diversité culturelle d'un pays donné), mais il peut aussi favoriser une culture à façade universaliste. La France est un bon exemple d'Etat-nation qui sait manipuler, récupérer, toutes sortes de cultures pour renforcer sa puissance et sa domination. De plus, à mon avis, «la» culture n'existe pas, il existe des cultures, elles-mêmes hétérogènes. Le problème de fond avec «la» culture c'est que *«en tant qu'ensemble de traditions, voire de normes, [elle] échappe généralement à toute forme de rationalité, de jugement, et donc de justice. Son acceptation par les individus et les populations repose sur le conditionnement, puisque sa transmission lui fait également acquérir une proximité affective qui la rend légitime à leurs yeux sans aucune forme de critique⁽¹⁾»*.

Marie-Cécile: Le nationalisme enferme les gens dans ce qui va être défini comme «la culture nationale» en l'étouffant puisqu'elle lui interdit d'évoluer. Prenons l'exemple des costumes nationaux fixés au XIX^e siècle: on a les costumes bretons, normands, etc. A la couleur de ruban près, de la sardanne à la bourrée, les chants, les pas de danse sont figés, les vieux récits oubliés et les cultures régionales de mourir... Le mouvement Felibridge (d'inspiration très peu révolutionnaire) a inventé au début du XX^e siècle un lexique et une grammaire du provençal — qui n'existait pas — à partir de patois ou de sabir occitano-franco-italiens très mouvants.

A Voix Autre: Estimez-vous que c'est l'Etat – ou la classe dirigeante – qui joue un rôle dans la mise en place de ces concepts d'«identité», de «peuple» ou de «nation» ?...

Yves: Oui, bien sûr, mais les idéologies réactionnaires sont des processus de création collective et permanente. Il n'y a pas d'un côté les producteurs actifs d'idéologies (Etat, classe dirigeante) et de l'autre des consommateurs passifs (les exploités). C'est d'ailleurs pourquoi nous avons tant de mal à critiquer ces concepts: car leur forme, voire parfois leur contenu, change constamment et que nous devons renouveler sans cesse notre argumentaire. Ce que nous faisons rarement...

Marie-Cécile: Oui sous l'aspect: nous on est les bons, mais pas les autres. Mais parfois les concepts lui échappent. L'illusion groupale (nous, on est les meilleurs) donne parfois de curieux résultats.

A Voix Autre:...Ou, à l'inverse, que c'est l'existence réelle de ces concepts qui entraîne l'émergence d'un Etat ?

Yves: Je ne crois pas que la diffusion de concepts ou d'idéologies puisse, à elle seule, entraîner l'émergence d'un Etat. Elle joue bien sûr un rôle, surtout depuis la fin du XVIII^e siècle, mais ce sont des besoins sociaux profonds, des structures sociales en crise qui permettent à un embryon d'Etat de se développer et de se transformer en une structure guerrière et militaire offensive. En général: la présence de troupes d'occupations étrangères, l'existence de disparités importantes entre des régions d'une même zone géographique, la permanence de conflits entre de vieilles communautés religieuses ou ethniques fermées, conflits qui se recoupent généralement avec des conflits sociaux (autour de l'usage des terres, entre éleveurs nomades et agriculteurs, par exemple), le manque de mobilité sociale au sein d'une société donnée (lorsque certains groupes nationaux, ethniques ou religieux monopolisent le pouvoir administratif ou le commerce, par exemple), etc.

Marie-Cécile: Je ne crois pas qu'il puisse exister durablement d'Etats ethniques ou autocratiques religieux. On peut prendre le contre-exemple de l'Etat d'Israël qui n'existe et ne tient que parce qu'il sert des intérêts autres.

Yves: Je ne partage pas ton avis sur les fondements d'Israël, même si bien sûr ses alliances internationales (pro-soviétiques puis pro-américaines) sont sa condition de survie... en dehors de la possession de l'arme atomique. Je crois qu'un peuple israélien est né (peuple imaginaire comme tous les peuples), lui-même fusion de plusieurs peuples juifs. Israël est paradoxalement à la fois un modèle et un repoussoir pour les peuples de la région.

Un modèle parce que les Juifs ont créé un Etat-nation (et fait revivre une langue nationale) dans une région qui comptait très peu d'Etats-nations, pour des raisons historiques. De plus, certains groupes juifs ont eux-mêmes mené une lutte armée contre l'impérialisme britannique dans la période 1944-47. Enfin, tous les

mouvements de libération ont pour objectif de créer un Etat-nation. Même les mouvements islamistes aux tendances transnationales en raison de leur religion (Hamass, Hezbollah) ne remportent des «succès» que dans un cadre «national».

En même temps, Israël est un repoussoir à cause de sa politique coloniale d'expansion permanente et d'oppression impitoyable des Palestiniens. Et à cause de ses liens avec les grandes puissances (Europe, Etats-Unis).

Israël offre un excellent exemple de trou noir théorique pour ceux qui ont des schémas trop rigides par rapport à la question nationale: aussi bien ceux qui affirment qu'elle serait dépassée «à l'heure de l'impérialisme», que ceux qui pensent qu'elle ne se pose que pour les peuples «de couleur» de l'ex-tiers monde. C'est à mon avis une des raisons pour lesquelles cet Etat minuscule polarise tellement l'attention des révolutionnaires de tout poil et de tous pays: il représente un concentré de toutes les difficultés théoriques que nous n'arrivons pas à résoudre et pour lequel nous avons peu de solutions concrètes. Qu'est-ce qu'un peuple, une nation, un Etat, une religion, une classe dominante, un mouvement de libération nationale, etc. ?

A Voix Autre: Pour nombre d'internationalistes ou anationalistes, le concept de «nation» – créé à coups de mythes – permet d'unir les dominés aux dominants dans un projet commun, en gommant leurs divergences d'intérêts. Cette lecture vous paraît-elle datée ?

Yves: Non, pas du tout. Elle me semble parfaitement actuelle. *«La nation repose bien sur l'amnésie voire sur le mensonge, sur l'oubli des divergences d'intérêts entre individus issus de classes sociales opposées⁽¹⁾»* La question est plutôt pourquoi les dominés trouvent-ils utile de s'allier aux dominants ? Vaste problème...

Marie-Cécile: Pour répondre à ta question, Yves, je crois que c'est plus facile; la soumission est confortable psychologiquement. La liberté et la responsabilité effraient. Un dieu qui juge et qui punit, c'est tellement rassurant.

A Voix Autre: Pensez-vous que les théoriciens socialistes aient commis une erreur de jugement lorsqu'ils percevaient le «peuple» – en tant que classe sociale – comme «sujet de l'action révolutionnaire» ? Des attitudes très conservatrices semblent en effet se manifester aujourd'hui dans ce même «peuple» avec, par exemple, la ré-élection de Berlusconi à la tête de l'Italie et une approbation large de sa politique sécuritaire – fichage systématique des Roms, armée présente en rue...

Yves: Je ne crois pas que les théoriciens socialistes (si l'on entend par là Marx et les marxistes les plus radicaux, c'est-à-dire les moins étatistes) aient perçu le peuple comme une classe sociale ayant un rôle historique. Traditionnellement, ils considéraient que la classe ouvrière devait être l'élément dirigeant qui allait entraîner les autres couches ou classes exploitées. Par contre, ce qui est vrai c'est que le

marxisme-léninisme (notamment après la révolution russe et la création de l'Union soviétique) est devenu une technique efficace (grâce à l'organisation en un Parti centralisé dirigeant lui-même un mouvement de libération nationale) et une idéologie commode pour permettre de créer un Etat national extrêmement autoritaire, voire totalitaire, et déclencher une accumulation primitive accélérée, en lançant un développement capitaliste «autonome» vis-à-vis des grandes puissances européennes.

Marie-Cécile: Je ne pense pas que cela avait la moindre importance à leurs yeux, mais ils ont su s'en servir. Il y aurait tout un travail historique à faire sur la manière dont on a exporté/imposé la révolution dans les républiques orientales de l'Union soviétique, sans parler des déportations de peuples entiers, ceux du nord de la Sibérie mais aussi les habitants de la Crimée... coupables d'être et non de faire.

A Voix Autre: En Belgique, face aux revendications régionalistes portées tant par des démocrates que par des extrémistes de droite, de nombreux habitants remettent en avant l'Etat unitaire. Les arguments de ses partisans vont de la solidarité économique au patriotisme simple, en passant par l'idée que c'est un «moindre mal». Que pensez-vous de ce type de positions ?

Yves: Je ne connais pas du tout la réalité belge. Il me semble qu'il faudrait déjà réhabiliter la question de l'élargissement permanent des droits démocratiques et sociaux face à ces différents mouvements nationalistes, et montrer en quoi ces mouvements y sont concrètement opposés. Lorsque des provinces plus riches d'un Etat obtiennent une certaine autonomie, c'est forcément au détriment des populations des provinces plus pauvres du même Etat. Cela va à l'encontre de toute notion élémentaire de solidarité entre les exploités. Et l'on voit bien que les Etats qui accèdent à l'indépendance ou les provinces qui accèdent à l'autonomie ne promeuvent pas l'égalité entre leurs citoyens, mais renforcent la richesse, le pouvoir, les privilèges de petites élites dirigeantes.

Nous devons à chaque fois essayer de déplacer la discussion sur un autre terrain que celui de l'adversaire: par exemple, refuser d'opposer les nationaux aux étrangers, pour toujours montrer comment le combat commun renforce la position de tous les exploités.

Marie-Cécile: Votre situation en Belgique ressemble par certains côtés à celle du Canada. Derrière la revendication simpliste: «On sera mieux tout seuls» se cache la destruction des «acquis sociaux» ce que certains appellent l'Etat-providence, expression archimensongère mais qui «marche». Cela étant dit, ils s'appuient aussi sur des éléments d'histoire douloureux: l'ancienne domination et l'arrogance – réelle ou supposée – des francophones, leur refus d'apprendre le néerlandais peut en énerver plus d'un. On pourrait commencer par rendre obligatoire le bilinguisme à l'école ne serait-ce que pour pouvoir se parler et après: on vire le roi et on fait la

république ? Avec tous les étrangers présents sur le sol ?

A Voix Autre: En 1868, le théoricien anarchiste Bakounine proposait la réalisation des Etats-Unis d'Europe dans son ouvrage «Fédéralisme, Socialisme et Antithéologisme». Le fédéralisme - en tant qu'organisation horizontale des habitants et libre union des communes - proposé par de nombreux théoriciens libertaires vous semble-t-il à même de résoudre concrètement les tensions nationalistes, au regard de l'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui ?

Yves: Je doute qu'il y ait une solution politique miracle au nationalisme, tant que les exploités n'auront pas expérimenté eux-mêmes des formes d'organisation politique différentes de celles que nous connaissons actuellement.

Marie-Cécile: Je n'ai jamais vu que le fédéralisme des peuples soit une organisation horizontale des personnes. Il n'y a de remède que dans la suppression de l'exploitation. A chacun selon ses besoins ?

A Voix Autre: Envisagez-vous d'autres pistes que le fédéralisme ?

Yves: Non, pour les mêmes raisons. Cela me semble impossible de discuter en détail d'une société radicalement différente de la société capitaliste en dehors d'expériences concrètes - expériences inexistantes pour le moment. On peut envisager certains principes avec plus de sympathie que d'autres, surtout après les expériences centralisatrices léninistes et staliniennes, mais je vois mal comment on peut aller plus loin.

Marie-Cécile: Je crois qu'il faut refonder une pensée de l'émancipation; sortir de la logique électoraliste et des structures verticalistes des mouvements dit d'extrême gauche. Mais je reconnais qu'une fois ces choses-là dites, on n'a pas vraiment avancé.

A Voix Autre: La culture - et notamment la culture de soi, soutenue par les anarcho-syndicalistes - et la célébration de l'individu - peuvent-elles s'opposer aux nationalismes ?

Yves: Je ne connais pas la notion de «culture de soi» soutenue par les anarcho-syndicalistes. Je pourrais bien sûr entamer l'éternel refrain sur les vertus d'une culture universelle. Mon problème est plutôt que la notion même d'une culture mondiale, universaliste, que nous souhaitons n'est pour le moment véritablement accessible qu'à d'infimes minorités qui parlent plusieurs langues, ont de la famille dans différents pays, voyagent fréquemment pour leur travail, ont vécu dans différents pays (par choix, bien sûr, pas poussés par la famine ou les guerres), etc. Comment favoriser la diffusion d'un tel idéal ? Comment pourrait-il séduire ceux qui, aujourd'hui, se raccrochent aux identités nationales, religieuses et ethniques ? Je l'ignore.

A Voix Autre: Quelle place attribuez-vous éventuellement à l'enseignement ?

Yves: Si par enseignement on n'entend pas seulement le savoir dispensé par les professeurs et les spécialistes certifiés, mais toutes

les formes de transmission de savoirs, y compris militantes, il est évident que la culture universelle dont nous rêvons a besoin du maximum de passeurs.

Marie-Cécile: Le savoir dispensé n'est souvent qu'un moyen d'asservissement aux valeurs dominantes. Le seul savoir qui vaille vraiment c'est celui qu'on arrache, qu'on découvre, qu'on se construit soi-même, dans la confrontation et l'échange. Et même s'il faut faire feu de tout bois, le meilleur passeur, c'est soi-même avec les autres.

1. Toutes les citations sont extraites de *Anarchisme, nation, identité, culture* de Karim Landais, paru aux Editions Orphéo en octobre 2008.

ANNEXE: Culture ? Quelle culture ?

Si je devais me revendiquer d'une culture, ce serait celle de la classe ouvrière.

On pourrait me dire que je suis issu de la culture méditerranéenne.

C'est vrai, mais ce serait tronquer la vérité.

Je suis né dans la région Languedoc, et j'ai grandi en Corse.

Une grande partie de mes ancêtres viennent d'Italie, c'est vrai.

Mais je n'ai pas cette philosophie «nationaliste» de revendiquer fièrement une culture de tel ou tel pays.

Je suis internationaliste.

Même si des fois je porte des tee-shirts ou des maillots de l'équipe de foot italienne...

Non, la seule «vraie» culture que je connaisse, c'est celle de la classe ouvrière.

Celle du prolétariat.

Celle du salariat opposé au patronat.

Celle de la défense des intérêts de notre classe.

De la défense de nos droits, de notre droit à vivre dignement.

C'est un combat de tous les jours dans lequel on se prend de gros coup dans la tronche.

La solidarité, la fraternité, voilà ce que j'ai vu dans ma culture.

Le partage, l'insoumission à l'ordre établi, voilà ce que j'ai appris dans ma culture.

Je pourrais en parler des heures tellement cette culture me fascine.

Tellement ma classe ouvrière me fascine.

Elle est composée de millions de personnes anonymes dans la masse.

Je crois que j'en ai rencontré un peu de tous les genres, toutes les catégories qui composent cette classe.

J'ai rencontré et je connais des fonctionnaires, des ouvriers du public et du privé, des employés de bureau, des femmes de ménages, des étudiants en alternance, des chômeurs de longue durée, des handicapés accidentés du travail, des marginaux vivant dans l'illégalité, des gauchistes, des écolos, des syndicalistes dévoués à la cause, des licenciés de la veille, des anarchistes et des communistes.

La liste est longue.

Mais c'est cette culture ouvrière qui nous rassemble.

C'est dans les cités ouvrières que les idées révolutionnaires se sont forgées.

Les gens de la zone savent vivre et je le dis en toute modestie.

Partigiano (<http://remito.zeblog.com/c-textes-divers>)

Ni Joffrin, ni Val, ni Siné, la clarté politique d'abord !

La polémique autour des propos ambigus de Siné (1) et l'article absurde de Joffrin dans Libération assimilant les Juifs à une «race» dont on ne pourrait pas sortir (2) cachent l'essentiel.

Les réseaux de solidarité envers Val d'un côté, envers Siné de l'autre se gardent bien d'aborder le fond des questions touchées. Qu'est-ce que le racisme ? Qu'est-ce que l'antisémitisme ? Y a-t-il, oui ou non, des liens entre anticapitalisme de gauche et antisémitisme ? De quelle nature ? Entre antisionisme de gauche et antisémitisme ? Lesquels ? Et si des passerelles ont existé et existent encore entre ces idéologies, comment peut-on y mettre fin et lever toute ambiguïté ?

En clair: critiquer et combattre à la fois le sionisme (qui n'est qu'une des formes de l'idéologie nationaliste et procapitaliste) et l'antisémitisme, sans employer des expressions idiotes telles que «sionazis», sans lancer des slogans tels que «Israheil» ou «Sharon = SS» ou sans faire passer tous les Palestiniens (toutes classes et toutes tendances politiques confondues) pour des figures christiques victimes de tous les Juifs ou de tous les Israéliens, quelle que soit leur classe et leur position sociale. En clair, sans recycler l'ancien antijudaïsme chrétien en antisionisme moderne aux accents plus ou moins antisémites. Sans faire l'apologie aveugle du nationalisme arabe, sans fermer les yeux sur l'antisémitisme de l'islam politique, et en dénonçant l'impérialisme et le nationalisme français, tout comme le colonialisme israélien. Et en gardant la possibilité pour les peuples juifs, s'ils le veulent, d'avoir leur propre Etat dont les frontières doivent bien sûr être radicalement transformées pour que le peuple palestinien aussi puisse faire valoir ses droits à l'autodétermination et à un Etat viable, en attendant que les exploités de la région décident d'envisager un changement social plus radical.

Ces questions ne sont jamais discutées sérieusement et sereinement par ces réseaux, car ce qui les intéresse c'est uniquement de se dénoncer mutuellement, pas de faire réfléchir leurs soutiens.

Les réseaux pro-Val ou pro-Siné, on devrait même dire les clans pro-Val et pro-Siné, disposent de moyens très inégaux, les premiers étant nettement plus proches du pouvoir et du «grand capital» que les seconds.

Néanmoins, ils emploient les mêmes procédés; ils veulent exiger des lecteurs de leurs sites et journaux divers une solidarité sans faille envers l'un ou l'autre des protagonistes, sous prétexte qu'un de leurs copains (Val ou Siné) est attaqué.

Cette pratique des pétitions et contre-pétitions empêche chaque individu de réfléchir calmement et l'oblige à témoigner d'une solidarité automatique envers celui qui est clairement la victime (un dessinateur qui risque d'être licencié mais ne sera quand même pas réduit à toucher le RMI et à faire la manche demain matin) et son employeur (Val, un bouffon des plateaux télé pour lequel il est difficile d'éprouver la moindre sympathie tant ses discours sont réacs, creux et insipides – sans compter son statut de patron qui le situe clairement de l'autre côté de la barricade).

Dernière question: tous les défenseurs ou les critiques de Charlie Hebdo agissent comme si ce journal ne jouait pas depuis des décennies sur les ambiguïtés de certaines formes de l'humour antiraciste et antisexiste. (On se demande à ce propos ce qu'en pense la féministe Caroline Fourest.)

Charlie Hebdo a toujours véhiculé les clichés racistes et sexistes les plus débiles pour – paraît-il – mieux les dénoncer. Il serait peut-être aussi temps de s'interroger sur l'efficacité de cette forme d'humour gras, macho, beauf et franchouillard au second ou au troisième degré qui se prétend anarchiste ou libertaire. Le 9 août 1982, Siné, invité sur les ondes de la radio libre Carbone 14 avait déjà déclaré: «Je suis antisémite. Je vais faire dorénavant des croix gammées sur tous les murs... Je veux que chaque juif vive dans la peur, sauf s'il est pro-palestinien...» Selon l'un de ses défenseurs qui a écouté l'émission, Siné avait à l'époque «endossé, le temps d'un sketch, l'identité d'un intégriste antisémite et prenait un ton délirant: c'était ouvertement, évidemment, de l'ironie, de mauvais goût certes».

On voit que «l'humour» de ce dessinateur est très spécial (cela se passait juste à la suite de l'attentat de la rue des Rosiers qui avait fait 6 morts) et il avait dû à l'époque plaider qu'il était saoul quand il avait tenu ces propos et présenter ses excuses à la LICRA pour que celle-ci retire sa plainte.

26 ans plus tard, Siné n'est-il pas de nouveau tombé dans un piège qu'il s'est tendu lui-même, tant il est dans la toute-puissance de celui qui a raison sur tout? Un peu comme les dessinateurs des caricatures de Mahomet qui n'ont pas compris les réactions qu'ils ont suscitées. (Comprendre n'est pas accepter, mais cela permet d'agir en toute conscience sans jouer les innocentes victimes ensuite.) Ou comme les Dieudonné, Bedos, Robin, Palmade et autres Michel Leeb qui se sont servis de clichés racistes pour (disent-ils) dénoncer le racisme. Dans le cas de Dieudonné, on voit où cette pratique l'a mené: dans les bras du parrain de sa fille – Le Pen. Et on peut se rappeler aussi ce que Desproges disait à propos de Siné le 13 décembre 1982, même s'il y avait ici aussi du second degré dans la critique: «Le seul gauchiste d'extrême droite de France (...) masquant tant bien que mal un antisémitisme de garçon de bain poujadiste sous le masque ambigu de l'antisionisme pro-palestinien...»

Il ne s'agit pas bien sûr de limiter en quoi que ce soit la liberté d'expression (c'est un bien précieux, quoi qu'on pense de l'usage qu'en font les cons et les réacs) mais de se demander au moins si cette forme d'humour au second degré a pleinement sa place dans un combat sincère pour l'égalité et la fraternité humaines.

Quand Siné lui-même et les pro-Siné commenceront à se poser ce type de questions, on commencera à y voir un peu plus clair...

Y.C.

(Ni patrie ni frontières)

30/7/2008

1. «Jean Sarkozy, digne fils de son paternel et déjà conseiller général de l'UMP, est sorti presque sous les applaudissements de son procès en correctionnelle pour délit de fuite en scooter. Le Parquet a même demandé sa relaxe ! Il faut dire que le plaignant est arabe ! Ce n'est pas tout: il vient de déclarer vouloir se convertir au judaïsme avant d'épouser sa fiancée, juive, et héritière des fondateurs de Darty. Il fera du chemin dans la vie, ce petit !» (Siné)

À ma connaissance ce n'est pas en tant qu'«Arabe» que le plaignant a porté plainte mais en tant que victime d'un délit de fuite. On voit que les antiracistes de gauche comme Siné ont de curieuses catégories mentales. Siné, dans la même chronique parue dans Charlie Hebdo, avait subtilement écrit: «Moi, honnêtement, entre une musulmane en tchador et une juive rasée, mon choix est fait.» Curieusement aucun antiraciste de gauche pro-Siné n'a protesté contre cette manie d'étiqueter les gens selon leurs origines religieuses ou ethniques, réelles ou imaginaires. Pas plus qu'ils n'ont mentionné les propos du même Siné affirmant le 11 juin 2008 «plus je croise les femmes voilées qui prolifèrent dans mon quartier, plus j'ai envie de leur botter violemment le cul». Cela en dit long sur la régression intellectuelle et politique de tous ces gens-là.

2. «On choisit sa religion, on ne choisit pas sa race», a osé écrire Joffrin.

P.S. Selon un internaute qui a critiqué l'article ci-dessus sur le site Bellacio, les Juifs ne seraient pas un peuple (ou un ensemble de peuples) mais une religion. On se demande alors pourquoi tant d'antisionistes athées se disent en même temps juifs. Sans compter l'UJFP qui prétend regrouper des juifs partisans de la paix (d'après son sigle) alors qu'une partie de ses membres ne sont ni Juifs ni juifs ! Ou Edgar Morin qui considère que toute personne révoltée par le génocide commis contre les Juifs peut se sentir et se dire juif ! C'est donc bien que la judéité est une notion complexe qui ne se réduit pas à la religion ! Que sont donc ces mystérieuses «origines» religieuses ?

On a affaire à la même absurdité lorsque les journalistes, les hommes politiques et les intellos de gauche affirment que quelqu'un

serait d' «origine musulmane», comme si la religion se transmettait par l'intermédiaire des spermatozoïdes, des ovules ou des gènes... Là aussi, la notion de «musulmans» a une pluralité d'acceptions politiques, religieuses, nationales, voire pseudoethniques (comme au temps de la colonisation française), sur laquelle il faut se prononcer clairement et réfléchir en tenant compte à la fois de l'opinion des intéressés mais aussi de ses propres positions philosophiques et politiques.

Quand j'écrivais que les «pro-Siné» devraient commencer par réfléchir sur le sens des mots qu'ils emploient ou que leur dessinateur adoré utilise, je pensais justement à la confusion politique et théorique qui affectent certains antiracistes de gauche (dont Siné) qui ne savent toujours pas vraiment ce qu'est un Juif, un juif, un Arabe ou un musulman, ce qui facilite tous les procès justifiés – ou le plus souvent calomnieux – pour islamophobie ou antisémitisme à leur encontre.

PPS (9 août).

L'article de Bernard Langlois dans *Politis* a rajouté une petite dose de dégueulasserie dans le débat: je ne lis jamais le *Nouvel Observateur*, mais chaque fois que j'ai entendu M. Askolovitch à la télé (à une époque il paraissait sur i-télé en même que Christophe Aguiton dans une émission quotidienne) c'était pour l'entendre vociférer contre l'extrême gauche et traiter ses contradicteurs avec morgue et mépris en digne M. Je-Sais-Tout-Vous-êtes-tous-des-cons.

Je suppose donc que c'est un mec plutôt réac, ou en tout cas quelqu'un qui a des comptes à régler avec ceux qui veulent changer la société.

Mais, contrairement à M. Langlois, je n'ai nullement besoin d'utiliser des termes codés comme «agent d'influence israélien» pour critiquer un mec réac.

D'une part, l'adjectif israélien étant au masculin, cette expression implique que M. Askolovitch ne serait pas français, et donc quelque part disqualifié par sa nationalité. Le Pen avait utilisé ce procédé contre Stoleru, en expliquant que ce dernier avait la double nationalité. On voit que Langlois fait flèche de tout bois, ou alors ne connaît pas la grammaire française et les règles d'accord. Quant à moi je me fous complètement de savoir quelle est la nationalité d'Askolovitch.

De plus, on sait que l'expression «agent d'influence» suppose généralement un rapport financier de dépendance avec une puissance étrangère, en l'occurrence ici à Israël. Je ne doute pas que l'État d'Israël (tout comme le Venezuela de Chavez, l'Iran d'Achmanidejad, l'Amérique de Bush, l'OLP, le Hamas ou le Hezbollah) paie des «agents d'influence». Mais en ce qui concerne M. Askolovitch, M. Langlois se contente de lancer une accusation en l'air. Il ne nous fournit aucune preuve de liens financiers entre ce

journaliste réac et l'Etat d'Israël, donc, jusqu'à preuve du contraire, son affirmation est ridicule.

A moins qu'il ne veuille dire que toute personne qui ne partage pas son point de vue sur Israël/Palestine est un «agent d'influence israélien»... Mais là on serait dans le registre du «terrorisme intellectuel», expression bien emphatique pour désigner un procédé polémique banal. Si t'es pas d'accord avec moi, t'es un flic, un provocateur, un agent de la CIA, du KGB, on a l'embarras du choix...

Cela dit, il faut quand même remercier M. Langlois d'avoir introduit l'expression «agent d'influence» dans le «débat» car désormais je me demanderai systématiquement si les journaux comme *Politis* ou *Le Monde diplomatique* qui défendent les gouvernements vénézuélien, cubain ou bolivien actuels sont vraiment totalement indépendants de ces Etats et de leurs caisses noires. Et je me demanderai si les journalistes qui passent sans cesse la brosse à reluire aux dirigeants de ces Etats sont désintéressés ou seulement fascinés par les ors des palais présidentiels et les voyages tous frais payés.... Après tout, il n'y a pas que la droite qui soit fascinée par le pouvoir et ses avantages matériels.

Sur le film *Chomsky et Compagnie* d'Olivier Azam

Ce film sortira en novembre 2008, mais on peut l'acheter en DVD en écrivant à Les Mutins de Pangée - BP 60104 - 75862 Paris cedex 18 - contact@lesmutins.org ou en se rendant sur le site: www.lesmutins.org

Soyons clairs, dans le titre de ce film ce qui compte c'est beaucoup plus les mots «et Compagnie» que «Chomsky». En effet, je n'ai pas minuté, mais son interview ne doit pas durer plus de 20 ou 30 minutes sur les 100 minutes du film. Ceux qui veulent connaître les opinions de Norman Baillargeon, de Daniel Mermet ou de Jean Bricmont sur Chomsky ont plus de chances d'être satisfaits que ceux qui croyaient voir vraiment un film composé essentiellement d'interviews de...Chomsky.

De plus l'objet et le fil conducteur de ce documentaire sont un peu confus, tant sur le plan technique que politique. Ce documentaire est construit autour d'une interview radiodiffusée de Chomsky par Daniel Mermet, interview entrecoupée d'images ou d'extraits hétérogènes de films et d'interviews (1) pour illustrer soit les idées du «plus grand intellectuel vivant» (sic) qui «travaille une centaine d'heures par semaine» (resic), un penseur «entre Bertrand Russel et le sous-commandant Marcos» (waouh ! pourquoi pas entre Marx et Jésus ?), soit d'interventions de disciples de ce grand «anarchiste socialiste».

Mermet fait d'ailleurs partie de ces journalistes qui mélangent un peu tout par ignorance, ou alors (je ne le connais pas assez pour trancher) qui pratiquent délibérément des amalgames. Ainsi il déclare, dans le commentaire en voix off du film, que les défenseurs des mouvements de libération nationale des années 60 auraient tourné leur veste et seraient déçus parce que les gouvernements issus de ces mêmes mouvements «obligent leurs femmes à porter le voile».

Cette affirmation est doublement fausse:

– d'une part, on pouvait parfaitement, dans les années 60, lutter pour l'indépendance des colonies sans pour autant accepter de «porter les valises» des futurs exploiters de mouvements comme le FNL, le FLN, le PAIGC, le FRELIMO, etc. Peu d'hommes et de femmes anticolonialistes ont été lucides, mais on ne peut cacher et nier leur existence, leurs écrits et leurs actions (visiblement cela ne fait pas partie de la culture affichée de Mermet et Bricmont);

– d'autre part, à l'époque, même si la dimension religieuse, musulmane était déjà présente dans les luttes de libération

nationale, notamment en Algérie, elle n'avait pas du tout pris la même ampleur qu'aujourd'hui (1). Cette affirmation est particulièrement vicieuse car elle sous-entend qu'il faudrait, si l'on est un authentique anticolonialiste, accepter inconditionnellement l'obscurantisme religieux quand il domine un mouvement de libération nationale. Mais elle a l'avantage d'expliquer pourquoi une certaine gauche (radicale) ou pas soutient aujourd'hui le Hamas et le Hezbollah.

La présentation de Mermet est bien typique de la pensée stalinienne ou tiersmondiste (souvent la différence entre les deux est très mince) selon laquelle: «Soit tu es avec moi, tu me soutiens sans exprimer la moindre opinion et tu fermes ta gueule; soit tu me critiques et tu es du côté de l'impérialisme.»

On retrouve là d'ailleurs une des grandes faiblesses des livres de Chomsky: notre distingué linguiste est toujours extrêmement discret sur les tendances bureaucratiques, étatistes voire totalitaires des mouvements de libération nationale. Lorsque, dans le film, il critique avec raison les bolcheviks, Chomsky ne se rend pas compte qu'à l'époque (en 1917 et dans les années suivantes) ses critiques auraient été dénoncées comme «faisant le jeu de l'impérialisme»... Il ne s'en rend pas compte, mais il adopte exactement, vis-à-vis des mouvements de libération nationale ou des actuels gouvernements tiersmondistes et pseudo-antiimpérialistes du Sud, le profil bas que les bolcheviks ou leurs partisans, lui auraient imposé.

Dans un article du *Monde diplomatique* d'avril 2001 («La mauvaise réputation») Bricmont a écrit: «Dans les mouvements anti-impérialistes dominait une mentalité de “prise de parti”. Il fallait choisir son camp: pour l'Occident ou pour les révolutions du tiers-monde. Une telle attitude est étrangère à Chomsky, rationaliste au sens classique du terme. Non pas qu'il se place “au-dessus de la mêlée” – rares sont les intellectuels plus engagés que lui –, mais son engagement est fondé sur des principes comme la vérité et la justice, et non sur le soutien à un camp historique et social, quel qu'il soit.» Et il répète exactement la même chose dans le film. Ce point de vue est aussi le nôtre, malheureusement on ne le retrouve pas vraiment exposé en détail dans les livres de Chomsky ni dans le film, tellement notre auteur se concentre sur une seule chose: la dénonciation (juste) de l'impérialisme américain. Ce n'est pas un hasard si Chomsky est cité par Chavez, icône de l'anti-impérialisme à sens unique. Et ce n'est pas un hasard non plus si Chomsky lui a renvoyé l'ascenseur en ces termes: “Je m'intéresse beaucoup à ses idées politiques. Je pense que beaucoup d'entre elles sont constructives”» (New York Times, 22 septembre 2006). Et d'ajouter, argument massue sans doute, que Chavez a «remporté 6 élections dont le fonctionnement avait été étroitement surveillé» (au sens de «vérifié»).

Il est amusant de noter qu'un intellectuel qui a bâti toute sa carrière et sa renommée, dans le champ politique en tout cas, sur la

façon dont les médias et le pouvoir «fabriquent le consentement» de la population, ne s'intéresse absolument pas au fonctionnement de la propagande chaviste étatique et para-étatique...

Chomsky est donc bien dans une logique de «camp historique et social» (en fait purement diplomatique, car il y existe bel et bien un «camp de la classe ouvrière», du prolétariat, totalement différent des camps diplomatiques officiels), contrairement à ce que prétend Bricmont.

Si Chomsky et ses disciples se livrent dans ce film à de nombreuses affirmations péremptoires et contestables, nous n'en donnerons que quatre exemples.

- Les fondements du nazisme

Lorsque Chomsky explique que le pouvoir du nazisme a été construit avec des «mots simples» diffusés par le «ministère de la Propagande» (donc après 1933) et qu'il s'agissait pour Hitler de «terroriser l'opinion» en jouant sur des «sentiments et des peurs», il passe sous silence ce qu'ont été les activités concrètes du NSDAP et des SA durant les années précédant la nomination de Hitler au poste de chancelier en janvier 1933: attaque de meetings des partis communiste et socialiste, meurtres de militants de gauche, attaques de syndicats et de locaux militants, recrutement de dizaines de milliers d'hommes de main, formation de corps paramilitaires, noyautage des syndicats, de la police et de l'armée, tentative de putsch, etc.

Chomsky passe également sous silence ce qui s'est passé durant l'année 1933 et qui ne peut se réduire à quelques techniques habiles de conditionnement des esprits: création du camp de concentration de Dachau, autodafés de livres, attaques contre des magasins juifs, interdiction des partis politiques, généralisation des actions violentes et criminelles des SA, etc. Ceux qui croient, comme Chomsky et ses disciples dans ce film, que le nazisme a réussi à s'imposer à la population allemande principalement parce qu'il aurait mené une propagande habile inspirée des techniques de la communication publicitaire américaine feraient bien de lire les écrits de Daniel Guérin – un communiste libertaire, d'ailleurs: Fascisme et grand capital et La peste brune.

Cela dit, on comprend que Chomsky et ses disciples actuels sous-estiment le pouvoir de la violence réelle des nazis, leur rôle foncièrement anti-ouvrier et anti-révolutionnaire, leur fonction d'agent de destruction physique et matérielle du mouvement ouvrier le plus important d'Europe, et qu'ils surestiment le pouvoir symbolique des médias de l'époque, même si cela les conduit à une analyse complètement anachronique. En effet, une telle opération intellectuelle fondée sur l'escamotage des mécanismes réels du nazisme correspond à une vision du monde et à une sensibilité très actuelles.

Chomsky et ses disciples expriment en effet ce que pensent

beaucoup de jeunes altermondialistes, gauchistes ou libertaires, qui aujourd'hui voient le fascisme ou le totalitarisme partout (cf. le ridicule «Sarkozy = Vichy 2») au point de banaliser totalement ces termes, et croient que la propagande médiatique serait toute-puissante au point de façonner la réalité sociale et les comportements sociaux. (Notons que Chomsky est parfois un peu plus subtil, comme nous l'explique Bricmont, quand il affirme que ce sont surtout les «classes moyennes» – en clair la petite-bourgeoisie salariée – qui gobent le mieux la propagande merdienne et que les prolétaires sont doués d'un sens critique bien supérieur à celui des intellos ou des bobos.) Les comparaisons qu'établit Chomsky entre fascisme et démocratie, ou entre totalitarisme et démocratie sont extrêmement partielles et fragiles car il ne s'intéresse qu'aux mécanismes (symboliques) de la propagande, et pas à la violence quotidienne et massive (pas du tout symbolique, celle-là) que mobilisent les partis fascistes ou totalitaires avant d'arriver au pouvoir, puis ensuite pour garder le pouvoir.

Très récemment, le 16 septembre 2008, le massacre de paysans à Cobija, dans le département de Pando, en Bolivie, organisé avec l'aide de mercenaires étrangers, mais aussi de policiers et de cadres de la préfecture locale, tous opposés à Evo Morales, nous rappelle encore une fois que le pouvoir repose fondamentalement sur l'usage concret de la force matérielle. Pas sur des mots, des sentiments de peur et des techniques de lavage de cerveaux. Ce deuxième élément est secondaire dans l'explication de l'avènement et de la perpétuation d'un système dictatorial ou totalitaire.

- La «**préface**» de Chomsky au livre de Faurisson

Sur le débat qui fait rage depuis 28 ans à propos de la pseudo-«préface» de Chomsky (en fait une lettre aux éditeurs non destinée à la publication, selon Chomsky), Daniel Mermet nous livre son cruel dilemme avec une désarmante naïveté: «C'est terrible pour nous car il y a deux personnes en qui on a confiance Vidal-Naquet et Chomsky.» On a là une bonne illustration de la paresse intellectuelle, du suivisme, de beaucoup de gens de gauche ou d'extrême gauche. Avoir une pensée critique, ce n'est pas «faire confiance» aveuglément à X ou à Y, mais se forger SOI-MÊME une opinion, quelle que soit la sympathie ou l'admiration qu'on a pour le talent, les connaissances ou les qualités personnelles d'Untel ou Unetelle. Or, il est évident que Vidal-Naquet a raison dans ce film quand il dit que Chomsky refuse de reconnaître qu'il a commis une erreur (2) en accordant sa confiance à des individus comme Pierre Guillaume et Serge Thion. D'autant plus que Thion explique lui-même comment il a trompé Chomsky, dans le film *Manufacturing Consent: Noam Chomsky, les médias et les illusions nécessaires* de Mark Achbar et Peter Wintonick réalisé en 1993.

On peut respecter et comprendre la position de Chomsky sur le

droit absolu à la liberté d'expression, y compris des négationnistes, mais dans ce film son argumentation est bancal. Selon lui, «entrer dans le jeu des négationnistes c'est leur donner de l'importance» (et donc il ne faut en aucun cas discuter avec eux ou même réfuter leurs pseudo-arguments). Très bien. Mais alors on ne comprend pas pourquoi signer une pétition et engager une correspondance avec des négationnistes ne serait pas... leur «donner de l'importance», quand on est un intellectuel aussi «prestigieux» et «mondialement connu» que lui ! Les négationnistes ont été nettement plus malins et retors que Chomsky sur ce coup-là. Il s'est fait avoir comme un débutant et n'est même pas capable de le reconnaître 28 ans plus tard... En soi, ce n'est pas très grave, mais ce qui est inquiétant c'est que ses disciples continuent à défendre leur maître sur ce qui n'est quand même qu'un point de détail. On peut douter de leur sens critique sur des questions plus importantes qu'une signature ou une correspondance douteuses.

On remarquera aussi que le même Chomsky qui trouve normal et juste de défendre le droit d'expression des négationnistes (individus et idées qu'il abhorre) est scandalisé par la publication de prétendues «caricatures racistes contre des musulmans» en France. Décidément, en 1980 comme en 2008, le «grand intellectuel prestigieux» Chomsky est bien mal informé. Les caricatures de Mahomet parues dans Charlie Hebdo n'étaient pas des caricatures «racistes», mais d'abord et avant tout des caricatures dirigées contre une interprétation politique de l'islam et contre la religion... Ce n'est pas du tout la même chose. Et le prétendre c'est vraiment ne pas faire preuve d'un grand «rationalisme»...

- Le Cambodge

Dans le film, Chomsky prétend que les méthodes sanguinaires des Khmers rouges auraient été une réponse à la barbarie des bombardements américains. Il explique que les Khmers rouges étaient un groupuscule de 3 000 personnes. A l'époque, 3 000 hommes armés (en fait plutôt 4000), c'était loin d'être un groupuscule insignifiant dans un pays de 9 millions d'habitants: imaginons, dans la France actuelle de 66 millions d'habitants, une guérilla rassemblant 30 000 combattants soutenus militairement par deux puissants Etats voisins. Personne ne qualifierait sérieusement un tel mouvement de «groupuscule». Chomsky affirme que c'est à cause des bombardements américains que les Khmers rouges auraient recruté des dizaines de milliers de «paysans en colère, enragés par ces bombardements», et que le tout aurait ainsi engendré une «spirale de violence».

Chomsky est bien mal informé sur les staliniens cambodgiens (3). Autant on doit lui rendre hommage pour avoir dénoncé le silence de la presse occidentale et les complicités américano-françaises sur le génocide du Timor oriental, génocide qui commença la même année que le génocide cambodgien (1975), autant on doit souligner son

ignorance de ce qu'étaient les Khmers rouges et de leurs origines politiques. Les dirigeants staliniens cambodgiens (Pol Pot, Ieng Sary et Khieu Samphan), loin d'être des «paysans en colère», étaient des fils de bourgeois dont une partie avaient fait leurs études supérieures en France dans les années 1950. Dès 1962, ils participèrent à la guérilla du FNL sud-vietnamien et furent donc formés militairement et politiquement par les staliniens vietnamiens. Ils furent ensuite rejoints en 1970 par des centaines d'intellectuels cambodgiens des villes qui renflouèrent l'appareil des futurs Khmers rouges. Toutes les idées politiques et les méthodes d'organisation du Parti communiste cambodgien viennent du Nord-Vietnam et de la Chine (notamment celle de la pseudo-Révolution culturelle). Leur science militaire et leurs armes provenaient du Vietnam et de la Chine. Il est donc faux d'affirmer que leurs pratiques génocidaires ne seraient qu'une réaction de défense anti-impérialiste (même si, au niveau événementiel, ce sont les bombardements américains qui ont poussé une partie de la population dans les bras de la guérilla). Les pratiques génocidaires ont été préparées par l'organisation interne de la guérilla. Elles sont le fruit d'un projet idéologique, un produit dérivé du stalinisme (4) et du maoïsme.

Ne pas l'expliquer, se contenter de dénoncer la barbarie de l'impérialisme américain (démarche indispensable, bien sûr), c'est s'empêcher de comprendre les sources du totalitarisme stalinien. Rien de sert de critiquer, comme le fait Chomsky, les bolcheviks des années 1920, si c'est pour dissimuler ou sous-estimer les origines des mécanismes d'un système fondé sur un Parti-Etat totalitaire 50 ans plus tard. Il existe, bien sûr, des différences qualitatives entre l'URSS de Lénine, celle de Staline et les régimes de Mao et de Pol-Pot. Mais il est difficile de nier que l'idéologie et la pratique dites «marxistes-léninistes» ont été au centre de la construction de ces Etats.

- Bricmont l'Etat et les «ex»

Dans le film et dans l'un des «bonus» du DVD, Bricmont essaie de nous expliquer la nouveauté renversante de la pensée chomskienne en citant les noms «peu connus» (dit-il) de Rudolf Rocker et de Diego Abad de Santillan (5). Il se garde bien de nous expliquer les liens précis entre ces deux penseurs anarchistes et Chomsky. Il se contente de nous laisser entendre que LUI il sait. Une attitude typiquement élitiste: en anglais, on appelle cela du «*name dropping*»...Du saupoudrage chic et choc de noms connus ou mystérieux

Bricmont prétend que Chomsky serait mal vu dans l'intelligentsia française à cause de l'hostilité d' «ex-trotskyistes, ex-maoïstes, ex-communistes» (on notera qu'il ne dit pas «ex-staliniens»). Bricmont est fort mal informé ou alors très mal intentionné.

Ceux qui ont le plus attaqué Chomsky (BHL, Finkielkraut et Cie)

n'ont jamais été trotskystes, et ce n'est pas «l'extrême gauche» qui mène des campagnes contre Chomsky (bien au contraire ses livres sont généralement encensés de façon totalement acritique par les gauchistes de tout poil), mais la droite «intellectuelle», la gauche ultramodérée et des journalistes ignorants (un pléonasme). Où l'on voit qu'on peut être un mec vachement cultivé comme Bricmont et lancer des accusations infondées et confuses contre l'extrême gauche et les trotskystes...

Bricmont veut nous faire croire que Chomsky serait un penseur original, «inclassable», parce qu'il explique que les «multinationales sont les organisations les plus proches des systèmes totalitaires». Franchement, on ne voit pas ce que cette critique du fonctionnement du capitalisme a d'original. Marx comparait déjà le fonctionnement d'une usine à celui de l'armée ou d'une caserne. Et il dénonçait déjà la «discipline de fabrique». Il est évident que la constitution d'entreprises multinationales ne pouvait que renforcer ces tendances que Marx avait déjà identifiées 100 ans avant Chomsky.

Par contre, quand Chomsky prétend que, contre les multinationales, les gens n'ont dans l'immédiat qu'une «seule défense, un seul outil c'est l'Etat», non seulement il confond la défense (absurde) de l'Etat bourgeois avec la défense et l'extension constante (indispensable) des droits démocratiques, mais il énonce une banalité réformiste plus que centenaire. Ringarde, quoi...

D'après Bricmont, Chomsky serait «trop original pour faire partie d'un courant». (On remarquera au passage que, lorsqu'il parle de «courants», il parle des courants à la mode dans la petite bourgeoisie intellectuelle, notamment française, pas des courants du mouvement ouvrier, ou des courants du mouvement anarchiste qui visiblement sont moins dignes d'être cités que Lacan, Foucault, Althusser ou Heidegger.) Il illustre son propos en utilisant la métaphore suivante: «La cage» (de l'Etat) «nous protège des fauves» que sont les multinationales. On est confondu devant une telle naïveté politique de la part de théoriciens si «originaux» et «novateurs».

Il existe une interaction telle entre les sommets de l'Etat et les sommets des multinationales que l'on ne voit pas comment la tête de l'Etat (les gouvernements, les hauts fonctionnaires) pourrait constituer le moindre bouclier contre les manigances, manipulations et crimes des multinationales. Quant aux petits fonctionnaires, en général, ils obéissent et n'opposent pas de résistance aux circulaires, consignes et directives qu'on leur distribue. On le constate déjà aujourd'hui, dans la France «démocratique», dans les préfectures et la majorité des services sociaux vis-à-vis des sans-papiers. On imagine quelle serait l'attitude de la majorité de ces fonctionnaires et des petits cadres de la fonction publique face à un gouvernement dictatorial ou fasciste.

À moins d'être un partisan des idées de Bernstein, ce social-

démocrate allemand de la fin du XIX^e siècle... Mais alors, Chomsky ne serait pas vraiment «le plus grand penseur du XX^e siècle»...comme veut nous le faire croire Bricmont.

Les critiques ci-dessus exprimées ne doivent pas vous décourager d'aller voir ou d'acheter ce film plutôt confus, mais plein de bonnes intentions. Il souligne involontairement comment les ambiguïtés, les naïvetés et les lieux communs de l'idéologie citoyenniste et altermondialiste (6) coïncident si bien avec les livres et propos de Chomsky.... En cela, au moins, il est utile.

Y.C.

* Sur le site de la CNT-AIT un internaute s'oppose à cette affirmation en apportant les précisions suivantes: «*La déclaration du 1er novembre du FLN est sans ambiguïté. Le premier objectif de sa lutte est: «L'Indépendance nationale par la restauration de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques.»* (<http://www.elmouradia.dz/francais/symbole/textes/rnov54.htm>) «*Depuis l'indépendance, l'Islam est religion d'Etat... l'Algérie n'a jamais été un état "laïque" de ce que je sais... La Constitution de 1996 définit «l'Islam, l'Arabité et l'Amazighité» comme «composantes fondamentales» de l'identité du peuple algérien et le pays comme «terre d'Islam, partie intégrante du Grand Maghreb, méditerranéen et africain.*») «*De même l'emblème du FLN, devenu depuis celui de l'Algérie, est un drapeau en partie vert (l'Islam) avec un croissant (rouge certes). «Le mouvement des oulémas algériens a su négocier avec le FLN (plus influencé par le nationalisme, concept "occidental" opposé à l'oumma islamique) pour prendre sa part du gâteau dans la lutte pour le pouvoir dans le camp des indépendantistes (alors que les rapports avec les "progressistes" de Ferrat Abbas et le MNA étaient le mépris affiché... Liauzu, L'Europe et l'Afrique méditerranéenne de Suez (1869) à nos jours, Editions Complexe, Questions du xx^e siècle, Bruxelles, 1994). De même, les créateurs du FIS sont d'anciens du FLN...* (http://www.humanite.fr/1997-07-16_Articles_-Abassi-Madani-du-FLN-au-FIS). *La dimension religieuse musulmane était déjà très présente dans la lutte du FLN, mais d'une part il se peut qu'elle ait été dissimulée aux «porteurs de valises», pour qu'ils entendent ce qu'ils avaient envie d'entendre (Marcos fait exactement pareil aujourd'hui, ressortant des fables aux Occidentaux émerveillés de sa poésie...). Et d'autre part, on était alors en pleine époque du socialisme réel triomphant, et il se peut que à l'époque on voyait la religion comme une survivance de vieilles traditions qui de toute façon ne tarderaient pas à succomber avec le progrès social et scientifique amené par l'indépendance.»*

Je n'ai pas de désaccords importants avec les remarques reproduites ci-dessus. Je maintiens simplement que la question religieuse n'était pas centrale dans la lutte du FLN dans les années 1950, et qu'il faut différencier le FLN de l'islam politique actuel, au risque de commettre un anachronisme et d'affirmer qu'en terre d'islam tous les chats ont toujours été... verts. (Y.C.)

Notes

1. Dont des interviews sans intérêt sur des journalistes français qui se prétendent «parfaitement libres» et une déclaration hallucinante d'Arno Klarsfeld. Mais n'était-il pas démago et trop facile d'utiliser les propos de journalistes ou des présentateurs de la télé pas vraiment connus pour leur subtilité politique ou ceux d'un épouvantail UMP et mou du bulbe (Klarsfeld) qui considère que «les dictatures tranquilles ne posent pas de problèmes» (sic) ? Qui peut-être mystifié par de tels avocats cyniques du système ?

2. Pour plus de détails cf. <http://www.anti-rev.org/textes/VidalNaquet81a/>

3. Il est d'ailleurs tout aussi mal informé quand il prétend dans ce film qu'il n'y aurait pas eu de manifestations en France contre la première guerre d'Indochine. Comme l'écrit l'historien Daniel Hémerly: «A partir de janvier 1949 - l'on est au cœur de la guerre froide - [le PCF] lance sa première grande campagne de masse contre la "sale guerre" et organise grâce au soutien de la CGT manifestations et grèves ouvrières sur les mots d'ordre " plus un homme, plus un sou ", " rapatriement du corps expéditionnaire ", " paix au Vietnam ". Cette campagne a eu un réel écho dans la classe ouvrière qui s'explique notamment parce qu'elle ouvre une perspective de rechange au combat ouvrier après la grave défaite des grandes "grèves rouges" de 1947-1948. Elle culmine en 1949 et au début de 1950 avec les multiples refus des dockers des ports français et algériens, à l'exception de Cherbourg, de charger et décharger les navires et des cheminots de transporter le matériel de guerre par chemin de fer.» Cf. <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article5086>.

4. On oublie qu'en 1976 le Parti communiste français fit éditer un livre aux Editions sociales Cambodge, l'autre sourire de Jérôme et Jocelyne Steinbach pour répondre aux critiques contre les polpotistes.

En ce qui concerne les staliniens, il est comique de lire, dans un commentaire à propos de cette chronique, un certain «Anarced» sur le site de la CNT-AIT de Caen traiter par-dessus la jambe, lui aussi, la responsabilité spécifique et écrasante des staliniens cambodgiens dans le génocide. Il raisonne comme l'historien «révisionniste» (pas au sens antisémite mais d'«anticommuniste») Ernst Nolte qui expliquait que le nazisme était surtout une réponse au réponse au lénino-stalinisme. Appliquant cette méthode douteuse au Sud-Est asiatique, mais renversant l'argument, notre anarchiste distingué veut nous faire croire que le stalinisme cambodgien serait surtout une réponse au génocide commis par les Américains au Vietnam. On voit là un excellent exemple de la pensée binaire, héritée de la guerre froide et de l'influence délétère du stalinisme dans les rangs des «radicaux», incapables de forger leurs propres analyses.

Il écrit ainsi: «*La critique du régime des Khmers rouges et ses liens avec la Chine et l'URSS a été faite des millions de fois, resservie, rabâchée, rabattue, encore et encore par la propagande U.S. Mais qui parle du génocide commis par les Américains au Vietnam ?*»

Il est significatif qu'Anarced croie que seule la propagande américaine ait quelque chose à dire sur les staliniens cambodgiens et vietnamiens... Qu'en pense-t-il, LUI, en tant qu'anarchiste ? Nul ne le saura. Quant à l'argument selon lequel personne ne parlerait du génocide commis par les Américains au Vietnam, Anarced devrait allumer sa télé de temps en temps: il y a une foulditude de feuillets américains actuels qui le mentionnent, sans

compter toutes les émissions historiques consacrées aux années 1960. Et toute la presse de gauche et d'extrême gauche depuis 40 ans.

Son indignation et sa diatribe ne sont donc qu'un piètre effet de manches d'avocat pour éviter le débat sur le fond.

5. Ceux qui voudraient mieux connaître Rudolf Rocker pourront lire le numéro spécial que lui a consacré la revue *Itinéraire* ainsi que *Nationalisme et Culture* (Editions libertaires et CNT Editions) et *Les soviets trabis par les bolchéviques* (Editions Spartacus) Quant à Diego Abad de Santillan ils pourront se reporter au numéro 10 de la revue *À contretemps* de décembre 2002, intégralement sur le Net. <http://www.plusloin.org/acontretemps/n10/index.htm>

6. Parmi lesquels des poncifs comme «la lutte contre l'islamisme a remplacé la lutte contre le communisme»; «pour provoquer une guerre avec un pays comme l'Iran, il suffit de monter quelques provocations», etc. Il s'agit généralement de demi-vérités qui demanderaient chaque fois à être méticuleusement démontées, mais nous n'en avons pas le temps ici. Disons seulement qu'elles ne font que perpétuer l'interprétation du monde par les staliniens soviétiques pendant la guerre froide (c'est d'ailleurs pourquoi cette vision est si facilement acceptée et diffusée par les post-staliniens de tout poil): d'un côté, il y aurait le bloc de la paix (les altermondialistes et les Etats du Sud qui dénoncent en paroles l'impérialisme américain) et, de l'autre, le bloc de la guerre (l'Âxe «américano-sioniste»). Comme s'il n'existait aucune puissance impérialiste secondaire en dehors des Etats-Unis (et... d'Israël !!!), et aucun Etat aspirant à devenir une puissance impérialiste majeure y compris dans le Sud...

Sur le christianisme de gauche

Ce texte nous a été envoyé par un lecteur de la revue et nous le publions comme une contribution utile au débat. À l'heure où le christianisme social fait des ravages dans la droite sarkozienne comme dans la gauche royalienne, il est utile de montrer comment la religion envahit le champ politique de façon insidieuse pour mieux nier les antagonismes de classe et la nécessité de détruire l'Etat par la violence.

Ni patrie ni frontières

Pour ou contre la Révolution ?

Depuis 1789, l'Eglise catholique a vu se développer en son sein une «aile gauche», qui est toujours restée cependant minoritaire. C'est surtout dans les périodes révolutionnaires qu'elle en a eu le plus besoin pour résister à la pression. Ceux qui ont accepté la «Constitution civile du clergé» et la République ont maintenu sa continuité institutionnelle durant une époque troublée (l'abbé Grégoire). On sait de quelle manière ils en ont été remerciés par la suite, au moment du Concordat napoléonien et de la Restauration.

Le nouveau cycle de luttes politiques qui a conduit d'une révolution (1830) à l'autre (1848), a aussi fait naître un mouvement de catholiques libéraux (Lamennais, Lacordaire) qui n'échappera pas à sa condamnation officielle. En dépit de l'appel au ralliement après l'instauration de la III^e République, la tendance du catholicisme français favorable à une «démocratie chrétienne» (le Sillon) finira elle aussi par être condamnée.

Par trois fois, un parti qui essaie d'intégrer les catholiques dans la société moderne se heurte au veto d'une Eglise qui ne veut pas renoncer à ses prérogatives traditionnelles.

Mais on aurait tort de croire que l'obstacle est seulement institutionnel. Il y a chaque fois une limitation interne qui opère. L'abbé Grégoire avait déjà montré en son temps les limites vite atteintes du prêtre qui prétend accepter la Révolution. Les libéraux du XIX^e siècle n'étaient pas davantage des partisans convaincus de la République, surtout quand elle a commencé à prendre un tour social autre que philanthropique. Les démocrates chrétiens étaient au départ très réticents vis-à-vis d'une laïcité qui séparait ce qu'ils voulaient unir.

Si, à chaque époque, la gauche chrétienne a souhaité que l'Eglise surmonte ses positions les plus rétrogrades, les plus hostiles à la modernité, elle a en même temps joué comme une force de modération, freinant la dynamique du progrès de façon à la contenir dans des limites acceptables pour le christianisme. Au XIX^e siècle, cela s'est surtout produit dans l'opposition permanente aux formes

radicales du processus de démocratisation qui ne pouvait que heurter les valeurs d'une Eglise même libérale – l'argument étant précisément de ne pas violenter une Eglise qui n'a déjà que trop de raisons de refuser la démocratie moderne. Si l'on regarde l'histoire des deux derniers siècles, on constate qu'elle a toujours été dans son élément au sein des régimes conservateurs (Restauration, monarchie de Juillet, Second Empire, régimes de «l'Ordre moral» et de Vichy, Cinquième République gaullienne). Il faut se garder de lui en faire grief comme si elle trahissait là quelque vocation, à rebours de ceux qui croient que l'Evangile pourrait être une religion du progrès. Ce n'est pas seulement un pouvoir sûr et ami qu'elle y cherchait et trouvait, mais surtout son équilibre qui en dépendait.

Les périodes réformatrices ou révolutionnaires ont toujours été traumatisantes pour elle, des mouvements violents qui l'arrachaient à son lieu naturel comme aurait pu dire Aristote (les révolutions de 1789, 1830 et 1848, la Commune de 1871, la III^e République radicale, le Front populaire et la Résistance, les troubles des années 68). Elle n'a vraiment commencé à accepter la démocratie que lorsque celle-ci s'est stabilisée au point de devenir un facteur de conservatisme à l'encontre du mouvement socialiste. C'est d'ailleurs par ce biais qu'une démocratie chrétienne fortement recentrée dans le champ politique, pour qui l'adversaire principal est passé de la droite à la gauche, a pu acquérir une position dominante dans l'Eglise, une fois constatée l'impasse du «catholicisme intransigeant» après la chute des régimes qu'il inspirait (Salazar, Franco, Ante Pavelic, les juntas sud-américaines).

Pour ou contre le socialisme ?

Cependant, une nouvelle gauche chrétienne est apparue dans le sillage des mouvements socialiste et communiste. Mais le même mécanisme de défense qui avait opéré au sujet du libéralisme et de la démocratie s'est reproduit, avec en premier lieu la condamnation officielle de l'Eglise. Dès leur apparition, l'anathème a été lancé, en particulier dans le fameux Syllabus, contre toutes les formes de socialisme et de communisme, y compris même et surtout celles qui se voulaient éthiques et religieuses. Leur dénonciation n'avait pas en effet des causes seulement socio-politiques, elle était liée à des raisons théologiques. Ce sont des sources d'hérésie dont il faut préserver les bons chrétiens; elles ont la même origine que les autres maux de l'esprit, à savoir le rationalisme moderne, contrevenant à la foi par leur matérialisme athée, perturbant le sens de la loi par leur justification du vol et du meurtre – remise en cause du caractère sacré de la propriété, appel au renversement violent des autorités constituées voulues par Dieu pour «punir les méchants».

Au XX^e siècle, du fait de la montée en puissance de la social-démocratie et plus encore de la menace de la révolution bolchevique, cette condamnation sans appel a été réitérée, avec d'autant plus de vigueur qu'elle pouvait s'inquiéter de leur répercussion à l'intérieur de l'Eglise. Il fallait mettre en garde les

chrétiens qui se laissaient tenter – par le péché niant le péché des origines – prêtres-ouvriers des années 1950, théologiens de la libération jusqu'aux années 1980. Néanmoins, avec le Concile Vatican II, le magistère catholique a mis un peu d'eau bénite dans son vin de messe. Par un mouvement de balancier habituel dans son histoire, il est revenu sur le développement trop unilatéral du siècle précédent, en acceptant une forme de libéralisme soigneusement distinguée de l'idéologie rationaliste et individualiste (doctrine «personnaliste» de la liberté religieuse). Il a même, tout en maintenant la condamnation de leurs doctrines, soutenu qu'il était permis aux chrétiens de mener des actions communes avec les représentants des partis de gauche pour contribuer au bien commun de l'humanité.

La théologie au service de la Révolution

Un certain nombre de catholiques, qui se sont sentis ainsi encouragés par l'autorité à faire ce qu'ils n'auraient peut-être pas fait par eux-mêmes, ont décidé de s'engager au-delà des frontières habituelles du christianisme en politique, dans les partis et syndicats représentant la gauche au XX^e siècle. Cependant, qu'ils aient choisi l'option de la réforme ou de la révolution, cela s'est traduit dans les deux cas par des limitations comparables à celles du XIX^e siècle.

Les «révolutionnaires» se sont surtout investis dans le tiers-mondisme à la suite de la décolonisation. En Amérique latine, il y a eu aussi le mouvement de la «théologie de la libération» confronté à l'instauration de dictatures militaires, manifestation de la «guerre froide» sur le continent après la révolution cubaine. Il disait s'inspirer pour une part de l'analyse marxiste, lorsqu'il opposait terme à terme une religion traditionnelle (portée à conforter l'ordre social favorable aux classes dominantes en obtenant le consentement d'un peuple soumis à la loi divine) et un nouveau sens de la foi attaché à la volonté de libérer ce même peuple sans craindre de remettre en cause l'injustice du monde présent, un peu comme Dieu a libéré Israël de l'esclavage du pays d'Égypte. On prétendait par là dissocier dans le marxisme la critique sociale de la critique de la religion afin de soustraire la foi à l'accusation d'idéologie, quitte à reprocher en retour au matérialisme qui commande cette critique d'être lui-même une idéologie – parce qu'il ne va pas dans le sens de la foi ?

Suffit-il néanmoins d'affirmer que la foi n'est pas une idéologie pour que cela soit effectivement le cas, sous prétexte qu'elle ne conforte pas en apparence la domination sociale ? En vérité, le thème biblique du Dieu libérateur ressemble étrangement à l'expérience des mouvements de libération nationale: une fois émancipé du système colonial, on établit un régime autoritaire à la gloire des grands libérateurs; une fois le peuple affranchi, on en devient le Seigneur et Maître, Celui qui s'est acquis ce qui lui revenait de droit (la «rédemption» étant une manière de racheter quelqu'un pour prendre possession de lui en le faisant changer de

maître). Les «chrétiens de gauche» s'inscrivent ici dans cette attitude typique de l'élite progressiste qui prétend agir pour le bien du peuple. Leur vocabulaire «évangélique» rend seulement la chose plus édifiante, désignant en particulier ceux dont il faut prendre le parti comme les «pauvres». On récuse certes avec force l'idée de leur faire simplement la charité, mais le souci affiché de leur rendre justice est encore une façon de se pencher sur leur sort qui trahit son origine «bourgeoise». Les «pauvres» étant privés de tout, même de la conscience de leur misère, leur émancipation ne saurait être leur propre œuvre – l'homme, en bonne théologie, n'est libre que par la grâce de Dieu et de son intermédiaire, à savoir l'Eglise qui a pris le parti des pauvres. Il vaut mieux qu'il en soit ainsi, car si les pauvres livrés à eux-mêmes se rebellaient contre l'injustice qu'ils subissent, il ne pourrait en résulter que des désordres violents basés sur les instincts de possession, de vengeance, etc., toutes choses qui n'aideront pas à bâtir une civilisation plus haute, mais feront planer une menace de barbarie. Pour les théologiens de la libération, la révolution est d'abord spirituelle, elle s'accomplit par un changement de mentalité. Elle fait prendre conscience aux pauvres de leur dignité d'homme fait à l'image de Dieu, elle appelle les riches à la conversion, à renoncer à leur égoïsme de classe pour se conformer aux exigences de l'Évangile.

Ainsi la révolution dans l'ordre social s'apparente à un combat spirituel qui se revendique d'un idéal religieux, mais elle fait bien peu de cas de la force matérielle, de la rationalité stratégique, de l'état de guerre sociale. Comme toujours l'avènement de l'ère messianique est renvoyé dans un lointain avenir, faute de pouvoir en donner des signes annonciateurs. Le chrétien en politique pose en général un certain type de problème. Quelles que soient ses opinions en la matière, il a toujours tendance à assimiler son combat à la lutte finale entre le bien et le mal, à diaboliser l'adversaire tout en sanctifiant son propre camp.

Les chrétiens progressistes n'ont pas manqué, par exemple, de participer au culte de la personnalité des grands leaders du monde «socialiste», tandis que ses ennemis étaient dépeints sous les couleurs les plus sombres. On s'imagine aisément que tout cela n'était pas fait pour permettre une grande lucidité...

La grille d'interprétation religieuse fautive ici complètement la compréhension des luttes révolutionnaires, dans leur complexité dialectique impossible à subsumer sous l'opposition simple ami/ennemi. Car l'adversaire n'existe pas dans l'absolu, il est pris dans une conflictualité relative aux situations du monde. Le capitalisme n'est pas l'enfer sur terre, un système intrinsèquement pervers dont le prolétariat devrait sauver l'humanité – pas plus que le socialisme n'est la promesse d'un paradis. Il comporte seulement des effets à la fois positifs et négatifs qui contribuent également à son dépassement comme forme d'organisation de la société moderne.

La réforme du Parti

Les chrétiens «réformistes» se veulent par définition plus mesurés, raison pour laquelle ils ont surtout misé sur la social-démocratie. En Allemagne et ce dès la fin du XIX^e siècle, des (pasteurs) protestants se sont engagés dans le parti, alors que les catholiques se rangeaient pour la plupart dans les formations de droite (du Zentrum jusqu'à la CDU). En France, il faudra attendre les années 1960 pour qu'une nouvelle génération de chrétiens issue du Concile Vatican II se rapproche du mouvement socialiste. Quelles ont été les conséquences à long terme de cette tentative de christianisation de la gauche européenne ? – dont on trouve des traces comparables dans le monde anglo-saxon, chez les démocrates américains et les travaillistes anglais.

En premier lieu, il faut remarquer qu'elle a été associée à une volonté de «modernisation» du parti. Les chrétiens, nouveaux venus dans le mouvement socialiste, libérés par la grâce du Concile de l'interdiction de côtoyer les pécheurs qui refusent Dieu, prétendent apporter un regard neuf et décalé sur les doctrines et pratiques héritées du XIX^e siècle, apte à renouveler le genre conformément aux évolutions de la société contemporaine.

On pourrait s'étonner de ce qu'ils se présentent ainsi comme des fourriers du modernisme, eux qui ont eu pendant si longtemps une attitude plus que réservée à l'égard du monde moderne. Peut-être fallait-il cela pour convaincre autrui qu'ils étaient des partisans du progrès, à moins que ce ne soit l'enthousiasme du converti et du néophyte qui se met à adorer ce qu'il a brûlé !

Quoi qu'il en soit, il faut se garder en règle générale des proclamations qui se veulent dans l'air du temps, y regarder à deux fois sur la nature du changement que l'on souhaite imprimer à la gauche. La vérité oblige à dire qu'il n'y a rien de bien nouveau dans ce «renouveau». L'ajout est bien mince par rapport à l'essentiel, formulé à la fin du XIX^e siècle au moment de la «crise révisionniste», à savoir l'élimination de toutes les positions radicales du Parti, de tout ce qui empêcherait le bon chrétien d'adhérer à sa ligne, de se sentir pleinement «homme de gauche»:

- le développement d'une rationalité opposée à la religiosité,
- une approche révolutionnaire considérée comme une violence inacceptable (un péché contre la Loi),
- une critique du capitalisme opposant la société moderne à elle-même,
- une appropriation du pouvoir d'Etat qui vise à le détruire pour mettre en place une autre façon de (se) gouverner, etc...

Afin d'exorciser ces thèses sulfureuses, le réformateur chrétien invoque un argument d'autorité historique bien commode: tout simplement, elles appartiendraient à un passé qui n'a plus cours ! Ce qui doit désormais prévaloir à gauche, c'est l'idée d'une rationalité compatible avec la religion, le changement par la résolution pacifique des conflits, le capitalisme mis en cause seulement quand

il perturbe l'équilibre de toute la société, le respect de la Constitution de l'Etat libéral qui délimite le périmètre de l'action politique, etc... Le triomphe de cette orientation ne pouvait advenir cependant comme par enchantement, sous prétexte qu'on l'avait décrété seule possible à l'avenir. Il fallait engager une lutte contre les tenants de l'autre ligne, en bref liquider le «marxisme» pour faire du «christianisme social» l'idéologie officielle des partis de gauche.

Bad Godesberg

Il est souvent fait allusion de nos jours au congrès de Bad Godesberg de la social-démocratie allemande, qui s'est déroulé à la même époque que le Concile Vatican II de l'Eglise catholique. Il est devenu au fil du temps emblématique d'une gauche qui abandonne toute référence au «marxisme». On le cite en exemple chaque fois que l'on veut inciter le parti à se renouveler pour s'adapter au monde ambiant. Faut-il prendre néanmoins au sérieux cette proclamation sur la place publique, dont on persiste à faire la publicité ? (Adorno à l'époque voulait faire une critique de ce congrès sur le modèle de la Critique du programme de Gotha de Marx). Peut-on croire et faire croire qu'il a fallu à la social-démocratie allemande attendre les années 1950 pour se rendre compte qu'elle n'était plus «marxiste» ? Dès le début du siècle en réalité, les théories de Marx n'influaient plus vraiment sur la pratique politique du parti, concentrées qu'elles étaient dans un «programme maximum» dont il n'était jamais question concrètement. La prise de position patriotique durant la Première Guerre mondiale, l'attitude négative pendant la révolution allemande couplée à la condamnation de la révolution russe avaient déjà révélé l'essentiel de ses positions dans la société moderne. «Bad Godesberg» n'est donc pas le signe d'une évolution doctrinale arrivée à maturité, on ne peut le comprendre hors de son contexte historique et géopolitique. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Allemagne de l'Ouest était gouvernée par les chrétiens-démocrates.

Au cœur de la guerre froide, il n'était pas possible au gouvernement américain d'accepter que des gens suspects de complaisance à l'égard du bloc soviétique puissent accéder au pouvoir dans sa zone d'influence. Ainsi, après avoir connu vingt ans de fascisme, l'Italie a-t-elle du subir quarante années de démocratie chrétienne, sans jamais que le PCI puisse rêver d'un autre rôle que celui d'une opposition repoussoir. Pour pouvoir gouverner une société allemande au cœur du dispositif stratégique de l'Alliance atlantique, il fallait aux sociaux-démocrates donner des gages d'allégeance au camp occidental, en reniant jusqu'au souvenir de ce qui aurait pu constituer un passé commun avec le camp d'en face.

La répudiation officielle du «marxisme» faisait parfaitement l'affaire et ne leur coûtait, comme on l'a vu, aucune révision déchirante. Cela leur a, de fait, permis dans les années 1960 de gouverner en alternance, voire en coalition, avec les chrétiens-démocrates, au grand dam d'une partie du mouvement qui s'est alors

lancée dans l'aventure de la gauche extraparlamentaire. Cette possibilité était du reste inscrite en toutes lettres dans les attendus d'un congrès qui affirmait se reconnaître dans les préceptes de l'éthique chrétienne et les adopter comme règle de conduite. En France, depuis que tous les partis acceptent le régime républicain, les francs-maçons de toutes obédiences se sont dispersés à droite et à gauche. Les chrétiens ont suivi le même chemin, se retrouvant avec d'autant plus d'entrain dans tous les partis qu'ils relativisent ainsi l'opposition entre la droite et la gauche, à leurs yeux simple divergence de vues sur la meilleure façon de gouverner la société actuelle.

La revanche des «jaunes»

Cette volonté de recentrage œcuménique, visant à pacifier la vie politique pour parvenir à un fonctionnement consensuel de la démocratie, est aussi une façon d'indiquer le véritable adversaire du système. Elle a toujours tendance à attribuer toute conflictualité à une mauvaise volonté manifeste, comme s'il s'agissait d'une querelle d'un autre temps à surmonter. La vie sociale a été placée sous le même éteignoir. Dans la division syndicale, les chrétiens représentaient les «jaunes» opposés aux «rouges». Ils rejetaient la lutte de classe en faveur d'une harmonie sociale de nature «corporative» ou «participative»; ils préféraient la «liberté du travail» au droit de grève. En cela ils ne faisaient qu'appliquer dans le domaine social la doctrine évangélique de l'obéissance aux autorités légitimes dans le respect des hiérarchies constituées. Sur ce point, le Concile Vatican II a aussi quelque peu modifié la donne. Une partie du syndicalisme chrétien a pris ses distances avec la doctrine sociale de l'Église, cessant de vouloir apparaître comme un mouvement confessionnel. Il y a eu une évolution à gauche qui l'a fait se présenter comme un syndicat réformateur soucieux de progrès social et d'innovation, porteur de revendications qualitatives (conditions de vie et de travail) et pas seulement quantitatives (niveau de vie et emploi). Cela n'était pas contradictoire avec un capitalisme qui s'efforçait encore à l'époque d'assurer le plein emploi et une augmentation relative des salaires pour garantir l'adhésion de la population au système, qui pouvait même accepter le principe de la participation des ouvriers à la production et à la gestion des entreprises, dans le but d'obtenir une meilleure productivité et une plus grande efficacité organisationnelle.

Pour bien comprendre ce dernier point, il faut rappeler quelle est la fonction syndicale dans le système capitaliste. Le syndicat n'y représente pas, comme le veut la tradition socialiste, un organe du mouvement ouvrier dans sa lutte de classe économique et politique pour prendre le pouvoir dans la société. Le syndicaliste n'est pas un délégué des ouvriers, mais une sorte d'avocat commis d'office auprès des pouvoirs publics, souvent d'ailleurs financé par eux. Il fonctionne comme un intermédiaire, un médiateur dans le conflit entre employeur et employé, un intervenant chargé de dénouer la

crise en négociant le coût de la main-d'œuvre, ses conditions d'exploitation, l'embauche et le licenciement inclus – ainsi il peut arriver que des syndicats bien intégrés dans une entreprise fassent pression pour que ne soient employés que ceux qui acceptent d'être syndiqués.

Dans les périodes où le système peut tolérer un certain progrès social, le syndicaliste essaie de faire en sorte que les patrons, et plus généralement les gouvernants, prennent en compte les intérêts des ouvriers. Dans des périodes de crise et de récession qui obligent à tout revoir à la baisse, c'est-à-dire à accepter plus facilement les licenciements, le durcissement des conditions de travail, la diminution des salaires et autres revenus, le syndicaliste est amené, a contrario, à tenter de convaincre les ouvriers d'être plus conscients des intérêts des patrons dont ils dépendent. Le syndicalisme d'inspiration chrétienne est passé justement d'une position à l'autre, avec d'autant plus de facilité qu'il accomplissait ce pas en même temps qu'un gouvernement de gauche contraint à la même évolution.

En faisant cela, on ne s'est pas contenté de se résigner à un état de fait contre lequel un syndicat, ou même un parti au pouvoir, ne peut pas grand-chose en règle générale. Il fallait faire de nécessité vertu, justifier le changement de programme en prétendant que l'on continuait par d'autres moyens à faire œuvre de progrès. C'est ici qu'intervient l'idéologie du «christianisme social» et ses accents modernistes, pour accomplir à l'égard du syndicat le même travail de «conscientisation» qu'à l'égard du parti. La «modernisation» dont il s'agit ne concerne plus cette société que l'on prétendait faire évoluer dans le bon sens. Bien au contraire, c'est elle qui constitue désormais la référence en la matière, et tous ceux qui veulent la gouverner doivent se conformer à ses normes et conditions (changement de sens de la notion de réforme). Toute une tradition de luttes ouvrières à l'origine de conquêtes sociales d'importance, appartiendrait à un passé, plus perçu comme une réserve de choses qui n'ont plus cours que comme l'ensemble de ce qui a eu lieu sans préjuger de l'avenir. La volonté de défendre ces droits acquis est dénoncée comme une manifestation de «conservatisme». On va même jusqu'à voir du «corporatisme» dans le fait de se soucier des intérêts des ouvriers sans les subordonner à ceux des patrons – chose qui ne manque pas de sel quand on sait quel rôle a joué cette notion dans la doctrine sociale chrétienne précisément pour justifier une telle subordination... Mais les chrétiens ont la mémoire longue et la rancune tenace, tout leur est bon pour disqualifier méthodiquement un ancien mouvement ouvrier influencé par les «rouges», y compris de retourner à l'envoyeur les arguments qui leur étaient destinés. Maintenant qu'ils croient avoir le contrôle du mouvement après l'élimination de leurs adversaires – mais ceci n'est pas vrai uniformément dans tous les pays – ils estiment le temps venu de lui donner une image plus positive, celle du «syndicalisme

réformé» qu'ils incarnent: un syndicalisme responsable, qui préfère le «dialogue social», la démocratie sociale pacifiée à la lutte de classe, qui cherche à établir entre le patronat et le salariat la convergence d'intérêts nécessaire au bon fonctionnement de «l'économie de marché».

Bilan intégralement négatif

Comme le rend manifeste toute son histoire, le christianisme de gauche représente une instrumentalisation religieuse d'une certaine orientation politique. Chaque fois que la société moderne a connu de fortes poussées à gauche, en faveur de la démocratie ou du socialisme, inévitablement des groupes chrétiens plus ou moins importants ont cherché à s'approprier ces références, dans le but de valoriser leur religion et d'éviter qu'elle n'apparaisse comme une réalité contraire. Mais on ne peut pas dire que, pour la démocratie ou le socialisme, le christianisme ait représenté une valeur ajoutée, il aurait plutôt contribué à leur dévaluation. Car il est de toute façon bien difficile de traduire l'un dans l'autre un système de croyances très particulier et des idées politiques à visée universelle. Comme l'a montré l'exemple du christianisme «révolutionnaire», elles en ont subi une profonde altération jusqu'à verser dans l'idéologie la plus fumeuse. Un mouvement qui dérive dans l'irréalité et l'irrationalité la plus complète conforte l'ordre dominant qui peut ainsi garder sous contrôle la réalité et la rationalité. Il ne risque pas d'être ébranlé, ni même inquiété par la quête d'un autre monde dans lequel s'annoncerait l'ère messianique où règnent l'amour et la justice entre les hommes. Tant qu'aucun mouvement réel ne tente de tirer rationnellement parti des ressources du monde actuel pour mettre fin aux diverses formes de domination et d'exploitation, il peut toujours laisser dire les rêveurs en leur montrant que ce qui a force de réalité est de son côté.

La faiblesse intrinsèque du christianisme de gauche rencontrée à chaque étape de l'histoire, plus apparente dans le courant réformiste qu'ailleurs, est ce qui en lui freine et limite la propagation d'un mouvement. La dynamique de progrès a toujours été celle d'un dépassement des forces de gauche par de nouveaux partis porteurs d'avancées dans tous les domaines, faisant preuve d'ambition et d'audace sans se laisser arrêter par les bornes de l'époque. Les chrétiens, par contre, ont été régulièrement en retard d'une révolution. Ils adhéraient à des formes de gauche déjà dépassées, destinées à finir leur course au centre, véritable tropisme de leur comportement politique. Cela avait sans doute quelque chose à voir avec leur sens du péché, leur faisant craindre d'enfreindre quelque loi, si jamais ils s'aventuraient au-delà des frontières établies par la constitution légitime du moment. Bien qu'ils aient souvent soutenu que les idées de gauche avaient toutes une origine chrétienne, ils n'ont, quant à eux, rien ajouté de proprement chrétien aux conceptions courantes de la démocratie ou du socialisme. Ils se sont attribués un droit de propriété intellectuelle sans même avoir

apporté de contribution significative... Mais surtout ils ont repris ces idées de manière restrictive afin de les rendre compatibles avec les valeurs chrétiennes, effaçant leur possible contradiction tout simplement en émoussant leur tranchant. Cela a eu pour conséquence qu'au lieu de libérer les hommes de la religion, on leur a fait croire pendant un temps que la religion pouvait les libérer...

Fabrice

Souscription pour un recueil de textes de Loren Goldner

Loren Goldner n'est pas un marxiste «académique», et ce dans les deux sens du terme. Il ne détient pas une chaire dans une université anglo-saxonne, et ne perd pas non plus son temps et son énergie à participer ces interminables querelles marxologiques que chérissent tant les intellectuels de gauche, toujours en quête de respectabilité universitaire ou d'une aura de «maître à penser» (d'Althusser à Bourdieu en passant par Badiou, Amin, Hobsbawm et Negri, ce ne sont pas les exemples qui manquent – le plus souvent stalinophiles).

Loren Goldner essaie d'appliquer sa vision très personnelle du marxisme aux réalités des luttes de classes contemporaines. En dehors de ses lectures abondantes et variées en différentes langues, il profite de ses voyages ou de ses longs séjours dans d'autres pays pour rencontrer d'autres militants et tenter de saisir l'essentiel de leur combat contre le Capital.

En lisant les deux volumes de traductions qui présentent une bonne partie de ses écrits depuis vingt ans, le lecteur saisira tout de suite que l'auteur n'est pas un marxiste dont l'horizon se borne aux frontières intellectuelles ou matérielles de son pays d'origine, les Etats-Unis. Il tente de nous présenter une vision du monde, en partant d'emblée d'un point de vue international et même anational.

On peut – je dirais même on doit – ne pas être toujours d'accord avec Loren Goldner, mais il faut lui reconnaître trois qualités essentielles.

La première: il cherche toujours à débusquer les marxistes étatistes, à démonter leurs raisonnements et leur démagogie pseudo-radical. Qu'il s'agisse des dirigeants guérilleros de l'ancien tiers-monde ou des présidents populistes du Sud actuel, des «nouveaux philosophes», des baudruches postmodernes, ou des théoriciens de la «déconstruction», il critique tous ceux qui manipulent les concepts marxistes pour les mettre au service d'un pouvoir, quel qu'il soit. *«Le meilleur de la social-démocratie allemande et du bolchevisme russe, écrit-il, est inextricablement imbriqué dans une pensée et un culte de l'État. Une perspective révolutionnaire renaissante ne peut plus y voir de lointains ancêtres, mais une impasse où le marxisme s'est perdu en discours étatistes qui lui étaient étrangers.»*

Sa critique de l'étatisme de la gauche et de l'extrême gauche est une constante, qui le différencie de bien des «marxistes» et de bien des «penseurs» dits «révolutionnaires» ou altermondialistes.

Deuxième qualité, l'auteur prend fait et cause pour les luttes des travailleurs, ici et maintenant, tout en gardant une conscience antibureaucratique sans concessions.

Troisième qualité, Loren Goldner s'intéresse aux transformations économiques du monde capitaliste, dont il essaie de nous présenter les grandes lignes de façon simple (enfin, quand c'est possible...) et compréhensible.

On peut être en désaccord avec son idée d'un retour au vrai Marx des origines (pourquoi les révolutionnaires devraient-ils penser le monde aujourd'hui, dans toute sa complexité, principalement à partir des écrits d'un penseur du XIXe siècle, aussi génial et brillant soit-il ?), mais on doit reconnaître une certaine force à son plaidoyer pour un usage renouvelé des catégories et concepts marxistes.

Dans ce premier recueil d'articles, à part un texte central de plus de cent pages qui pourrait donc constituer un livre à lui tout seul, le lecteur découvrira des textes plus courts abordant des sujets très divers: en dehors de trois critiques de livres, huit articles concernent des questions dites «économiques» et présentent la vision particulière de l'auteur concernant l'évolution du capitalisme et le soubassement de la crise économique mondiale actuelle; ce premier tome contient aussi des textes sur les luttes ouvrières aux Etats-Unis, en Corée, et en Espagne; Loren Goldner évoque également les origines du racisme aux États-Unis et de l'antisémitisme en Europe; il se livre à une critique radicale du multiculturalisme et présente l'apport d'un auteur marxiste peu connu: Amadeo Bordiga à propos de la révolution russe et de la question paysanne.

Le second recueil d'articles abordera des questions aussi variées que la situation sociale en Argentine, en Inde, en Chine, au Mexique et en Pologne; l'héritage des Lumières; l'articulation des questions de race et de classe aux Etats-Unis; l'altermondialisme; la désindustrialisation et l'absence d'un Parti ouvrier en Amérique, etc.

La revue *Ni patrie ni frontières* publiera deux recueils des textes de Loren Goldner en octobre 2008 et décembre 2008. Ceux et celles qui sont intéressés par ces 2 livres peuvent, s'ils le souhaitent, participer à la souscription que nous lançons à cet effet.

Les 2 ouvrages compteront en tout 600 pages et coûteront 18 € (9 € chacun), frais de port inclus. Et 24 € (ou 12 € chacun) après la clôture de la souscription à la fin de l'année 2008. Si cela vous intéresse, vous pouvez envoyer un chèque de 18 € à l'ordre d'Yves Coleman (le chèque n'étant encaissé qu'à la parution du premier livre en octobre 2008) 10 rue Jean-Dolent 75014 Paris.

Ou nous contacter par email à yvescoleman@wanadoo.fr

Anarchisme, nation, identité, culture *Régionalisme, nationalisme* *et anarcho-indépendantisme*

de Karim Landais est paru en octobre 2008 chez Orphéo Editions, 184 pages, au prix de 8 €, frais de port compris.

Ce texte a déjà été publié en 2006, un an après la disparition de Karim Landais en juin 2005. Il était alors inclus dans deux gros volumes rassemblant presque tous les écrits de Karim. Cette anthologie (*Passions militantes et rigueur historique*) étant désormais presque épuisée, nous avons choisi de republier, dans un ouvrage au format plus maniable, ce texte qui n'a pas pris une ride.

En effet, les questions liées à la «culture», à «l'identité», à la «nation», au multiculturalisme, à l'«Europe des régions» (ou des «nations») sont plus que jamais au cœur des débats politiques en France, comme en témoignent, à des niveaux différents, la création du mouvement des Indigènes de la République et du CRAN en 2005; les «émeutes» de Novembre 2005; les discours patriotards de Royale et Sarkozy lors de la campagne présidentielle de 2007; les multiples façons dont la droite et la gauche françaises instrumentalisent l'histoire de la France; la désignation d'un ministre de «l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire» (ou «de la Rafle, de la Honte et du Drapeau», comme le dit justement le Réseau Education sans frontières); les contraintes de plus en plus fortes qui pèsent sur les travailleurs migrants, qu'ils soient ou non en «situation régulière»; les débats sur le hijab et la place de l'islam dans un pays aux «racines chrétiennes»; la nomination de personnalités «issues de la diversité» (en clair de personnes d'origine africaine et nord-africaine) à des responsabilités gouvernementales, sans compter l'incapacité de la gauche et de l'extrême gauche à mobiliser, ne serait-ce que leurs électeurs, sur une base internationaliste, ou mieux anationale, lors des élections et référendums européens, et à mobiliser dans la rue contre la présence et les interventions des troupes françaises en dehors de l'Hexagone.

On peut ne pas être d'accord avec telle ou telle formulation, hypothèse ou idée de l'auteur (je ne crois pas, par exemple, que l'Union européenne puisse être assimilée à une structure «d'inspiration néo-totalitaire» ou «corporatiste» comme l'affirmait Karim), mais on doit lui reconnaître un souci de rigueur, une clarté d'exposition, un sens de la nuance, qualités rares chez un auteur «révolutionnaire» et surtout une incitation à réfléchir par soi-même. Que demander d'autre à un bon livre ?

**Pour toute commande écrire à Guy Landais La Bastide
des capucins 84 240 Cabrières d'Aigues**

Islam, islamisme, «islamophobie»

L'ouvrage est divisé en cinq parties correspondant à cinq thèmes principaux.

La première partie restitue quelques brèves données de base sur Mahomet, la naissance de l'islam et le statut des dhimmis, puis présente le point de vue de militants et militantes algériens, pakistanais, palestiniens et irakiens sur la façon dont ils perçoivent la réalité religieuse et politique de l'islam dans leurs pays respectifs aujourd'hui.

La seconde partie traite de la «question musulmane» en France, des raisons pour lesquelles l'islam est devenu un enjeu social et politique et des conséquences négatives que l'essor de cette religion a eues sur le mouvement ouvrier et féministe en France. Elle évoque les débats sur le hijab et la laïcité dans l'Hexagone, la confusion politique qui règne à gauche et à l'extrême gauche sur les questions religieuses en général et l'islam en particulier, et pointe aussi l'apparition d'un citoyennisme musulman dont Tariq Ramadan est le représentant intellectuel le plus emblématique et le plus sophistiqué.

La troisième partie tente d'établir quelques distinctions élémentaires entre racisme anti-Arabs, xénophobie et «islamophobie». Elle souligne aussi les dangers de certaines alliances ou convergences politiques au nom de la défense de la laïcité ou des droits des femmes, en France et en Grande-Bretagne.

La quatrième partie rassemble une douzaine de traductions de textes ou de débats impliquant des militantes des Partis communistes-ouvriers d'Irak et d'Iran qui s'expriment à la fois sur l'islam politique, mais aussi sur des questions comme l'«islamophobie», la laïcité, le relativisme culturel et le multiculturalisme.

Quant à la cinquième et dernière partie, elle critique de façon virulente l'opportunisme de la gauche et de l'extrême gauche théocompatibles, voire de certains libertaires, en France comme en Grande-Bretagne.

Compil n°2 (2002-2008), mars 2008, 336 pages, 10 €

La Fable de l'illégalité: Sans-papiers, immigration et intégration forcée aux Pays-Bas

Les Pays-Bas sont un petit pays rarement mentionné dans les médias. La «paix sociale» y est rarement troublée par des grèves, ou des luttes, «exemplaires» susceptibles d'enflammer l'imagination des militants. Pourtant, beaucoup de questions politiques débattues en France – de la «flexsécurité» à «l'identité nationale» en passant par le «multiculturalisme», les séquelles du colonialisme, l'immigration ou la place de la religion dans la société – y sont l'objet de vifs débats... et aussi de mesures réactionnaires que la droite française rêve d'imposer dans l'Hexagone.

De Fabel van de illegaal (La Fable de l'illégalité) est un groupe atypique, par ses origines, comme par ses activités et son journal qui s'intéresse à trois questions principales: le racisme et l'antisémitisme aux Pays-Bas, l'extrême droite, et les luttes des sans-papiers. Presque tous les articles tournent autour de ces trois axes d'intervention, ou de thèmes très proches, dans une perspective militante bien sûr, mais aussi dans le cadre d'une réflexion théorique sur toutes les questions posées par les politiques migratoires et démographiques: nationalisme, place des «cultures» et des traditions, multiculturalisme, liberté de conscience, fonction des religions, répression étatique, oppression des femmes, rôle de la famille, etc.

Il faut souligner aussi une autre originalité de *De Fabel van de illegaal*: sa façon de préparer ses campagnes politiques, seul ou avec d'autres. Dans la plupart des pays, les groupes d'extrême gauche ou libertaires ont généralement une attitude purement réactive: ils réagissent à une mesure gouvernementale, à l'invasion d'un pays étranger, à une décision d'un organisme international ou d'une multinationale. Pour sa part, De Fabel fonctionne de façon originale: quand le groupe décide de mener une campagne politique sur un thème (et, comme on l'a vu, ces thèmes sont volontairement limités, De Fabel ne veut pas disperser son énergie entre vingt causes différentes et sans lien entre elles), ses membres commencent par bien étudier les arguments de l'adversaire (Etat, partis politiques, patrons, institutions internationales) pour à la fois pouvoir répondre aux réactionnaires ou aux réformistes, mais aussi pour trouver des arguments simples et faciles à comprendre qu'ils puissent employer à la fois dans leur journal, leurs tracts et dans les discussions individuelles, les meetings, les manifestations, etc.

Compil n°3 (2002-2008), mai 2008, 360 pages, 10 €

«Question juive» et antisémitisme Sionisme et antisionisme

Cet ouvrage évoque surtout l'attitude des marxistes et des anarchistes face à la prétendue «question juive», au sionisme et à l'antisémitisme.

Les auteurs sont de tendances très diverses. Les textes ont été choisis, selon l'orientation de la revue, non pas parce qu'ils apporteraient la Vérité, mais parce qu'ils contiennent un certain nombre d'informations historiques et théoriques indispensables pour entamer un débat sérieux.

La prétendue «question juive» dévoile en fait les limites de toutes les idéologies révolutionnaires depuis cent cinquante ans, idéologies généralement fondées sur une vision assimilationniste de toutes les ethnies et de tous les peuples; sur l'illusion que les religions et les nationalismes n'auraient aucun avenir dans un monde capitaliste moderne et développé; sur une croyance aveugle dans les vertus du progrès technique et scientifique; sur une foi démesurée dans les effets magiques de la Révolution sociale (qu'elle soit d'inspiration marxiste ou anarchiste) et d'une nouvelle organisation de l'économie par les producteurs eux-mêmes. Et, disons-le clairement, sur une sous-estimation radicale de l'antisémitisme et de ses effets meurtriers au profit d'une surestimation et d'une dénonciation démagogiques de la présence des Juifs au sein des structures du capital financier ou commercial.

L'intérêt d'évoquer la «question juive» est de pouvoir revisiter pratiquement toutes les questions importantes des théories révolutionnaires: les classes sociales, la nation, le rôle de la classe ouvrière, la religion, l'État, l'histoire du capitalisme, etc., comme en témoignent les différents articles rassemblés dans ce livre.

Compil n°1 (2002-2008), mars 2008, 344 pages, 10 €

Sommaire

SANS-PAPIERS

Interviews de 5 militants RESF	4
CSP 75, CGT et occupation de la Bourse (Y.C.)	38
La voix des délégués (<i>Journal de la Bourse occupée</i>)	41
De Saint-Bernard à la rue Charlot (<i>Journal de la Bourse occupée</i>)	48
Travailleuses sans papiers (<i>Journal de la Bourse occupée</i>)	52

PRECARITE, INTERIM, PORTAGE, FLICAGE...

Classe ouvrière... ou travailleurs fragmentés ? (João Bernardo)	64
Insertion: Nos printemps contre leur Grenelle (AssistEe's Liberation Front)	76
<i>Le Beurre et l'Argent du Beurre</i> , avril 2008	86
Ordre moral à la CAF	87
Fraude sociale: la grande supercherie	89
Les contrôles de la CAF	91
Solidaires contre les contrôles	94
RSA: même financée par le Capital, une régression sociale reste une régression sociale	96

INTERNATIONAL

Les prisons pour sans-papiers aux Pays-Bas (H. Westerink)	102
Merengue vénézuélien. Interview de Miguel et Isabel	111
Tibet: lutte contre le colonialisme chinois (Mouvement communiste)	135

DEBATS ET POLEMIQUES

Réunion européenne de Vichy: fantasmes et réalités	154
Ils sont à Vichy, soyons pirates (CSDASP)	156
Fascisme partout... analyse nulle part !	159
Réponse du Comité de soutien aux sans-papiers de Tours	162
Sarkozy et Vichy: Discours creux ou analyse politique ?	165
Commentaires de deux internautes	174
Vichy, Sarkozy et nous, et nous...	176
Discussion sur le nationalisme	187
Annexe: Culture ? Quelle culture	198
Ni Joffrin, ni Val, ni Siné, la clarté politique d'abord !	199
<i>Sur Chomsky et compagnie</i>	204
Sur le christianisme de gauche	214
Souscription pour <i>Demain la révolution</i>	224
<i>Anarchisme, nation, identité, culture</i> (Karim Landais)	226

Depuis septembre 2002 *Ni patrie ni frontières a publié*

- N° 1: Sur l'URSS - Elections 2002 - Nouveau parti «anticapitaliste» - Lutte ouvrière (2002), 7, 5 €
N° 2: Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5 €
N° 3: Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5 €
N° 4/5: États, nations et guerre - Grèves de mai-juin (2003), 10 €
N° 6-7: Les syndicats contre les luttes ? - Athéisme et religion (2003)
N° 8-9: Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël (2004), 10 €
N° 10: Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité (2004), 7, 5 €
N° 11-12: Terrorismes et violences politiques (2004), 10 €
N° 13-14: Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10 €
N° 15: «Quand les jeunes dansent avec les loups» - Tracts - Analyses - Témoignages (2005), 7, 5 €
N° 16-17: «Rêve général» - Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE (2006), 10 €
N° 18-19-20: Dieu, race, nation: mythes mortifères (2007), 10 €
N° 21-22: Offensives réactionnaires: Sarkozy - Blairisme - Banlieues et guérilla urbaine - Trotskystes et obsessions électorales - Questions noires en France (2007), 10 €
N° 23-24: Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10 €

Brochures

- Emma Goldman et la révolution russe (2002, 48 p., 4 €),
Débat sur la révolution russe: Loren Goldner, Chris Harman, Mike Martin (2002, 58 p., 4 €)
Voltaire de Cleyre, militante anarchiste-féministe (2002, 48 p., 4 €)
Nationalisme, antisémitisme, altermondialisme. Textes du groupe *De Fabel van de illegaal* (70 p., 4 €)
Femmes en Irak, Egalité des droits, laïcité, Droits de l'enfant et hijab, «islamophobie», textes du PCOI, 45 p. 3 € (2^e édition)

Livres

- Compil' 1: «Question juive», sionisme et antisionisme, 2008, 336 p., 10 €
Compil' 2: Islam, islamisme, «islamophobie», 2008, 344 p., 10 €
Compil' 3: La Fable de l'illégalité, textes du groupes néerlandais *De Fabel van de illegaal*, sur les sans-papiers, les limites de l'altermondialisme et de l'écologie, 2008, 360 p., 10 €

CONTACT yvescoleman@wanadoo.fr

ou: Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris. Site internet (partagé avec d'autres publications): <http://www.mondialisme.org>

Livres imprimés sur des papiers labellisés
FSC
Certification garantissant une gestion durable de la forêt

Dépôt légal 4^e trimestre 2008

Achevé d'imprimer sur les presses du

Centre Littéraire d'Impression Provençal
Artizanord n° 203
42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille
www.imprimerie-clip.com

N° d'impression 07100227